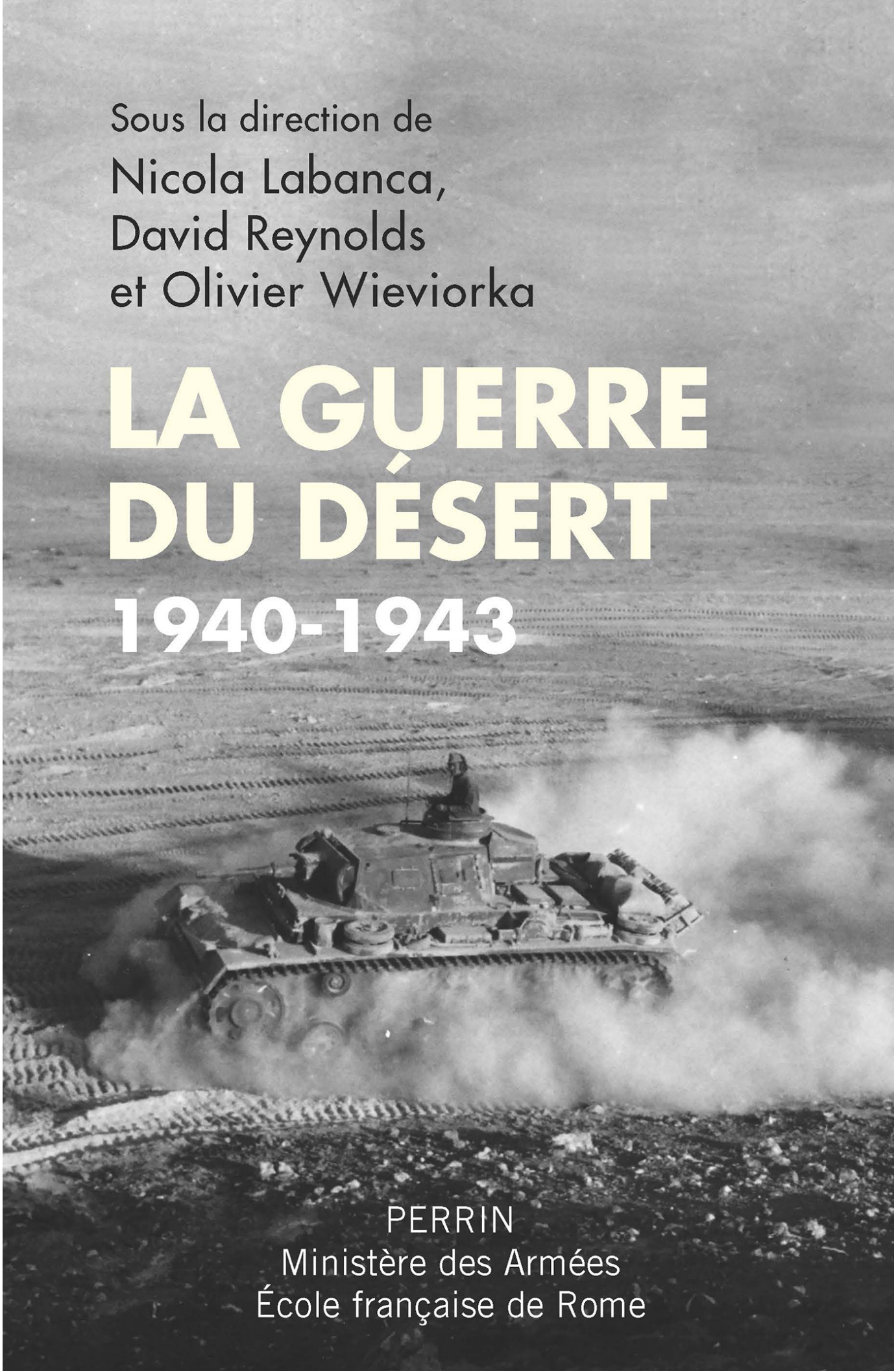
Sous la direction de
Nicola Labanca,
David Reynolds
et Olivier Wieviorka

LA GUERRE DU DÉSERT
1940-1943



PERRIN
Ministère des Armées
École française de Rome

Sous la direction de Nicola Labanca,
David Reynolds et Olivier Wieviorka

LA GUERRE DU DÉSERT

1940-1943

PERRIN
Ministère des Armées

Cet ouvrage est coédité avec le ministère des Armées,
secrétariat général pour l'administration,
Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives.

La Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives (DPMA) est une direction du ministère des Armées placée sous l'autorité du secrétaire général de ce ministère. La DPMA a notamment en charge la politique culturelle du ministère au travers des collections de ses musées, de ses services d'archives et de ses bibliothèques. Elle détermine et finance les actions nécessaires à la gestion et à la valorisation de ce riche patrimoine. C'est dans cette perspective que la DPMA développe également une politique de publication et de soutien aux productions audiovisuelles permettant à un large public de découvrir l'histoire et le patrimoine du ministère des Armées.

© EFR, Paris, 2019
© Ministère des Armées/Perrin, un département de Place des Éditeurs, 2019

12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01

Couverture : Modèle allemand Panzer III Ausf A F, dans le désert à El Agheila, Afrique du Nord, avril 1941. © Collection Dagli Orti/Aurimages

EAN : 978-2-262-07959-8

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

Sommaire

Titre

Copyright

Nouveaux regards sur la guerre du désert - par Nicola Labanca, David Reynolds et Olivier Wieviorka

Une définition
Pour une histoire transnationale
Une histoire à reconstruire
Un terrain sur lequel il était difficile de vaincre : les chefs…
… et les combattants

Afrique du Nord et stratégie planétaire
Le piège du désert
« Torch », un compromis stratégique
« Torch », un compromis opérationnel
L'ombre de « Torch » : la diplomatie et la stratégie des Alliés en 1943

L'Afrique du Nord : un enjeu colonial
Une guerre coloniale ?
Le Royaume-Uni
L'Allemagne
L'Allemagne nazie et le précédent italien
Vichy
La France libre

Les chefs
Une guerre nouvelle ?
Mariage d'amour ou de raison ?
Politique d'abord

De chair et de sang

Combattants du désert
Des combattants des quatre coins du globe
Tensions entre alliés
Apprivoiser un environnement hostile
Loin de tout
Oasis
Une expérience déroutante
En quête de sens
Névroses de guerre

Une guerre non européenne : Les troupes des colonies et des Dominions
Les effectifs
Sur le champ de bataille
Les coûts cachés

Guerre et violences en Afrique du Nord
Une guerre sans haine : la persistance d'une légende
Le cadre colonial : l'Afrique du Nord, un espace de violence
La dimension fasciste : l'Afrique du Nord et le rêve d'un empire racial
La violence contre les Arabes
La violence contre les Juifs
La violence contre les prisonniers
L'historiographie en question

Les populations civiles dans la guerre du désert
Le contexte nord-africain à la déclaration de guerre
La guerre de la propagande : la stratégie d'influence italienne
et la concurrence allemande
La place des colonies dans l'économie de guerre
Tensions et tentatives de compromis politiques avant novembre 1942
Exclusions et persécutions : la situation des Juifs au Maghreb et en Libye
pendant la guerre
La politique allemande envers les Juifs d'Afrique du Nord et du Proche-
Orient
Opposants, étrangers et suspects
La place de l'islam dans les politiques envers les populations civiles

La croissance des luttes anticoloniales après novembre 1942

La guerre du désert dans la mémoire collective
Contextes
Les acteurs
La pratique symbolique des commémorations : anniversaires, mémoriaux, cimetières militaires
La guerre des sables dans les futures mémoires

Notes

Notices biographiques des auteurs
Index

Nouveaux regards sur la guerre du désert

par Nicola Labanca, David Reynolds et Olivier Wieviorka

La « guerre du désert », soit l'ensemble des opérations militaires conduites entre 1940 et 1943 en Afrique du Nord, a longtemps été négligée, tant par les acteurs que par les historiens. Non que ce front, durant ces trois années, se soit gelé dans une guerre de positions. Il fut, au contraire, caractérisé par une impressionnante série d'attaques et de contre-attaques. L'Italie avait ouvert le feu. En septembre 1940, le maréchal Graziani, aiguillonné par Mussolini, lança une offensive en Libye à laquelle les Britanniques répliquèrent en décembre : parvenant à prendre Bardia, puis Tobrouk, ils parvinrent à la frontière de la Tripolitaine, à Al-Agheila. Cette situation désastreuse conduisit Hitler à dépêcher un corps expéditionnaire placé sous le commandement d'Erwin Rommel, dont les premiers éléments débarquèrent en février 1941. Plutôt que de miser sur la prudence, le Renard du désert passa aussitôt à l'attaque, réoccupant Benghazi avant de projeter la conquête de l'Égypte. Déclenchée en mai 1942, son offensive, retardée par les combats de Bir Hakeim, permit cependant de capturer Tobrouk le 24 juin, et gagna El-Alamein, à une soixantaine de kilomètres d'Alexandrie. Elle ne devait plus jamais reprendre. Car les Britanniques obligèrent dès juillet les forces de l'Axe à marquer un coup d'arrêt, avant de leur infliger, en octobre, une sévère défaite qui obligea Rommel à se retirer vers l'ouest, en direction de Tripoli.

Le 8 novembre, par ailleurs, les Anglo-Américains débarquèrent au Maroc et en Algérie, dans l'espoir de se lancer à l'assaut de la Tunisie. Mais

ils piétinèrent. Les tergiversations des commandants vichystes, comme les problèmes logistiques, retardèrent les troupes britanno-américaines qui ne purent enlever les territoires de la Régence aussi vite qu'elles l'espéraient. En décembre, une première offensive échoua. Il fallut attendre le printemps de 1943 pour que les forces italo-allemandes, prises en étau entre la 8e armée de Montgomery, à l'est, et les unités françaises, britanniques et américaines, au sud et à l'ouest, cèdent, en avril et le mois suivant, avant de capituler, au cap Bon, le 13 mai 1943.

Ce théâtre d'opérations fut durant de longs mois considéré comme secondaire par certains grands chefs. Adolf Hitler se polarisa sur sa campagne de Russie et n'accorda jamais à l'Afrikakorps les moyens qu'il exigeait. Les stratèges américains quant à eux renâclèrent à l'idée de débarquer en Afrique du Nord car ils craignaient, non sans raisons, d'engloutir des moyens considérables sur un théâtre d'opérations jugé secondaire et qui risquait de menacer la seule offensive qui aurait raison du Troisième Reich – un retour offensif en Europe du Nord-Ouest. Roosevelt céda, pourtant, espérant – alors que les élections de mi-mandat de l'automne 1942 se profilaient – engranger des gains électoraux grâce à une victoire obtenue à bon prix sur le continent africain. Pour d'autres leaders, en revanche, les sables du désert se révélaient cruciaux. Winston Churchill tenait à conserver le contrôle de la Méditerranée, ne serait-ce que pour éviter aux convois de sa Très Gracieuse Majesté le long détour par le cap de Bonne-Espérance qui, pour l'Inde, ajoutait quinze jours et 4 500 milles supplémentaires de navigation. Il entendait maintenir également le *Mare Nostrum* sous l'influence de Londres. Et il espérait obtenir, en Afrique, une victoire décisive. « Le fait de combattre en Méditerranée, semble-t-il parfois, avait une valeur plus métaphysique que stratégique[1] », observe ainsi l'historien Simon Ball. De même, Vichy accorda une importance majeure à ses possessions maghrébines. L'État français souhaitait en effet montrer aux puissances de l'Axe qu'il défendrait bec et ongles l'Empire contre toute attaque provenant des Anglo-Américains. Sans doute espérait-il également offrir ses colonies en dot à l'Europe brune qui se dessinait – le thème de l'Eurafrique fut développé à l'envi dans la propagande vichyste jusqu'en 1942. Mussolini, enfin, rêvait de contrôler la rive sud de la Méditerranée, au risque de braver, en Égypte, les forces britanniques. Si la

guerre du désert, en somme, resta de bout en bout secondaire à l'échelle de la Seconde Guerre mondiale, elle ne fut pas pour autant négligeable. De fait, elle mobilisa des moyens parfois considérables. Car si à l'été 1943 moins de 5 % des divisions allemandes combattaient en Méditerranée, la Luftwaffe y avait affecté près de 40 % de ses unités de bombardement. De même, El-Alamein fut, non sans raison, considéré comme un tournant qu'amplifia l'opération « Torch » : les Anglo-Américains, après les défaites accumulées depuis 1940, reprenaient enfin la main. Rappelons également, pour faire bon compte, que 130 000 soldats allemands et 120 000 soldats italiens déposèrent les armes en Tunisie en mai 1943, plus que les 110 000 hommes de la Wehrmacht capturés à Stalingrad. C'est dire que la guerre du désert mérite d'être réévaluée pour obtenir sa place, sa juste place certes, mais toute sa place dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

Pourtant, le monde académique a préféré s'intéresser à d'autres fronts. La victoire de 1945, la cause est entendue, s'était jouée dans les neiges de Stalingrad ou le bocage boueux de la Normandie, non dans les étendues désolées du Maghreb ou du Machrek, ce qui suffit à expliquer ce relatif désintérêt. Sans pour autant briser des mythes tenaces. Car la guerre du désert a été victime d'une encombrante mythologie, que ses traits aient été idéalisés ou, au contraire, diabolisés. Côté cour, elle a été présentée comme un confit chevaleresque, une « guerre sans haine », pour reprendre la formule de Rommel, opposant des chefs refusant de sacrifier aux démons de la barbarie. Legs inattendu de la propagande, chaque camp s'est évertué à sacraliser ses héros (Rommel pour l'Allemagne, Montgomery pour le Royaume-Uni) ou ses hauts faits (Bir Hakeim pour la France libre). Côté jardin, une légende noire, forgée aux jours mêmes du conflit, a volontiers dépeint les forces italiennes comme une troupe d'amateurs, plus prompts à fuir qu'à combattre – une image complaisamment forgée par un commandement allemand plus enclin à attribuer sa défaite à l'impéritie du Duce qu'à ses propres carences. Une vision, on en conviendra, pour le moins rapide.

Les récits, enfin, ont bien souvent privilégié les opérations militaires sur les autres composantes de la guerre du désert. Les dimensions diplomatiques de ce conflit comme ses aspects coloniaux ont été fréquemment occultés, au profit d'une « histoire-bataille » somme toute

traditionnelle, isolant par surcroît l'Afrique du Nord des autres théâtres d'une guerre qui était, pourtant, essentiellement mondiale.

À l'orée du XXIe siècle, l'historiographie a cependant singulièrement évolué. Envisageant désormais la guerre du désert dans sa pluralité, elle a abordé des terres jusqu'alors inconnues – qu'il s'agisse de la logistique, de la stratégie, de la composition plurinationale des troupes engagées ou des rapports assurément complexes unissant colonisateurs et colonisés. Elle a, chemin faisant, rectifié bien des idées reçues, à commencer par le génie présumé des grands chefs, Rommel et Montgomery en premier lieu. Elle a souligné la prégnance de l'idéologie dans la conduite de cette guerre et révisé, à la hausse, les performances des unités italiennes, tout en ayant à cœur de réinsérer ce théâtre d'opérations dans les plus vastes horizons de la Seconde Guerre mondiale. Bref, les travaux historiques ont profondément renouvelé les perspectives, ce qui nous a incités à proposer, dans cet ouvrage, un état des lieux.

Un projet collectif soutenu par diverses institutions a permis, au cours de trois ateliers tenus à Rome, Madrid et Rabat, de réunir des historiens venus du monde entier. Paradoxalement, les historiographies nationales avaient jusqu'alors rarement dialogué, préférant se cantonner au cadre de leur seul pays. Les échanges engagés ont permis, dès lors, de confronter des visions différentes, parfois antagonistes, pour proposer une nouvelle approche de la guerre du désert. Chaque intervenant a proposé une communication qui a servi, fût-ce inégalement, de base aux neuf chapitres qui composent cet ouvrage. Leurs auteurs ont, ensuite, très largement complété leur documentation, en s'appuyant sur leurs travaux ou sur la bibliographie existante, ce qui explique que l'apport des différents intervenants ait été rappelé en note infrapaginale.

La synthèse proposée s'efforce donc de faire le point sur des enjeux majeurs. La place de l'histoire militaire en général et des grandes batailles en particulier n'occupe ici qu'une part mineure, dans la mesure où les campagnes des différents belligérants sont désormais bien documentées par des ouvrages de qualité. Nous avons en revanche tenu à aborder des champs moins connus, en replaçant tout d'abord ce théâtre d'opérations dans le cadre global de la Seconde Guerre mondiale, en abordant la question de la

stratégie géopolitique et de l'enjeu impérial, en nous penchant, enfin, sur les acteurs – chefs, combattants, civils. Le schéma suivi nous permet d'aborder des enjeux capitaux, qu'il s'agisse de la violence de guerre, du rapport des colonisés aux colonisateurs – parfois dominants, parfois libérateurs –, du caractère multinational des troupes engagées, sans oublier, *in fine*, le poids mémoriel d'une guerre assurément originale lorsqu'on la rapporte au front de l'Est ou à la campagne de Normandie. Il ne s'agissait pas, ici, de sacrifier aux démons de l'originalité, mais bien de répondre à des questionnements essentiels, parfois issus de la réflexion impulsée par des historiens spécialistes d'autres périodes (la Première Guerre mondiale par exemple) ou d'autres champs (l'histoire coloniale notamment). Le lecteur trouvera ainsi, du moins l'espérons-nous, de quoi satisfaire sa curiosité.

Ce dialogue fécond entre les historiographies nationales et la synthèse qui en résulte ont été servis par l'appui généreusement dispensé par plusieurs institutions. L'École française de Rome et sa directrice, Catherine Virlouvet, comme les directeurs de la section époques moderne et contemporaine, Jean-François Chauvard puis François Dumasy, n'ont pas marchandé leur soutien. Au ministère de la Défense, la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives a également épaulé de bout en bout ces ateliers, grâce, notamment, à son directeur d'alors, Éric Lucas, et à Laurent Veyssière. Le livre ici présenté a bénéficié du soutien de la désormais Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives, représentée par son directeur Sylvain Mattiucci, Alexis Neviaski, chef de la délégation des patrimoines culturels, et Mathilde Meyer-Pajou, chargée des publications. L'Institut historique allemand de Paris, son directeur, Thomas Maissen, et son directeur adjoint, Stefan Martens, comme l'Institut historique allemand de Rome, en la personne de Martin Baumeister, son directeur, et de Lutz Klinkhammer, son directeur adjoint, ont encouragé ce programme de recherche. Claire Challéat à Rome, Flora Lorente à Madrid et Khadija Chabraoui à Rabat ont largement contribué au succès des trois ateliers. Julie Le Gac, enfin, a assuré de bout en bout le secrétariat scientifique des trois manifestations. Que tous et toutes soient remerciés pour leur contribution à un ouvrage qui, nous l'espérons, contribuera à mieux faire connaître cette guerre du désert, dans sa pleine diversité.

Une définition[*1]

Faire tenir dans une seule et même définition l'ensemble des événements qui se sont déroulés en Afrique du Nord du printemps 1940 à l'été 1943, soit trois longues années, relève de la gageure. Mais ce travail mérite d'être entrepris, trois quarts de siècle après les faits.

Parler de « guerre du désert » (les Français disent plutôt « guerre des sables »), c'est se vouloir tout à la fois classique et novateur. L'expression reprend le titre général de la fameuse trilogie d'Alan Moorehead, le grand journaliste australien qui fit tant – durant la guerre et après – pour la célébrité de Wavell, d'Auchinleck, de Montgomery et de Churchill[1]. Mais elle renvoie à des réalités beaucoup plus larges et beaucoup plus diverses. Faire tenir ensemble les campagnes italo-germano-britanniques de 1940 en Afrique du Nord, la campagne anglo-américano-française de 1942-1943 et celle de Tunisie du printemps et de l'été 1943, voilà qui n'est possible qu'en adoptant une perspective transnationale, voire postcoloniale, autrement dit en prenant ses distances avec la perspective traditionnelle, celle d'une propagande de guerre de type national comme chez Moorehead. C'est la seule façon d'éviter que la formule de « guerre des sables » ou de « guerre du désert » ne se réduise à une vision déterministe et naturaliste suivant laquelle le terrain, le sol, la nature, et non l'histoire ou la politique, dictent ses caractéristiques à ce théâtre d'opérations[2].

Cette perspective n'a rien d'évident pour l'historien militaire. Aucun spécialiste, en effet, n'a été capable à ce jour de maîtriser la pluralité des langues parlées lors de cette guerre livrée dans le désert nord-africain – de la Libye à l'Égypte, du Maroc à l'Algérie et à la Tunisie – et aussi, ou peu s'en faut, dans le désert centrafricain. Aucun spécialiste ne s'est montré à

même d'étudier les archives de tous les pays impliqués ni de dominer, à tout le moins, l'énorme masse d'informations, scientifiques ou autres, qui s'est accumulée sur le sujet à l'intérieur de chacun d'entre eux. À défaut d'un véritable groupe de recherche international, le fait que des historiens issus de ces différents pays aient pu se rencontrer dans une série de colloques organisés par Olivier Wieviorka aura permis, pour la première fois, sinon de surmonter toutes les difficultés antérieures, du moins d'élaborer un discours en grande partie novateur.

Que cette démarche soit aujourd'hui possible ne relève ni du miracle ni du hasard. De fait, dans les vingt-cinq ou trente dernières années, la recherche et la publication des sources se sont grandement enrichies sur ces sujets au niveau national. La réécriture de l'histoire militaire allemande entreprise dans la collection *Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg* (vol. III, *Der Mittelmeerraum und Südosteuropa*, 1984, et vol. VI, *Der globale Krieg. Die Ausweitung zum Weltkrieg und der Wechsel der Initiative, 1941-1943*, 1990, traduits en anglais en 2000)[3] a contribué à définir une autre perspective, par-delà les vieux mythes du temps de guerre, à commencer par celui de Rommel[4]. « Mais Rommel était-il le "superman" comme chacun le croyait à l'époque ? Surtout était-il le génie militaire que la propagande nazie et, après la guerre, les anciens combattants des deux camps ont fait émerger ? Je pense fortement que non […], qu'il n'était pas un tel héros. En procédant ainsi, je suis bien loin de briser un tabou. La recherche historique a déjà brisé la légende dans les années soixante-dix, mais il n'est pas facile pour autant de l'emporter sur le mythe encore largement accepté du général légendaire. Même les travaux critiques ou de pointe restent, sur ce point, trop respectueux. Comme trop souvent, le charisme reconnu de Rommel comme chef militaire et virtuose tactique masque la vue plus sobre de ses réussites réelles comme commandant[5] », écrit Thomas Vogel. Souvent, les mythes peuvent empêcher de saisir la réalité : ainsi de l'expérience militaire italienne, dont le mythe de Rommel a rendu la compréhension impossible. Richard Carrier est convaincu que « les unités italiennes qui n'avaient pas été détruites lors de la première offensive britannique ainsi que les revenants de la 10^{e} armée ont récupéré et se sont améliorés. Les troupes envoyées en Afrique en 1941 et par la suite suivirent une courbe d'apprentissage dépendant des circonstances et des possibilités.

Par conséquent, les unités italiennes devinrent, malgré des tâches différentes, un facteur important pour expliquer les succès de l'Axe ». Mais tout cela a été masqué par la persistance du mythe de Rommel : « Les livres sur sa vie et ses talents militaires sont trop nombreux pour être énumérés. Malheureusement, peu d'entre eux prennent en considération des sources italiennes, et beaucoup considèrent les Papiers Rommel comme une source de confiance sur l'efficacité de l'armée italienne[6]. »

Cette nouvelle orientation s'est vue aussitôt incorporée dans une histoire générale du conflit, toujours plus considéré dans sa dimension de conflit planétaire (par exemple chez Gerhard L. Weinberg, 1995, 2004)[7]. Signalons enfin l'importance toute particulière prise durant ces deux dernières décennies par les nouvelles histoires officielles concernant la participation à la campagne nord-africaine des pays du Commonwealth. Grâce à ces nouveaux apports, des monographies nouvelles ont pu voir le jour, comme celles de Niall Barr (2004)[8], de Simon J. Ball (2009)[9], de Jonathan Fennell (2011)[10] et de Ball, toujours lui, (2016)[11], qui ont fait évoluer notre vision de l'engagement britannique, par-delà, ici encore, les vieux mythes, en l'occurrence ceux d'Auchinleck et de Montgomery[12]. Seule l'Italie apparaît ici à la traîne : on y est resté à la démarche critique de Lucio Ceva (1982)[13] et à l'histoire officielle du général Mario Montanari (1989)[14], dont les travaux s'inscrivent dans une nouvelle vision d'ensemble de la guerre fasciste proposée par Giorgio Rochat (2005)[15]. C'est en s'appuyant sur ces ouvrages, et sur d'autres encore, que l'on entreprendra, dans les pages qui suivent, de dégager quelques éléments de fond propres à cette guerre du désert, des éléments qui sous-tendent toutes les campagnes nationales et multinationales qui se sont déroulées en Afrique du Nord entre 1940 et 1943. Car ce sont précisément les résultats et les hypothèses sur lesquels débouchent les recherches historiques nationales qui permettent d'évoquer en termes transnationaux la guerre du désert.

Pour une histoire transnationale

Trois quarts de siècle après les événements, la guerre du désert n'a pas encore trouvé la place qui lui revient dans l'historiographie et dans la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. L'image populaire qui lui est

attachée reste celle de la « guerre sans haine » (*Krieg ohne Hass*)[16] et, par bien des traits, celle d'une guerre « quasi navale » sur terre durant laquelle des unités blindées et motorisées se seraient déplacées hors de toute contrainte : un théâtre déconnecté du reste et sur lequel, parce qu'il échappait aux contraintes de la « guerre totale », la politique ne pesait pas du même poids qu'en d'autres lieux. Les synthèses consacrées au second conflit mondial se réfèrent presque toujours à cet aspect, en effet particulier : une guerre de blindés, où se sont multipliés les va-et-vient en avant et en arrière du front. Mais on en souligne rarement la complexité, le rôle dans le cadre général du conflit, et donc les interactions avec les autres théâtres. Sans même parler de la prédominance accordée, sur le terrain proprement historico-militaire, à des approches étroitement nationales.

Cette primauté s'explique facilement par les visions des événements léguées par quelques-uns de leurs protagonistes (chefs nationaux, combattants sur le terrain), visions qui correspondent rarement à des vues d'ensemble, et par la persistance des vieux mythes du temps de guerre. Songeons ici aux apologies auxquelles se sont livrés les chefs militaires pour se donner de la publicité alors même que la bataille faisait rage, une publicité qu'ils ont amplifiée en publiant leurs Mémoires après la guerre, de Rommel, « le Renard du désert », à Montgomery, « l'inflexible », etc. Mais maintenant que nous sommes sortis, pour la guerre du désert également, de l'« ère du témoin », ces visions nationales, c'est-à-dire « locales », apparaissent dépassées et leur prédominance se révèle préjudiciable à la bonne compréhension de ce qui s'est passé sur un théâtre qui fut, au rebours d'une idée reçue, précocement « planétaire », ou à tout le moins soumis à des défis et à des processus transnationaux.

Bien des problèmes, bien des caractéristiques de la guerre qui s'est déroulée sur ce terrain furent imposés par la conjoncture, soit dans le temps, soit dans l'espace, et n'appartinrent pas en propre, nationalement parlant, à l'un ou l'autre des deux camps ou à tel ou tel des pays impliqués dans le conflit, même si, bien évidemment, chaque pays, chaque armée, chaque combattant répondit de manière différente aux défis qui lui étaient posés.

La dernière historiographie en date a beaucoup fait, mais pas tout, pour en finir avec ces stéréotypes. Sans prendre pour fil conducteur la nationalité, Simon Ball, dans une synthèse récente de ses recherches, a

identifié quatre guerres qui se seraient déroulées simultanément entre l'Afrique du Nord et la Méditerranée[17]. Il propose même de renoncer à l'expression de « guerre du désert ». Car le conflit, si l'on s'en tient à sa dimension terrestre, a surtout concerné les zones proches de la côte méditerranéenne et non les vastes étendues des sables nord-africains.

Adopter une perspective transnationale ne revient pas à ignorer, bien sûr, que la rencontre sur ce théâtre, entre 1940 et 1943, ait opposé les puissances de l'Axe à leurs adversaires, comme on le souligne « traditionnellement ». Dans une approche « innovante », il apparaît au contraire nécessaire, pour offrir des fondements solides à cette interprétation, de dépasser les précédentes approches nationales pour s'engager dans une perspective transnationale, en particulier en regroupant les opérations survenues entre la Libye et l'Égypte avec « Torch » (débarquement des Alliés en Afrique française du Nord le 8 novembre 1942).

Que les problèmes militaires soulevés par une guerre dans ce genre de désert aient été communs à tous les pays concernés, voilà qui se voit facilement, en premier lieu, au « stress » tout particulier que ce théâtre d'opérations a fait peser sur les moyens engagés. Le sable pénétrait partout, dans les voitures blindées des Anglais comme dans celles des Allemands et des Italiens. Les températures exceptionnelles et surtout leurs écarts épuisaient les hommes sans tenir compte de la couleur des uniformes. Les difficultés logistiques pour le ravitaillement frappaient toutes les armées. L'absence d'une préparation spécifique, et donc la nécessité d'un processus d'apprentissage rapide et d'une doctrine de combat adaptée, se retrouve dans tous les camps impliqués dans le conflit. Bien évidemment, si les problèmes étaient communs et par là même transnationaux, chaque combattant affronta l'épreuve à sa manière et à son rythme. L'absence ou le piètre rendement des filtres antisable sur les chars italiens, abstraction faite de leur poids et de leurs dimensions, nuisit à leur efficacité, dans des proportions beaucoup plus importantes que pour les chars allemands ou britanniques. La ligne logistique la plus longue était celle des Anglais, parce qu'elle devait faire face à plus d'un océan ainsi qu'à la navigation autour de tout un continent (mais le trajet était plus sûr par le Moyen-Orient et l'océan Indien). Plus courte, celle des Allemands et des Italiens restait cependant

soumise aux pièges imprévisibles tendus par les Anglais dans les airs et sur ou sous la mer en Méditerranée, ainsi qu'à la capacité de l'adversaire à intercepter et à déchiffrer ses messages. Surtout, comme on le verra, la logistique britannique put finalement tabler sur une aide considérable des États-Unis, qui prit des dimensions telles que ni les Italiens ni les Allemands ne purent rivaliser avec elle. Enfin, les déconvenues, sur le champ de bataille, n'épargnèrent personne, même si l'histoire militaire est trop souvent le lieu où l'emphase nationale se libère : les chars allemands, eux aussi, tombèrent en panne, et il fallut trois ans aux unités britanniques pour l'emporter sur des adversaires qui, tout bien considéré, étaient faiblement armés. Sans parler des unités américaines, qui durent apprendre simultanément à se défaire de leur tradition, celle de petites armées de professionnels, dans une guerre qui réclamait au contraire des armées de masse, et à livrer cette guerre sur un théâtre très particulier, celui du désert. À l'issue des opérations de Tunisie se dessina la victoire, épilogue qui ne doit pas masquer des résultats initialement très décevants. Derrière bien des mythes, il n'y eut, sinon de vraies défaites, du moins peu de victoires. Prenons les forces de la France libre : Bir Hakeim, en 1942, fut le lieu d'une défense acharnée qui dura deux semaines, suivie d'un décrochage presque entièrement réussi, mais ce ne fut certes pas une victoire. Même chose, mais sans le décrochage, pour les troupes italiennes prises au piège trois mois durant à Giarabub en 1941, ainsi que pour les troupes britanniques enfermées plusieurs mois dans la forteresse de Tobrouk.

Dans une guerre où toutes les armées cherchaient fébrilement à tirer les leçons de leurs défaites ou de celles de l'adversaire, la ressemblance transnationale dans les problèmes rencontrés peut permettre de dégager les différences nationales dans les réponses apportées.

Une histoire à reconstruire

Adopter une perspective transnationale pour étudier la guerre du désert, telle qu'elle s'est déroulée en Afrique septentrionale et dans la mer qui la baigne, permet aussi de dévoiler *in fine* quelques caractéristiques de ce conflit jusqu'alors masquées par les récits nationaux traditionnels. Ces traits permettront de le définir de plusieurs points de vue : chronologique, ethnique, politique et militaire. Dans la mesure où ils inspireront de plus

amples développements dans le présent volume, on se contentera ici d'un bref résumé.

Comme nous l'avons précisé, il semble judicieux de regrouper les opérations qui se sont déroulées sur le même théâtre. Encore aujourd'hui, par exemple, il n'est pas rare, dans les publications anglo-saxonnes, de voir l'attention se concentrer sur la seule seconde moitié de 1942, c'est-à-dire sur les trois batailles d'El-Alamein : une histoire de rachat et de victoire, une fin heureuse. Au risque d'oublier la période précédente, au moins celle de juin 1940, pour ne pas parler de celle de 1936. Autrement dit, cette lecture omet la longue période durant laquelle Londres sous-estima les menaces fascistes et, une fois commencés les combats et abstraction faite d'un bref intermède positif, accumula plus de défaites et d'erreurs que de succès.

De même, il n'y a pas grand sens aujourd'hui à se limiter à reconstruire les opérations qui se sont déroulées dans le secteur centre-est (libyen et égyptien) de l'Afrique du Nord, en se cantonnant à l'affrontement entre l'Axe et les forces du Commonwealth et en omettant ce qui se passa à l'extrémité occidentale de l'Afrique du Nord (marocaine, algérienne, tunisienne), c'est-à-dire l'opération « Torch » et ses préparatifs. Négliger cet aspect, c'est accorder unilatéralement trop d'importance à la puissance de l'Axe au regard des forces antifascistes. C'est aussi donner une place exagérée aux faits militaires (les retournements du front) au détriment de l'élaboration politique et diplomatique de l'alliance anglo-américaine, qui se révéla victorieuse à l'épreuve des faits. Enfin, traiter à part ce qui se produisit dans le secteur centre-est de l'Afrique du Nord par rapport à ce qui se préparait et survint dans le secteur occidental équivaut fatalement à sous-évaluer le rôle des Américains, de leur politique et de leur puissance industrielle plus que de leur force militaire : un rôle qui, dans le positif comme dans le moins positif, se révéla décisif tant au Machrek qu'au Maghreb, dans un cas pour sa dimension politique et militaire, dans l'autre comme « arsenal de la démocratie » au bénéfice de Londres et du camp antifasciste[18].

D'un point de vue chronologique, en somme, la guerre du désert ne se résume pas au conflit qui se déroula entre juin 1940 et juin 1943 ; elle doit intégrer la guerre qui se prépara durant toutes ces années et trouva sa

conclusion en mai 1943, quand les forces italo-allemandes se rendirent en masse en Tunisie.

Au sujet de la dimension militaire, sur la voie frayée par Niall Barr avec son ouvrage *Pendulum of War. The Three Battles of El-Alamein*, un autre pas essentiel reste à accomplir.

L'histoire militaire « avec tambours et trompettes » se focalise généralement sur les forces combattantes sans se soucier des autres : pour elle, ceux qui comptent sont ceux qui tirent, même si parfois les hommes en uniforme sont plus nombreux que les seuls combattants et remplissent des fonctions non moins importantes que d'affronter directement l'ennemi. Dans les travaux publiés ces dernières années, une juste attention est portée, tout au contraire, à la contribution des hommes qui œuvraient dans la logistique et dans les réserves, sans oublier le renseignement[19].

Si l'on suit ce chemin, un autre aspect, encore peu étudié, mérite attention. Une caractéristique particulière de cette guerre est en effet de s'être déroulée dans des pays colonisés (même si l'Égypte était officiellement neutre parce qu'officiellement indépendante depuis 1922). Dans toutes les guerres, mais particulièrement sur des territoires aussi importants stratégiquement pour les puissances coloniales dont ils relevaient, ce serait une erreur que d'exclure des troupes opérationnelles les services (« Blancs », « indigènes » ou « coloniaux ») chargés de l'administration des territoires. Ce qui fait augmenter du même coup les effectifs engagés sur le front, leur permettant ainsi d'atteindre leur véritable dimension. En d'autres termes, il y eut, pour combattre les forces de l'Axe, les troupes du 10^{e} corps d'armée et puis de la 8^{e} armée, mais ce serait une erreur que de ne pas tenir compte aussi des forces, britanniques ou égyptiennes, qui contrôlaient les arrières, l'Égypte en l'occurrence, ou des troupes coloniales qui « tenaient » pour Londres le Moyen-Orient : sans elles, le ressentiment ou la colère contre le colonisateur se seraient accrus, et la propagande de l'Axe aurait eu plus d'emprise. Ainsi, ceux qui, entre Le Caire et Alexandrie, s'appelleraient dix ans plus tard les « officiers libres », de Nasser à Sadate, étaient alors sous haute surveillance, parce que potentiellement prompts à exploiter les faiblesses du pouvoir anglais ; et des faiblesses plus grandes encore se manifestaient en Palestine et en Irak. De même, dans le décompte final des troupes en guerre devraient aussi figurer

les effectifs italiens ou libyens qui « tenaient » pour Rome la Libye, ainsi que les forces françaises ou maghrébines qui gardaient pour Vichy le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Par ailleurs, ces troupes coloniales, d'occupation ou de garnison, ne se contentaient pas de tenir le front intérieur ; elles surveillaient et garantissaient également l'approvisionnement des formations combattantes.

D'un point de vue militaire, la guerre du désert n'est donc pas seulement celle qui a été livrée, mais celle qui a été préparée, en particulier sur les arrières, par les troupes coloniales.

Une autre forme de pluralité, non moins importante, a joué, celle des ethnies, ce qui oblige à embrasser de plus vastes horizons.

Affirmer que les troupes anglaises triomphèrent de l'Axe en Afrique du Nord constitue une simplification exagérée. En réalité, le commandement britannique du Caire commandait une armée très composite sur le plan ethnique, composée de citoyens issus des îles Britanniques mais aussi d'Indiens, de Sud-Africains, de Néo-Zélandais et d'Australiens (sans compter les Français, les Grecs et les Polonais), soit *grosso modo* la moitié des effectifs, et plus de la moitié des pertes[20]. Il serait donc plus juste de parler de « forces du Commonwealth », d'autant que l'on retrouve dans les faits d'armes les plus marquants des soldats australiens, néo-zélandais, sud-africains et indiens, avec d'autres bien sûr. Si le haut commandement était britannique, une partie non négligeable des troupes provenait des Dominions, voire de l'Inde ou des colonies.

Mieux que tout autre, Niall Barr a insisté sur la conscience qu'avait le commandement britannique de cette complexité ethnique, même si elle a été trop longtemps oubliée par le journalisme de guerre, par les commémorations institutionnelles et donc par la mémoire collective anglaise. Barr a très justement montré les entraves et les limites que ce patchwork imposait au commandement britannique : les officiers supérieurs des unités australiennes ou néo-zélandaises, par exemple, avaient le droit de soumettre les ordres reçus à leurs gouvernements respectifs, réduisant ainsi la pleine disponibilité de ces troupes sur le terrain pour le gouvernement de Londres et ses chefs militaires.

Tenir compte de ces aspects confirme le caractère ethniquement composite de la guerre du désert qui impliqua non seulement des troupes

« blanches », européennes ou venant des Dominions, mais aussi des troupes africaines et arabes. Ce phénomène eut des conséquences importantes. Il divisa les populations nord-africaines et arabes en deux camps : celles qui collaboraient avec le pouvoir colonial et celles, à l'inverse, qui se montraient plus enclines ou mieux disposées à le combattre, ou *a minima* qui ne se sentaient pas aussi concernées que d'autres par sa défense. Évoquant l'Asie du Sud-Est pendant la Seconde Guerre mondiale, les historiens ont souvent souligné que le conflit avait accéléré la décolonisation, la domination japonaise menaçant ou contestant la primauté européenne. La même observation devrait désormais s'appliquer à la guerre du désert : les troupes des Dominions s'y distinguèrent en aidant au succès de leur lointain protecteur colonial et les populations coloniales nord-africaines et moyen-orientales, divisées, purent constater que leurs maîtres anglais, français ou italiens, loin d'être invincibles, pouvaient de temps à autre connaître la défaite, pour l'heure de la part d'autres « Blancs ».

Ces considérations sur le pluralisme ethnique ne concernent pas seulement les opérations sur le front libyen-égyptien mais aussi l'opération « Torch ». Il ne faudrait pas sous-évaluer la participation, limitée quantitativement mais historiquement significative, des soldats afro-américains : soit, encore une fois, comme éléments de soutien, chargés de tâches logistiques essentielles, soit même comme éléments combattants, à l'exemple des fameux pilotes noirs du 332d Fighter Group américain, connus sous le nom d'« aviateurs de Tuskegee » parce que formés dans cette ville de l'Alabama. Il faudrait leur adjoindre, bien évidemment, tous les soldats noirs mobilisés dans les formations de la France libre, qui étaient pour une grande part des troupes coloniales. Plus généralement, en s'appuyant sur des données qui restent à vérifier, on estime, d'une façon peut-être un peu exagérée, que l'apport de soldats noirs dans la guerre du désert pour venir renforcer les arrières et, parfois, le front lui-même, se chiffre à environ 10 000 hommes en appui de l'opération « Torch » à l'ouest et quelque 2 500 en soutien des opérations de la 8^{e} armée à l'est.

D'un point de vue ethnique, on retiendra donc que la guerre du désert ne fut pas seulement une guerre menée par des troupes européennes, ou « blanches », composées de tankistes. Elle mobilisa également d'autres acteurs à divers titres, car le conflit, outre les chars, impliqua des troupes

coloniales et des troupes d'occupation : des populations non européennes issues des Dominions et des colonies. Par rapport à d'autres terrains, la guerre d'Afrique du Nord fut la première, après celle qui avait éclaté en Afrique orientale, qui, pour des raisons diverses, contribua à faire comprendre que la menace totalitaire ne pourrait être vaincue sans l'apport de peuples divers.

Au rebours de ce qui s'est passé pendant de nombreuses années, enfin, l'histoire *politique* doit, elle aussi, être réintégrée ou à tout le moins plus fortement intégrée dans l'histoire militaire de la guerre du désert. L'image de la « guerre sans haine » n'est pas née du hasard ; elle a été proposée à des fins autojustificatives par les représentants des forces armées du Reich nazi ; elle a obscurci depuis trop longtemps notre perception du conflit en Afrique du Nord. Certes, cette guerre ne ressemblait assurément pas à la guerre menée sur le front de l'Est ; il est néanmoins impossible, pour l'une comme pour l'autre, de soutenir que la politique n'a joué aucun rôle dans la conduite du conflit, comme les Mémoires des généraux et des chefs militaires peuvent ou veulent le laisser entendre.

Les objectifs stratégiques des fascistes puis des nazis qui guidèrent le haut commandement de l'Axe avaient à coup sûr une composante idéologique et politique bien précise[21]. Tel était le cas du « nouvel ordre méditerranéen » cher à Mussolini, lequel entendait substituer un empire fasciste aux empires coloniaux britannique et français. Quelles qu'en fussent par ailleurs les caractéristiques, le plan italien était évident pour les leaders des mouvements panarabes, anticoloniaux et anti-italiens de l'Afrique méditerranéenne et du Moyen-Orient. Ces derniers n'avaient pas oublié la répression féroce à laquelle s'étaient livrés les fascistes en Libye contre la résistance anticoloniale. Cette répression avait culminé avec la construction en Cyrénaïque, entre 1929 et 1931, d'une série de camps de concentration où avait été internée la population du Gebel[22]. Ce n'est certes pas un hasard si, depuis, le nom du chef de la résistance armée et sénoussite, Omar el-Mokhtar, devenu célèbre, est célébré dans les milieux anticolonialistes arabes, au point de rester encore aujourd'hui présent dans la toponymie non seulement libyenne mais arabe en général. En outre, la décision du pouvoir fasciste d'imposer dès 1937, seulement quelques mois après l'agression contre l'Éthiopie, une législation raciale anti-indigène,

inspirée de l'apartheid, n'était pas faite pour rassurer les populations arabes plongées dans l'expectative[23]. Mais les Arabes n'étaient pas les seuls à voir clairement ce à quoi pourrait ressembler une expansion fasciste en Méditerranée et au Moyen-Orient. La communauté juive de Libye avait déjà dû supporter beaucoup plus que des tracasseries ou des manifestations d'intolérance avant que le régime fasciste ne promulgue, en 1938, une autre législation raciale plus connue, la législation antisémite. C'est au plus tard à cette époque que l'Italie et ses colonies devinrent un lieu de persécution où les droits puis bientôt les vies des Juifs se trouvèrent menacés[24]. En Libye, pendant quelque temps, les règles antisémites furent appliquées sans sévérité excessive ou furent plutôt rendues aléatoires et incertaines, car le gouverneur général de la Libye, Italo Balbo, cherchait à se distinguer de Mussolini : mais la loi était la loi, et l'entrée en guerre aggrava considérablement la situation. Tant et si bien que, pendant que combattaient les troupes italiennes et allemandes, les institutions militaires et les forces de l'ordre de la Libye coloniale construisirent d'autres camps de concentration, cette fois pour les Juifs. Les communautés juives de Méditerranée, du Moyen-Orient et en particulier de Palestine, qui savaient ce qui se passait en Libye et en Italie, mesuraient donc lucidement ce que signifierait une expansion fasciste, et il faut en tenir davantage compte dans les appréciations portées sur la campagne militaire de l'Axe. Bien entendu, l'Afrique du Nord n'eut pas son Auschwitz, même si bien des Juifs furent contraints de partir pour les camps de la mort ; mais ce n'est pas une raison pour continuer d'ignorer la part évidente que tint la politique dans les objectifs de l'Axe[25].

Pourquoi ces aspects n'ont-ils pas été relevés par les puissances antifascistes, qui en avaient alors bien évidemment connaissance, et plus tard par les historiens ? Pourquoi les enjeux politiques et idéologiques de cet affrontement militaire ont-ils si longtemps été passés sous silence ? Au fond, pour les puissances antifascistes, la « grande épopée » de la « guerre pour la Liberté » qui a accompagné les opérations sur le continent européen aurait pu également convenir, à quelques détails près, pour la guerre du désert en Afrique du Nord. Il ne suffit pas d'observer que ce fut seulement *dans le cours* de ces opérations que les puissances antifascistes tombèrent d'accord, à Casablanca, pour s'engager dans une guerre visant la

« capitulation sans conditions » de l'Axe, dévoilant ainsi le véritable caractère de cet affrontement : un duel à mort, pour parler crûment, entre deux systèmes totalement incompatibles. Répondre à cette question amène au vrai à évoquer une autre caractéristique de cette guerre, son côté en partie transnational pour les deux alliances qui s'affrontèrent.

Comme c'était déjà le cas pour la France et pour le Royaume-Uni en Asie, les puissances antifascistes ne pouvaient pas parler, en Afrique du Nord, de guerre de libération, parce que leurs objectifs étaient et restaient – pour *ces* territoires – *d'ordre colonial*. Ce n'était pas le cas des États-Unis, républicains et démocratiques, ni, à l'opposé, pour l'Union soviétique. Mais tel était bien le cas du Royaume-Uni, pour lequel conserver le pouvoir en Égypte et sur le canal de Suez était crucial pour protéger, à la façon d'un avant-mur, le Moyen-Orient, sans parler de l'Inde et des autres colonies africaines[26]. Et si la France de Vichy considérait l'Algérie et la Tunisie dans une optique coloniale, la France libre ne se présentait pas pour autant comme une force anticoloniale[27]. En somme, pour les populations nord-africaines au milieu desquelles ces guerres se déroulaient, ni la guerre de l'Axe ni celle des puissances antifascistes n'offraient d'horizons de liberté. Il s'agissait d'un conflit essentiellement « politique », où il était question de pouvoir.

On peut donc affirmer que la politique s'immisça très intimement dans la guerre du désert, et pas seulement parce que toute guerre en est la continuation par d'autres moyens. Elle le fit pour les deux guerres, celle de l'Axe et celle des puissances antifascistes, dans l'affrontement anglo-italo-allemand comme lors de l'opération « Torch ». Elle le fit, pour l'une comme pour l'autre, dans une optique transnationale. Il suffira d'évoquer quelques épisodes, connus mais essentiels, pour rappeler l'ingérence des hommes politiques dans les décisions prises sur le terrain par les chefs militaires, dont les campagnes n'obéissaient donc en rien à des critères « purement » militaires. Mussolini, par exemple, bouscula à plusieurs reprises le général Graziani, à l'été 1940, pour qu'il attaque les Anglais[28]. Hitler intervint lui aussi en diverses occasions pour favoriser ou entraver les opérations en Afrique du Nord, jusqu'à l'ordre fameux donné à Rommel de combattre ou de mourir : un ordre qui contribua à désorienter les forces de l'Axe et à précipiter la victoire du Commonwealth. Mais cette présence

constante et directe de la politique dans la conduite des affaires militaires ne fut pas le privilège des seules dictatures. Churchill (les historiens discutent encore pour savoir si ce fut à tort ou à raison) encouragea plusieurs fois Auchinleck et Montgomery à attaquer l'ennemi, en particulier lorsqu'il débattait avec Roosevelt du lancement de « Torch » : un succès militaire britannique, après tant d'échecs, lui semblait nécessaire pour triompher des hésitations américaines et conforter sa position diplomatique. De ce point de vue, la troisième bataille d'El-Alamein arriva très tard, presque hors délais. Enfin, en ce qui concerne les États-Unis, Roosevelt ne se contentait pas de faire pression pour obtenir des succès et de multiplier les lettres à ses généraux ; toute l'opération « Torch » fut par lui considérée comme une campagne « politique »[29]. Nigel Hamilton a écrit : « Là résidait la beauté de "Torch", au regard de toutes les autres options offertes aux Alliés occidentaux à l'été et à l'automne de 1942 : en agissant prestement, les États-Unis pourraient fermement prendre pied au seuil de l'Europe, avec des forces telles qu'elles entraveraient les Allemands, épauleraient les Russes, élimineraient l'Italie et réconforteraient les peuples des pays neutres ou occupés ou des démocraties en montrant que "les Américains arrivent"[30]. »

La guerre du désert ne fut donc pas seulement une opération militaire, décidée et dirigée par des généraux, comme ceux-ci ont souvent été enclins à le suggérer dans leurs Mémoires ; ce fut une série d'opérations qui n'ont jamais cessé d'avoir, de façons diverses mais convergentes, un caractère politique.

Guerre plurielle – chronologiquement, ethniquement, politiquement et militairement parlant –, la guerre du désert demande désormais à être intégrée dans un grand récit d'ensemble qui refuse de rester prisonnier du passé et renonce enfin au vieux mythe de « la guerre sans haine », qui rappelle tellement la *Legende von der Sauberen Wehrmacht :* la légende de la Wehrmacht « aux mains propres ».

Un terrain sur lequel il était difficile de vaincre : les chefs…

Une fois débarrassée des vieilles apologies nationales et rendue à sa complexité, la guerre du désert se présente à l'observateur contemporain comme elle se présentait hier à ses protagonistes : une guerre dans laquelle il était particulièrement difficile de se battre et de l'emporter[31].

La première raison de cette difficulté réside dans le fait que le front de l'Afrique du Nord et celui auquel il était relié de la Méditerranée ne furent *jamais* considérés comme centraux par les grands décideurs de la Seconde Guerre mondiale. Voilà qui explique pourquoi les diverses puissances concernées n'envoyèrent jamais des effectifs suffisants pour sortir les leurs de l'impasse, qu'il s'agisse des forces de l'Axe ou de celles du Commonwealth. L'Italie en aurait été théoriquement capable, mais Mussolini, ici encore, préféra d'autres fronts. Au lieu de concentrer ses forces, le régime fasciste s'égara en les dispersant, alors qu'elles étaient par ailleurs peu fournies, sur trop de théâtres d'opérations (la France, l'Afrique de l'Est, les Balkans, l'Union soviétique)[32]. Partagé entre la défense du territoire national et celle de l'Empire en général, plus particulièrement de l'Inde et du Moyen-Orient, Churchill ne pouvait pas en déployer beaucoup d'autres. Hitler estima au départ qu'il revenait à son allié du Sud de s'occuper de la Méditerranée ; quand, plus tard, il dut intervenir à la demande d'un Mussolini en difficulté, il n'en continua pas moins à préférer le front de l'Est. À quoi il convient d'ajouter que Churchill, tout en réclamant instamment un succès en Afrique du Nord pendant qu'il négociait avec les Américains pour « Torch », exigea de dépêcher des troupes et du matériel en Grèce, pour tenter de limiter les dégâts entraînés par l'invasion de l'Axe dans les Balkans, et les menaces que celle-ci faisait peser sur l'implantation britannique au Moyen-Orient, tant sur les puits de pétrole que sur Suez[33]. Le plus intéressé fut peut-être, paradoxalement, le dernier arrivé : une fois qu'il devint évident que l'ouverture d'un second front en Europe serait impossible en 1942 et tout aussi impossible en 1943, Roosevelt vit dans la présence américaine en Afrique du Nord l'unique moyen de rester présent et de compter dans une guerre qui devait de toute façon se conclure par une offensive sur l'Allemagne (*« Germany First »*)[34].

Il s'ensuivit deux conséquences. D'une part, mais à quelques mois près, ce fut l'Axe qui eut, en bien comme en mal, l'initiative en matière de stratégie, du début jusqu'à la plus grande partie de 1942. Cela entraîna, sur le plan militaire, la décision de remédier à la pénurie en moyens, sinon en hommes, des Italiens en intercalant dans leurs troupes (pauvres en engins motorisés) ou en faisant alterner avec elles des troupes allemandes (riches au contraire – parce qu'il s'agissait pour une bonne part de *Panzerdivisionen* et non de divisions d'infanterie – en camions, en autoblindés, en chars et autres véhicules). Dans l'abstrait, ce n'était un choix ni illogique ni surprenant : lors de la Première Guerre mondiale, sur le front de l'Est, les troupes allemandes les mieux entraînées étaient intercalées dans les troupes austro-hongroises ; durant la Seconde Guerre mondiale, sur le front de l'Est, même si Mussolini avait envoyé quelques-unes de ses meilleures divisions, des unités allemandes alternaient avec les unités italiennes[35]. Si cette idée ne fonctionna pas en Afrique du Nord, c'est parce que l'écart était trop grand et l'inimitié, ou la méfiance, trop profonde entre les belligérants du Reich et ceux de l'Empire. La camaraderie ne se développa jamais, et la hiérarchie tout comme la chaîne de commandement ne furent ni respectées ni redéfinies[36]. Romain Rainero a écrit : « Un élément constant relatif aux forces armées de l'Axe concerne l'absence de toute coordination valable dans les décisions des hauts commandements des Italiens et des Allemands […]. Les contradictions profondes entre les deux "alliés" ne sont pas nées à Tunis, mais leur déroulement tunisien offrit la confirmation finale d'une crise faite de divergences et de polémiques que la direction des opérations et les choix de la politique à réaliser avaient déjà mis en pleine évidence[37]. »

La seconde conséquence du petit nombre d'hommes au regard de la vaste étendue du désert et à la non moins vaste ambition des objectifs de guerre de l'Axe fut, d'autre part, que la défense, au lieu de se présenter sous la forme d'une ligne continue (une habitude italienne), se transforma en une ligne discontinue, avec des points d'appui. Mais l'efficacité de cette dernière dépendait de la mise en œuvre d'une forte défense fixe (des champs de mines) ou mobile (fondée sur des détachements motorisés dotés d'une grande puissance de feu : exactement ce qui manquait aux Italiens).

Ces deux conséquences, et elles ne furent pas les seules, montrent bien les énormes difficultés que posa aux chefs militaires des deux camps le caractère « secondaire » du front nord-africain : des difficultés qu'ils essayèrent de résoudre comme ils le purent.

Parallèlement, sur la ligne de front ou sur les arrières, les soldats des deux camps découvrirent des aspects de la guerre auxquels ils n'étaient ni habitués ni, en général, préparés. La mortalité, sur ce théâtre d'opérations, ne fut pas particulièrement élevée, au regard d'autres théâtres d'opérations à la forte létalité[38] ; mais les difficultés, la fatigue, les risques, les systèmes d'armes auxquels il fallait apprendre à s'adapter et bien sûr aussi les pertes créèrent de rudes conditions de vie, en même temps que des liens de camaraderie durables, comme le montre l'histoire des associations d'anciens combattants. Les actes d'héroïsme, de la part des combattants des deux bords, abondèrent, parce qu'ils étaient en quelque sorte obligés : le caractère secondaire du front en faisait une nécessité et ils aidaient à survivre à cet environnement hostile.

Les chefs et les soldats qui se mesurèrent sur le théâtre nord-africain avaient derrière eux des parcours militaires différents, qui ne les aidèrent que partiellement à « penser la guerre ». Les combattants les plus âgés avaient participé à la Première Guerre mondiale, qui avait été une guerre de tranchées, une guerre d'usure. Certains soldats français, italiens et britanniques ou du Commonwealth possédaient une expérience des guerres coloniales, mais il s'agissait alors de conflits limités, engageant pour l'essentiel des troupes coloniales, dans de petites armées, où l'armement moderne n'était qu'un des éléments du succès. Dans les deux cas, la coopération entre l'infanterie (motorisée) et l'aviation n'avait généralement pas été très étroite. La perspective d'une guerre de chars n'était pas ignorée dans la formation des officiers supérieurs européens des années 1930, notamment français (de Gaulle) et britanniques (Trenchard, Liddell Hart) et par certains côtés italiens (Pariani et sa « guerre accélérée »), mais il s'agissait d'une guerre de blindés conçue avant tout pour le théâtre européen et « moderne », non pour un théâtre africain[39]. Et puis tout un chacun avait pris acte, avec le déclenchement de la guerre mondiale, des succès spectaculaires remportés par la Blitzkrieg. Mais les officiers allemands descendus en Afrique du Nord avec Rommel durent eux aussi

adapter la doctrine conçue pour le théâtre européen ou soviétique au nouveau théâtre qu'était une guerre du désert[40].

En bref, presque personne n'avait mesuré l'enchevêtrement tout particulier qui allait se produire sur ce terrain entre contraintes logistiques et plans de bataille, entre marine, aviation, artillerie, génie, infanterie et unités blindées. Beaucoup voyaient clairement que dans le désert il fallait disposer de puissants moyens (engins blindés, engins motorisés), mais beaucoup encore durent accepter le fait qu'ils en manquaient, qu'ils étaient insuffisants, voire, lorsqu'ils les avaient, qu'ils ne savaient pas toujours les utiliser pour obtenir la victoire. Au début, par exemple, les chefs britanniques répondirent aisément à la guerre d'embûches des « rats du désert », qui renvoyait aux opérations coloniales les plus récentes ayant précédé l'ouverture du conflit ; ces mêmes chefs durent s'incliner devant la nouvelle tactique de Rommel. Parallèlement, les chefs allemands prétendirent répéter en Afrique la guerre de chars pratiquée en Europe, de la France à la Russie. Ne disposant pas d'assez d'engins pour faire masse et manquant de carburant, ils durent toutefois s'adapter et changer de tactique. Les chefs italiens s'imaginèrent qu'ils pouvaient tenir le choc en lançant sur le champ de bataille une large majorité de fantassins ou des chars manifestement inférieurs à ceux de leurs adversaires et de leurs alliés. Ils comprirent bien vite que c'était une illusion et durent improviser.

Tous, pour une raison ou pour une autre, furent amenés à appliquer, tôt ou tard, des tactiques de compromis par rapport à leurs expériences antérieures. Ils bricolèrent des « groupes de combat » (ou *jock columns*), mélangeant, selon les besoins et leurs possibilités, détachements motorisés, chars, canons automoteurs et canons antichars ainsi que la simple infanterie. Tous donnèrent dans le même paradoxe : pour arrêter les chars adverses, ils installèrent de vastes champs de mines, mais ces mêmes champs de mines ralentissaient par la suite leur avance. De la même manière, tous pensaient que la force blindée était la pointe de diamant permettant de percer le front adverse, mais cette force n'aurait jamais pu l'emporter sans le soutien de l'artillerie traditionnelle (avec le recours au plus classique des barrages, le tir mobile cadencé) et sans l'aide conjointe de l'infanterie à pied et des supports logistiques, les seuls encore en mesure de contrôler le territoire balayé par les chars et d'assurer l'approvisionnement par l'arrière de

l'offensive générale. En somme, quoique de manières ou à des degrés divers, tous se révélèrent mal préparés à la guerre du désert, quelle qu'ait été leur nationalité.

Face à ce défi auquel nul n'échappait, chaque armée, chaque chef, chaque combattant dut apprendre sur le terrain à livrer une guerre nouvelle et en grande partie imprévue. Il y eut de l'espace pour tout le monde, et les solutions adoptées varièrent énormément. Paradoxalement, quand chacun eut enfin maîtrisé la situation, la guerre était finie : les troupes impliquées durent alors affronter de nouveaux défis, dans de nouvelles campagnes.

Pour les chefs, ce fut une guerre difficile. Personne n'en avait auparavant connu de semblable. Wavell et Graziani avaient exercé des commandements « coloniaux », respectivement au Moyen-Orient et en Éthiopie/Somalie, mais ils avaient commandé de tout petits effectifs et dans le cadre de guerres coloniales, c'est-à-dire de maintien de l'ordre, ou dirigées contre des adversaires africains. Auchinleck était passé par l'Inde, mais cette expérience avait peu de rapport avec une guerre moderne et motorisée. Montgomery avait évacué Dunkerque, puis entraîné de nombreuses troupes anglaises ; son expérience en Palestine avant la guerre lui avait fait découvrir les lieux dans lesquels il aurait à combattre en 1942-1943, mais ne l'avait pas formé pour autant à une guerre mécanisée. Eisenhower, déjà commandant général des forces américaines sur le théâtre européen d'opérations puis commandant suprême du corps expéditionnaire allié en Afrique du Nord, connaissait les Philippines mais n'avait jamais vu l'Afrique.

Avec Bastico, qui avait succédé à Graziani et qui, en dehors de son passé fasciste en Éthiopie et en Espagne, avait commandé une armée motorisée et mécanisée, Rommel fut sans doute le seul à arriver en Afrique du Nord avec une expérience utile, mais cette expérience même finit par le trahir. Au début du conflit, il s'était retrouvé dans la garde personnelle d'Hitler en Pologne, puis avait commandé en France l'une des *Panzerdivisionen* de la Blitzkrieg, enfonçant les forces françaises et pourchassant les divisions britanniques. Mais quand, en février 1941, il prit la tête de l'Afrikakorps, il aurait dû comprendre que les 1 000 kilomètres qui séparaient Berlin de Paris ne représentaient que la moitié de ceux qui séparaient Tripoli du Caire, que les voies de communication et plus généralement la logistique européennes n'avaient rien à voir avec ce qui se

passait en Afrique. En outre, il disposerait non de la masse de l'infanterie et de l'aviation allemandes, mais devrait s'appuyer sur leurs homologues italiennes.

Le problème resta le même quand ces chefs eurent montré qu'ils avaient dépassé la phase d'apprentissage : rien ne pouvait se faire sans les moyens nécessaires. Malheureusement pour eux, à des degrés divers (et à la seule exception sans doute de Montgomery), aucun d'entre eux ne reçut des moyens appropriés. Poussé par Mussolini à attaquer, Graziani était bien conscient de ne pouvoir compter essentiellement que sur de l'infanterie, peu motorisée. Il arriva jusqu'à Sidi el-Barrani, mais eut peur d'aller plus loin. Wavell bénéficia d'abondants moyens pour lancer des incursions, mais n'eut pas la quantité d'hommes suffisante pour garantir une avancée solide ; quand il parvint à les avoir, ce fut pour reculer en catastrophe. Auchinleck comprit qu'il lui fallait réorganiser et réentraîner ses troupes, qui entre-temps avaient augmenté et commencé à être réapprovisionnées, mais il ne put qu'amorcer le travail. Rommel, de son côté, était arrivé en croyant avoir les idées claires, mais les moyens dont il disposait allèrent en diminuant, tandis que les Italiens – qui augmentèrent le nombre de leurs chars et de leurs camions – n'avaient rien à lui offrir d'important pour la guerre à grande vitesse théorisée par les Allemands et voulue par le Renard du désert. Surtout, Rommel manqua soit de carburant, soit d'un soutien aérien à la mesure de ses ambitions. Montgomery fut donc le seul à pouvoir s'appuyer sur des hommes désormais bien préparés à un nouveau type de guerre et surtout réapprovisionnés en fonction de la stratégie qu'il se proposait de suivre : sans les Sherman américains, ils ne seraient pas allés bien loin. Eisenhower disposa lui aussi d'un nombre d'hommes que l'on aurait jugé peu élevé sur d'autres théâtres, mais remarquable et inhabituel pour le théâtre nord-africain. De fait, 180 000 Américains et 20 000 Britanniques débarquèrent dans les premiers jours de novembre 1942, divisés en trois groupes : la Western Task Force, provenant des États-Unis, à Casablanca ; la Center Task Force et l'Eastern Task Force, acheminées du Royaume-Uni, à Oran et à Alger. Ces troupes étaient par ailleurs convenablement soutenues par une grande quantité de moyens blindés et motorisés modernes, même si, pour des raisons de distance et de logistique, seule une partie d'entre eux put entrer aussitôt en action en

Tunisie, préparant ainsi une victoire finale qui n'alla pas sans bien des problèmes, comme à Kasserine[41].

Disposer *à la fois* des moyens et des hommes fut donc presque toujours impossible sur le front nord-africain, pour les chefs de l'Axe tout comme pour ceux des Alliés. Seuls ces derniers y parvinrent dans la seconde moitié de 1942, c'est-à-dire tardivement.

… et les combattants

À constater les difficultés rencontrées par les chefs – et leurs états-majors – on imagine sans peine ce qu'il en fut pour les combattants[42]. Les types de personnels sont nombreux parce que la guerre du désert, comme toute la Seconde Guerre mondiale, fut sur le plan militaire un conflit complexe entre des forces devenues elles-mêmes très complexes. On ne peut jamais réduire une armée à un type unique de combattant. L'image que l'on se forge de la Première Guerre mondiale, celle d'un fantassin solitaire enlisé dans la tranchée, est trompeuse. L'évolution des technologies militaires avait déjà conduit à des innovations très complexes, et ce constat s'applique aussi au front nord-africain. L'emporterait, dans la guerre du désert, celui qui réussirait le meilleur dosage entre l'ensemble de ces composantes.

Lorsque l'on évoque la guerre du désert, il est impossible de ne pas commencer par les tankistes. Dans l'imaginaire contemporain tout comme dans les stratégies élaborées par les chefs à l'époque, ils occupent la place centrale. Les chars devaient avancer, balayer les défenses ennemies, bousculer leurs arrières et foncer sur les centres nerveux de la puissance adverse. Durant cette pénétration, ils devaient être appuyés par l'artillerie automotrice et les chasseurs de chars, sans compter l'artillerie traditionnelle de campagne, nécessairement autotractée, parce qu'elle devait pouvoir se déplacer à la vitesse des chars. Voilà pour les belles stratégies, voilà pour les belles images.

La spécificité des batailles de chars que connut la guerre du désert tenait au fait que le terrain, dégagé, permettait des manœuvres et des contournements qui, dans des zones urbanisées, auraient été plus difficiles à exécuter et beaucoup plus faciles à repérer ; en réalité, entre les contraintes

de l'environnement (dépressions, petites collines de sable, etc.) et celles de la guerre (champs de mines, etc.), une grande partie de cette liberté était réduite d'autant.

En outre, les modèles de chars furent très divers[43]. Chaque armée disposait de chars lourds, en principe assez rapides, destinés à créer des brèches, et de chars moyens, plus rapides mais moins bien protégés, souvent utilisés en appui de l'infanterie, auxquels s'ajoutaient des chars légers, des sortes de véhicules autoblindés dont la valeur au feu était très faible. Chacun de ces types de chars connut des perfectionnements pendant la guerre, qui débouchèrent sur différentes versions. Le Mark-VI Crusader britannique était léger par rapport au puissant Mark-II Matilda, tandis que le Mark-III, encore plus lourd, devenait trop lent. Les premiers M-3 Stuart américains, arrivés en soutien des Britanniques, se firent leur place, mais durent s'effacer devant la force du M-4 Sherman qui, par son nombre et par la qualité de ses prestations, fut à même de renverser le cours de la guerre en 1942. Du côté de l'Axe, les chars légers italiens Cv-33 étaient désormais inutilisables sous les coups des blindés britanniques et américains ; quant aux chars moyens M-13/1940 (légèrement améliorés dans les versions successives M-14/1941 et M-15/1942, apparues tardivement, ou pratiquement pas du tout pour le M-15), ils étaient équipés de canons qui n'étaient en mesure d'inquiéter l'adversaire que si celui-ci était pris de flanc. Même les tanks allemands, les panzers (pour *Panzerkampfwagen*, ou PzKpwf), présentaient entre eux des différences : les PzKpwf-II – disponibles en plusieurs versions, des II/a aux II/f – furent les premiers à arriver, mais ils furent mis peu à peu hors de combat ou remplacés par les PzKpwf-III et surtout par les PzKpwf-IV, plus lourdement blindés et armés, le IV étant doté d'un canon de 75 mm.

La diversité de ces engins entraîna une diversité des stratégies : à chars différents, objectifs différents. Fort différentes aussi furent les expériences de la guerre. Les tankistes qui accompagnaient l'infanterie devaient se garder des tirs de fusils et de fusils-mitrailleurs, des mines et des grenades, ainsi que des obus de l'artillerie adverse. Les combattants des chars lourds supportaient le gros de l'affrontement et devenaient donc la cible, avant ou pendant la bataille, des chars adverses de tout type, de l'aviation (quand elle était présente) et surtout de l'artillerie (automotrice ou traditionnelle), sans

compter les chasseurs de chars : particulièrement redoutables furent les *Fliegabwehrkanonen* 88 allemands (la Flak), dont les canons, bien qu'à vocation antiaérienne, pouvaient percer le blindage des chars britanniques les plus lourds.

Assourdis par le bruit de leurs propres moteurs, empêchés, du fait de l'exiguïté de leurs meurtrières, d'avoir une pleine vision du champ de bataille, exposés à des menaces indétectables proches (les mines antichars) ou lointaines (les tirs d'artillerie et les bombes aériennes), équipés seulement dans certains cas de liaisons radio (les chars italiens, par exemple, en étaient dépourvus), manœuvrant souvent en masse (les chars lourds), ce qui les rendait plus forts mais aussi plus visibles et plus exposés, contraints de se déplacer de nuit (pour échapper aux regards) et de combattre de l'aube jusqu'à midi, déjà épuisés et stressés, souvent loin des entrepôts et des services de réparation, soumis au risque, qui n'était pas rare, de mourir brûlés vifs dans l'incendie de leur véhicule sans avoir pu s'en extraire à temps : la vie des tankistes en Afrique du Nord semblait cumuler les horreurs de la guerre de positions au fond des tranchées, comme pendant la Première Guerre mondiale, avec celles de la guerre de mouvement, moderne, mécanisée et plus industrielle encore, comme le fut la Seconde. Seul le fait de n'être pas impliqués tous les jours et de se retrouver loin de la ligne de front pour leurs moments de repos (le commandement tenait à préserver des outils aussi coûteux) rendit supportable leur existence de combattant par rapport à celle des fantassins. Bien évidemment, selon les périodes et les fronts, cette expérience se diversifia : celle des tankistes des puissants PzKpwf-IV allemands ne fut pas celle des tankistes des fragiles Cv-33 ou M-13 italiens, et l'on pourrait formuler la même remarque à propos des Crusader ou des plus petits Valentine par rapport aux Sherman. Mais, même parmi les équipages des chars les plus puissants et les mieux protégés, le sentiment d'orgueil et d'invulnérabilité fut toujours contrebalancé par la pensée de la fin terrible qui pouvait survenir si le véhicule était touché.

L'emploi des chars peut-il contribuer à définir la campagne d'Afrique du Nord comme une guerre de mouvement et d'anéantissement ? S'est-il agi d'une « vraie » Blitzkrieg ? A-t-elle mis fin à ce que redoutaient les généraux comme les soldats, à savoir une guerre d'usure et de tranchées ? En bref, a-t-elle effacé le souvenir de la Première Guerre mondiale ?

Manifestement, le mouvement fut une dimension intrinsèque de la guerre du désert : les constants renversements du front, son déplacement tantôt à Sidi el-Barrani, tantôt à Syrte, tantôt à El-Alamein, et finalement, depuis El-Alamein et Alger, jusqu'en Tunisie, le montrent assez bien. Mais pour ce qui est de la Blitzkrieg et de la guerre de destruction, même Robert Citino, qui n'a pas caché son enthousiasme devant la conduite des opérations par Rommel, a reconnu que, concrètement, la guerre des chars dans le désert s'était révélée très différente de celle théorisée durant les vingt années précédentes et de celle pratiquée en Europe. Ce qui s'explique, en tout premier, pour des questions de logistique.

Par certains aspects, suggère Citino, les opérations allemandes comme les opérations britanniques lors de leur dernière contre-offensive – celles qui se rapprochèrent le plus des théories élaborées dans l'entre-deux-guerres sur la guerre des blindés – apportèrent, d'une façon inattendue, quelque chose de plus par rapport aux opérations qui avaient détruit la Pologne en 1939 et la France en 1940 : elles furent des opérations combinées[44], dans lesquelles de nombreux acteurs se retrouvèrent impliqués. Ce qui fit la différence, finalement, ce furent l'impossibilité d'opérer des remplacements dans les rangs allemands et les leçons apprises par leurs adversaires britanniques, qui réussirent à mettre sur le terrain un nombre de chars beaucoup plus élevé et aux qualités opérationnelles largement supérieures. En dépit de cet avantage qui alla grandissant, la guerre de chars de Montgomery ne fut pas une guerre d'anéantissement. Son exploitation de la victoire remportée à El-Alamein fut plutôt prudente, et la poursuite de l'ennemi défait très lente.

Ajoutons que les parents pauvres des tankistes furent les conducteurs des véhicules autoblindés, et leurs passagers. Le blindage de ces derniers était très mince, ce qui les rendait plus rapides, notamment pour se désengager, mais aussi plus vulnérables. Les Britanniques passèrent maîtres pour les utiliser dans des raids improvisés au sein de l'alignement adverse, dont ils avaient fait un véritable outil tactique. De fait, toutes les armées disposaient de véhicules autoblindés plus ou moins rapides et dotés de mitrailleuses, qui fauchaient l'infanterie adverse. Les seuls à n'en être pas pourvus en quantité suffisante furent les Italiens.

Infiniment plus nombreux en Afrique du Nord que les tankistes, quoi qu'ait prétendu la propagande, les fantassins furent également soumis à des conditions d'emploi en grande partie inédites. Ce fut une guerre tantôt de mouvement et tantôt de tranchées, tout au long de laquelle la prise d'initiative de petits détachements joua beaucoup, dans le cadre d'armées modernes, mais aux effectifs réduits, qui s'affrontaient[45].

Dès les plans échafaudés avant guerre, la guerre du désert fut conçue, par les Italiens et par les Anglais, comme une guerre de mouvement. Et c'est bien ce qu'elle fut. Mais l'infanterie ne tourna pas pour autant définitivement le dos à l'expérience acquise dans les tranchées. Même si la campagne fut caractérisée par le mouvement et des renversements du front, les sièges ne manquèrent pas, longs et décisifs (comme à Tobrouk) ou moins importants stratégiquement (comme à Giarabub et à Bir Hakeim)[46]. Mais surtout, les dispositifs défensifs (la tranchée et le fil de fer barbelé) s'imposèrent. Durant la bataille, même si elle était dispersée et non pas sur une ligne au milieu des chars et de leurs mouvements, l'infanterie devait être prête à se retrancher derrière les petits vallonnements du terrain ou bien à creuser rapidement des trous avec la pelle-bêche pour se défendre comme elle le pouvait contre les tirs mortels des chars, de l'artillerie et de l'aviation adverses. Bien que disposant d'une puissance de feu individuelle (fusils, pistolets-mitrailleurs) plus élevée que lors de la Grande Guerre, l'infanterie se voyait à nouveau contrainte de s'enterrer : même si désormais c'était seulement pour quelques jours, pour la durée de l'attaque ou le temps d'éviter les coups ennemis. Une fois les chars passés, les fantassins sortaient des tranchées et faisaient mouvement, engageant le combat de près. Quand il s'agissait de prendre de force une ville assiégée tout comme lors d'une bataille en plein désert, les fantassins débouchaient derrière les chars qui progressaient : pour les arrêter, il fallait soit ouvrir le feu, soit recourir à la plus traditionnelle des méthodes, la baïonnette.

Une différence notable avec la Grande Guerre tient au fait qu'il ne fut plus question, dans le désert, de feu de ligne continu ou de feu déclenché par de gros détachements : l'initiative appartenait désormais aux plus petites unités. Combattre sinon seul, du moins en petits groupes, devint donc la norme, peut-être plus encore que sur les fronts européens : une norme qui exigeait esprit d'entreprise et entraînement. Il en résulta des

différences dans le rendement des diverses troupes d'infanterie. Les troupes italiennes, par exemple, manquaient autant d'esprit d'entreprise que d'entraînement, tandis que ces deux qualités étaient de tradition chez les fantassins britanniques et se retrouveront plus tard, avec « Torch », chez les fantassins américains (qui n'en furent pas moins pris par surprise lors de leur toute première expérience du feu). Quant aux fantassins allemands, ils étaient en grande partie motorisés et disposaient dans bien des cas de véhicules autoblindés, ce qui rendit pour eux la question moins importante. Ces différences ont été pointées dans un ensemble d'études récentes qui ont insisté à juste titre sur la question de l'entraînement, même si l'entraînement, sans moyens, ne peut pas faire grand-chose[47].

L'action de détachements mobiles et relativement modestes par rapport à l'immensité du territoire confère son caractère particulier à la guerre que menèrent les fantassins en Afrique septentrionale. À coup sûr, l'image de l'homme seul en plein désert prit ici tout son sens. Certes, ces forces ne pouvaient pas être trop restreintes, comme le montre l'exemple des Britanniques, lesquels durent, dans les premiers mois du conflit, passer d'une armée coloniale à une armée de masse, taillée pour la guerre moderne. Mais même lorsqu'ils furent au maximum de leurs moyens, les détachements de fantassins qui combattirent en Afrique du Nord restèrent tout bien considéré peu fournis, quand on pense aux masses énormes qui s'affrontèrent lors du choc entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique.

Dans cette guerre entre fantassins, ce qui fit la différence entre les deux camps fut moins le nombre ou la tactique d'emploi que les moyens. Sans camions, sans véhicules autoblindés, l'infanterie se retrouvait immobilisée dans le désert. Le cas des Italiens constitue un bon exemple de cette règle : dans la première partie de la guerre du désert, ils bénéficièrent de l'avantage numérique, mais ne parvinrent jamais à anéantir les petites unités mobiles des Britanniques. Au contraire, l'infanterie de ces derniers commença à vraiment l'emporter, lors de la deuxième et de la troisième batailles d'El-Alamein, quand elle put déployer sur le terrain les effectifs et les moyens qui – associés aux chars – lui offrirent une force écrasante dont l'adversaire ne disposait plus.

Si les tankistes, en Afrique du Nord, furent numériquement inférieurs aux fantassins mais comptèrent beaucoup, les soldats du génie, qui furent en

nombre encore moins élevé, jouèrent un rôle central, en particulier les spécialistes de l'installation ou de la neutralisation des champs de mines. Sur tous les fronts de la Seconde Guerre mondiale, les belligérants recoururent largement aux mines, mais celles-ci remplirent, dans la guerre du désert, une fonction stratégique qui visait à compenser le nombre relativement faible des personnels engagés, à empêcher ou à ralentir d'éventuelles tentatives de contournement, à faire obstacle à ces engins redoutables qu'étaient les chars.

La pose de mines était la première tâche remplie par les détachements d'infanterie ou de chars une fois arrivés à pied d'œuvre. Les mines antichars, en particulier, jouèrent un rôle important ; pour les débusquer, certains chars furent équipés de pieux qui retournaient le sol devant eux pour les repérer. Ce danger fut omniprésent : dans la préparation de n'importe quel plan d'attaque, la première phase à laquelle il fallait penser, et la plus délicate, était un déminage permettant d'aménager des corridors dans les champs de mines adverses. Si l'on en prévoyait plus ou moins la durée, l'opération pouvait réserver des surprises douloureuses. Les types de mines utilisés n'étaient guère différents d'une armée à l'autre, et les combattants devaient tenir compte des particularités du terrain (du sable, souvent) où les poser. On plaça des mines partout : devant des villes assiégées (pour se défendre ou pour attaquer), devant les tranchées, devant les positions des chars. Une évolution tactique se dessina pendant la guerre : après les champs de mines du début, aménagés un peu au hasard, on en vint à la création systématique de « boîtes » minées installées en avant des lignes sur une très grande profondeur et qui garantissaient contre des assauts lancés à l'improviste par l'ennemi. Cela impliquait notamment d'avoir à passer, pour avancer, à travers ses propres champs de mines.

Du point de vue ici adopté, c'est-à-dire celui du démineur, ces opérations se révélaient particulièrement risquées. Si, pour installer un champ de mines, le travail de nuit était possible, il était impossible de déminer autrement qu'en plein jour, presque toujours à pied, en s'exposant à la fois aux tirs de l'ennemi et à l'explosion accidentelle d'une mine. On ne s'étonnera donc pas qu'il y ait eu peu de volontaires pour ces missions, qu'ils aient été très appréciés de leurs camarades et qu'un bon nombre d'entre eux aient souffert de troubles nerveux dus au stress.

Les artilleurs, quant à eux, surtout ceux qui servaient lors de la Première Guerre mondiale dans l'artillerie lourde, loin des premières lignes, étaient considérés par les fantassins comme des privilégiés – ce que semblent établir les statistiques des pertes. Mais il en alla tout autrement entre 1940 et 1943.

La nouveauté, par rapport aux conflits précédents, tient au fait que l'artillerie, dans la grande majorité des cas, ne fut plus fixe, ou tirée par des chevaux à une vitesse somme toute assez lente, mais autotractée. Les artilleurs virent donc leurs efforts se réduire, mais les risques augmenter. En outre, le tir de contrebatterie se fit plus précis. La sécurité ne fut plus garantie, si elle l'avait jamais été.

En Afrique du Nord, par ailleurs, l'artillerie joua, plus qu'on ne le pense, un rôle décisif. L'assaut donné par les chars s'accompagna presque toujours d'un violent feu de batterie, car quand les chars n'étaient pas protégés, ils devenaient beaucoup plus vulnérables. L'artillerie fut ainsi amenée à faire pour eux, durant ce conflit, ce qu'elle avait fait pour l'infanterie durant la Grande Guerre : elle les accompagna, tantôt en visant les batteries qui tiraient sur eux, tantôt en les précédant en déclenchant un tir de barrage mobile (ou tir roulant). Certes, des chars se retrouvèrent parfois seuls, sans le soutien de l'artillerie, mais l'image d'une guerre de chars et de tankistes sans artillerie ni artilleurs serait trompeuse, surtout lors des grandes opérations et des attaques en masse.

Restait à définir la bonne tactique pour passer du tir défensif, statique, au tir offensif, mobile, et pour coordonner l'artillerie avec l'infanterie, les chars, etc., dans la bataille de mouvement. Autant qu'il put, pour soutenir ses blindés, Rommel remplaça les tirs de l'artillerie par ceux de l'aviation ; mais quand le nombre de ses Stukas diminua, l'artillerie allemande et italienne devint essentielle, même pour le Renard du désert. L'Axe expérimenta par ailleurs des groupes de combat, avec des tirs mobiles d'artillerie, mais n'eut pas les moyens nécessaires pour en faire un usage systématique ; ces moyens, les forces du Commonwealth en disposèrent, ce qui permit à Auchinleck – dans les derniers temps de son commandement – comme à Montgomery de recourir largement à cette tactique. Eisenhower, pour sa part, en eut moins besoin. De nouvelles discussions se tinrent pour savoir si l'artillerie devait détruire l'ennemi, ce qu'elle ne réussissait pas

toujours à faire, ou s'il lui suffisait de neutraliser la menace offensive adverse.

La guerre en Afrique du Nord ne se joua pas seulement sur terre mais aussi dans les airs[48]. Les aviateurs de l'Axe et des forces alliées, auxquelles s'ajoutèrent tardivement les Américains, jouèrent un rôle clé dans le conflit. Stratégiquement, ils entravèrent les préparatifs ennemis ; tactiquement, ils intervinrent directement dans les combats, tout en fournissant, dans les deux cas, de précieuses observations. On ne peut pas parler, pour l'Afrique du Nord, de bombardement intensif (*area bombing*), comme ce sera le cas pour l'Europe, encore moins d'un bombardement stratégique unique et décisif, comme ce sera le cas pour le Japon. Mais il faut souligner que, sur ces territoires africains et coloniaux, un bombardement, même restreint, pouvait être perçu, dès lors qu'il était sévère et continu, comme particulièrement redoutable.

Quoi qu'il en soit, le recours à l'arme aérienne durant la Seconde Guerre mondiale ne fut pas une nouveauté. Mais en Afrique du Nord, et dans la zone méditerranéenne qui lui était liée, le fait d'avoir ou non le contrôle du ciel fit la différence. Longtemps l'avantage revint à l'Axe. L'aviation italienne se consacra pour une bonne part à protéger les convois maritimes et à frapper les ports adverses, comme Alexandrie. Mais, en quelques mois, la Luftwaffe parvint à rassembler en Méditerranée un nombre exceptionnel d'avions. Au plan stratégique, Malte en fit les frais, tandis qu'au plan tactique ce fut un cauchemar pour les tankistes et les fantassins adverses. Puis le gros de cette armada nazie fut transféré à l'Est et les forces fascistes s'affaiblirent. Dans le même temps, l'aviation anglaise se vit de plus en plus soutenue par les États-Unis : le contrôle du ciel passa ainsi du côté des Alliés. Au fil des mois, la Royal Air Force, peu habituée à combattre contre des navires, et l'US Air Force apprirent l'une de l'autre et leur commandement finit par être unifié. Le premier point sur lequel elles s'entendirent fut une plus grande coopération avec les forces terrestres, en termes de surveillance aérienne ou de support direct dans le combat.

Ce fut autant une question de moyens que de formation et de doctrine d'emploi. Les Stukas, depuis le début du conflit, à commencer par leur rôle dans la déroute française de 1940, étaient habitués à accompagner les offensives des divisions de panzers. Peu « douhétienne » mais très

« mitchellienne »[49], la Luftwaffe, en Afrique du Nord, visa les tankistes, les fantassins et les artilleurs du Commonwealth. Les colonnes qui partaient de nuit, comme il était de règle, à la chasse de l'adversaire en cherchant à sonder ses lignes, tout comme l'infanterie retranchée dans le désert ou chargée de défendre tel ou tel secteur dans des centres assiégés (à Tobrouk, par exemple) devaient, dans tous les cas, se méfier non seulement de ce qui était devant, mais aussi de ce qui était au-dessus. L'effet destructeur de l'aviation adverse était d'autant plus redouté que les détachements terrestres se retrouvaient à des centaines, sinon à des milliers de kilomètres des entrepôts et des magasins d'approvisionnement : même un léger dommage, dès lors qu'il nécessitait la pose d'une pièce de rechange ou une petite réparation, pouvait entraîner des immobilisations en cascade.

En ce qui concerne l'utilisation même de l'aviation, la guerre du désert dépendit *in fine* des autres théâtres d'opérations. Pour les Alliés, remporter la victoire sur l'échiquier européen comptait en soi, mais ce qui primait, c'était de rapprocher les pistes de décollage de l'objectif essentiel : l'Italie et par-dessus tout l'Allemagne. En s'emparant de la Tunisie grâce à « Torch », les Alliés allaient pouvoir lancer plus facilement leurs bombardiers sur l'Italie et sur les arrières de la guerre à l'Est.

En tout état de cause, le soutien aérien direct, prioritaire ou secondaire, fut une autre composante majeure, à ne pas oublier, de la guerre en Afrique du Nord. C'est leur énorme production d'avions qui rendit plus facile la victoire aux Alliés.

Pour les mêmes raisons précédemment évoquées concernant les pièces de rechange et les entrepôts, la guerre nord-africaine eut une dimension maritime trop souvent négligée. Il peut sembler paradoxal que la guerre du désert ait dépendu de la mer, mais c'est une réalité[50]. Et elle n'en dépendit pas seulement lors de cette immense entreprise que furent les débarquements au Maroc et en Algérie dans le cadre de l'opération « Torch », où l'aspect naval fut alors bien évidemment crucial, mais tout au long du conflit.

Avant le début des hostilités, il existait dans les colonies des dépôts (italiens, anglais, français), mais ils servaient les troupes coloniales, pour de brèves guerres locales. Bien fournis en Égypte, ils l'étaient beaucoup moins en Libye. Puis la guerre vint tout bouleverser. Du continent et des îles

Britanniques arrivèrent des troupes, des moyens de transport, du carburant, de la nourriture, c'est-à-dire presque tout. Dans la guerre du désert, il était impossible de « vivre sur le pays ». Tout arrivait par mer ; c'est donc sur mer que l'on combattait, en surface ou sous l'eau, pour approvisionner les troupes terrestres, sous la menace de l'aviation.

Les statistiques militaires, qui se veulent d'ordinaire d'une extrême précision, se réfèrent à ceux qui ont laissé leur vie dans ces opérations de logistique comme à des « morts et disparus en mer », c'est-à-dire en Méditerranée. Mais une partie non négligeable d'entre eux ne sont pas morts pour un contrôle « mahanien[51] » de la mer, sinon indirectement ; ils sont morts très directement pour soutenir les opérations de la guerre du désert. Ils lui appartiennent donc d'une certaine façon, ce qui devrait être mentionné. Beaucoup de ces marins ou de ces sous-mariniers ne virent jamais le désert, sauf peut-être le temps d'une courte visite, par curiosité, sur une embarcation quelconque, mais ils combattirent et moururent pour lui.

C'est la route des convois italiens en Méditerranée centrale, entre Naples, Tarente, la Sicile et la côte libyenne, qui servit de terrain d'affrontement aux deux coalitions. Dans les deux premières années du conflit, la flotte britannique resta enfermée dans les ports égyptiens ou ne fut laissée libre d'évoluer qu'au-delà de Suez. La marine royale italienne disposait alors de la plus grande flotte de sous-marins de la Méditerranée, où elle représentait une menace analogue à celle de la Kriegsmarine et de ses *U-boote* dans l'Atlantique. Les combats firent longtemps rage autour de Malte, et les convois britanniques ne purent passer que rarement et tardivement. Lorsque l'aviation allemande vit transférées ses missions d'alerte et de protection sur les Balkans et à l'Est, les convois britanniques purent réapprovisionner Malte et passer en Méditerranée. Les avions anglais s'en prirent à leur tour aux convois italiens. C'est aussi sur la mer que l'Axe perdit la guerre du désert.

Autre aspect beaucoup moins important, parmi les figures les moins visibles du conflit, celles dont on se souvient le moins, il y a les hommes du matériel, ceux qui organisaient à l'arrière l'acheminement des approvisionnements en direction des premières lignes. Leur rôle fut capital. Les armées ne marchent que le ventre plein et ne peuvent combattre que si

elles ont des munitions et, dans les guerres modernes de mouvement, de l'essence[52]. Évoquant le cas italien, un bon exemple de cette réalité, Fabio De Ninno a observé par exemple que « la marine royale mena la "bataille des convois" avec courage et sens du sacrifice, mais fut battue par une combinaison de la supériorité de l'ennemi, un *manque de ressources*[*2], et l'impossibilité de dépasser ses limites structurelles[53] ».

Il manque à vrai dire une histoire comparée des administrations militaires, qui permettrait de mieux comprendre comment le même objectif – réapprovisionner les combattants – a pu être rempli par des institutions militaires aux traditions nationales très diverses : centralisation pour les Italiens et, tout au contraire, décentralisation maximale pour les Britanniques. Au sein même de l'Axe, la logistique allemande tendait à mettre en contact direct les détachements de troupes avec les entrepôts (un système souple et efficace, mais qui reposait sur de larges disponibilités en moyens de transport), tandis que la logistique italienne multipliait entre ces deux pôles des échelons intermédiaires (bureaux et dépôts). Mais les cultures nationales bureaucratiques ne pouvaient pas grand-chose si les moyens manquaient. L'organisation logistique allemande communiquait depuis la Cyrénaïque avec Rome et Berlin par téléscripteur, donc en temps réel, alors que son homologue italienne utilisait le télégramme, avec un temps moyen de réponse de vingt-quatre heures (de huit à neuf heures en cas d'urgence). Pendant ce temps-là, le nombre de bureaux intervenant dans l'affaire (et donc d'étapes bureaucratiques) s'était encore multiplié. Il est vrai qu'il ne s'agissait pas seulement là de culture bureaucratique : ces bureaux intermédiaires étaient nécessaires pour gérer intelligemment le peu de moyens de transport disponibles.

Ne pouvant vivre sur le pays, les armées en opération devaient tout faire acheminer depuis l'arrière. Les troupes s'en rendirent bien compte : pour tous les combattants, quelle que soit leur arme, la campagne d'Afrique du Nord fut extrêmement fatigante, et c'est ainsi qu'elle est restée dans les mémoires : la chaleur, l'épuisement, une maigre nourriture et des munitions souvent insuffisantes. C'est tout le dilemme de la logistique : plus on s'éloigne de ses bases, plus le lien logistique s'étire, s'exposant toujours davantage aux attaques ennemies, par le ciel ou sur la mer, et

« consommant » une part toujours plus grande de l'objet transporté et des moyens qui le transportent.

Ce dilemme, Bastico comme Rommel, Wavell comme Auchinleck y furent confrontés. Certains expliquent par exemple l'échec des offensives de Rommel par le manque de carburant. En réalité, la logistique ne pouvait acheminer que ce qui existait et difficilement créer ce qui n'existait pas, même si parfois elle pouvait empêcher que ce qui existait arrive, ou retarder à tout le moins son arrivée. Pour ce qui est de l'essence, l'Italie n'en avait pas, et l'Allemagne comptait sur les champs pétrolifères roumains plus que sur elle-même. Ce qui manqua essentiellement à Rommel, ce furent les chars, plus que la façon de les approvisionner.

À pénurie égale, de toute façon, les traditions nationales en matière de logistique et d'institutions militaires en général eurent leur importance. La ration militaire italienne était considérée comme « frugale » par les Allemands et les Anglais, sans parler des Américains, qui auraient jugé sa valeur calorique insuffisante.

C'est précisément l'intervention des soldats et de la logistique américains en Afrique du Nord – indirectement, avec l'aide apportée aux forces du Commonwealth installées en Égypte, puis directement, avec « Torch » – qui fit la différence. Les Américains introduisirent sur le terrain des standards avec lesquels aucune autre armée ne pouvait rivaliser.

Ces quelques allusions au rôle essentiel joué par le support logistique ne sauraient rendre justice à ce qui fut un système extrêmement élaboré et diversifié, qui avait à sa charge les questions de santé, le ravitaillement (notamment en eau), l'habillement, le courrier, l'équipement, l'approvisionnement en matériels et en munitions pour les différents types d'unités et de services (infanterie, artillerie, génie, chars, etc.), les transports (plus particulièrement les véhicules automobiles), sans compter, à chaque fois, la fourniture d'éléments de rechange. Cette charge colossale tint compte aussi bien des combattants du front que des soldats venus récupérer à l'arrière. Ce fut une guerre parallèle, une autre guerre en somme, malheureusement oubliée, dont les buts étaient analogues à celle qui était livrée par le fer et par le sang et qui, pour une bonne part, fut gagnée contre l'Axe par la puissance économique et organisatrice des Alliés.

De même, invisibles parce que par définition secrètes, les activités des services de renseignements influèrent d'une manière remarquable sur le

cours des événements en Afrique du Nord[54].

Jusqu'aux années 1970, on savait peu de chose sur ces activités. On continuait à s'étonner de la régularité avec laquelle les convois italiens en Méditerranée étaient envoyés par le fond, et de l'assurance que semblait manifester Rommel dans ses attaques, mais rien n'avait filtré sur les faits et gestes des services secrets. Nous savons aujourd'hui que les agents italiens avaient réussi à obtenir le code avec lequel un attaché militaire à l'ambassade américaine du Caire résumait pour Washington les plans anglais, et surtout que les services britanniques parvenaient à lire les communications allemandes, et en partie les communications italiennes, entre le front et Berlin. Dans un camp la « source très fiable » (l'attaché militaire américain), dans l'autre Ultra et Enigma : ces deux épisodes font désormais partie intégrante de l'histoire de la guerre du désert.

En exagérant un peu, on serait ainsi tenté de penser que les deux camps savaient tout l'un de l'autre. Ce serait une erreur. Niall Barr a bien précisé, par exemple, qu'Ultra ne permettait pas de déchiffrer tout ce qu'Enigma encodait, et encore moins tout ce qui pouvait servir localement aux chefs anglais. Mais elle permettait en tout cas de mobiliser les maigres ressources dont disposait Londres dans la région, la RAF par exemple, contre des objectifs spécifiques – comme des navires pétroliers, dont le naufrage aurait des conséquences décisives. Il reste encore beaucoup à découvrir de cette guerre secrète. On a l'impression qu'il y eut entre les deux camps, même pour ces activités de l'ombre, une sorte d'équilibre. Après tout, les convois italiens continuèrent d'arriver, tandis que les offensives britanniques continuèrent à s'en prendre aux forces de l'Axe.

Comme sur le terrain, toutefois, l'équilibre n'eut qu'un temps. Quand l'attaché américain fut rappelé, la guerre secrète de l'Axe se trouva en difficulté, tandis qu'Ultra ne cessa pas d'aider Londres. En outre, et cela pesa très lourd, l'opération « Torch » put se dérouler en toute quiétude ou presque : quelques indiscrétions parvinrent à Berlin, et quelques navires américains furent coulés, mais en faible proportion par rapport à l'énorme effort de guerre des Alliés.

Voilà qui aide à comprendre pourquoi, dans cette guerre entre services secrets, la balance finit par pencher du côté des Anglo-Américains[55]. Mais deux autres facteurs, sinon plus décisifs, du moins aussi importants que les

révélations des agents secrets, jouèrent. Le premier, qui reste encore à étudier de façon systématique, concerne ce que l'on pourrait appeler le « renseignement de terrain », une façon plus traditionnelle et plus locale de procéder, qui permettait aux chefs de deux unités opposées de se jauger. Les informations allaient bon train, même dans le désert, et chaque jour s'entassaient, sur la table des commandants allemands et italiens, des rapports, aussitôt exploités, sur les formations anglaises et leurs dotations en armements. L'inverse était tout aussi vrai. Dans ce domaine, la vieille expérience coloniale des Anglais fit merveille, avec ses réseaux complexes de relations, les Allemands, sur ce terrain, étant pratiquement hors jeu. Quant aux Italiens, le souvenir de la répression survenue peu auparavant en Cyrénaïque leur avait largement aliéné la population.

Le second facteur concerne la façon dont les informations provenant des diverses sources (les services secrets, la « guerre du chiffre », les informations locales) furent intégrées dans le processus militaire de décision. Londres y arriva le mieux pour plusieurs raisons. D'une part, l'institution militaire britannique sut tenir compte avec souplesse et rapidité de ces éléments, ne rechignant pas à changer ses plans tactiques et à transmettre très vite aux échelons inférieurs les informations secrètes qu'elle recevait. Les Italiens et les Allemands firent preuve, quant à eux, d'une rigidité excessive. Les Britanniques, d'autre part, tirèrent profit, paradoxalement, de ce qu'ils combattirent pratiquement seuls en Afrique du Nord de 1940 à 1943 (plus exactement avec les forces, qui leur étaient subordonnées, issues du Commonwealth). Quand on est seul, on prend les décisions plus rapidement et plus sûrement qu'à plusieurs. À cet égard, il ne faut pas sous-évaluer, dans les relations entre Allemands et Italiens, non seulement la destruction matérielle des renforts en elle-même, mais l'atmosphère de soupçons réciproques qu'elle engendra : elle mina de l'intérieur la cohésion de l'Axe. Rommel et Berlin se défiaient des Italiens, chez lesquels, pensaient-ils, un ou plusieurs traîtres s'étaient infiltrés, tandis que Rome avait de bonnes raisons pour ne pas faire confiance aux Allemands, qui refusaient de se soumettre à l'ordre hiérarchique en matière de commandement.

Même dans la guerre de l'ombre et en dépit d'efforts aussi fournis que ceux de l'adversaire, l'Axe finit par se trouver en position de faiblesse.

Enfin, il convient de s'intéresser à ce qui s'est passé dans ces lieux qui échappent à la vue, tout au sommet, là où interviennent les grands chefs militaires et les grands décideurs politiques. Les visions que se font du conflit les divers pays, en particulier dans leurs histoires militaires officielles, ont souvent conduit à célébrer les mérites de leurs hauts commandements respectifs, tant politiques que militaires. À la vérité, les polémiques n'ont pas manqué au sujet des chefs militaires, entre les défenseurs de Graziani et ceux de Bastico, entre les tenants d'Auchinleck et ceux de Montgomery, entre les partisans de Kesselring et ceux de Rommel. Des oppositions plus profondes encore se sont créées entre les jugements portés sur les politiques et ceux portés sur les militaires. À propos des critiques adressées par Churchill à Auchinleck, certains ont abondé dans le sens de l'homme politique et de ses reproches cinglants, d'autres au contraire ont rappelé, en réponse, les raisons concrètes qui animaient l'homme de guerre. Même chose pour les différends survenus entre Mussolini et Graziani, ou entre Eisenhower et les chefs civils, Roosevelt et Stimson. Quoi que l'on pense de tel ou tel cas en particulier, il est en fin de compte évident que, sur l'ensemble de la Seconde Guerre mondiale, les Alliés surent préserver la cohésion de leur alliance mieux que ne le firent les régimes ardemment nationalistes, l'Allemagne et l'Italie. Ce fut encore plus manifeste, par certains aspects, en Afrique du Nord que partout ailleurs.

L'Italie fasciste était entrée en guerre plus tardivement, en juin 1940, mais il fallut attendre septembre pour que ses forces armées franchissent la frontière. De son côté, l'Allemagne nazie n'avait pas eu de contact direct avec les troupes anglaises en Afrique du Nord jusqu'à son intervention militaire en janvier 1941, et elle n'affronta l'ensemble des Alliés qu'après décembre 1941. Entre septembre 1940 (et surtout janvier 1941) et janvier 1943, l'Axe connut de fortes frictions internes.

Pour sa part, le Royaume-Uni fut aidé par le fait de se retrouver seul, au début, sur le front oriental de l'Afrique du Nord, sans avoir à s'encombrer d'un allié aux allures de concurrent. Pendant ce temps-là, Roosevelt déclarait en décembre 1940 que les États-Unis deviendraient l'arsenal de la démocratie, et il lança officiellement en février 1941 le programme *Lend-Lease*[56]. Parallèlement, à partir de la seconde moitié de 1942, sur l'autre

front, occidental, de l'Afrique du Nord, les États-Unis – soutenus et accompagnés, il est vrai, par des conseillers et des troupes britanniques – n'eurent pas d'« allié-concurrent » lors de l'opération « Torch », qui, bien qu'officiellement conjointe, fut en grande partie américaine. Les deux puissances alliées parvinrent au total à coordonner leur action sur le plan stratégique, se soutinrent mutuellement au plan tactique sur les deux sous-théâtres où elles étaient engagées (même si, en fait, chacun opéra seul sur son terrain, ou presque), et le tout sans désaccords marqués.

Au contraire, du côté de l'Axe, les frictions furent permanentes. Mussolini et Hitler, l'état-major général italien et l'OKW (Oberkommando der Wehrmacht, l'état-major général de la Wehrmacht) allemand, Badoglio puis Cavallero et Kesselring, Bastico et Rommel ne cessèrent de se heurter et de se soupçonner, ce qui malmena l'alliance. Ces tensions se répercutèrent sur les officiers et sur les troupes, ce qui ne saurait étonner. De nombreux rapports italiens montrent que pour tout fondement il y eut au mieux cohabitation, mais jamais camaraderie, ce qui, pour de soi-disant alliés, est particulièrement grave.

La discordance des stratégies, les différences dans les doctrines d'emploi des armes sur le terrain, l'énorme diversité dans les moyens militaires mis à disposition fragilisèrent l'Axe en Afrique du Nord. Au début, le nombre des Italiens présents et la qualité des chars allemands lui valurent quelques succès. Puis les choses stagnèrent : ce qui n'exclut pas des renversements du front et des victoires obtenues tantôt par les uns et tantôt par les autres[57]. Le camp qui finit par l'emporter ne fut pas seulement celui qui était le mieux armé, mais celui qui affichait la meilleure cohésion. Les événements, qu'il serait fastidieux de rapporter ici dans le détail, montrent à quel point fut importante, sur les deux fronts de la guerre du désert, la bonne entente entre Londres et Washington ; cette bonne entente, précisément, fit largement défaut à l'Axe.

La guerre du désert ne fut ni facile à faire ni facile à remporter. En Afrique du Nord comme sur tous les théâtres d'opérations de la Seconde Guerre mondiale, les forces armées confirmèrent qu'elles étaient devenues des machineries très complexes, dont il fallait doser avec soin, et dans des proportions différentes de celles du passé, les composantes pour obtenir la

victoire. Les formations reçues jusqu'alors se révélèrent moins utiles, et les armées, tant du côté de l'Axe que de celui des Alliés, durent apprendre à se battre autrement.

En particulier, il n'était pas question que les divers éléments composant les armées en présence combattent isolément. Leur coopération dut se faire plus variée et plus étroite que lors des conflits antérieurs. Avec des armées aussi petites, ce n'était plus au niveau des grandes unités que cette coopération devait s'exercer, mais *à l'intérieur* des grandes unités. La division ou la brigade d'infanterie ne pouvait pas entrer tout entière en interaction avec une autre grande unité d'artillerie ou du génie. Les unités de moyenne dimension avaient besoin de disposer à la fois de la force (les hommes), du feu (les chars, l'artillerie lourde, les avions), de la mobilité (les camions et encore les chars) et d'autres dispositifs défensifs (les poseurs de mines). Les opérations sur le terrain accordèrent l'avantage à celui qui, mieux que les autres, et avant les autres, savait conjuguer la force, les moyens de transport, la formation et une tactique nouvelle ; en l'occurrence, les troupes du Commonwealth.

Il faut bien noter que les défis rencontrés et les enseignements reçus furent *transnationaux.* Tous comprirent, tôt ou tard, pour le meilleur ou pour le pire, que c'est dans cette direction qu'il fallait aller : mettre sur pied des regroupements temporaires d'armées ou de détachements (groupes de combat, *jock columns*, etc.). Les troupes allemandes, qui s'appuyaient sur moins d'infanterie mais davantage de mobilité (les *Panzerdivisionen*), furent sans doute parmi les premières à appliquer ce principe ; malheureusement pour elles, les moyens et l'essence commencèrent rapidement à manquer. Même les chefs italiens, surtout ceux qui commandaient de petites unités ou des unités intermédiaires, avaient vu ce qu'il fallait faire, mais les moyens, dont ils n'avaient en fait jamais disposé, leur manquèrent de plus en plus, et ils durent se contenter de maigres succès locaux. Les troupes américaines furent celles qui eurent le moins besoin de recourir à cette tactique, tant dans leur « mini-guerre » contre Vichy que lors de leur affrontement avec les forces de l'Axe, qui fut pour l'essentiel une guerre de positions. Quant aux troupes du Commonwealth, leur réticence à recourir à cette nouvelle façon de faire s'explique pour plusieurs raisons : la fidélité à leurs solides traditions, la présence parmi elles de soldats appartenant à des pays différents (l'Angleterre, la Nouvelle-Zélande,

l'Australie, etc.), leur attachement (pour celles provenant des îles Britanniques) à l'organisation par régiments, leur peu de moyens, au début tout au moins. Mais elles surent évoluer au bout du compte : un processus continu de réflexion sur les leçons apprises se mit en place, qui se répercuta sur l'entraînement des troupes, tandis que l'on assistait par ailleurs, objectivement parlant, à une énorme augmentation des moyens. Aiguillonnées par le risque de voir l'Axe arriver à Alexandrie, c'est-à-dire au Caire et au canal de Suez, les forces britanniques finirent donc par se rallier à la nouvelle tactique.

Voilà qui conduit à se poser une question de fond, la même pour le front nord-africain que pour l'Europe de l'Est ou l'Asie. En poussant les choses à l'extrême et en schématisant, on la formulera ainsi : la guerre fut-elle gagnée sur le terrain, grâce à l'intelligence des militaires, ou sur le front intérieur, celui de la fabrication en masse des armements et d'une politique prenant vigoureusement les choses en main ? La réponse, dans tous les cas, reste la même : l'intelligence des chefs militaires joua un rôle capital, mais ce sont la puissance de la production industrielle et la fermeté de la « gouvernance » démocratique qui firent pencher la balance. En Afrique du Nord, les forces militaires de l'Axe et celles du Commonwealth se neutralisèrent mutuellement, avec de continuels renversements du front, sans qu'aucun des deux camps ne sache ou ne puisse vraiment l'emporter. Les Italiens et les Allemands parvinrent à dominer sur le plan tactique, grâce au savoir-faire d'un certain nombre de leurs chefs (Rommel et d'autres, moins connus), ils gardèrent plus longtemps l'initiative et arrivèrent à un souffle d'Alexandrie. Mais une fois qu'Auchinleck et Montgomery eurent réentraîné leurs troupes, les chars Sherman et l'opération « Torch » leur permirent de dominer l'Axe, sur le plan stratégique cette fois.

En Afrique du Nord, où il était difficile de l'emporter, les choix tactiques et la formation dispensée aux combattants furent essentiels, mais sans la fourniture de systèmes d'armes appropriés (par le biais du *Lend-Lease*) et sans une politique déterminée (« L'Allemagne d'abord », « La capitulation sans conditions »), la victoire n'aurait probablement pas souri aux puissances antifascistes, ou il y aurait fallu beaucoup plus de temps et davantage de tragédies, tant pour les militaires que pour les civils.

Que reste-t-il aujourd'hui de tout cela en termes de mémoires collectives ? En raison des effectifs réduits qui participèrent à la guerre du désert par rapport à d'autres théâtres d'opérations, et en raison des nombreuses défaites qui la caractérisèrent, celle-ci occupe un rang secondaire – bien que sensible – dans la mémoire désormais de plus en plus élaborée de la Seconde Guerre mondiale. Les sables du désert virent se produire un peu de tout ce qui se produisit plus généralement durant ce conflit, mais ce fut précisément trop peu pour que la guerre du désert s'inscrive dans la mémoire des différents pays avec toute l'importance qui fut la sienne. En outre, dans une époque où tout tend à se simplifier, sa nature complexe ne facilite pas les choses. En lieu et place de ses aspects transnationaux, on a vu fleurir des mémoires nationales, lesquelles se limitent trop souvent, au détriment du rôle que jouèrent les populations civiles et coloniales, à des mémoires militaires, celles des anciens combattants et de leurs associations. Malheureusement, de nationales et de militaires, ces mémoires, par leur pauvreté et leur caractère unilatéral, ont eu vite fait de devenir nationalistes et militaristes[58]. Ce qui reste de cette interaction complexe entre des hommes, des armes et des services est une mémoire schématique, qui réduit souvent cette campagne à une guerre de chars et de tankistes.

Un chapitre de cet ouvrage étant consacré à cette question, on se bornera ici à une seule remarque. La simplification qu'a subie la guerre du désert au fil du temps n'est pas arrivée par hasard. Elle a emprunté des formes diverses selon les pays, mais le fond reste toujours identique, à l'instar des sanctuaires d'El-Alamein. Ils sont tous différents, construits en des années différentes par des entités différentes (le sanctuaire italien sous l'impulsion d'un ancien combattant, les sanctuaires allemand et anglais à l'initiative, dans les deux cas, d'une commission nationale, etc.) et ils sont diversement perçus par les opinions publiques respectives. Ils se distinguent entre eux par la mise en valeur de certains traits nationaux distinctifs : pour les Italiens, l'art romain et certains emprunts à l'art arabe ; pour les Allemands, l'art médiéval avec une touche teutonique ; pour les Britanniques, comme si souvent, un monument ne tenant aucun compte du sol sur lequel sont tombés les soldats de l'Empire, mais avec une grande croix en pleine terre d'islam ; pour les Grecs, un style banalement

hellénisant ; pour les Libyens, la simple allusion religieuse à une mosquée, etc. Autant de références d'ordre national, qui ne reflètent en rien la nature transnationale des défis lancés par la guerre du désert à tous les belligérants. Depuis que ces sanctuaires ont été élevés, on a peu fait, et tardivement, pour rapprocher ces différentes mémoires de guerre, sans cacher pour autant les enjeux qui furent ceux de la guerre du désert : la démocratie et la paix internationale[59]. David Reynolds a écrit que « la coopération anglo-américaine, bien que réelle, avait un prix : presque toutes les décisions étaient un compromis ». Mais d'ajouter : « "il y a juste une chose pire que de combattre avec des alliés" aimait à répéter Churchill, c'est de combattre sans eux. L'alliance anglo-américaine en Afrique du Nord confirme ce dicton. La Grande-Bretagne et les États-Unis furent beaucoup plus efficaces en duo que séparément. Si l'Allemagne et le Japon avaient coopéré avec la même intensité en 1942, quand la Wehrmacht lançait son offensive sur Stalingrad et Le Caire tandis que les forces japonaises se déchaînaient dans le Pacifique, l'issue de la Seconde Guerre mondiale aurait pu être bien différente[60] ».

Que, dans la guerre des sables, cette hypothèse ne se soit pas réalisée, également grâce à la coopération entre les Alliés, constitue aussi un avantage pour la démocratie au niveau global.

*1. Par Nicola Labanca. La rédaction de ce chapitre a bénéficié des contributions inédites, présentées dans le cadre du programme « La guerre des sables » de l'École française de Rome de 2012 à 2015 et citées au cours du texte, de Richard Carrier, Fabio De Ninno, Nigel Hamilton, Romain Rainero et Thomas Vogel.

*2. C'est nous qui soulignons.

Afrique du Nord et stratégie planétaire*1

Quelle place tint l'Afrique du Nord dans la stratégie planétaire élaborée par les grandes puissances lors du second conflit mondial ? À partir de quand la guerre du désert entra-t-elle dans leurs visées et dans leurs priorités ? Les expressions comme « stratégie planétaire » ou « grande stratégie » sont très prisées des théoriciens américains de la guerre et des relations internationales : ils se plaisent à donner du passé des images bien lisses et bien cadrées qui leur servent ensuite à nous abreuver jusqu'à plus soif de considérations alléchantes sur notre avenir. Les historiens, quant à eux, se montrent plus réticents à se lancer dans ce genre de construction intellectuelle. L'étude minutieuse des documents d'archive, qui n'exclut pas pour autant l'exercice de l'imagination, ne les a rendus que trop conscients de la part que joue le hasard dans le chaos des affaires humaines.

L'intérêt de ces remarques n'est pas simplement d'ordre spéculatif : elles s'appliquent en fait très directement à la guerre d'Afrique du Nord. Aucune des principales puissances engagées dans le conflit n'éprouvait vraiment le désir de combattre sur ce théâtre d'opérations ; aucune d'entre elles, à coup sûr, ne disposait en la matière de plans cohérents. On pourrait presque décrire la guerre du désert qui se déroula entre 1940 et 1943 comme l'histoire d'une suite d'opérations en quête de stratégie. À vrai dire, c'est la Seconde Guerre mondiale tout entière qui fut marquée par l'improvisation stratégique, toutes les grandes puissances ayant été prises à contre-pied par la chute de la France en juin 1940. Un petit caporal autrichien avait réussi en quatre semaines ce que n'étaient pas parvenus à

faire en quatre ans les meilleurs généraux du Kaiser : mettre la France hors de combat. Les conséquences de l'événement retentirent à une échelle proprement planétaire. Victorieux à l'Ouest, Hitler se voyait libre désormais d'envahir la Russie bien plus tôt qu'il ne l'avait espéré. Le Japon sauta sur la chance qui lui était offerte d'étendre sa domination en Asie du Sud-Est, au détriment des puissances coloniales européennes – la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas – mises ainsi sur le reculoir. Et l'Italie, qui avait jusque-là ménagé la chèvre et le chou, car elle ne se sentait pas prête à s'engager dans une guerre de grande envergure contre la Grande-Bretagne et la France, franchit le pas le 10 juin 1940, pour s'emparer de quelques menues dépouilles. « Je vous promets que la guerre sera finie en septembre », déclara Mussolini. « Il me faut quelques milliers de morts pour pouvoir siéger en belligérant à la table des vainqueurs[1]. »

Et pourtant, parler de « guerre du désert » prête à confusion. Aucune des grandes puissances, en effet, ne se battit pour le désert : elles se disputèrent une bande côtière parsemée çà et là de ports et d'aérodromes, avec pour lien une route (la *via Balbia*) construite par les Italiens dans les années 1930. Traversant la Libye, leur colonie, composée de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque prises aux Ottomans en 1911-1912, cette route courait sur 1 800 kilomètres, depuis le protectorat français de Tunisie à l'ouest jusqu'à l'Égypte à l'est, laquelle était alors sous contrôle britannique. Durant les deux premières années de la guerre en Afrique du Nord, les Italiens et les Allemands exercèrent une pression vers l'est le long de cette voie, affrontant les Anglais pour la maîtrise de la Cyrénaïque et de l'Égypte, avec Le Caire comme but ultime de leurs efforts. Dans les six derniers mois de la guerre, après l'invasion de l'Algérie et du Maroc français par les Anglo-Américains en novembre 1942 et la victoire de l'armée britannique du Commonwealth à El-Alamein, les Alliés prirent le dessus. Ils avancèrent progressivement sur Tunis, en progressant à la fois depuis l'est et depuis l'ouest, et finirent par chasser l'Allemagne et l'Italie d'Afrique du Nord en mai 1943.

Sur les cinq grandes nations qui s'affrontèrent, la France, l'Italie et la Grande-Bretagne peuvent être considérées comme des puissances nord-africaines : elles possèdent le long de la côte et à l'intérieur du continent des colonies ou des territoires qu'elles contrôlent. L'Allemagne et les États-

Unis, à l'inverse, ne disposaient de rien de tel et n'intervinrent que pour secourir leurs alliés, respectivement l'Italie et la Grande-Bretagne. Mais le véritable enjeu n'était pas l'Afrique du Nord. Ces terres situées le long du littoral étaient importantes parce qu'elles protégeaient l'accès et la circulation en Méditerranée. Il s'est agi ici de mer plus que de sable. Peut-on dire dès lors que cette guerre fut une guerre *pour* la Méditerranée ? D'une certaine façon, oui : le siège par l'Axe de la base navale aménagée par les Anglais à Malte, d'une importance vitale, en offre un parfait exemple. Mais, comme Simon Ball l'a judicieusement observé, on peut aussi voir dans cette guerre une guerre *à travers* la Méditerranée et une guerre pour *s'échapper* de Méditerranée[2].

« À travers » s'appliquait particulièrement bien aux Anglais, qui voyaient dans le *Mare Nostrum* une « artère » les reliant à leur empire en Inde, à l'Asie du Sud-Est et à l'Australasie – une voie essentielle pour le commerce, les investissements, les matières premières et les ressources en combattants. Il était évidemment possible de contourner l'Afrique du Sud en passant par le cap de Bonne-Espérance, mais le voyage de Londres à Bombay s'allongeait alors de deux semaines et de 7 300 kilomètres. En 1938, pourtant, les planificateurs britanniques durent prendre en compte le fait que l'Italie fasciste s'allierait probablement à l'Allemagne nazie dans une guerre à venir, auquel cas, pour citer l'amiral Dudley Pound, la Méditerranée deviendrait « un tout petit espace » et l'artère hautement vulnérable[3]. N'importe quel mouvement de navires de Gibraltar à Suez demanderait une protection navale et aérienne de grande envergure pour répondre à la menace des sous-marins et des bombardiers italiens. Malte, la seule base britannique capable d'abriter et de réparer les gros navires, se trouvait à moins de 100 kilomètres des aérodromes italiens ; Alexandrie, le port d'attache de la flotte de Méditerranée, ne disposait que d'une baie en eaux peu profondes et manquait de moyens de réparation adaptés. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si, une fois l'Italie entrée en guerre en juin 1940, les convois destinés à ravitailler l'armée en Égypte passèrent rarement par la Méditerranée et seulement après d'interminables discussions entre Churchill et ses amiraux. En fait, entre 1940 et 1942, l'« artère » fut pratiquement bloquée : le combat mené sur terre par la Grande-Bretagne en

Afrique du Nord était devenu une lutte pour la réouverture de sa ligne de vie maritime.

Quant à l'idée de contrôler l'Afrique du Nord pour pouvoir « s'échapper » de Méditerranée, elle plaisait bien aux Anglais, notamment à Churchill. En mars 1939, avant que ne commence la guerre, il fit valoir que si l'Italie s'alliait avec l'Allemagne, « le premier champ de bataille de l'Angleterre serait la Méditerranée », d'une part, et d'autre part que les Britanniques pourraient se rendre « totalement maîtres » de cette dernière « en deux mois ou peut-être moins », en infligeant à l'Italie des dommages qui « pourraient remettre en cause sa capacité à continuer la guerre »[4]. La perspective d'une victoire éclair décisive sur l'Italie revient dans ses propos en 1942, quand il soutient que la Méditerranée est le « ventre mou » de l'Axe. Mais l'idée d'une guerre en Afrique du Nord avec comme objectif de s'échapper de la Méditerranée séduisait également Berlin. À l'été de 1940, Hitler espérait gagner à la cause de l'Axe l'Espagne de Franco ainsi que la France de Vichy et ses colonies d'Afrique occidentale. Voilà qui, joint à l'alliance italienne, protégerait son flanc sud, en prévision de la guerre contre l'Union soviétique – l'opération « Barbarossa », élaborée en juillet et autorisée en décembre. Le commandement naval allemand voyait lui aussi la Méditerranée à l'intérieur d'un cadre stratégique plus large mais sous une forme assez différente. En septembre 1940, l'amiral Erich Raeder adressa plusieurs mémos au Führer dans lesquels il plaidait pour une campagne destinée à « chasser la Grande-Bretagne de Méditerranée » : ce serait là une étape capitale pour forcer l'Angleterre à se rendre et dissuader les États-Unis d'entrer dans le conflit. Raeder craignait qu'un mouvement prématuré vers l'est ne fît prendre à la guerre « une mauvaise direction – loin du principal danger, la Grande-Bretagne[5] ». Pour Londres tout comme pour Berlin, les opérations en Méditerranée et en Afrique du Nord se présentaient comme des moyens pour atteindre de plus vastes objectifs.

Le piège du désert

La place de l'Afrique du Nord et de la Méditerranée dans une stratégie planétaire est donc complexe. Et la stratégie elle-même, loin d'être le résultat d'une réflexion approfondie, fut pour toutes les grandes puissances

improvisée à partir des opérations en cours. Ce fut particulièrement évident chez les Italiens, comme Lucio Ceva l'a montré en analysant la pagaille qui régna à Rome en 1940[6]. Conscient de l'impréparation italienne, Mussolini, dans son étrange « Mémorandum 328 » adressé en mars 1940 aux hiérarques du régime, décréta que l'Italie jouerait un rôle décisif dans le conflit tout en évitant presque toutes les opérations à caractère offensif. Il envisageait de mener « une guerre parallèle » à celle de l'Allemagne – pour prouver que l'Italie était une puissance indépendante – et repoussa avec hauteur, au début, les offres d'assistance d'Hitler en Afrique du Nord. Mais après avoir effectué une avancée symbolique en Égypte en septembre, le Duce – saisi d'un orgueil démesuré – ordonna d'attaquer la Grèce fin octobre. La campagne tourna au désastre et les Italiens, mal préparés, furent repoussés en Albanie, où se déroulèrent de violents affrontements qui finirent par impliquer la moitié de l'armée italienne. Et quand les Anglais contre-attaquèrent en Égypte en décembre – renforcés par une centaine de chars que Churchill avait fait parvenir par le cap de Bonne-Espérance –, les troupes du général Archibald Wavell repoussèrent les Italiens sur 800 kilomètres jusqu'en Tripolitaine, en capturant près de 150 000 hommes.

La guerre « parallèle » devint ainsi une guerre « sous contrôle ». Lorsque Hitler rencontra Mussolini les 19 et 20 janvier 1941, ce fut pour imposer son aide aux Italiens. Le Führer craignait, sans cette reprise en main, leur éviction de la Méditerranée et la perte du pouvoir pour Mussolini. Comme l'a souligné Jörg Echternkamp, l'intervention de l'Allemagne en Afrique du Nord ne fut pas « la mise en application d'une grande stratégie » mais une mesure d'urgence conçue comme une campagne purement défensive[7]. Le *Deutsches Afrikakorps* du général Erwin Rommel était censé se comporter comme un bouclier, consolidant les positions italiennes en Afrique du Nord et permettant ainsi à la Wehrmacht de se concentrer sur la campagne de Russie. Officiellement, Rommel était placé sous le commandement du général Italo Gariboldi, mais c'était manifestement le chien allemand qui dictait sa loi au maître italien – et Rommel n'avait absolument pas l'intention de rester couché dans sa niche.

La planification stratégique de la Grande-Bretagne était beaucoup plus structurée que celle de l'Italie, avec notamment la présence, au sein même du Cabinet, d'un Comité pour la défense et des réunions fréquentes entre les

chefs d'état-major, mais ce qui en ressortait n'était pas très cohérent – principalement en raison du goût insatiable qu'avait Churchill pour l'action. Le succès de la campagne nord-africaine pendant l'hiver 1940-1941 poussa celui-ci à engager des troupes en Grèce – pays bénéficiaire (ou victime) d'une garantie militaire britannique en 1939 – dans l'espoir de dissuader Hitler. Mais les Allemands envahirent la Grèce le 6 avril et brisèrent rapidement toute résistance. À la fin du mois, 53 000 soldats britanniques avaient été évacués, les pertes se montant par ailleurs à 11 000 hommes. Ce 6 avril fut aussi un mauvais jour pour l'Angleterre dans la guerre du désert : débordé par les blindés de Rommel, Wavell ordonna à ses troupes un repli de 480 kilomètres par la route côtière jusqu'au port de Tobrouk.

Ces deux séries d'événements, début avril, marquèrent un tournant dans la guerre d'Afrique du Nord – au détriment des Britanniques. Et quand Churchill se mit à préparer ses Mémoires en 1948-1949, il attacha un soin tout particulier à cette période, écrivant et réécrivant son texte et engageant par ailleurs toute une correspondance avec les personnages clés de l'époque. Deux faits se dégagent clairement de ces échanges, même s'ils n'apparaissent pas dans la rédaction prudente du volume finalement publié. Premier point : en 1941, Churchill voyait l'aide apportée à la Grèce comme relevant d'un plan plus large, donquichottesque, consistant à bâtir un « front des Balkans » regroupant la Yougoslavie et la Turquie et par rapport auquel l'Afrique du Nord viendrait jouer le rôle de ce qu'il appelait, d'une expression révélatrice, le « flanc du désert ». S'échapper de Méditerranée, une fois encore. Second point : ni lui ni pratiquement aucun chef militaire ou responsable du renseignement ne surent anticiper l'impact d'un commandant allemand agressif utilisant avec audace des unités blindées petites mais efficaces. Comme Wavell en fit l'aveu à Churchill : « Je n'avais pas prévu Rommel dans mon budget après mes expériences avec les Italiens[8]. »

Avec le fiasco grec et la retraite humiliante dans le désert, les plaintes allèrent grandissant contre le style « autocratique » de Churchill. Le précédent secrétaire du Cabinet, sir Maurice Hankey, parla de « dictature caractérisée » ; l'un des chefs d'état-major regretta « une diplomatie qui sentait un peu trop les mégots de cigare[9] ». Les échecs militaires

entraînèrent également un débat de fond sur la place de la Méditerranée et du Moyen-Orient dans la stratégie d'ensemble de la Grande-Bretagne. La nuit du 27 avril 1941, un Churchill bien imbibé apprit qu'il existait des plans d'urgence pour l'évacuation du Caire. « C'est pour moi comme un éclair », explosa-t-il. « La guerre, ce sont des volontés qui s'affrontent. C'est du pur défaitisme de parler comme vous venez de le faire. » Le lendemain, il publia une directive en bonne et due forme déclarant nul et non avenu tout plan élaboré pour l'évacuation de l'Égypte, dont la perte, comme celle du Moyen-Orient, déclara-t-il solennellement, « serait pour la Grande-Bretagne un désastre de première grandeur, venant, sur l'échelle du pire, juste après une invasion réussie et la victoire finale[10] ».

Ce jugement fut violemment contesté par le chef de l'état-major général de l'Empire, sir John Dill, dans un long mémo daté du 6 mai. Bien que reconnaissant que « la perte de l'Égypte serait une calamité », Dill ne la croyait pas « vraisemblable » et affirmait qu'elle « ne mettrait pas fin à la guerre » parce qu'une invasion réussie de l'Angleterre « signifierait seule notre défaite finale ». Et de remarquer à ce propos : « En ce qui concerne la sécurité de la Grande-Bretagne, nous sommes arrivés à la limite, si nous ne l'avons pas déjà franchie. » Il ne faudrait plus envoyer de chars au Moyen-Orient, insistait-il, dans les trois prochains mois. « L'Égypte n'arrive même pas en deuxième dans l'ordre des priorités, car c'est un principe stratégique sur lequel l'accord s'est fait entre nous : en dernier recours, la sécurité de Singapour passe avant celle de l'Égypte. Et pourtant les défenses de Singapour sont bien en dessous de la moyenne. » Le lendemain, 7 mai, les trois chefs d'état-major adressèrent à Churchill une réponse officielle à sa directive, qui appuyait Dill et contestait les priorités stratégiques du Premier Ministre. Le 13 mai, ce dernier répliqua au chef de l'état-major de l'Empire, laissant clairement entendre qu'il préférerait perdre Singapour plutôt que l'Égypte, tout en faisant valoir qu'il n'existait aucune menace concevable de la part des Japonais. Dill ne fut pas intimidé pour autant. Il rappela le même jour, dans une longue réfutation, que Churchill avait lui-même donné la priorité à Singapour sur l'Égypte dans un mémo adressé au Cabinet le 17 novembre 1939. Il y reconnaissait que la défense de Singapour ne demandait qu'une fraction des troupes nécessaires à la défense de l'Égypte mais ajoutait que c'était précisément pour cela qu'il se montrait « si

soucieux de ne pas priver d'aide la Malaisie ». Et de faire remarquer « combien il est difficile pour un soldat de s'élever contre un plan d'attaque plein d'audace […]. Il faut bien du courage pour ne pas avoir peur d'être accusé d'avoir peur[11] ». Dill défendit fermement sa cause sur le papier, mais toute cette affaire, nous apprend son biographe, « l'épuisa, face à un Churchill impassible[12] ». Durant l'été qui suivit, ce dernier et ses conseillers s'employèrent à masquer les mésententes, mais à la fin de 1941 le Premier Ministre muta Dill à Washington, juste au moment où, ironie du sort, les avertissements qu'avait lancés ce dernier sur ce que refusait de voir Churchill en Asie se trouvaient confirmés par les désastres survenus en Malaisie et à Singapour.

Cette tentative de tenir ensemble le Moyen-Orient *et* l'Extrême-Orient fit écho sur le théâtre des opérations : Churchill s'imagina, avec beaucoup de suffisance, qu'il pouvait soutenir la Grèce tout en assurant la sécurité de l'Égypte. Le double revers du 6 avril provoqua donc un énorme choc. Wavell, le chef britannique, avait estimé que Rommel ne disposerait pas avant mai des troupes et des fournitures lui permettant de monter une opération significative. Il ne se serait pas hasardé sinon à envoyer des troupes anglaises en Grèce. De son côté, Rommel, avant même de s'être aperçu de la division des forces chez les Britanniques, n'avait pas l'intention d'attendre que les positions de Wavell en Libye soient devenues inexpugnables. Au nombre des favoris d'Hitler, qui avait confié à cet officier d'infanterie le commandement d'une division de panzers en France puis un corps mobile en Afrique, Rommel était un joueur dans l'âme qui avait fait sienne la formule de Danton reprise à son compte par Napoléon : « De l'audace, toujours de l'audace ! » Les critiques militaires le méprisaient, voyant en lui un membre d'une section d'assaut tout droit venu de la Première Guerre mondiale et qui n'avait jamais grandi, incapable à coup sûr de comprendre l'importance de la logistique, de la planification et du travail de bureau dans la conception et la conduite de la guerre moderne. « Rommel a beaucoup trop d'idées, se plaignait un chef de brigade qui avait servi en Afrique du Nord. Il donne un ordre et quelques minutes après quelque chose d'autre lui vient à l'esprit » ; « C'est terrible de combattre sous les ordres de Rommel, c'est une catastrophe. Il ne cesse d'aller et de venir, tel un malade […]. Nous n'avons fait que rouler en Afrique, comme

une bande de fous. » Ainsi que l'a montré Sönke Neitzel, en se fondant sur l'écoute clandestine par les Anglais d'officiers allemands faits prisonniers, ce sentiment était largement répandu au sein de la caste traditionnelle des officiers prussiens, et ces critiques, bien que très évidemment teintées d'envie, n'étaient pas sans fondement. Pourtant, les seules chances de succès pour les troupes sous-équipées de Rommel étaient la surprise, la vitesse et l'art de réagir de façon imprévue aux comportements de l'ennemi, toutes qualités « que l'on chercherait en vain dans un manuel militaire[13] ».

Gariboldi, le commandant en chef italien, fut bien vite remisé sur le siège arrière. En l'espace de quelques semaines, Rommel avait « transformé le rôle que le chef italien voulait lui assigner – commandant d'une unité mobile de réserve derrière le front – en celui de commandant en première ligne de toutes les unités[14] ». Alors que son coup de force du 6 avril déclenchait une retraite générale des Anglais, Rommel poussa sur Tobrouk, déclarant, avec sa modestie habituelle, qu'il capturerait la ville par une campagne digne de Cannes ou de Dunkerque. Sérieusement inquiet, le général Franz Halder, chef de l'état-major général allemand, envoya en Afrique du Nord l'un de ses officiers les plus gradés, Friedrich Paulus : il entretenait des liens d'amitié avec Rommel et était « peut-être le seul homme disposant d'une influence personnelle suffisante pour ramener à la raison ce soldat devenu timbré [*verrückt*][15] ». Paulus parvint finalement à imposer son autorité à Rommel le 2 mai, quand il devint évident que l'attaque sur Tobrouk s'essoufflait : des unités se trouvaient à cours d'approvisionnements, les munitions commençaient à manquer et les troupes étaient épuisées, la moitié des effectifs souffrant de dysenterie. L'attaque avortée avait coûté 53 officiers et 1 187 hommes. Rommel reçut l'ordre de rester sur la défensive tant que le haut commandement n'en déciderait pas autrement. Paulus quant à lui rentra à Berlin, où il rédigea un rapport dévastateur. Car les positions allemandes étaient désormais dangereusement exposées. Et le vrai problème, de l'avis de Paulus et de Halder, c'était Rommel[16].

Les Britanniques s'abstinrent de contre-attaquer jusque tard en novembre 1941 (opération « Crusader »), mais quand ils le firent, ce fut avec des moyens importants. Au début de 1942, les forces allemandes et italiennes avaient été chassées de Libye, avec des pertes s'élevant à

38 000 hommes. En fait, ils étaient de retour dans la petite ville de Syrte, où ils avaient entamé leur avance en direction de la frontière égyptienne en mars 1941. On s'accorde à dire que l'équilibre des forces se fit dès lors au détriment des Britanniques : conformément à « l'effet élastique » de la logistique en plein désert, c'étaient désormais leurs lignes de ravitaillement qui se trouvaient dangereusement distendues, ce qui constituait un obstacle à une nouvelle avancée de leur part. D'un point de vue stratégique, toutefois, le Troisième Reich se voyait désormais enfermé en Afrique du Nord, engagé dans un conflit de grande envergure, qu'il ne pouvait pas se permettre de perdre. Au début de 1941, Hitler avait engagé des troupes en Afrique du Nord pour étayer les Italiens et stabiliser leur front, afin de pouvoir se concentrer sur la Russie. Mais en envoyant sur place un général ambitieux et en ne parvenant pas à lui serrer la bride, le Führer – bien loin de se sortir d'Afrique du Nord – avait fait du désert un piège[17].

Plus étonnant encore, la retraite à laquelle il avait dû consentir n'avait pas refréné pour autant les ambitions de Rommel : tout au contraire, il la regardait comme un simple échec temporaire. Le 5 janvier 1942, un convoi arriva à Tripoli avec 55 chars, 20 véhicules blindés, quelques canons antichars et d'autres approvisionnements : à peine assez pour résoudre les graves problèmes de logistique rencontrés par le général allemand mais suffisant pour lui permettre d'enclencher une nouvelle offensive – imaginer un nouveau raid vers Le Caire, puis en Perse, en Irak et dans le Caucase. Ignorant Berlin et Rome – sans même prendre, à vrai dire, le soin de les informer –, l'Afrikakorps, plus « rommelisant » que jamais, repartit de l'avant le 21 janvier, surprenant complètement les Britanniques et s'emparant du port de Benghazi ainsi que d'une quantité considérable de matériel en à peine plus d'une semaine. Menées par Göring et par Raeder, l'aviation et la marine allemandes firent valoir que la perspective d'une victoire décisive en Afrique du Nord se dessinait, mais Hitler et son haut commandement ne voulurent pas se laisser détourner de leur priorité : la Russie. Le Führer refusa même d'autoriser une campagne éclair sur Malte. Elle aurait pourtant privé les Britanniques d'une base navale et aérienne clé qui permettait de semer le désordre dans les lignes de ravitaillement entre l'Italie et l'Afrique du Nord[18].

Après Benghazi, les deux camps s'accordèrent plusieurs mois pour se regrouper et se réorganiser. À la fin mai, toutefois, Rommel était de nouveau en marche. Grâce aux décryptages d'Ultra, les Britanniques savaient qu'une offensive était imminente, mais le général Claude Auchinleck, le successeur de Wavell au poste de commandant en chef, ne sut pas anticiper le crochet de Rommel par la droite, autour du flanc sud de sa ligne de Gazala. Parce que le désert offrait fort peu d'obstacles naturels, la défense reposait sur de vastes champs de mines au milieu desquels les Britanniques installaient des « boîtes », des carrés de plusieurs kilomètres de côté entourés de mines et de barbelés dans lesquels ils concentraient l'artillerie, l'infanterie et le matériel, avec des brigades blindées éparpillées derrière la ligne et prêtes à être déployées en cas de percée ennemie. Ce qui se présentait comme une défense en profondeur finit par se trouver dépassé et inefficace : les boîtes pouvaient être contournées et les chars se retrouvaient trop disséminés pour faire face utilement à une attaque concentrée. Après une défense acharnée, la brigade française libre isolée à Bir Hakeim – le point fort situé le plus au sud dans le dispositif d'Auchinleck – fut contrainte de battre en retraite. Contre toute attente, le général Marie Pierre Kœnig, son chef, parvint à préserver la plus grande partie de ses officiers et de ses hommes, à défaut des véhicules et des équipements. Aux yeux de Rommel, cela montrait que « si désespérée que soit la situation, il y a toujours quelque chose à faire pour un chef résolu qui refuse tout simplement de s'avouer vaincu[19] ».

C'était clairement une pierre dans le jardin des chefs anglais, dont la plupart semblaient maladroits et indécis, sauf pour tourner casaque. En deux semaines, la 8e armée d'Auchinleck fut délogée de la ligne de Gazala. Redéployant ses deux divisions de panzers le long de la route côtière, Rommel ordonna à ses troupes épuisées de se diriger vers Tobrouk. La ville littorale disposait d'approvisionnements pour deux mois et était défendue en profondeur par une série de retranchements aménagés tout autour. Ils furent enlevés en trente-six heures au terme d'opérations habilement combinées qui firent intervenir des bombardiers en piqué, l'artillerie et des troupes du génie. Le 21 juin, le commandant de Tobrouk, un Sud-Africain inexpérimenté, n'eut d'autre choix que de se rendre. L'Afrikakorps fit 33 000 prisonniers, s'empara de plusieurs centaines de canons, de chars et

de camions, ainsi que d'abondantes réserves d'essence et de nourriture – tout ce dont elle avait besoin pour pousser jusqu'au Caire. Churchill fut informé du désastre alors qu'il était avec Roosevelt à la Maison-Blanche. Quatre mois après la capitulation de Singapour devant les Japonais, ce désastre constitua, comme il l'écrivit dans ses Mémoires, « l'un des coups les plus violents que je me rappelle avoir reçus durant la guerre ». Apprendre la nouvelle en présence de son grand allié ajoutait l'insulte à l'injure : « La défaite est une chose, le déshonneur en est une autre[20]. »

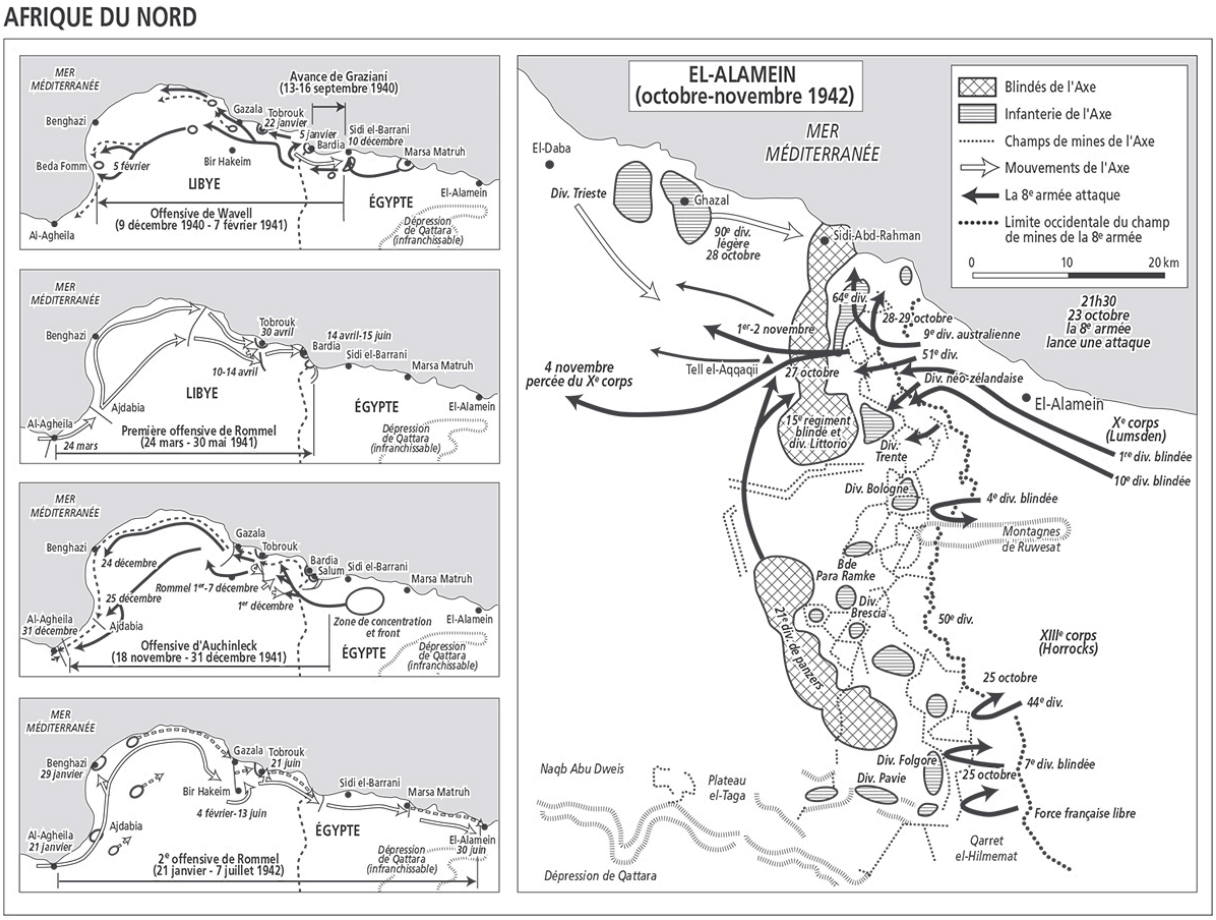
La chute de Tobrouk en juin 1942 se révéla un moment décisif pour Hitler comme pour Churchill : s'échapper du désert devenait désormais impossible. Le Führer, en dépit de son insistance à faire de la Russie la priorité absolue, vit là « un tournant historique » et, passant outre aux avis de ses conseillers, demanda qu'un effort maximal fût fait pour conquérir l'Égypte. Cette conquête, déclara-t-il, aurait des répercussions « mondiales » et marquerait l'effondrement de « tout l'édifice oriental de l'Empire britannique[21] ». Rommel, dont la promotion après Tobrouk avait fait de lui le plus jeune maréchal allemand, était déjà en train de saisir l'occasion. Il força l'allure en direction de la frontière égyptienne, couvrant 480 kilomètres en dix jours. L'Afrikakorps se trouvait désormais à 130 kilomètres d'Alexandrie. Le Renard du désert crut qu'il n'avait stratégiquement d'autre choix que de continuer à avancer : Le Caire et le Nil semblaient à sa portée, les Anglais se retrouvaient en plein chaos et le moindre retard leur permettrait de tirer avantage de leur puissance économique supérieure. Mais en juillet, ses troupes harassées se trouvèrent enfin arrêtées par Auchinleck : ce fut la bataille d'El-Alamein, décisive et perdue par les Allemands. Comme Hitler, Churchill avait été aspiré encore plus profondément dans les sables mouvants du désert. Sa façon de diriger était maintenant ouvertement mise en question. S'il parvint à éviter une motion de censure à la Chambre des communes, en raison de l'ineptie de ses détracteurs plus que de ses propres réussites, un triomphe dans le désert était devenu vital non seulement pour le moral de son pays mais aussi pour sa propre survie politique. Dans les deux camps, la stratégie tenait donc en deux petits mots : la victoire.

Churchill admirait sincèrement Rommel, dont il faisait une sorte de surhomme qui incarnait l'audace napoléonienne et l'esprit offensif qu'il

appréciait chez les chefs militaires, mais Hitler décela un motif caché derrière la façon dont le Premier Ministre anglais vantait les mérites du maréchal allemand. « Une bonne part de la réputation mondiale de Rommel », remarqua-t-il avec ironie lors d'un dîner le 9 juillet 1942, était due au fait que, « pour des raisons de pure tactique politique, Churchill parle toujours de Rommel comme d'un génie militaire […]. Il ne veut pas admettre que les Anglais sont en train de recevoir une sacrée déculottée de la part des Italiens en Égypte et en Libye[22] ». La philosophie militaire de Churchill étant fondée comme celle d'Hitler sur la suprématie de la volonté, il n'est pas étonnant qu'il ait fini par se persuader que la clé du succès consistait à trouver le bon chef. S'étant rendu au Caire en août 1942 pour remplacer Auchinleck par le général Bernard Montgomery, il attendit pendant tout l'automne, rongé d'impatience, que « Monty » soit enfin prêt à monter une vigoureuse contre-offensive. Pendant trois mois, la 8e armée entassa des réserves de chars et d'approvisionnements dans des proportions dépassant les rêves les plus fous de Rommel ; tout aussi important, les troupes furent soumises à un entraînement intensif pour les préparer aux rôles qu'elles joueraient dans l'offensive à venir. Cette « pause opérationnelle unique » dans la guerre du désert permit aux Britanniques de tirer quelques leçons de deux années de combats effrénés[23].

Quand la seconde bataille d'El-Alamein commença le 28 octobre, la 8e armée jouissait d'une supériorité de deux contre un pour les soldats et pour les chars – les nouveaux Sherman envoyés par les Américains après la chute de Tobrouk rivalisant avec presque tous les panzers de Rommel – et de pratiquement trois contre un pour l'aviation. Contrairement à ce que soutint ultérieurement Monty, la bataille fut loin de se dérouler comme prévu, et il fallut que son infanterie livre de rudes combats pour compenser les défaillances des blindés lors de l'attaque. Mais le 3 novembre, la supériorité écrasante des Anglais et une pénurie critique d'essence et de munitions du côté allemand ne laissèrent aucun autre choix à Rommel que d'ordonner la retraite. Hitler n'en lança pas moins l'ordre de « vaincre ou mourir », rappelant ceux qu'il avait adressés à la Wehrmacht devant Moscou en décembre 1941. Il intimait à Rommel de « ne pas faire ne serait-ce qu'un seul pas en arrière » : la volonté triompherait d'elle-même. Ignorant cette invitation à conduire ses hommes au suicide, le maréchal

entama la longue marche vers l'ouest en suivant la route côtière. Une marche qui était désormais sans retour[24].



Pour ajouter au sentiment de triomphe qui régnait à Londres, des forces anglaises et américaines débarquèrent le 8 novembre au Maroc et en Algérie. Churchill ordonna de faire sonner les cloches, restées silencieuses depuis 1940, en signe de célébration. Mais la fin de la guerre du désert était encore bien loin. Et voici que l'Afrique du Nord avait pris à leur tour les Américains au piège, avec des conséquences durables pour la grande stratégie des Alliés.

« Torch », un compromis stratégique

L'opération « Torch » fut essentiellement une décision politique, que parvinrent à imposer Churchill et Roosevelt contre les préférences de leurs

états-majors respectifs. L'armée américaine voulait en effet se concentrer sur la traversée de la Manche, et l'armée britannique sur la consolidation de ses positions en Égypte et en Libye.

En décembre 1941, lors de l'entrée en guerre des États-Unis, les chefs d'état-major britanniques, conscients des ressources limitées de leur pays, plaidèrent pour une politique prudente : il s'agissait de « fermer puis de resserrer le cercle autour de l'Allemagne » avec des bombardements, des blocus, l'aide aux Russes et le soutien des mouvements de résistance apparus dans l'Europe occupée. Ils ne croyaient guère à la possibilité de planifier une invasion du continent européen en 1942 mais se montraient plus optimistes pour 1943, sans décider pour autant si l'assaut se situerait en Méditerranée ou passerait par la Manche. Dans l'immédiat, la priorité, pour les Britanniques, était d'en finir avec la campagne engagée pour sauver l'Égypte et conquérir la Libye. Néanmoins, en décembre 1941, Churchill souligna que « le moment était venu » de « s'emparer de l'Afrique du Nord française » pour éviter que les Allemands n'en prennent le contrôle pendant que les troupes anglaises avançaient vers l'ouest depuis la Libye. « L'Afrique du Nord-Ouest est l'un des théâtres les plus favorables pour les opérations anglo-américaines, plaida-t-il, les voies d'approche à travers l'Atlantique sont directes et commodes. » Sur ses instructions, la planification pour cette éventuelle opération (nom de code « Gymnast ») avait été mise à l'étude dès octobre 1941[25].

À Washington, le désaccord régnait chez les chefs d'état-major des armées à propos de la grande stratégie à suivre. La marine voulait se concentrer sur la guerre contre les Japonais, qui faisait alors rage dans toute l'Asie du Sud-Est ; les planificateurs de l'armée de terre, quant à eux, regardaient avec inquiétude la dispersion des forces dans le Pacifique, au mépris de l'axiome officiel qui voulait que l'Allemagne fût la priorité absolue. « Nous devons aller en Europe et nous y battre, insista le général Dwight Eisenhower, chef de la division des opérations au ministère de la Guerre, et nous devons cesser de gaspiller des ressources partout sur la planète et – ce qui est pire encore – de gaspiller du temps. » À la suite de quoi le général George Marshall, le chef d'état-major de l'armée de terre, se rendit à Londres pour obtenir un accord de principe sur un grand rassemblement de troupes et d'approvisionnements en Angleterre (nom de

code « Bolero ») dans l'intention d'envahir en force le continent européen au printemps de 1943 (opération « Roundup »). Il envisagea également une invasion « d'urgence » avec cinq divisions à l'automne de 1942 (« Sledgehammer »), que l'on monterait si la situation sur le front russe devenait désespérée ou, tout au contraire, si l'ennemi apparaissait « gravement affaibli ». Marshall était convaincu que ce plan était le bon d'un point de vue stratégique et souligna que la route la plus directe pour atteindre le cœur de l'Allemagne passait par la France. Mais il avait aussi en tête les affrontements politiques au sein des bureaux. Sans un ferme engagement des Anglais en faveur d'une attaque à travers la Manche, il serait difficile de résister aux pressions qui s'exerceraient à Washington pour affecter au Pacifique les ressources réunies pour l'Europe. D'où le zèle que mit Marshall à laisser ouverte la perspective d'une invasion en 1942, même si l'entreprise paraissait hasardeuse. « Sledgehammer » fut en partie une façon de protéger les ressources nécessaires à « Roundup ». Autrement, craignait-il, « Bolero » s'effilocherait[26].

Le problème, en 1942, c'était qu'un effondrement majeur des Allemands semblait invraisemblable. Dans ces conditions, l'opération « Sledgehammer », montée pour détourner des forces allemandes du front russe, serait une opération-suicide – ce que Marshall appelait dans son mémorandum « un sacrifice pour le bien commun ». Étant donné le manque, à ce stade, de troupes américaines de combat en Angleterre, les agneaux à sacrifier seraient principalement britanniques et canadiens. Après la succession de revers militaires britanniques en 1940-1942 – la Norvège, Dunkerque, la Grèce, la Crète et Singapour – et les dommages qu'ils avaient causés au moral de la nation, ni Churchill ni ses conseillers militaires ne souhaitaient rallonger la liste des désastres ; or, en tant que principaux associés dans « Sledgehammer », ils disposaient d'un véritable droit de veto. Quand le Comité conjoint des chefs d'état-major américains et britanniques se réunit à Washington le 20 juin 1942, il proposa de mettre en œuvre « Bolero » avec « la plus grande rapidité et la plus grande énergie possibles », de façon à permettre de monter « Roundup » en 1943. « Puisque toute opération déclenchée en 1942 affecterait nécessairement l'opération prévue sur le continent européen pour 1943, ajoutèrent-ils, elle ne devrait être engagée qu'en cas de nécessité ou si une occasion

exceptionnellement favorable se présentait d'elle-même. » Les mêmes restrictions s'appliquaient dans leur esprit à d'autres éventuelles opérations de diversion, comme une attaque sur Brest, sur les îles Anglo-Normandes ou sur la Norvège – même si n'importe laquelle des trois, comme en convint le Comité, était préférable à une tentative d'occupation de l'Afrique du Nord française (nom de code « Gymnast »), parce qu'une telle opération se situerait très loin des îles Britanniques et qu'elle impliquerait une importante dispersion en termes d'organisation de base, de lignes de communication par la mer et de forces aériennes. Le Comité déclara avec fermeté que cette dernière opération « ne devrait pas être lancée dans la situation existante[27] ».

Et pourtant les responsables du Comité furent vite forcés de revoir leur copie. Pendant qu'ils étouffaient de chaleur à Washington, en effet, Churchill avait cassé les oreilles à Roosevelt dans sa maison de la vallée de l'Hudson, au nord de New York. Puisque personne, insista-t-il, qu'il s'agisse d'un Britannique ou d'un Américain, ne s'était présenté avec un plan pour attaquer la France à l'automne qui eût « la moindre chance de réussir », il demanda alors : « Pouvons-nous nous permettre de rester sans rien faire sur le théâtre de l'Atlantique pendant toute l'année 1942 ? » Le président américain fut réceptif au plaidoyer de Churchill pour « Gymnast », et les deux leaders regagnèrent ensemble Washington où ils informèrent le Comité qu'il fallait rouvrir le dossier de l'Afrique du Nord-Ouest[28].

Pour Roosevelt comme pour Churchill, il était impératif d'apaiser les Russes. Même si la Wehrmacht avait dû reculer devant Moscou en décembre 1941, elle n'en monta pas moins une nouvelle offensive en mai 1942, dirigée cette fois contre les champs de pétrole du Caucase. Comme durant l'été de 1941, l'Armée rouge battit en retraite dans le désordre et Staline demanda à plusieurs reprises un second front pour alléger la pression. « Je préférerais perdre la Nouvelle-Zélande ou l'Australie, remarqua Roosevelt, plutôt que de voir les Russes s'effondrer. » En mai et juin, le ministre soviétique des Affaires étrangères, Viatcheslav Molotov, se rendit à Londres et à Washington pour y plaider la cause du Kremlin. Il obtint de Roosevelt un communiqué stipulant que l'on était arrivé à « un complet accord concernant l'urgence qu'il y avait à créer un

second front en Europe en 1942 » – c'est la formulation précise qui fut retenue sur l'insistance de Staline. Molotov ne se départit jamais de son cynisme quant à la sincérité des Américains, tandis que Staline se montrait plus optimiste à ce stade, acceptant une réduction des convois d'approvisionnements envoyés en URSS par les Alliés, dans l'espoir d'accélérer l'opération à travers la Manche[29].

Roosevelt souligna son désir de traverser le Channel avec six ou dix divisions en 1942, confiant à Molotov qu'il était « nécessaire de faire des sacrifices » pour aider l'Armée rouge. Le président américain déclara même qu'il était prêt à prendre le risque d'un « autre Dunkerque » avec la perte de 100 000 ou 150 000 hommes. Quand Molotov répéta ces propos à Londres, Churchill se mit en colère, assurant qu'il ne s'aventurerait jamais dans un autre Dunkerque et au prix de tant de pertes, peu importe de qui venait l'idée. Molotov répondit, pour se défendre, qu'il s'était borné à transmettre l'opinion de Roosevelt. Et Churchill de répliquer : « Je lui dirai moi-même ce que je pense de son opinion. » Le Premier Ministre anglais se donna beaucoup de mal pour ôter à Moscou tout faux espoir quant à un débarquement en 1942, précisant, dans un aide-mémoire destiné à Molotov, que les Britanniques ne pouvaient « rien promettre dans ce domaine ». Mais en compensation, il évoqua, sans la moindre réserve, les plans alliés visant à faire débarquer « plus d'un million d'hommes » sur le continent européen en 1943[30].

Pour Roosevelt, tout comme pour Churchill, la politique intérieure pesait son poids. Après deux années de défaites, le Premier Ministre anglais était désespérément en quête d'une victoire sur les Allemands. Cet été-là, son attention se porta en priorité sur l'Égypte et sur l'avancée de Rommel en direction du Caire, mais il considéra surtout « Torch » comme une façon supplémentaire de ranimer le moral des Anglais. Pour l'hôte de la Maison-Blanche, les considérations politiques étaient plus pressantes encore. Bien qu'Hitler eût déclaré la guerre aux États-Unis en décembre 1941, c'est du Japon, de sa « lâche agression » sur Pearl Harbor (où 2 400 Américains avaient été tués) et de sa conquête des Philippines, que les médias et le peuple américains étaient résolus à tirer vengeance. Les sondages d'opinion de 1942 suggéraient que la moitié des Américains ne discernaient pas les raisons de la guerre en Europe. « Je peux comprendre pourquoi nous nous

battons contre les Japonais, mais je n'arrive pas à comprendre pourquoi nous nous battons contre les Allemands » revenait comme un refrain. Près de 30 % des sondés se déclaraient en faveur de négociations de paix si l'armée allemande se débarrassait des nazis et 20 % étaient tout à fait enclins à « faire affaire avec Hitler ». Roosevelt n'en était pas moins convaincu que l'Allemagne représentait le pire ennemi de l'Amérique : il était donc impatient de voir les GI entrer en action contre la Wehrmacht afin que les médias et l'opinion se passionnent pour le combat contre Hitler. Il avait aussi l'œil sur les élections de mi-mandat qui devaient se tenir le 3 novembre. Si les républicains obtenaient des gains substantiels au Congrès, il lui serait plus difficile d'atteindre ses objectifs en matière de guerre – comme cela était arrivé au président Woodrow Wilson après les élections de novembre 1918. Comme l'admit plus tard Marshall, « nous n'avons pas su voir que le chef, en démocratie, ne doit pas cesser de tenir les gens en haleine ». Et d'ajouter : « L'expression peut choquer, mais elle traduit bien l'idée. Les gens demandent de l'action. Nous ne pouvions pas attendre d'être tout à fait prêts[31]. »

En juillet 1942, le président américain fit un dernier effort pour obtenir l'accord des Anglais sur « Sledgehammer ». Il envoya à Londres ses deux chefs d'état-major (le général George Marshall et l'amiral Ernest King) avec des instructions très fermes. « Je ne crois pas que nous puissions attendre 1943 pour aller frapper les Allemands », prévint-il. Si « Sledgehammer » se heurtait au veto des Anglais, il voulait que ceux-ci fixent un autre endroit où les troupes américaines puissent aller combattre les Allemands en 1942, précisant que « les théâtres d'opérations à envisager sont l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient[32] ». Marshall avait fait évoluer le plan de « Sledgehammer » : au lieu d'un raid éclair manifestement suicidaire, il s'agissait désormais d'une tentative pour s'installer durablement sur la presqu'île de Cherbourg, à partir de laquelle les Alliés pourraient effectuer une percée l'année suivante. Mais les chefs d'état-major britanniques soulignèrent qu'il n'y avait pas assez de troupes ni de couverture aérienne disponibles pour empêcher cette opération de devenir elle aussi une mission-suicide aux frais de la Grande-Bretagne. Marshall cessa de lutter. Le 30 juillet, Roosevelt ordonna que « Torch » (le nouveau

nom de code pour l'opération en Afrique du Nord française) soit mise sur pied le plus tôt possible.

En cédant sur « Torch », les chefs militaires américains n'en lancèrent pas moins un sérieux avertissement. Le mémorandum du Comité conjoint qui suivit la réunion de Londres comportait la déclaration suivante, insérée par Marshall et King : « S'engager dans cette opération empêche selon toute probabilité de mettre en œuvre "Roundup" avec succès en 1943 ; nous avons donc définitivement opté, sur le théâtre européen, pour une action de type défensif fondée sur l'encerclement, à l'exception des raids aériens et des blocus. » Les chefs d'état-major britanniques ne manifestèrent aucun désaccord en public ; de fait, l'amiral Dudley Pound, le Premier lord de la mer, rejoignit les Américains sur la logistique, notant que « si nous nous engageons dans "Gymnast", il est possible que, même si des circonstances très favorables se présentent sur le continent européen pour une invasion, nous n'ayons pas assez de ressources disponibles pour en tirer avantage ». Le Cabinet de guerre fut informé par Alan Brooke qu'il y avait « la plus parfaite unanimité » sur le mémorandum : « Aussi bien les chefs d'état-major anglais que les chefs d'état-major américains ont estimé qu'il était improbable que "Roundup" puisse être menée à bien en 1943[33]. »

Mais ces déclarations ne furent acceptées ni par Roosevelt ni par Churchill. « Quelles que soient les circonstances, déclara le président américain, j'entends que "Bolero" et "Roundup" demeurent un objectif essentiel » – même, ajouta-t-il, s'il faut envisager un report d'environ trois mois pour pourvoir à l'approvisionnement des opérations en Afrique du Nord. Churchill fut encore plus direct : « Il ne faut pas s'imaginer, dit-il à ses chefs d'état-major, que "Gymnast", même si elle empiète momentanément sur "Bolero", se fait aux dépens de "Roundup". » Il proposa que le « deuxième front » soit considéré dans un sens plus large, « englobant tout à la fois les côtes atlantiques et les côtes méditerranéennes de l'Europe, l'idée étant que nous pouvons mettre la pression soit sur la droite [à partir de "Torch", en direction de l'Europe du Sud], soit sur la gauche [depuis l'Angleterre, à travers la Manche], soit sur les deux en fonction de nos ressources et des circonstances[34] ».

En fermant les yeux sur les implications de l'opération « Torch », les deux leaders faisaient preuve de leur indifférence caractéristique pour la

logistique, spécialement pour le transport maritime, essentiel pourtant dans la conduite d'une guerre mondiale. Mais cet aveuglement était peut-être inévitable en raison des engagements politiques qu'ils avaient souscrits auparavant avec Staline : ils ne pouvaient pas s'offrir le luxe d'admettre que « Torch » menaçait l'attaque par la Manche. D'où l'ingénieuse définition du second front par Churchill. Quand il rendit visite à Staline en août pour l'informer de « Sledgehammer », le Premier Ministre anglais esquissa sur le papier un crocodile. Le nord de la France, dit-il, formait la « tête cuirassée » de l'Europe hitlérienne ; il valait donc mieux commencer par frapper le « ventre mou » de l'ennemi en Méditerranée. Staline ne fut pas convaincu, mais l'idée du ventre mou devint pour Churchill une métaphore commode – séduisante mais aussi dangereuse[35].

« Torch », un compromis opérationnel

Le compromis stratégique boiteux entre Anglais et Américains dont cette opération en Afrique du Nord française était l'objet eut aussi des conséquences au niveau opérationnel, et ce dans trois domaines : les intentions présidant aux débarquements, leurs emplacements et les troupes y participant.

Les planificateurs militaires américains, toujours opposés à tout engagement d'envergure en Méditerranée, préférèrent situer le débarquement sur la côte atlantique du Maroc, en prévoyant de faire passer leurs forces par Casablanca et les ports voisins. Leur priorité était de protéger les approches du détroit de Gibraltar et de prévenir un mouvement allemand vers l'Espagne qui aurait risqué de mettre en péril leurs voies de communication. Les troupes américaines commenceraient leur marche vers l'est après une période de consolidation de trois mois. Les planificateurs britanniques, à l'inverse, envisageaient des débarquements massifs au cœur de la Méditerranée, ce qui, concomitamment à l'avancée depuis l'Égypte des troupes victorieuses de Monty, viendrait prendre Rommel entre deux feux et l'écraser en quelques semaines. Pour y parvenir, ils voulaient un débarquement aussi loin à l'est que possible, de manière à s'emparer de Tunis avant que des renforts allemands puissent être acheminés par le détroit de Sicile. « Notre priorité doit être de devancer l'arrivée des forces

de l'Axe en Tunisie », déclara l'état-major conjoint des planificateurs britanniques. « La défaite des Français n'est qu'un moyen d'arriver à nos fins[36]. »

Durant les quelques mois qui suivirent, bien des propositions s'échangèrent entre Londres et Washington dans ce que l'on appela le « concours transatlantique de dissertations ». Les chefs d'état-major conjoints américains durent accepter quelques lieux de débarquement en Méditerranée mais persistèrent à éviter tout endroit situé à l'est d'Oran. Voilà qui frustra Churchill, lequel ne croyait pas que les Français résisteraient. « Il me semble, dit-il à Roosevelt à la fin du mois d'août, que toute l'idée de l'opération disparaît si nous ne prenons pas Alger et Oran le premier jour […]. Solidement établis à Alger avec Oran facilitant les communications, nous pourrions affronter les Allemands pour Tunis, même s'ils y sont présents. » Rendu furieux par ce qu'il appelait « les hésitations et les bafouillages » sur la stratégie et les approvisionnements, il lança cet avertissement : « Une planification méticuleuse jusque dans le moindre détail, donnant la priorité à la sécurité et s'efforçant de prévoir des fournitures pour une campagne à long terme afin de faire face à toute éventualité contraire de la part de l'ennemi, voilà qui est admirable en théorie mais qui, dans les faits, ruinera l'entreprise. » Et d'ajouter : « Personnellement, je suis prêt à prendre toute la responsabilité que l'on voudra : j'assume le risque politique, quitte à être démenti dans mes calculs. » Cette stupéfiante indifférence pour les détails opérationnels n'était pas faite pour renforcer la confiance des planificateurs américains dans un débarquement amphibie qui s'annonçait bien plus important qu'à Gallipoli en 1915. Aucun d'entre eux n'avait oublié ce qu'il était advenu de l'affaire, ni le nom du leader britannique qui l'avait inspirée[37].

Dans sa réponse, fondée sur un texte rédigé par Marshall, Roosevelt s'en tint à des débarquements opérés à Casablanca et à Oran. Il introduisait aussi une nouvelle considération : « Je pense très profondément, dit-il à Churchill, que l'attaque initiale doit être faite par une force terrestre exclusivement américaine, soutenue par vos unités navales, vos moyens de transport et votre aviation. » Le président américain estimait que, si les GI débarquaient seuls, il y aurait une bonne chance pour que les Français n'opposent aucune résistance ; l'implication de troupes britanniques, à

l'inverse, « provoquerait une vive réaction de la part de tous les Français se trouvant en Afrique ». Se souvenant de la fureur de la France après le bombardement de sa flotte par la Royal Navy à Mers el-Kébir en juillet 1940 – pour éviter qu'elle ne tombe aux mains des Allemands –, Roosevelt soulevait là une vraie question. Mais, tout comme les prédictions de Churchill sur la façon dont Hitler réagirait à l'opération « Torch », les deux leaders étaient en fait engagés dans un jeu de conjectures qui s'inscrivait dans un cadre politique plus large. Ce que visait essentiellement Roosevelt, c'était de faire de « Torch », au moins au départ, une opération purement américaine avec les meilleures chances de réussite, de manière à obtenir le meilleur impact possible sur son opinion publique. La publicité en faveur de l'opération serait renforcée par le choix délibéré d'un commandant en chef américain pour l'ensemble des débarquements en la personne du général Eisenhower[38].

Les dernières phases du « concours de dissertations » virent les deux camps arriver peu à peu à un accord. Churchill fit remarquer à Roosevelt qu'étant donné l'ampleur du soutien britannique dans les airs et sur la mer, il serait difficile de faire croire qu'il s'agissait d'une opération purement américaine. Roosevelt, pour sa part, accepta la demande de Churchill pour un débarquement à Alger au même moment qu'à Oran et à Casablanca, pourvu que la première vague soit américaine – « suivie dans l'heure par des troupes britanniques ». Les deux leaders harcelèrent leurs responsables militaires pour qu'ils rognent sur les renforts, les approvisionnements et les transports alloués à toutes les autres opérations (« Bolero » et le Pacifique), l'idée étant de donner le punch maximal à « Torch » et de la mettre sur pied au plus vite.

Roosevelt avait espéré que l'invasion commencerait avant les élections de mi-mandat, mais elle ne démarra que le 8 novembre, soit cinq jours après le vote. Et contrairement aux prédictions désinvoltes du président, les débarquements américains autour de Casablanca et d'Oran rencontrèrent une vive résistance de la part des forces vichystes. À Alger, pourtant, le général Charles Mast coopéra avec les forces anglo-américaines et le combat dura peu. Dans tous les cas, l'ensemble des affrontements cessa au bout de quarante-huit heures. Le succès des débarquements fut un grand soulagement étant donné la taille de l'opération : deux corps

expéditionnaires parcoururent 4 500 kilomètres depuis la Grande-Bretagne et un troisième 7 200 kilomètres dans l'Atlantique depuis les États-Unis ; 100 000 hommes participèrent aux opérations (le double par rapport à Gallipoli), la plupart sans aucune expérience du combat. Il fallut improviser la logistique en quelques semaines, et ce au milieu de directives politiques qui n'arrêtaient pas de changer. Le matériel arriva aux mauvais endroits et dans le mauvais ordre, souvent emballé dans des conteneurs en bois ou en carton qui ne résistèrent pas aux chocs. Il fallut des semaines pour venir à bout du chaos sur les docks de Casablanca. Les GI ployaient sous le poids des équipements et des vêtements – « Je me rends compte, écrivit un officier du matériel, que ceux qui forment le grand public américain pourraient ne pas apprécier l'idée que leurs fils vont à la guerre sans une garde-robe complète, analogue à celle que Gary Cooper pourrait avoir à Hollywood. » Toutefois, insista-t-il, une telle sollicitude vestimentaire est logistiquement hors de question en Afrique du Nord[39].

Au vu des problèmes rencontrés, l'opération « Torch » aurait pu facilement tourner au désastre. Henry Stimson, le ministre américain de la Guerre, était si pessimiste qu'il fit en privé le pari avec Roosevelt qu'elle échouerait, et il prétendit, pendant tout le reste de sa vie, qu'elle avait été « l'opération la plus chanceuse de la guerre ». Et de fait le temps fut au beau, l'Espagne resta neutre, il y eut peu d'ennemis et d'*U-boote* aux alentours, et les combats dans l'Afrique du Nord française furent terminés en deux jours : si ces conditions n'avaient pas été réunies, les pires craintes des chefs militaires américains, qui redoutaient un nouveau Gallipoli, auraient pu être confirmées. Churchill et Roosevelt mesuraient lucidement les risques qu'ils couraient en forçant la main à leurs généraux. « Si "Torch" échoue, déclara le Premier Ministre anglais aux membres de son Cabinet de guerre, c'en est fait de moi et je devrai partir. » Lorsque arriva l'appel rendant compte des débarquements, la main de Roosevelt trembla au moment de saisir le téléphone. « Merci mon Dieu ! merci mon Dieu ! » s'écria-t-il en apprenant que les GI avaient pris pied sur le rivage avec moins de pertes que prévu. Aux États-Unis, la satisfaction du public éclata. La femme du général Marshall assistait à une rencontre de football américain à Washington quand le speaker prit soudain le micro pour annoncer les nouvelles. « Les joueurs firent des cabrioles et des sauts

périlleux au centre du terrain ; la foule se déchaîna », se rappellera-t-elle plus tard. « Nous avions rendu coup pour coup. » Roosevelt avait peut-être ses limites comme planificateur militaire, mais le politicien, en lui, avait vu parfaitement juste[40].

L'ombre de « Torch » : la diplomatie et la stratégie des Alliés en 1943

L'opération « Torch » eut de profondes répercussions sur la diplomatie et la stratégie des Alliés. Elle força l'Angleterre et l'Amérique à cesser leur numéro d'équilibristes entre le régime de Vichy et la France libre, et les poussa à proclamer en janvier 1943 leur doctrine stratégique : « la capitulation sans conditions ». De plus, leur incapacité à obtenir une victoire rapide en Afrique du Nord – il fallut attendre mai 1943 pour voir tomber Tunis – les obligea à repousser jusqu'en 1943 la libération de la France, avec des conséquences fatales pour les relations avec l'Union soviétique.

Bien que la mythologie gaulliste ait entretenu l'idée de l'ascension inexorable du général de Gaulle après son fameux appel du 18 juin 1940 adressé depuis Londres au peuple français, l'histoire est plus complexe. Churchill et tout particulièrement Roosevelt se méfiaient de De Gaulle et firent tout pour éviter de s'engager officiellement avec lui. Le 28 juin 1940, Churchill annonça que le gouvernement britannique reconnaissait de Gaulle comme « le chef des Français libres, où qu'ils se trouvent, qui se regroupent autour de lui pour défendre la cause des Alliés ». Après l'armistice conclu par la France avec Hitler en juin 1940, le Premier Ministre anglais avait besoin de donner l'impression que la Grande-Bretagne n'était pas totalement isolée, afin de redonner de l'espoir au pays et d'impressionner l'opinion internationale. Mais il pensait qu'il soutenait un chef essentiellement militaire, qui pouvait se montrer utile à court terme en fédérant la résistance française, et non le futur leader politique de la France. Pendant presque trois ans, le gouvernement britannique refusa de voir dans les gaullistes le gouvernement français en exil. Pour Churchill, de Gaulle « n'était pas la France, mais la France combattante[41] ». Après l'échec subi devant Dakar en septembre 1940 – que les Anglais imputèrent en partie à

des fuites provenant des forces de De Gaulle –, ils gardèrent le ferme contrôle des opérations qui suivirent, telle la conquête de la Syrie à l'été 1941, ou exclurent complètement de Gaulle, comme lors de la prise de Madagascar en mai 1942. Au moindre signe de violation du territoire français par les Anglais, le Général écumait de rage, poussé par sa profonde méfiance vis-à-vis de la perfide Albion. Churchill lui rendait la monnaie de sa pièce. « Il n'y a rien d'hostile à l'Angleterre dont cet homme ne soit capable dès qu'on lui lâche la bride », s'emporta-t-il devant Anthony Eden, ministre des Affaires étrangères et chaud partisan du Français[42]. C'est ce qui explique que le Premier Ministre anglais ait gardé des contacts avec Vichy et se soit efforcé de rallier à sa cause les responsables civils et militaires de l'Afrique du Nord française. En mettant sur pied l'opération « Torch », il espérait que ces derniers laisseraient les troupes anglaises et américaines débarquer sans opposition. Vichy est le seul camp qui puisse offrir ce beau cadeau, dit-il à Eden. « Il y a beaucoup plus, dans la politique anglaise vis-à-vis de la France, que tromper Pétain et appuyer de Gaulle[43]. »

Les relations de De Gaulle avec les États-Unis furent plus tumultueuses encore. Non seulement le gouvernement Roosevelt raya la France de la liste des grandes puissances après la débâcle de 1940, mais encore, sur un plan personnel, le président américain ne supportait pas de Gaulle. Les États-Unis, qui étaient alors un pays neutre, avaient maintenu des relations diplomatiques avec Vichy après la chute de la France et réussi à les conserver même après Pearl Harbor. L'administration consulaire américaine dans l'Afrique du Nord française fournit d'abondants renseignements, sur lesquels se fonda Roosevelt pour prédire en toute confiance qu'il n'y aurait pas de résistance à un débarquement purement américain. Et les tout nouveaux services secrets, l'Office of Strategic Services (OSS), qui cherchaient à se donner de l'importance, firent courir à Washington l'idée que l'opinion française en Afrique du Nord, une fois opérés les débarquements, se rassemblerait rapidement autour du général Henri Giraud, célèbre pour son évasion audacieuse hors de la forteresse allemande de Königstein au printemps précédent. Sur les instructions expresses de Roosevelt, et contre l'avis d'Eden, de Gaulle fut exclu de tout le planning de « Torch » et ne fut même pas informé des débarquements. Bien que

furieux, le Général réussit à supporter en public toutes les rebuffades, avec ce qu'un diplomate britannique appela « un sang-froid étonnant[44] ».

Le 8 novembre, cependant, les hypothèses clés sur lesquelles s'étaient fondés les Américains furent démenties par les faits. Les débarquements se heurtèrent à la résistance des forces françaises locales et le nom de Giraud compta en fait pour très peu. L'homme qui possédait la véritable autorité se révéla être l'amiral François Darlan, commandant en chef des forces vichystes, qui se trouvait par hasard à Alger pour rendre visite à son fils malade. Eisenhower, qui s'efforçait de jouer à la fois les militaires et les diplomates, adressa un câble au Comité conjoint le 14 novembre : « L'état d'esprit qui règne sur place ne correspond pas, *répétez* pas, à quelques-uns de nos précédents calculs […]. En tout premier lieu, le nom du maréchal Pétain est quelque chose ici qui fait rêver […]. Les responsables civils et militaires ne s'entendront que sur un homme à même d'endosser l'habit du maréchal Pétain en Afrique du Nord. Cet homme est Darlan […]. Toutes les personnes concernées se disent prêtes à se ranger à nos côtés, pourvu que Darlan les y incite, mais elles se refusent absolument, *répétez* absolument, à suivre qui que ce soit d'autre[45]. »

Eisenhower assura le Comité conjoint que les espoirs des Alliés de conquérir rapidement la Tunisie ne pourraient se réaliser sans un accord avec Darlan, et cet accord finit par être conclu. Mais « Ike » n'était pas du tout préparé au tollé que souleva, dans les médias anglo-américains, cette « collaboration » avec un allié d'Hitler. Marshall fut à ce point préoccupé par ce tumulte qu'il convoqua une conférence de presse officieuse pour avertir les journalistes que leurs commentaires « incroyablement stupides » feraient tout simplement le jeu des Anglais, qui demanderaient que l'un de leurs généraux remplace Eisenhower. Roosevelt fit une déclaration indiquant qu'il s'agissait là d'« un expédient temporaire » destiné à sauver des vies américaines, anglaises et françaises, et aussi à gagner du temps pour la marche sur Tunis. Mais, en privé, la cause était pour lui entendue : « impossible de garder un collaborateur d'Hitler, quelqu'un que nous pensons être un fasciste, en charge du pouvoir civil plus longtemps qu'il n'est strictement nécessaire[46] ».

Churchill, lui aussi, prit en public ses distances avec le *Darlan Deal*, le présentant comme une décision uniquement américaine. En fait, le Premier

Ministre anglais y voyait de vrais bénéfices. À la fin de novembre, il confia à Eden que Darlan « avait fait plus pour nous que de G[aulle] », et il se montra encore plus positif quand la flotte, comme promis, se saborda plutôt que de tomber entre les mains des Allemands[47]. Le 10 décembre, dans un discours prononcé à huis clos devant la Chambre des communes, Churchill déclara que de Gaulle n'était en rien « un ami indéfectible de la Grande-Bretagne » – relevant que le général avait « laissé derrière lui un sillage d'anglophobie » lors d'une visite récente dans les colonies françaises d'Afrique. Il recommanda aux députés de ne pas « mettre en lui tous [leurs] espoirs et toute [leur] confiance », ajoutant : « Je n'arrive pas à me persuader que de Gaulle est la France, encore moins que Darlan et Vichy sont la France. La France est quelque chose de plus grand, de plus complexe, de plus impressionnant que n'importe laquelle de ces représentations fragmentaires auxquelles nous avons droit[48]. »

Il est intéressant de se demander comment la relation de De Gaulle avec Churchill aurait évolué si Darlan était resté au pouvoir. Intéressant, mais finalement sans objet, l'amiral ayant été assassiné à Alger la veille de Noël – ce qui résolut tous les problèmes des Alliés. Même si le coupable, Fernand Bonnier de La Chapelle, fut décrit par la suite comme étant le seul acteur du drame, il était en réalité de connivence avec des gaullistes qui recevaient à leur tour l'aide d'éléments locaux du Special Operations Executive (SOE). Il n'est pas facile de dire qui d'autre était impliqué. Le fait est, comme a pu l'écrire l'historien François Kersaudy, que rarement un assassinat politique fut « aussi unanimement condamné et aussi universellement applaudi[49] ».

Le tumulte que souleva l'accord avec Darlan joua probablement dans la décision que prit Roosevelt à la conférence de Casablanca, en janvier 1943, d'annoncer publiquement la politique de « capitulation sans conditions ». Même si le président américain était surtout motivé par son désir d'éviter que ne se développe en Allemagne, une seconde fois, le mythe du « coup de poignard dans le dos », sa déclaration aida à calmer l'opinion dans le pays en faisant comprendre que les Alliés, en dépit d'arrangements « temporaires » comme l'accord avec Darlan, suivraient vis-à-vis de tous les régimes de l'Axe une ligne morale très ferme[50]. Reste à savoir si l'exigence de la part des Alliés d'une capitulation totale n'a pas encouragé

le peuple allemand à résister plus longtemps et avec plus d'acharnement. Mais la stratégie de la « capitulation sans conditions » fut une autre conséquence des problèmes opérationnels rencontrés lors de la campagne d'Afrique du Nord.

L'opération « Torch » eut les plus graves répercussions sur le second front et les relations avec la Russie. La remarque de l'historien Richard Leighton, qui considère que la stratégie américaine en 1942-1944 « évolua comme un processus de constante adaptation aux conséquences de "Torch"[51] », s'applique également aux Anglais. Les deux gouvernements furent bel et bien contraints de repenser leur stratégie une fois enlisée la campagne d'Afrique du Nord.

Le succès des débarquements avait plongé Churchill dans l'euphorie. Le 9 novembre il déclara devant les chefs d'état-major que le succès de « Torch » était « maintenant à portée de main après un jour de campagne » et prédit que « dans un mois l'Afrique du Nord française se retrouverait à l'aise et en sécurité dans les mains des Alliés ». Le 3 décembre, il se montrait encore convaincu que la campagne serait terminée « à la fin de l'année ». La confiance de Churchill se reflétait à Washington et traduisait la suffisance des services de renseignements alliés, séduits par Ultra, au sujet des probables réactions allemandes. À la fin de novembre, des unités avancées anglaises et américaines arrivèrent à une vingtaine de kilomètres de Tunis, mais les Allemands lancèrent alors une contre-attaque qui les repoussa, et les pluies hivernales transformèrent le sable des pistes en boue. Pour ajouter aux complications, des troupes américaines inexpérimentées commandées par des chefs ineptes subirent en février une lourde défaite face aux troupes commandées par Rommel à la bataille de Kasserine.

En fait, les Alliés ne s'empareraient de Tunis qu'en mai 1943. Parmi les raisons qui expliquent ce délai, la décision initiale de ne pas débarquer en force en Méditerranée et la prudence du rythme auquel Eisenhower avança ne sont pas des moindres. Mais pesait un problème sous-jacent : l'incapacité, en novembre, des analystes du renseignement à prévoir la réaction probable des Allemands. À quoi s'ajouta la lenteur de la réaction quand la concentration allemande devint visible, ce qui permit à l'Axe de rassembler en Tunisie des forces importantes et d'y aménager des bases aériennes[52].

Même s'il n'apparaissait pas clairement dans les décryptages opérationnels d'Ultra, le raisonnement tenu à Berlin sur les implications stratégiques de tout débarquement dans l'Afrique du Nord française était depuis longtemps sans mystère. Hitler, une fois connue la « défection » de Darlan, fut convaincu que Tunis et le « croupion » de France existant au sud devaient être occupés pour « stabiliser » la situation en Méditerranée. Rejetant sèchement l'avis de Rommel, qui conseillait de mettre un terme aux pertes allemandes en Afrique du Nord, il qualifia la Tunisie de « pierre angulaire dans la guerre que nous menons sur le flanc sud de l'Europe » : il fallait s'y maintenir à tout prix[53] – Tunis se trouvait à seulement 225 kilomètres de la Sicile. Pour assurer une couverture aérienne suffisante, Hitler y fit transférer la plupart des bombardiers alors engagés contre les convois anglo-américains transitant dans l'Arctique vers la Russie ainsi qu'un escadron de 90 bombardiers qui appuyaient l'offensive de la Wehrmacht dans le Caucase. En novembre et en décembre 1942, plus de 50 000 soldats allemands et plus de 18 000 soldats italiens furent de surcroît dépêchés en Tunisie, suivis par un autre contingent de 100 000 Allemands et de 10 000 Italiens durant les cinq derniers mois de la campagne. En juin 1942, 5 des 51 groupes de bombardiers de la Luftwaffe intervenaient sur le théâtre méditerranéen ; pendant la retraite d'El-Alamein sur Tripoli, ils étaient 23[54].

Mais ces renforts coûtèrent très cher. En novembre 1942, les pertes de la Luftwaffe en Méditerranée furent plus du double de celles subies sur le front de l'Est (595 avions contre 224). La coïncidence dans le temps compta aussi pour beaucoup. L'opération « Torch » fut lancée le 8 novembre, exactement onze jours avant l'ouverture de la dévastatrice opération en tenaille destinée à libérer Stalingrad – donnant ainsi raison jusqu'à un certain point à Churchill quand il affirmait qu'il s'agissait bien avec cette opération d'un second front. Et la détermination d'Hitler à se battre bec et ongles pour la Tunisie de novembre 1942 à mai 1943 conduisit à des pertes sévères – 2 422 appareils, soit 40 % du total, avec la disparition massive d'équipages expérimentés. Ces hommes et ces matériels auraient été assurément plus utiles pour défendre la Sicile en 1943[55].

Quel qu'ait pu être l'effet de diversion produit par « Torch » en faveur des Russes à Stalingrad, le fait qu'il ait fallu aux Alliés sept mois plutôt que

six semaines pour prendre Tunis eut de graves conséquences sur leur stratégie et sur leurs relations diplomatiques avec l'URSS. Comme nous l'avons vu, à l'été de 1942 Churchill et Roosevelt ne tinrent compte ni l'un ni l'autre de l'opinion formulée par leurs équipes de planification : pour ces professionnels de la guerre, « Torch » rendrait pratiquement impossible la mise sur pied de « Roundup » – l'invasion à grande échelle de la France en 1943. À la fin de 1942, tandis que la campagne d'Afrique du Nord allait ralentissant et que montaient en flèche ses besoins en logistique, les chefs d'état-major britanniques durcirent leur opposition à « Roundup », rédigeant de nombreux rapports pour démontrer qu'il n'y aurait tout simplement pas assez de troupes, d'approvisionnements et de transports disponibles du fait de l'implication des Alliés en Méditerranée et dans le Pacifique. D'une manière plus positive, ils pointaient aussi du doigt les occasions qui s'ouvraient désormais en Méditerranée de faire des progrès décisifs : les invasions de la Sicile, de la Sardaigne et de l'Italie elle-même devraient aider la Turquie, restée neutre, à rejoindre le camp des Alliés. Churchill, qui se souvenait de ses promesses à Staline, continuait à soutenir bruyamment que la campagne en Méditerranée pouvait aller de pair avec une intervention en France en 1943. Même s'il finit par reconnaître sa défaite, son obstination força les chefs d'état-major à s'attaquer à ce qui avait été conçu jusqu'alors comme une politique d'attrition – plus particulièrement les plans pour une campagne massive de bombardements contre l'Allemagne et une concentration continue de troupes et de matériel en Angleterre au cas où les perspectives pour une attaque à travers la Manche s'amélioreraient. Le Premier Ministre savait que seuls de tels signes, attestant d'un esprit offensif, pourraient persuader ses alliés à Washington et à Moscou de tolérer la poursuite des opérations en Méditerranée[56].

Les principaux points de la stratégie d'ensemble des Alliés pour 1943 suscitèrent une discussion approfondie à la conférence de Casablanca en janvier. Ce fut sans Staline – officiellement trop occupé par les événements de Stalingrad mais aussi probablement conscient qu'à ce stade il ne pouvait pas faire grand-chose pour stopper ce que l'on pourrait appeler la « dérive méditerranéenne ». La délégation américaine arriva à Casablanca toujours profondément divisée entre la préférence de l'armée de terre, faire de

l'Europe la priorité, et l'obsession de la Navy pour le Japon. Les Américains avaient préparé la conférence à la légère. Armés d'innombrables rapports, cartes et statistiques, les planificateurs anglais mobilisèrent tout un cercle autour d'eux. « Nous sommes venus, nous avons écouté et nous avons été conquis », commenta d'un air piteux le général Albert Wedemeyer. On arriva à un accord : une fois réglé le cas de l'Afrique du Nord, les Anglais et les Américains débarqueraient en Sicile (opération « Husky »), avec un peu de chance en juillet 1943. Expliquant pourquoi le Comité conjoint avait donné son assentiment, Marshall dit que c'était « pour avoir ainsi en Afrique du Nord un grand nombre de soldats disponibles », et parce que la conquête de la Sicile rendrait la Méditerranée plus sûre pour la flotte alliée et épargnerait aux rares vaisseaux marchands le long trajet autour de l'Afrique du Sud. Une autre raison pour « Husky », ajouta-t-il, était « la possibilité de faire sortir l'Italie de la guerre et d'obliger ainsi les Allemands à remplacer les Italiens là où ils étaient engagés ». Voilà qui devait aider les Russes, en obligeant les Allemands à détourner des ressources du front de l'Est. Mais Marshall ne cacha pas qu'il serait « difficile sinon impossible » de lancer « Roundup » en 1943 une fois les Alliés engagés en Sicile : il n'y aurait pas assez de temps pour transférer suffisamment de troupes, de navires, d'approvisionnements et de matériel de débarquement en Grande-Bretagne « avant l'automne »[57].

Soulignons qu'à la conférence de Casablanca, les Alliés ne s'engagèrent pas à envahir l'Italie proprement dite. De fait, Marshall dit à Roosevelt que « l'occupation de l'Italie n'intéressait pas les Britanniques, dans la mesure où elle ne ferait qu'ajouter à leur fardeau, sans bénéfices valables en retour » – un sentiment que le président américain partageait pleinement. Pourquoi les Anglais et les Américains envahirent-ils finalement l'Italie est une autre histoire – comme le fit remarquer Marshall à Casablanca, la campagne méditerranéenne fonctionnait comme « une pompe aspirante », et une fois lancée en Afrique du Nord-Ouest, elle pompa les ressources d'une manière que nul, pas même Churchill et Alan Brooke, n'avait prévue[58].

À l'automne de 1943, Roosevelt et Marshall mettraient le holà et commenceraient à baisser le rideau sur le théâtre méditerranéen. Mais en janvier 1943 ils restèrent solidaires des Anglais et suivirent la logique des événements, voyant dans cette campagne l'occasion pour eux de se mesurer

aux forces allemandes et d'entraîner les GI à la guerre moderne. Staline, cependant, était furieux. Le 27 janvier, Churchill et Roosevelt lui adressèrent le relevé, soigneusement épuré, des conclusions de Casablanca, accompagné de cette déclaration solennelle : « Nous pensons que ces opérations, allant de pair avec votre puissante offensive, pourraient bien mettre l'Allemagne à genoux en 1943. » Mais ils assuraient également Staline qu'ils allaient « se préparer pour remettre le pied sur le continent européen aussi vite que possible ». Staline demanda immédiatement à être informé « du planning et du timing concrets des opérations[59] ». Après une semaine de consultations angoissées, Churchill et Roosevelt répondirent en affirmant qu'ils espéraient récupérer les 250 000 soldats de l'Axe engagés en Tunisie « courant avril, sinon plus tôt », et faire ensuite mouvement sur la Sicile « en juillet ou plus tôt si possible », avec comme objectif de « provoquer la chute de l'Italie ». Et de poursuivre : « Nous hâtons également, en allant jusqu'aux limites de nos ressources, les préparatifs en vue d'une opération par la Manche » en août ou en septembre, appuyée par des forces aériennes anglaises et américaines « très consistantes ». Même si ces prédictions se voulaient prudemment soumises à des conditions relevant de l'état des « possibilités défensives allemandes » à ce moment-là, le consensus de Casablanca se heurtait à une dure réalité : attaquer la Sicile interdisait pratiquement de traverser la Manche en 1943. À nouveau, la réponse de Staline fut rapide et perspicace. Le leader russe relevait, sur le ton du reproche, les retards dans le calendrier de l'opération tunisienne comme de l'opération « Roundup » et observait avec regret que, depuis la fin décembre, « quand, pour telle ou telle raison, les opérations anglo-américaines en Tunisie avaient été suspendues », les Allemands avaient transféré vingt-sept divisions sur le front de l'Est[60].

Le nombre exact était de dix-sept[61], ce qui n'enlève rien à l'acuité de la remarque. Churchill et Roosevelt avaient essayé de faire naître à Moscou des espérances dont ils savaient qu'ils ne pourraient les satisfaire. Cette façon de recourir à de belles paroles pour faire passer des promesses vides ne fit qu'aggraver les soupçons de Staline : et si les Alliés jouaient double jeu ? En juillet 1943, il rappela ses ambassadeurs à Londres et à Washington. Bien entendu, le leader soviétique pratiquait lui-même la duplicité à grande échelle, ce dont avait témoigné la signature du pacte

germano-soviétique en 1939 et son protocole secret dépeçant la Pologne et les États baltes. Mais sur la question du second front, ses reproches étaient fondés. Churchill et Roosevelt avaient monté « Torch » en partie comme un second front de substitution en 1942. Mais ils l'avaient fait sans tenir compte de l'avis de leurs planificateurs, pour qui c'était compromettre le second front que Staline réclamait pour 1943. « Torch » a pu les aider à rendre moins aigus les problèmes qu'ils rencontraient en 1942, à la fois au plan intérieur et au plan diplomatique. Mais cette opération allait jeter une grande ombre sur la stratégie et la diplomatie des Alliés pendant tout le restant de la guerre.

La « guerre du désert » fut ainsi, jusqu'à un certain point, une guerre pour l'Afrique du Nord elle-même. Trois des principaux belligérants y possédaient des colonies : la Grande-Bretagne en Égypte, l'Italie en Libye et la France en Tunisie, en Algérie et au Maroc. Les Italiens et les Anglais se battaient pour préserver et étendre leurs possessions, et cet affrontement fut le pivot de la guerre en 1940-1941. La France – irrémédiablement divisée entre les clients d'Hitler à Vichy et la France libre de De Gaulle, tributaire de la Grande-Bretagne – découvrit qu'elle était devenue un gage dans l'affrontement entre grandes puissances, tout particulièrement après les débarquements de l'opération « Torch » en novembre 1942.

Et pourtant la guerre du désert ne se résume pas à ce seul aspect. La bande côtière allant de l'Égypte au Maroc fit plutôt partie d'une lutte pour la Méditerranée ; ou plus exactement, si l'on reprend la terminologie de Simon Ball, d'une lutte pour pouvoir naviguer en Méditerranée mais aussi pour pouvoir s'échapper de Méditerranée. Pour les Anglais, la route maritime vers l'est depuis Gibraltar était vitale pour approvisionner l'Égypte sans emprunter le long itinéraire par le cap de Bonne-Espérance. Plus important encore, cette route donnait accès au canal de Suez et de là, *via* l'océan Indien, à l'Empire britannique en Asie du Sud et aux antipodes. Les Anglais, notamment Churchill, virent aussi la victoire en Afrique du Nord comme une façon de s'échapper de Méditerranée et même de gagner la guerre – en l'utilisant comme une base pour aller frapper le « ventre mou » de l'Axe en Italie. Craignant le coût d'une attaque directe contre la « tête cuirassée » d'Hitler en France, le Premier Ministre anglais fit peu à peu de la campagne méditerranéenne la pièce maîtresse de sa « stratégie

périphérique » consistant à « resserrer l'étau » sur la forteresse Europe (*Festung Europa*) d'Hitler.

Contrairement aux autres puissances, l'Allemagne et les États-Unis n'avaient pas vraiment d'intérêts ou d'ambitions sur le plan colonial. Bien que s'étant développés durant le XIX^e^ siècle de l'Atlantique au Pacifique en évinçant les premiers habitants, les États-Unis aimaient se voir en anti-impérialistes irréprochables. Chacune de ces deux puissances plaçait également ailleurs ses priorités stratégiques : pour Berlin, l'objectif était la défaite de l'Union soviétique et la conquête d'un espace vital en Eurasie ; pour Washington, la défaite du Troisième Reich en portant le plus tôt possible une attaque par la Manche. Mais l'une et l'autre se retrouvèrent aspirées dans le désert pour aider leur principal allié. À partir de février 1941, Hitler y engagea des troupes allemandes pour venir au secours des Italiens, dont les efforts faiblissaient, et consolider le flanc sud de l'opération « Barbarossa ». À l'été 1942, Roosevelt s'impliqua en Afrique du Nord pour redonner confiance à Churchill après la chute de Tobrouk et éviter que l'année ne se passe sans qu'une quelconque offensive soit lancée contre l'Allemagne nazie.

Ni le Führer ni le président américain n'avaient l'intention de faire de l'Afrique du Nord un piège, mais c'est ce qui arriva, parce que les opérations, de plus en plus, dictèrent la stratégie. Hitler, par ailleurs, était tenu en otage par son général « favori ». Rommel était par nature audacieux et rebelle : il ignora à maintes reprises les ordres qu'il avait reçus de jouer la sécurité et de rester sur la défensive. Mais son agressivité obéissait à une logique stratégique : étant donné la supériorité des Alliés en matière de ressources, particulièrement après Pearl Harbor, la défense conduirait sur le long terme à la défaite. Mieux valait donc exploiter les occasions qui se présentaient à lui contre les Anglais, si maladroits du point de vue tactique, et essayer d'atteindre Le Caire avant que ne change le cours des événements : à l'été 1942, même Hitler était sans prise sur eux. Quand leur cours changea vraiment, en novembre 1942, le Führer n'eut guère d'autre choix que de masser des troupes et des ressources en Tunisie, parce que la nouvelle étape des Alliés, après une victoire dans le désert, serait d'envahir l'Italie elle-même.

Du côté des Alliés, les opérations façonnèrent également la stratégie. Lorsqu'ils montèrent « Torch », Churchill et Roosevelt ignorèrent obstinément les avis de leurs chefs militaires sur les conséquences logistiques qui rendaient improbable une attaque sérieuse par la Manche en 1943. Le pari qu'ils avaient fait d'avancer rapidement vers Tunis manqua de peu d'être payant, mais un ensemble d'éléments finit par jouer contre eux : la réticence des Américains à débarquer suffisamment à l'est, l'avancée prudente d'Eisenhower et l'incapacité des Alliés à anticiper le renforcement de Tunis par les Allemands. Par la suite, le mauvais temps et la résistance farouche de leurs adversaires retardèrent la victoire alliée jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour envahir la France en 1943. Le retard accumulé en Tunisie ne fut pas, bien évidemment, la seule raison de reporter l'ouverture du second front : pendant une grande partie de 1943, les Alliés n'avaient toujours pas la complète maîtrise de l'Atlantique, un élément vital pour implanter en France un second front. Mais le désert avait pris au piège les Alliés tout comme il l'avait fait pour les puissances de l'Axe.

Les improvisations stratégiques qui caractérisèrent la guerre d'Afrique du Nord de 1940-1943 illustrent bien les défis auxquels expose une coalition par temps de guerre. On se rappellera à ce propos l'une des maximes de Churchill, déjà citée *supra* : « Il y a une seule chose de pire que de combattre avec des alliés, c'est de combattre sans eux[62]. » Tout bien considéré, les Américains auraient été d'accord avec lui. Ce n'aurait probablement pas été le cas d'Hitler.

*1. Par David Reynolds. La rédaction de ce chapitre a bénéficié des contributions inédites, présentées dans le cadre du programme « La guerre des sables » de l'École française de Rome de 2012 à 2015 et citées au cours du texte, de Simon Ball, Lucio Ceva, Jörg Echternkamp et Sönke Neitzel.

L'Afrique du Nord : un enjeu colonial[*1]

Une guerre coloniale ?

Que l'enjeu colonial au sens large ait marqué la guerre du désert (1940-1943) ne fait aucun doute. En effet, Britanniques, Américains, Français, Allemands et Italiens, notamment, affichèrent, explicitement ou implicitement, des ambitions expansionnistes et impérialistes en Afrique du Nord et au Moyen-Orient tout au long de cette guerre. En outre, les champs de bataille eux-mêmes étaient situés en terre coloniale, ou dans des protectorats paracoloniaux. Mais peut-on pour autant qualifier le conflit lui-même de « colonial » ?

Il convient d'abord d'interroger le sens de l'adjectif. Si celui-ci renvoie souvent, et malheureusement, à une notion binaire de colonisateur et de colonisé, force est de constater que les situations coloniales étaient en réalité plus compliquées, ainsi que le montrent les récents travaux en histoire coloniale. De fait, les catégories intermédiaires occupaient un rôle clé au sein d'appareils coloniaux complexes et parfois interconnectés. Ainsi, depuis des siècles, en matière militaire, Britanniques, Français et Portugais avaient levé des troupes issues de certaines colonies pour réprimer des troubles survenus dans d'autres territoires ultramarins, cela selon une logique dite « de races martiales », mais également dans le but de diviser pour mieux régner. Or, pendant la guerre du désert, des troupes coloniales furent utilisées à foison, dans une lutte d'influence et de conquête aux accents coloniaux, sur un terrain lui-même colonial.

Si la notion d'un contexte colonial paraît incontestable, précisons d'emblée que celui-ci n'opposait donc pas seulement le colonisateur au colonisé, bien au contraire : des troupes allemandes et italiennes pénétrèrent en terre étrangère, en Tunisie et en Égypte, par exemple, et tentèrent d'y forger des alliances en mettant au pilori les méthodes du colonisateur précédent. De même, Britanniques et Français se disputèrent les restes de l'éphémère Libye italienne. Occupantes, colonisatrices et parfois coloniales à la fois, ces forces soulevèrent tantôt l'espoir de briser une mainmise coloniale, tantôt la hantise de voir une forme de tutelle remplacée par une autre. Quant aux armées en question, elles n'étaient guère le miroir des capitales impériales, qu'il s'agisse de Londres, Paris ou Rome. Même en Égypte, sous protectorat britannique, l'armée censée protéger le territoire était composite, issue d'un empire forgé au fil des siècles.

Côté allié, les forces présentes en Égypte dès l'automne 1940 étaient remarquablement hétéroclites. Le Français libre Raoul Aglion décrit admirablement les rangs bigarrés sous uniforme britannique, rassemblés alors autour du Caire. Parmi les forces issues de l'Empire britannique à proprement parler, citons les Australiens et Néo-Zélandais, ainsi que des Maltais, Sikhs, Gurkhas et autres Indiens, Égyptiens, Chypriotes, Palestiniens, Juifs de Palestine, Mauriciens, et Sud-Africains. Ces hommes se battaient coude à coude avec d'autres troupes non coloniales, investies dans le conflit pour leurs motivations propres : Éthiopiens, Libyens libres (le plus souvent déserteurs de l'armée italienne), Arabes issus de la péninsule saoudienne, Russes blancs, Tchèques, volontaires irlandais, Grecs et Polonais. Au sein de cette véritable tour de Babel, on parlait le grec, le français, l'anglais, l'arabe, le russe, l'hébreu et le maltais. Bientôt, dans le désert libyen, des unités sud-africaines et françaises libres issues d'Afrique et du Pacifique se joindraient au tableau, y apportant leur propre palette linguistique. Du reste, les militaires de cette vaste coalition consommaient des mets différents ; si l'on en croit ce même témoignage, les restrictions alimentaires hindoues, musulmanes et juives étaient toutes respectées. Les hommes étaient par ailleurs logés dans des tentes ornées aux enseignes des Dominions ou autres morceaux d'empires décidés à s'émanciper progressivement. Les clairons sonnaient des airs variés, émanant de la

planète entière. Même l'uniforme britannique commun était soumis à des variations[1].

Le témoignage d'Aglion rejoint celui véhiculé par la propagande britannique et américaine, qui avait à cœur de montrer l'unité d'Australiens, de Sud-Africains, de Néo-Zélandais, d'Écossais, d'Indiens, de Français libres et de Grecs « ainsi que tous les autres[2] ». Ces images allaient être portées à l'écran par le film anglais *Desert Victory*, distribué en 1943.

Ailleurs, à Hollywood, en cette même année 1943, les studios Columbia sortaient le film *Sahara* du réalisateur anglo-hongrois Zoltan Korda, mettant en vedette un Humphrey Bogart bougon, à son habitude. L'action se déroule en juin 1942 dans le secteur de Tobrouk ; le film a en fait été tourné dans le sud-ouest des États-Unis, au sein du désert de Mojave. Si le scénario évoque la contribution américaine à la guerre du désert, modeste à ce stade, il jette aussi la lumière sur le cosmopolitisme des troupes alliées. Celles-ci comprennent un Soudanais nommé Tambul, un Sud-Africain, plusieurs Britanniques, un caporal Français libre du nom de Jean Leroux et un improbable chef de char d'assaut américain. Au demeurant, le censeur de guerre qu'était l'Office of War Information ne s'y trompa pas, voyant dans ce film l'exaltation de « l'unité et du courage américain, britannique, sud-africain, soudanais, nègre et français libre luttant côte à côte ». Et de relever toutefois quelques écueils potentiels : il conviendrait de souligner plus clairement la motivation du Français libre, indique le censeur, et de veiller à ce que l'image du Noir soudanais évite de tomber dans des stéréotypes. Le censeur relève en effet que ce dernier personnage est « inutilement héroïque » tout en semblant un peu « simplet ». Tandis que ses camarades sont obsédés par leur soif, Tambul ne semble jamais gagné par ce même besoin. Même le fait que Tambul entraîne personnellement la reddition d'un Allemand semble poser problème au censeur. Ces biais n'empêcheront pas le NAACP (association afro-américaine) de saluer le film pour avoir mis en vedette un acteur noir[3]. Quant à l'unique Arabe à l'écran, un comble pour un film censé se dérouler en Afrique du Nord, il s'agit d'après le censeur « d'un renégat ayant pris l'uniforme italien, qui mène les nazis au point d'eau[4] ». Et le censeur de conseiller l'ajout d'autres personnages secondaires arabes, acquis à la cause alliée. Ainsi, Washington s'inquiétait des multiples messages coloniaux contenus dans ce film de guerre. Le

visionnant aujourd'hui, le spectateur sera sûrement frappé par la capacité du soldat soudanais à connaître toutes les oasis d'un désert situé à des lieues de sa patrie… D'ailleurs Tambul se définit comme l'essence même du Sahara lors de sa première apparition à l'écran : « Je connais le désert », lance-t-il, péremptoire.

Les soldats soudanais ayant participé aux combats se percevaient-ils réellement comme des partenaires égaux dans cette vaste coalition (le Soudan, rappelons-le, avait été attaqué par l'Italie fasciste qui occupa la région de Kassala pendant six mois)[5] ? Soulignons que l'appartenance nationale ou coloniale était alors en mutation, notamment chez les troupes du Commonwealth impliquées dans le théâtre de guerre nord-africain. Venaient-elles dans le désert sur simple appel de Londres ? Dans les rangs australiens par exemple, si l'on se fie à des entretiens menés en 1989, l'identité de ces troupes se révélait sinon floue, du moins en pleine transformation. « Nous étions encore britanniques », relève ainsi un ancien combattant, tandis que d'autres insistent justement sur la plus grande « démocratie » qui régnait dans les rangs australiens au regard des unités strictement britanniques. Et d'autres de se lamenter que leurs unités, tasmaniennes par exemple, avaient été redécoupées en Angleterre, en amont du combat, ce qui avait conduit à une « perte d'identité[6] ». En pleine guerre, certains Australiens et Néo-Zélandais condamnèrent haut et fort les préjugés britanniques : lorsque les clubs huppés du Caire – le Turf et le Gezira – furent interdits à ces combattants du Pacifique sous prétexte qu'ils n'étaient pas officiers, alors qu'ils étaient issus pour beaucoup d'entre eux de la haute société de Sydney ou d'Auckland, griefs et rancœurs s'accumulèrent[7].

Ajoutons enfin que les stéréotypes coloniaux ne respectaient évidemment pas les lignes de combat : ainsi les soldats italiens redoutaient ceux qu'ils nommaient les « barbares australiens » lancés contre eux, mesure qui brisait prétendument les interdits coloniaux[8] (ce discours axé autour de la guerre entre Européens est somme toute assez similaire à celui articulé par les Allemands pour condamner l'utilisation de troupes africaines par l'état-major français). Le combattant maori Haane Manahi constitue un cas révélateur. Nommé pour la prestigieuse Victoria Cross pour ses faits d'armes en Tunisie, la médaille ne lui fut finalement pas accordée en raison de fausses rumeurs concernant un crime de guerre qu'il aurait

paraît-il commis à l'encontre de prisonniers italiens. Dans ce cas précis, ce sergent néo-zélandais porta le poids de stéréotypes coloniaux du Pacifique jusqu'aux confins du Sahara[9].

À l'image de ces quelques exemples, les dimensions coloniales de la guerre du sable apparaissent diverses et variées, depuis les considérations d'équilibre impérial autour du canal de Suez jusqu'aux revendications coloniales multiples, en passant par la question de l'utilisation de troupes coloniales et de celle des influences mutuelles des empires coloniaux dans le secteur.

Le Royaume-Uni

Comme le souligne John Darwin, la présence britannique en Afrique du Nord et au Moyen-Orient dérogea quelque peu à la règle et aux clichés coloniaux. D'abord, elle se déclina sous diverses formes d'influence (mandat, protectorat) ; ensuite elle fut relativement brève par rapport à la domination anglaise en Inde. Ces quelques réserves formulées, force est toutefois de constater la place capitale tenue par l'Égypte et le canal de Suez dans la géostratégie britannique du premier XX^{e} siècle. Dans le sillage de la Grande Guerre, l'Égypte constituait à la fois le point d'appui et la plaque tournante des opérations britanniques dans la région. Du reste, l'importante économie égyptienne, ses cinq aéroports modernes, ses infrastructures hospitalières et autres faisaient d'elle l'un des joyaux de l'Empire britannique. Guère surprenant, dans ces conditions, que les acteurs et témoins de l'époque aient considéré El-Alamein comme « la bataille d'Égypte », cette fameuse « fin du début de la guerre » évoquée par Winston Churchill[10].

Quant au canal de Suez, il n'était autre que le point de jonction des lignes et des intérêts impériaux, depuis la forteresse insulaire de Malte jusqu'aux Indes. En interdire l'accès à Erwin Rommel constituait donc une priorité absolue. S'il structurait officiellement une zone internationale régie par la convention de 1888 qui en garantissait le libre trafic, il ne faisait aucun doute que le Royaume-Uni en prendrait possession si une guerre en Europe l'impliquait. Des unités égyptiennes furent d'ailleurs chargées de tenir ce point névralgique. La décision découla en partie du fait que les

hommes de ces unités – dont les jeunes Gamal Abdel Nasser et Anouar el-Sadate – ne cachaient guère leur hostilité croissante envers le colonisateur anglais. Ce déploiement permettait ainsi de les maintenir en retrait du front, tant que celui-ci tenait. En effet, des tensions multiples émergeaient. Outre le ton de plus en plus explicitement anticolonial des Frères musulmans, relevons l'anecdote suivante. Dans les salles de cinéma du Caire bondées, en 1941, des soldats britanniques venaient se distraire devant *Le Dictateur* de Chaplin, ou *Autant en emporte le vent.* Or, à la fin de chaque projection résonnait l'hymne national égyptien, que la soldatesque anglaise raillait en entonnant un chant sur le même air ridiculisant le roi Farouk[11]. Ainsi, les failles tectoniques du plus vaste empire mondial se dévoilaient dans les salles obscures du Caire.

Enfin, s'il ne fait nul doute que l'Empire colonial austral apporta une contribution majeure à la campagne d'El-Alamein, que l'Égypte était engagée dans sa propre protection et que l'aviation états-unienne était elle aussi impliquée dans la bataille, il est intéressant de relever qu'en termes mémoriels, après 1945, El-Alamein est devenu pour une bonne partie de l'opinion mondiale un combat avant tout britannique. En 1992, le Premier Ministre John Major rangeait en effet El-Alamein à côté d'Azincourt comme l'un des plus importants exploits militaires anglais, tandis que le ministre allemand de la Recherche scientifique, dépêché par Berlin, la qualifiait de « bataille mineure » du point de vue allemand. Pour l'Allemagne cela peut sembler naturel, mais pourquoi l'Égypte, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande ne sont-elles pas plus fortement impliquées sur le plan mémoriel ? Une réponse possible tient au fait que la prédominance mémorielle britannique découle au moins en partie d'une tendance à considérer la guerre du désert contre Rommel comme une lutte pour préserver le contrôle britannique sur l'Égypte[12]. Dans cette perspective, nul ne s'étonnera que la bataille d'El-Alamein ne soit pas célébrée par le gouvernement égyptien.

L'Allemagne

Le fait est connu : l'humiliation ressentie par l'Allemagne lors du traité de Versailles en 1919 tenait non seulement aux réparations massives que

devait débourser Berlin, mais également au fait que les vainqueurs ôtaient les colonies allemandes aux vaincus, punis et jugés, par la même occasion, inaptes à coloniser. Par la suite, la revendication d'un empire ultramarin – le retour de l'Afrique allemande du Sud-Ouest, du Togo, du Cameroun, de l'Afrique orientale allemande et des îles allemandes du Pacifique – faisait sans aucun doute partie des griefs d'une frange revancharde de l'opinion allemande.

Faut-il alors percevoir dans l'envoi d'unités allemandes en Afrique du Nord en février 1941 le réveil d'une ambition coloniale bafouée ? Si le retour des anciennes colonies ultramarines allemandes figurait en bonne place sur les premiers programmes nazis, un débat entoure la question du degré d'opiniâtreté et de vocation coloniale du Reich après 1933. Assurément, la question doit être considérée du point de vue chronologique. Plus largement, l'historiographie de la question a nettement évolué depuis la thèse désormais contestée de Klaus Hildebrand. En 1969, l'historien allemand affirma qu'Hitler ne montrait qu'un intérêt limité pour les questions coloniales, finalement marginales par rapport à ses ambitions européennes[13] (elles aussi impériales, ajoutons-le). Depuis, de nombreux travaux – dont ceux de Patrick Bernhard et Chantal Metzger – ont décentré la question pour contempler un plus grand cercle d'influence que le seul Führer, avec pour résultat un éventail de perspectives nouvelles sur l'Allemagne nazie et la colonisation.

Il convient par ailleurs de ne pas négliger l'influence allemande par ricochet sur d'autres acteurs coloniaux plus traditionnels. Contrôler les pions du damier africain à travers des pressions exercées sur Francisco Franco, António de Oliveira Salazar et bientôt Philippe Pétain représentait en effet un mode opératoire majeur pour les nazis. Toutefois, comme le montre Chantal Metzger, certains dirigeants nazis allemands comme plusieurs personnalités du monde des affaires s'intéressaient, dans certains domaines comme sur le plan des ressources, à l'Afrique. Cette implication coloniale résiduelle refit surface, sous d'autres formes, durant la guerre des sables.

Notons encore que la notion d'une zone d'influence allemande en Afrique était aussi réelle que puissante avant même l'arrivée de forces allemandes en Libye en 1941. Le ministre espagnol des Affaires étrangères,

Serrano Súñer, évoqua par exemple la notion d'une « doctrine de Monroe » à l'allemande, couvrant de fait le bloc Afrique-Europe[14]. Ces thèses se rapprochaient du concept en vogue : celui de l'Eurafrique[15]. Du reste, la diplomatie allemande tenta plusieurs ballons d'essai en Afrique, à la suite de la défaite de la France en juin 1940. Le général Carl-Heinrich von Stülpnagel, chargé de la commission allemande d'armistice, exigea subitement de nouvelles concessions françaises en Afrique, trois semaines seulement après la signature de l'armistice de Rethondes. Il demandait notamment huit bases marocaines pour la Luftwaffe, l'utilisation de la voie ferrée reliant Casablanca à Tunis, et de tous les ports méditerranéens contrôlés par Vichy. Une fin de non-recevoir de la part de Vichy mit un terme provisoire à cette tentative d'expansionnisme nazi au Maghreb[16], avant qu'une mission économique allemande ne s'installe effectivement à Casablanca dès septembre 1940.

Gageons toutefois que la décision allemande d'intervenir militairement en Afrique du Nord en février 1941 tint plus aux défaites qu'avaient enregistrées les troupes du maréchal Rodolfo Graziani face au général Archibald Wavell qu'à une quelconque obsession africaine chez le Führer. Ce qui n'empêcha aucunement les partisans d'un renouveau colonial allemand de s'enthousiasmer de la création quasi simultanée au débarquement de Rommel à Tripoli d'un ministère des Colonies allemand à Berlin, dirigé par Franz Xaver Ritter von Epp, un vétéran de la rébellion des Boxers et de la campagne meurtrière contre les Hereros d'Afrique du Sud-Ouest. Un ministère qui allait être cependant de bien courte durée : il s'éteignit en janvier 1943, faute de colonies, et en raison du changement de cap qu'imposait alors la situation militaire allemande[17].

En outre, le discours nazi en matière coloniale était souvent multiple et complexe. Prenons pour exemple la déclaration suivante du *Gauleiter* et *Staatssekretär* Ernst Wilhelm Bohle en 1940 : « Le national-socialiste ne connaît pas la nostalgie romantique du soleil d'Afrique. Il ne considérera jamais le continent noir comme sa patrie. Il emploiera toutes ses forces à mettre en valeur au maximum les ressources économiques des colonies ; il mettra également tout en œuvre pour être un souverain juste pour les indigènes. Sous la protection allemande l'indigène sera fidèle à son pays et à son patrimoine racial et il ne courra pas le danger d'être déraciné[18]. » En

d'autres termes les nazis tiraient prétendument un trait sur le passé colonial allemand, privilégiant avant tout l'extraction des ressources et l'idée d'authenticité raciale, l'antithèse même du métissage.

La dernière phase de la présence nazie en Afrique du Nord est postérieure au tournant décisif de novembre 1942, durant lequel les Allemands subirent le revers majeur d'El-Alamein alors que les Britanniques et les Américains réussirent des débarquements en Algérie et au Maroc. En Tunisie, les Allemands tentèrent tant bien que mal de convertir les populations, libérant par exemple le nationaliste Habib Bourguiba pour mieux marquer leur opposition au protectorat français – Bourguiba ne les suivit cependant pas[19]. En février 1943, le représentant allemand à Tunis, Rudolf Rahn, déclarait sans ambages devant les Tunisiens : « Frères musulmans, l'Allemagne est entrée en Tunisie, non pour vous assiéger, mais simplement pour chasser les Anglo-Saxons, amis des Juifs… L'Axe est avec vous et vous protège[20]. »

L'administration vichyste, notons-le, demeura en place en Tunisie, à commencer par l'amiral Jean-Pierre Esteva. Dès novembre 1942, l'Allemagne avait dépêché un représentant de son ministère des Affaires étrangères, Rudolf Rahn, que nous venons de croiser, et Vichy son secrétaire d'État aux Colonies, l'amiral Charles Platon, pour s'assurer qu'Esteva resterait bien dans la ligne de Berlin et de Vichy à la suite de l'opération « Torch ». Rahn comptait principalement sur des collaborateurs vichystes convaincus, comme le préfet de police Christian du Jonchay et Georges Guilbaud, dépêché de France par le ministre de l'Information Paul Marion[21].

En résumé, l'Allemagne nazie se montrait certes déterminée à reproduire sur la rive sud de la Méditerranée la dynamique de collaboration avec Vichy qui lui apportait tant de profit en Europe, mais il est difficile de percevoir une cohérence stratégique, et encore moins une continuité coloniale, dans les actions allemandes en Tunisie en 1942-1943. Pour reprendre la phrase de Simon Ball, Allemands et Italiens furent avant tout des « prédateurs opportunistes[22] » au cours de la guerre du désert.

L’Allemagne nazie et le précédent italien

Que l’Allemagne ait été influencée par les stratégies coloniales italiennes en Afrique du Nord[23] peut surprendre au premier abord, surtout si l’on se borne à un cadre anachronique aboutissant aux échecs bien connus de l’Italie sur ce théâtre d’opérations. Pourtant, à la lumière des archives, il apparaît clairement que dès 1938, dans leurs dépêches à Berlin, de nombreux représentants du Troisième Reich chantaient les louanges de l’expansion italienne dans la Corne de l’Afrique et en Libye, et pensaient pouvoir en tirer de précieuses leçons.

Cet intérêt allemand pour la colonisation italienne n’est pas resté au stade abstrait ou théorique. D’aucuns à Berlin estimaient les stratégies italiennes récentes plus pertinentes que les leurs, quelque peu révolues car datant d’avant la guerre de 1914-1918. Certains trouvèrent même dans l’*Africa Italiana* la clé de leurs propres erreurs en Afrique et en Océanie. Spécialiste de géobotanique et accessoirement conseiller scientifique auprès de l’état-major nazi, Heinrich Walter estima par exemple qu’il fallait désormais entreprendre des interventions étatiques massives en Afrique ; le petit monde de colons allemands individualistes (et pas moins assassins, par ailleurs) d’Afrique méridionale avait fait son temps. Walter parlait en connaissance de cause, ayant effectué des travaux de terrain tant en Libye qu’en Afrique du Sud-Ouest[24].

La colonisation italienne influença la planification de guerre allemande dans trois sphères distinctes : dans sa politique de colonisation, dans sa conception de futures infrastructures coloniales et dans son approche raciste des déplacements de populations. Selon Oskar Schmieder, spécialiste du phénomène migratoire allemand en Amérique latine, en dirigeant des émigrants italiens vers l’Afrique du Nord, plutôt que vers Ellis Island ou l’Amérique du Sud, Mussolini avait canalisé et surtout récupéré ces précieux nationaux italiens, qui non seulement n’iraient pas dépérir dans l’hémisphère occidental, mais en plus serviraient désormais la cause de l’expansion coloniale du Duce. Et Schmieder d’avancer le projet de coloniser l’Afrique avec quelque 200 000 Allemands d’Amérique du Sud[25].

Plus concrètement, des experts allemands se penchèrent de près sur le réseau routier italien en Afrique. Et entre 1936 et 1941, les autorités

coloniales firent bâtir pas moins de 4 000 kilomètres de routes sur le continent africain, rêvant de renouer avec la tradition routière de la Rome antique. Nul autre que le colonel Heinz Guderian exprima son admiration pour ces réalisations coloniales italiennes[26].

Dans un autre registre, les stratégies d'apartheid colonial italiennes fascinèrent littéralement les spécialistes allemands. La séparation des quartiers, l'utilisation de cordons sanitaires pour séparer les colonisateurs des colonisés conditionnèrent les projets de colonisation allemands à l'est, et la « politique raciale » en particulier[27]. Ces preuves tangibles de lectures nazies de méthodes de colonisation italiennes des années 1930 semblent plus persuasives que les théories, parfois téléologiques, de continuité entre les génocides allemands en Afrique du Sud-Ouest (1904-1907) et la Shoah[28].

Enfin, dans la sphère policière, l'exemple de la Polizia dell'Africa Italiana (PAI) fut suivi par Heinrich Himmler notamment. En effet, à partir de 1936, la PAI partagea ses renseignements avec les services d'Himmler, et plus de cent cinquante policiers allemands furent formés à l'académie de la PAI à Tivoli, entre 1940 et 1943[29]. Enfin, la PAI servit d'inspiration à l'Allemagne en matière de contre-guérilla africaine. En témoigne le cas de Fritz Kummetz, officier de liaison allemand pour la Schutzpolizei, qui rapportait avec admiration en 1939 les résultats obtenus par l'Italie dans sa répression de la rébellion en Abyssinie avec des unités motorisées[30]. Dans tous ces domaines, donc, l'élan colonial italien des années 1930 fut considéré par Berlin comme réellement novateur, voire pionnier. Les empires en guerre s'épiaient et se copiaient à souhait, cherchant à éviter des écueils du passé.

Vichy

A contrario des cas allemand et italien, la démarche coloniale du régime de Vichy était de nature essentiellement préservatrice et conservatrice. Dès 1941, tous les objectifs se focalisèrent sur l'Afrique du Nord française tant celle-ci occupait une position stratégique clé. D'ailleurs, Winston Churchill percevait dans l'opinion française en Algérie, au Maroc et en Tunisie l'un des enjeux principaux de la bataille d'El-Alamein : l'avenir de toute

l'Afrique du Nord et l'appui potentiel des populations semblaient dépendre de cette bataille.

Comme l'a démontré Jacques Cantier, entre 1940 et 1942 l'idéologie pétainiste de révolution nationale fut exportée en bloc en Algérie, antisémitisme inclus. Cette exportation, de la part d'un satellite du Reich, vers tout le Maghreb français entraîna des conséquences politiques insoupçonnées. Ainsi, le 5 juillet 1942, 12 000 musulmans algériens répondirent à l'appel d'un réformateur, le docteur Bendjelloul. Il les avait conviés à Constantine pour manifester leur opposition à l'arrestation par les autorités britanniques de Mohandas Gandhi en Inde. L'initiative du docteur Bendjelloul comportait deux pans politiques, l'un au diapason de l'idéologie maréchaliste, l'autre son antithèse. D'un côté, toute condamnation de l'impérialisme britannique réjouissait le régime de Vichy, engagé dans une anglophobie que Mers el-Kébir et Dakar avaient exacerbée. D'un autre côté, louer l'anticolonialisme indien représentait un réel défi à la colonisation au sens large. Il suffisait d'un petit pas pour associer l'anticolonialisme indien à l'algérien (parallèlement, en Inde, l'on jubilait aux nouvelles des succès de l'Éthiopie à retrouver son indépendance face à l'Italie fasciste)[31].

Ces tiraillements, et bien d'autres encore, ne manquèrent pas de déstabiliser les représentants de Vichy en Afrique du Nord. Le général Maxime Weygand, que les Britanniques espéraient toujours pouvoir convertir à leur cause, luttait en réalité contre vents et marées pour assurer le « loyalisme » du Maghreb au maréchal Pétain. Dans un rapport de 1941, pétri de paranoïa, il esquissait ainsi ses actions, qu'il estimait avant tout défensives : « J'ai déjà assez à faire à lutter contre les propagandes allemandes, italienne, anglaise, espagnole, américaine et celles des Juifs et des francs-maçons alliés aux communistes et PPA [Parti du peuple algérien], sans être encore obligé de lutter contre des partis français dits nationaux[32]. » Si certains de ces combats sortaient tout droit de *Don Quichotte*, d'autres étaient réels : des ambitions espagnoles, italiennes et anglo-américaines se faisaient effectivement plus pressantes.

Les revirements politiques et institutionnels en Afrique du Nord française pendant la guerre avaient de quoi donner le tournis : la région souleva d'abord en mai-juin 1940 l'espoir de devenir un bastion qui

pourrait continuer la lutte contre l'Allemagne ; puis elle tomba dans l'orbite de Vichy, avant de soutenir l'amiral Darlan puis, après l'assassinat de ce dernier le 24 décembre 1942, le général Giraud, pour finir dans le giron du général de Gaulle. Du reste, la manière dont les Français d'Afrique du Nord avaient changé de camp en 1942-1943 n'échappa pas aux combattants alliés. Quelques semaines seulement après que Vichy eut résisté au débarquement allié en Afrique du Nord, le journal d'un pilote de Spitfire canadien anglophone relevait avec reconnaissance les appels radios d'un officier de marine français dans le secteur de Bône le prévenant systématiquement d'appareils allemands s'approchant de sa formation. Si ses capacités linguistiques en français demeuraient limitées, l'aviateur parvint néanmoins à déchiffrer le sens des cris pressants : « Avions allemands ! » Quant au contexte colonial dans lequel il évoluait soudain, si ce pilote se montrait fort dédaigneux des Arabes, il n'en reconnaissait pas moins que des Tunisiens l'avaient aidé à s'orienter après que son appareil eut été abattu derrière les lignes allemandes, tandis qu'un Français de Tunisie avait refusé de lui porter secours par crainte de représailles[33]. En somme, ce Canadien de passage au Maghreb relevait toute l'ambiguïté des forces françaises, jadis fidèles à Vichy, engagées désormais dans la cause alliée.

Cette même ambiguïté allait être admirablement incarnée par l'explication qu'apporterait le résident général Charles Noguès après guerre, pour élucider les raisons des trois jours de combat que les forces vichystes sous ses ordres avaient livrés aux troupes américaines débarquées au Maroc en novembre 1942 : en résistant aux États-Unis, plaida-t-il, il n'avait fait que garantir la neutralité de l'empire, faisant croire cette neutralité absolue au Troisième Reich, stratagème qui, à ses dires, constituait une forme de « résistance » contre l'Allemagne… Dans les faits, l'opposition des troupes de Vichy au Maroc en novembre 1942 ne fut pas de la figuration : à Mehdia Port-Lyautey, par exemple, le débarquement américain fut sérieusement compromis par une contre-attaque française, et un combat féroce s'ensuivit pour la base aérienne[34].

La France libre

Quant à l'intervention française libre dans la guerre des sables, elle se caractérise d'une part par sa précocité, et d'autre part par le poids des effectifs dits indigènes au sein des premières unités engagées sous le fanion de la croix de Lorraine. Dès décembre 1940, le colonel Leclerc prit position au Tchad pour investir la Libye méridionale. Les défenses italiennes furent d'abord testées à Mourzouk. Puis plusieurs opérations s'enchaînèrent, l'une contre Koufra, une autre contre les positions italiennes au Fezzan. L'avancée française libre partit d'un socle colonial français pour attaquer le bien fragile empire colonial italien, ventre vulnérable de la Libye mussolinienne.

La proportion de soldats africains impliqués dans les rangs de ces diverses colonnes françaises libres est frappante : au cours de la campagne du Fezzan de 1942-1943, les Forces françaises libres (FFL) comptent 2 700 combattants africains pour 550 européens[35]. Du reste, ces premières victoires des troupes du général de Gaulle reposent sur la connaissance du terrain de peuples sahariens, éclaireurs vitaux. Les préparatifs du coup de main sur Mourzouk de janvier 1941 révèlent les premières hésitations et les tâtonnements initiaux. Un rapport indique ainsi que « le colonel Leclerc n'a aucune idée des possibilités d'un détachement méhariste ». Et d'ajouter : « C'est la première fois que les méharistes sortent des frontières nord du Tibesti. On ne connaît rien de la viabilité du parcours emprunté[36]. » Pourtant, lors d'une des premières missions de reconnaissance dans le secteur de Tadjere, lancée en janvier 1941, ce sont justement les informateurs locaux qui semblent compromettre l'opération. À en croire le rapport de la mission « Nous avions amené un Bellah[37], celui-ci, ancien captif de Toubou, avait été amené parce qu'il connaissait parfaitement bien la route. Il s'enfuit dans la nuit du 10 au 11 [janvier 1941]. Sa fuite est surprenante… Je me demande si elle n'a pas été provoquée par les guides qui mouraient de peur à l'idée d'aller attaquer les Italiens à chameau[38]. »

Quant à l'offensive française libre dans le Fezzan, celle-ci démarre en 1942, parallèlement aux percées de la 8^{e} armée britannique plus au nord. Nous l'avons vu, les effectifs français libres sont très majoritairement indigènes. Prenons le cas du Groupe nomade du Trimetrin (GNT)

méhariste. Le 6 janvier 1943, au Fezzan, les 133 tirailleurs et 11 Européens de la colonne française libre viennent à bout du poste de Gatroun, défendu par 56 Italiens et 120 askaris (troupes coloniales italiennes), double preuve que cette guerre du désert était livrée en partie par troupes indigènes interposées[39]. Cette victoire de Gatroun marque la première d'une série de triomphes français libres, et de ce qu'il convient de nommer la déroute de l'armée italienne dans le secteur.

Une autre particularité du cas de la France combattante concerne la composition de ses troupes. En effet, les unités de l'armée d'Afrique (au Maroc, en Algérie et en Tunisie) sont longtemps restées dans le giron de Vichy, avant de basculer dans le camp du général de Gaulle après les tractations notoirement pénibles d'Alger en 1942-1943. Or, dans les rangs de l'armée d'Afrique, l'on relève un grand nombre d'unités maghrébines, dont les fameux goums marocains. Force est de constater un déséquilibre et un décalage typiquement colonial dans l'équipement de ces troupes. Un témoignage, parmi ceux récoltés dans ces goums engagés brusquement contre les Allemands en 1943, est particulièrement éclairant : « Il faut se battre contre un ennemi moderne, aux côtés d'alliés modernes, avec des moyens qui datent de l'avant-dernière décennie, à cinq kilomètres à l'heure quand les autres se battent à dix, vingt et même quarante kilomètres heure, quand, par aventure, ils décrochent. Pas de chars, pas d'aviation. Des moyens de défense contre avions ou de défense antichars le plus souvent inexistants ; notre fusil Lebel 07-15, notre vieille mitrailleuse Hotchkiss poussive… notre mortier de 81 à bout de souffle au-delà de 1 500 mètres[40]. »

Si la France libre se trouvait en position de faiblesse en 1940-1941, son rôle de partenaire dans la coalition du désert entre 1941 et 1943 redora sans aucun doute son blason. Plus concrètement, il fit du mouvement gaulliste un colonisateur de fait au Fezzan dès 1942-1943. En effet, en décembre 1942, alors que la France libre débutait la conquête de ce territoire colonial italien, Français libres et Britanniques entamaient des pourparlers pour décider de sa future administration. Le Foreign Office britannique penchait pour ne pas froisser le général de Gaulle sur un dossier supplémentaire (marginal de surcroît, laissait entendre Whitehall), tandis que le War Office tenait à ce que l'administration du Fezzan revienne à la Grande-Bretagne. *In fine*, de

Gaulle et le Foreign Office remportèrent la manche : le Fezzan reviendrait à la France libre comme trophée (« ce savoureux fruit du désert », allait écrire de Gaulle dans ses Mémoires) pour marquer sa contribution au théâtre méridional de la guerre du désert. Le commandant Raymond Delange fut nommé commandant du Fezzan occupé. Le franc de l'Afrique française libre en devint la devise, pour mieux marquer le fait que l'avancée française libre était partie du Tchad, et que ses troupes étaient issues de l'Afrique-Équatoriale française. La France libre était devenue une puissance expansionniste et coloniale, négociant les restes de l'Empire italien, lui-même bâti sur les vestiges du récent Empire ottoman. Cette zone d'influence française allait être maintenue jusqu'en 1956, sous la forme de bases militaires françaises et d'intérêts pétroliers[41].

Aux exemples apportés ci-dessus nous aurions pu, bien entendu, ajouter les ambitions coloniales états-uniennes, focalisées partiellement sur le Maroc. Toutefois cet aperçu permet déjà de jauger les nombreux enjeux coloniaux ayant émaillé le conflit en Afrique du Nord entre 1940 et 1943. Berlin, Londres, Rome, Vichy, Brazzaville, Alger s'étaient penchés sur des situations coloniales précises, usant de méthodes impériales anciennes ou de nouveaux outils. Des troupes coloniales venues de tous les horizons s'étaient livrées à des combats sur toute l'étendue du front. La diversité ethnique de cette vaste alliance avait d'ailleurs été soulignée par la propagande britannique et américaine. Des acteurs nord-africains nouveaux et anciens avaient profité du nouveau contexte pour formuler leurs doléances et leurs exigences. Au cours de ce conflit, même les vainqueurs avaient finalement exposé leur talon d'Achille impérial.

*1. Par Eric Jennings. La rédaction de ce chapitre a bénéficié des contributions inédites, présentées dans le cadre du programme « La guerre des sables » de l'École française de Rome de 2012 à 2015 et citées au cours du texte, de Chantal Metzger, John Darwin et Patrick Bernhard.

Les chefs[*1]

La guerre du désert qui se déroule, au Maghreb comme au Machrek, de 1940 à 1943, n'a durant de longues années suscité qu'un intérêt distant de la part du monde académique. Périphérique, ce théâtre d'opérations n'avait infléchi qu'à la marge le cours de la Seconde Guerre mondiale et ne pouvait par conséquent rivaliser ni avec le front de l'Est, responsable au premier chef de la défaite du Reich, ni avec la campagne de Normandie, considérée, pour des raisons diverses, comme un succès majeur des forces anglo-américaines. Malgré quelques hauts faits, que les noms d'El-Alamein, de « Torch », ou de Tunis suffisent à résumer, cette série de batailles a été jugée dans une large mesure secondaire, sinon néfaste : en focalisant l'intérêt des stratèges sur le *Mare Nostrum*, elle aurait vainement détourné les Alliés de leur cible majeure, la grande croisade trans-Manche – qui devait précipiter l'Allemagne nazie à sa perte. Cette donnée explique que la guerre du désert ait été et demeure, à bien des égards, la Cendrillon de l'historiographie.

L'objectif n'est pas ici de procéder à une quelconque réhabilitation, encore qu'il soit difficile de résister à la tentation de rappeler que la capitulation de l'Axe, à Tunis, se solda par la capture de 130 000 Allemands et de 120 000 Italiens – des pertes assurément plus importantes que celles subies par la Wehrmacht à Stalingrad. Il s'agit, plus modestement, de réfléchir à la manière dont les chefs militaires menèrent une guerre qui empruntait des chemins inédits. Elle se déroulait en effet dans un cadre spécifique, que dessinaient des conditions climatiques et topographiques extrêmes. Surtout, elle soumit les stratèges à des contraintes politiques nouvelles. Nécessité de maintenir, contre vents et marées, l'alliance avec

des alliés incommodes, interférences incessantes des dirigeants politiques…, autant de paramètres que les chefs durent gérer – pour le meilleur parfois, mais pour le pire bien souvent. Ajoutons, pour faire bon poids, que les grandes figures qui combattirent en Afrique se retrouvèrent en 1944 sur le front ouest, qu'il s'agisse d'Eisenhower, de Montgomery, de Patton ou de Rommel. Sans céder aux vertiges de la téléologie, force est de constater que l'expérience vécue dans les sables de l'Égypte ou dans les montagnes tunisiennes infléchit leurs conceptions et leurs pratiques du combat. Jusqu'alors, en effet, les généraux alliés ne disposaient que d'une expérience limitée de la guerre moderne (si l'on excepte bien entendu la Grande Guerre à laquelle certains généraux avaient, jeunes officiers, participé) qui se bornait, au mieux, au souvenir éprouvant légué par une Blitzkrieg piteusement conclue par le rembarquement de Dunkerque. Ainsi, bien des chefs vécurent leur baptême du feu sur ce théâtre d'opérations, ce qui influença leurs conceptions stratégiques et tactiques. L'expérience nord-africaine a donc fonctionné comme apprentissage et comme propédeutique à la grande confrontation de 1944, ce qui suffit à en justifier l'intérêt.

Cela posé, si les noms d'Eisenhower, de Montgomery, de Rommel, voire de Messe, viennent aussitôt à l'esprit lorsque l'on évoque la guerre des sables, il est nécessaire de rappeler que les opérations furent d'abord menées par leurs chefs d'état-major, ainsi que par leurs divisionnaires sur lesquels nous restons fort mal informés. Des officiers tels Alfred Gause, Ludwig Crüwell ou Johann von Ravenstein, pour ne citer qu'eux, restent quasiment inconnus. Les grands noms dont nous parlerons ne constituent donc que la pointe émergée de l'iceberg. Ils sont certes représentatifs de leurs armées, mais ne sauraient pleinement les incarner. Une limite que l'historiographie devra pallier à l'avenir.

Une guerre nouvelle ?

Toute guerre porte en elle sa part de nouveauté et oblige les chefs à s'adapter. Les opérations menées en Afrique du Nord n'échappent pas à cette loi d'airain et présentent, comme leurs devancières, de réelles innovations.

La mécanisation, tout d'abord, joua dans les batailles un rôle déterminant en raison des conditions géographiques et climatiques. Seule la

motorisation des unités permettait en effet de vaincre la distance et la nature hostile du désert. Or, les chefs ne surent pas toujours maîtriser cette donnée. Certes, Rommel avait, à la tête de sa 7e *Panzerdivision*, tiré le meilleur profit de ses blindés lors de la campagne de France. Il dominait cette arme nouvelle, ce qui lui permit de privilégier le mouvement sur l'attrition – une option qui lui était fermée au vu de ses moyens limités : lorsque les Britanniques attaquèrent en Libye, en novembre 1941, ils disposaient par exemple de 100 000 hommes et de 738 chars (auxquels s'ajoutaient 200 tanks en réserve) alors que les Italo-Allemands n'en alignaient que 386. Rommel n'en remporta pas moins la victoire. Limite à son talent, le général allemand ne comprenait pas la nécessité du travail d'état-major, pas plus qu'il ne saisit l'importance de la coordination avec les forces aériennes.

Les généraux italiens, pour leur part, s'adaptèrent difficilement aux temps nouveaux. Le haut commandement, il est vrai, pâtissait d'une médiocrité que renforçait le régime fasciste, en privilégiant la loyauté sur la compétence. Commandant en chef en Afrique du Nord, Italo Balbo n'avait pas de réels talents militaires et joua un rôle d'autant plus limité que son avion fut abattu par erreur par la DCA italienne dans le ciel de Tobrouk, le 28 juin 1940. Le général Bastico brillait plutôt par ses dons d'organisateur et de diplomate. Le chef d'état-major, Ugo Cavallero, avait mené la désastreuse campagne de Grèce. Seul le général Messe jouissait d'une certaine aura, en raison de ses faits d'armes en Albanie et en Grèce, mais il passait pour proche du roi, ce qui le rendait suspect aux fascistes. Surtout, les forces italiennes ne furent jamais convenablement équipées. L'infanterie se déplaçait à pied et les chars, peu rapides et mal protégés, n'avaient qu'une faible puissance de feu. Autant d'éléments qui interdisaient de mener une guerre moderne.

De même, les Britanniques peinèrent à comprendre que les blindés ouvraient une ère nouvelle – et ce pour des raisons culturelles et sociales avant tout. « Quoique émanant d'une démocratie du XXe siècle et d'une puissance industrielle de premier ordre, [cette armée] n'en restait pas moins une levée de paysans conduits par des aristocrates petits ou grands. Ses habitudes de penser et de travailler, sa vie mentale et émotive demeuraient celles de l'ordre social basé sur la naissance et la propriété foncière[1]. » Du coup, les chars ne furent jamais pleinement acceptés, l'état-major se

contentant d'« un compromis qui lui donna un caractère de bâtardise entre l'école du "char tout seul" et celle de "l'arme blindée, c'est la cavalerie"[2] ». Ces éléments, pourtant, ne furent guère dirimants avant 1941. Car les Britanniques avaient une certaine habitude de la guerre du désert, qu'ils avaient expérimentée durant le conflit précédent avec Allenby, puis contre les Italiens en 1940. Le commandement avait notamment compris l'importance de donner des ordres rapides, par oral plutôt que par écrit, et les forces opérant sous les ordres du général O'Connor étaient véritablement combinées, associant blindés, canons antichars, infanterie et artillerie.

L'arrivée de l'Afrikakorps en février 1941 bouleversa cependant la donne. Les guerriers de Rommel étaient autrement expérimentés que leurs camarades italiens et bénéficiaient, surtout, d'un matériel supérieur. Les faiblesses de l'armée britannique, du coup, se révélèrent avec éclat. Mal dotée, ayant perdu dans les évacuations de Norvège, de France puis de Crète le gros de son équipement, celle-ci alignait des hommes faiblement entraînés. En outre, si la campagne de France avait résonné comme une funeste mise en garde, « les officiers et les hommes des chars britanniques ne furent pas, d'une manière générale, plus touchés par ces avertissements que les chauffards ne le sont par la propagande de la prévention routière[3] ». Circonstance aggravante, les Britanniques, fidèles aux théoriciens de l'avant-guerre, tels Fuller ou Liddell Hart, concevaient la bataille comme un affrontement tank contre tank alors qu'elle combinait, outre cette version, une dimension tank contre artillerie et artillerie antichars. Cette vision n'aida pas à lutter contre les panzers de l'Afrikakorps, d'autant que l'armée britannique alignait sept modèles de tanks, ce qui compliquait la tâche de la maintenance et montrait surtout qu'aucun type ne s'était véritablement imposé sur ce théâtre d'opérations.

Succédant à Archibald Wavell le 20 juin 1941, Claude Auchinleck tenta pourtant de s'adapter, en formant des *brigade groups* qui devaient former l'ossature de l'armée en lieu et place de la division. Chaque groupe – blindé ou d'infanterie – disposait de son artillerie de soutien, ce qui présentait l'avantage d'associer à la vitesse une bonne capacité de frappe. La formule, en revanche, privait les généraux divisionnaires de la possibilité de concentrer leur artillerie pour viser des cibles importantes. Mais

Montgomery revint bien vite sur ce schéma, restaurant la distinction entre division blindée et division d'infanterie et privilégiant une conception surannée de la guerre moderne qui l'empêcha notamment de capitaliser sur la vitesse qu'autorisaient les unités mécanisées. Sous sa houlette, conclut l'historien Correlli Barnett, « les Britanniques apprirent à se mouvoir lourdement sur le champ de bataille, exécutant, d'après des règles rigides, des évolutions de débutants, sous l'œil inquisiteur de leur instructeur[4] ». L'offensive lancée après El-Alamein menaça ainsi d'échouer en raison de l'attelage improbable que formaient l'infanterie et les tanks et que bloquaient les champs de mines judicieusement posés par Rommel. Et la retraite vers la Tunisie du Renard du désert ne fut guère troublée par la poursuite, au vrai assez lente, que lança Monty. Si ce dernier essaya, avec constance, de priver son adversaire d'une guerre mobile pour lui imposer une bataille plus traditionnelle qu'il remporterait par sa puissance de feu et un rapport de forces écrasant[5], les résultats furent, au total, en demi-teinte.

La contrainte logistique, par ailleurs, pesa d'un poids particulièrement lourd durant la guerre du désert. Cette donnée n'était bien entendu pas nouvelle. Le conflit précédent avait pointé l'incidence des facteurs matériels que la « crise des munitions » avait brutalement révélée. La situation, pourtant, se présentait sous un jour différent en Afrique du Nord, pour trois raisons principales. D'une part, le théâtre d'opérations se trouvait particulièrement éloigné des régions fournisseuses – Allemagne, Italie, Royaume-Uni, sans parler de l'Inde ou des États-Unis –, élément qui ne jouait pas en 1914-1918. La progression des unités, d'autre part, était particulièrement rapide, à la différence de la Grande Guerre caractérisée, on le sait, par un front statique. Rommel envisageait par exemple de franchir à El-Alamein les lignes sur 45 kilomètres, un bond qui aurait fait rêver les stratèges du conflit précédent. De même, il entama, après la défaite, une longue marche de 2 500 kilomètres pour gagner, à partir des sables égyptiens, son havre tunisien. Dans la même veine, 800 kilomètres séparaient la base arrière des Anglo-Américains – en Algérie – du front – en Tunisie[6] –, et 2 200 kilomètres Tripoli d'Alexandrie. *Last but not least*, les éprouvantes conditions géographiques qui régnaient (sable, vent, chaleur torride…) soumirent les hommes et le matériel à rude épreuve. À Bir Hakeim, l'intendance prévoyait par exemple six litres d'eau par jour, par

homme et par véhicule, soit 24 tonnes à acheminer quotidiennement de Tobrouk, situé à plus de 70 kilomètres du camp où les hommes de Kœnig allaient s'illustrer[7]. Bref, les impératifs d'une guerre moderne – une division consommait en moyenne 11 tonnes de munitions par jour[8] – se doublaient des sujétions d'une région hostile et par surcroît desservie par des moyens de communication insuffisants et obsolètes.

Les chefs abordèrent la question en des termes différents. Ainsi, Rommel tendit à la nier. Il ne disposait pas, il est vrai, des mêmes atouts que les Anglo-Américains. L'Afrikakorps consommait mensuellement 24 000 tonnes de ravitaillement, auxquelles s'ajoutaient 20 000 tonnes pour préparer l'offensive, 9 000 tonnes qu'exigeait la Luftwaffe, et 63 000 tonnes que consommaient civils et militaires italiens, soit un total de 116 000 tonnes par mois. Or, le port de Tripoli ne pouvait traiter que 45 000 tonnes que complétaient, au mieux, 20 000 tonnes transportées d'Italie[9]. De plus, si les lignes d'approvisionnement alliées étaient relativement sûres (bien que les convois venant de Grande-Bretagne dussent passer par le cap de Bonne-Espérance, soit une distance de 12 000 milles nautiques et une odyssée de dix à treize semaines), celles de Rommel, quoique plus courtes, étaient plus vulnérables. Elles le furent, mais moins que celui-ci ne l'affirma. Enclin à reporter ses échecs sur son allié italien, il clama *urbi et orbi* que ce dernier ne s'était pas montré à la hauteur de la tâche. « Il restait interdit à tous les services allemands d'attirer ouvertement l'attention du commandement romain sur les carences de l'organisation italienne et de demander des réformes. On préférait clamer sur tous les toits que tout allait pour le mieux et continuer à perdre des batailles plutôt que d'entamer avec les Italiens une discussion franche[10]. »

Cette légende mérite toutefois quelques correctifs. Sur 599 338 tonnes de carburant, 476 703 tonnes (soit 80 %) arrivèrent à bon port, une performance estimable que l'on retrouve pour les camions et les chars (88 %) ainsi que pour les armes et les munitions (87 %)[11]. Si le potentiel économique de l'Axe le desservait, les déficiences logistiques incombèrent d'abord et avant tout à Rommel, donnée que relevèrent les Allemands eux-mêmes. « C'était toujours le trait saillant : il n'y avait tout simplement pas assez de carburant pour le pipeline des rêves de Rommel. Et ce n'était pas la faute de "certains" de ses commandants, mais de Rommel

uniquement[12] », déplora le général Johannes Streich. « La situation en Afrique est très peu satisfaisante. En outrepassant ses ordres, Rommel a créé une situation dans laquelle les capacités de ravitaillement actuelles sont insuffisantes. Rommel n'est pas à la hauteur de sa tâche[13] », nota le général Paulus dans un rapport du 11 mai 1941 adressé à Halder. Et l'historien Benoît Lemay de conclure : « Rommel doit être tenu pour responsable des difficultés de ravitaillement avec lesquelles il était aux prises pour ne pas s'être limité à sa mission initiale qui consistait à contenir les forces de l'ennemi en Libye. Bien qu'elle fût brillante, son avance jusqu'à Tobrouk ne lui avait pas permis de remporter une victoire décisive sur l'ennemi. Elle avait plutôt allongé d'environ 1 200 kilomètres ses lignes de communication déjà très étirées[14]. » De fait, 1 800 kilomètres séparaient Tripoli de Tobrouk – une distance dévastatrice. De surcroît, 35 % des camions de transport étaient constamment en réparation ; et de 30 à 50 % du carburant débarqué en Afrique du Nord s'évapora entre ces deux villes[15].

À l'inverse, les Anglo-Américains purent bénéficier des ressources états-uniennes. Entre la fin février et la fin mars 1943, par exemple, 130 bateaux venus du Nouveau Monde débarquèrent 84 000 soldats, 24 000 véhicules ainsi qu'un million de tonnes de marchandises[16]. À la différence des Allemands, les Anglo-Américains ne pensaient donc pas que l'intendance suivait, pour reprendre le mot du général de Gaulle. Ils se montrèrent au contraire soucieux de toujours disposer des hommes et du matériel nécessaires avant d'engager le combat. Visant à reprendre la Cyrénaïque, l'opération « Crusader » fut par exemple repoussée du 1er au 15 novembre 1941 pour attendre l'arrivée de la 22e brigade d'Égypte et procéder à l'entraînement nécessaire. On sait, par ailleurs, que Montgomery à El-Alamein ne lança son assaut qu'après avoir méticuleusement préparé ses forces. Si Rommel pensait que le facteur moral pouvait toujours bouleverser les calculs les plus rationnels[17], ses adversaires préféraient s'appuyer sur des réalités plus tangibles.

Le renseignement, enfin, joua un rôle inédit dans la guerre du désert. Ce facteur n'était en rien inédit puisque les belligérants, durant la Grande Guerre, s'étaient efforcés de percer les intentions de leurs adversaires, en s'appuyant sur les données que livraient, par exemple, dirigeables et autres aéronefs ou en recourant à l'arme de l'espionnage qu'illustre, pour ne citer

qu'un exemple, le nom de Mata-Hari. La guerre du désert, toutefois, provoqua un bouleversement radical, en raison du rôle désormais décisif des moyens modernes de transmission (téléphones, télégrammes, télex…) et des possibilités, non moins modernes, de les décoder. Les Anglo-Américains bénéficiaient, on le sait, du système Ultra. Mais les Allemands n'étaient pas pour autant démunis. En septembre 1941, des agents italiens avaient en effet pénétré dans l'ambassade américaine à Rome et photographié le *Black code*, ce qui leur permit de décrypter les communications radiophoniques de l'US Army[18]. Phénomène inédit, les chefs intégrèrent cette dimension pour prendre leurs décisions, une donnée qui ne doit cependant pas être surestimée.

L'interception des messages de l'adversaire, à l'évidence, pesa. Les Allemands furent ainsi avertis de l'opération « Battleaxe », ce qui leur permit d'écraser les forces britanniques[19]. Dans la même veine, lorsque Rommel, le 23 août 1942, envoya un message radio au commandant de la marine allemande en Italie, le vice-amiral Weichold, pour avoir l'assurance que les six navires ravitailleurs en carburant arriveraient bien à la date prévue, la RAF put couler quatre des six bâtiments, et les Britanniques déduisirent le jour de l'offensive que Rommel entendait lancer[20]. De même, UItra mentionnant que les Allemands manquaient cruellement de pétrole, Montgomery, alerté, modifia le plan qui devait conduire à la victoire d'El-Alamein pour attaquer plus au sud, et non par la route côtière[21].

Cela posé, cet atout fut loin d'être toujours décisif. D'une part, les sources n'étaient pas toujours fiables. Lors de la bataille de Sidi Bouzid, les renseignements recueillis suggéraient ainsi que l'attaque allemande se porterait au nord, alors qu'elle intervint au sud. Les décisions avaient en fait été arrêtées en tête à tête entre Kesselring, Arnim et Rommel, une donnée qui rendait Ultra inopérant[22]. À l'unisson, Rommel dut suspendre son offensive vers El-Alamein en septembre 1942 « parce que, contrairement aux informations transmises par [ses] services de renseignements, les positions britanniques du secteur sud étaient puissamment fortifiées[23] ».

Les chefs et leurs services, d'autre part, portèrent parfois une part de responsabilité. Si Arnim put écraser les Américains sur Sidi Bouzid, c'est parce que ces derniers avaient mal interprété les informations décryptées par Enigma. Lors de l'offensive allemande sur Tébessa, des messages

importants ne furent pas décodés[24]. Et si les unités américaines déployées sur le terrain transmirent en février 1943 des données pertinentes lors de la bataille de Faid, en Tunisie, « les services de renseignements de l'armée et du quartier général refusèrent d'en tenir compte, sous prétexte qu'ils étaient l'interprétation exagérée de troupes encore inexpérimentées. On persistait à croire que la principale attaque se déroulerait à Fondouk, aussi bien au quartier général de l'armée qu'au bureau de renseignements du quartier général de l'Afrique du Nord[25] ». Ajoutons, enfin, que les chefs, parfois, ignorèrent les informations qui leur étaient données. À la fin septembre 1941, Rommel fut par exemple abreuvé de rapports qui l'alertaient sur une possible offensive britannique. « Il ne tint aucun compte de ces avertissements, se persuadant que l'ennemi n'était pas en mesure de lancer une attaque avant plusieurs semaines, voire plusieurs mois[26]. » Montgomery, pour sa part, utilisa Ultra plutôt comme toile de fond pour ses buts tactiques et stratégiques que pour percer les plans de son adversaire[27].

Au total, les chefs s'adaptèrent, tant bien que mal, aux conditions de la guerre moderne, telle qu'elle se présentait dans le contexte pour le moins spécifique de l'Afrique du Nord. Mais cette adaptation fut incomplète. Rommel négligea les aspects logistiques, reportant les déficiences en ravitaillement sur son allié italien ; Montgomery ne tira pas le meilleur profit des blindés ; et la gestion du renseignement resta, dans les deux camps, imparfaite. Les stratèges avaient, il est vrai, d'autres contraintes à gérer, à commencer par les interférences politiques continuelles et récurrentes.

Mariage d'amour ou de raison ?

À la différence d'autres conflits, le théâtre d'opérations nord-africain opposait terme à terme deux coalitions : l'Axe d'une part, les Anglo-Américains de l'autre. Les généraux durent donc gérer, sur le terrain, une alliance qu'ils étaient souvent loin d'apprécier – un constat qui vaut tant pour l'Axe que pour le camp anglo-américain.

De fait, l'entente entre Brits et Yankees n'allait pas de soi. Par-delà la volonté d'abattre l'Allemagne nazie, les deux nations poursuivaient des objectifs géopolitiques différents. Soucieuse de maintenir son contrôle sur

la Méditerranée, Londres craignait que Washington privilégie le Pacifique, ce qui l'amena à se montrer parfois flexible, en acceptant par exemple que le théâtre soit commandé par Eisenhower. Au niveau des états-majors, en revanche, l'entente était loin de régner. Les Britanniques toisaient leurs jeunes cousins, jugés incultes, sinon barbares. « Nous devons gérer le quartier général de l'Afrique du Nord comme les esclaves grecs ont mené les opérations de l'empereur Claudius[28] », confia ainsi Harold Macmillan, conseiller politique, à Richard Crossman, patron du *Psychological Warfare*. Ils doutaient également des talents guerriers de ces nouveaux Barbares et de la valeur de leurs chefs. « Le réel ennui avec les Américains c'est que les soldats ne veulent pas se battre… La raison pour laquelle ils ne veulent pas se battre c'est qu'ils n'ont aucune confiance dans leurs généraux », affirmait Montgomery qui tenait Eisenhower en piètre estime. « Il n'y connaît rien à la guerre ni à la façon de mener une bataille[29] », confia-t-il à Alan Brooke.

Mais les Américains, loin d'être en reste, communiaient dans une solide anglophobie. Le quartier général du général Fredendall fut bien vite réputé pour être le lieu où l'on se moquait de l'accent anglais[30]. « Je déteste servir sous les ordres britanniques. Ils ont mal utilisé mes troupes », confia le général Orlando Ward. Patton partageait cette opinion – à une restriction près : son anglophobie « resta réservée aux commandants britanniques majeurs. Il admirait et respectait le Tommy[31] ». De même, les Français, malgré le faible apport qu'ils offrirent, furent des alliés indociles. Le général Juin refusa par exemple d'être placé sous les ordres du général britannique Anderson[32], d'autant qu'il manifestait un mépris de fer à l'égard de ses compagnons d'armes britanniques. « Les officiers supérieurs britanniques sont ce qu'ils sont. Ce que nous prenons pour de la stupidité ou de l'obstruction chez eux n'est souvent que le produit de la lenteur ou de l'absence d'imagination[33] », confia-t-il à Giraud. En retour, Montgomery estimait que les Français étaient à peu près inutiles – hormis pour « garder les aérodromes[34] ». Ajoutons enfin que les chefs britanniques devaient imposer leurs vues à leurs partenaires du Commonwealth, ce qui n'alla pas toujours sans heurts. Jugeant que sa 9^{e} division australienne avait été étrillée, le général Morshead refusa de l'engager, bien que son gouvernement ait fait pression pour que l'Australie prenne toute sa part du

fardeau commun. Auchinleck dut déployer des trésors de diplomatie pour vaincre ces réticences et Morshead accepta finalement de participer à l'offensive de juillet 1942[35].

Les dirigeants alliés s'efforcèrent d'obvier ces critiques réciproques en développant une chaîne de commandement harmonieuse. À l'issue de la conférence d'Anfa, Tedder, Alexander et Cunningham furent directement placés sous les ordres d'Eisenhower. Ce dernier, par ailleurs, s'efforça toujours de maintenir la concorde, consumant dans ce travail de Sisyphe une énergie considérable. Mais il s'attira en retour la colère de ses compatriotes, qui le jugeaient vendu à Albion. « La peste soit de tous ces Anglais et de ces soi-disant Américains qui leur lèchent les bottes. Je parie que Ike ne fera rien. Je préférerais encore être commandé par un Arabe, et Dieu sait que je considère les Arabes comme moins que rien[36] », explosa Patton en avril 1943. « Je suis persuadé qu'il joue un rôle, et qu'il sait très bien lui-même que c'est un rôle de traître. Ou bien il obéit à des ordres (et dans ce cas, il le fait vraiment comme un soldat, sans murmurer) ou bien alors, il s'est fait complètement avoir par les Anglais. Ce qui est sûr, c'est qu'il ne dit pas la vérité. Les Anglais commandent partout, sur terre, sur mer et dans les airs. Ils nous prennent pour des imbéciles et n'agissent que selon leurs intérêts, que ce soit sur le plan militaire ou sur le plan politique[37] », confia-t-il, le 16 avril de la même année, à son journal. Ainsi, malgré le discours d'harmonie et de coopération que tenait Eisenhower, « le mariage anglo-américain vacillait au bord d'une rébellion menée par les commandants de l'armée de terre américaine qui, comme Patton et Clark, pensaient qu'Eisenhower les avaient vendus aux Britanniques[38] ».

De l'autre côté de la colline, la situation se présentait sous un jour original. Le commandement théorique revenait en effet aux Italiens puisque Tripolitaine, Cyrénaïque et Fezzan dépendaient de Rome depuis la guerre victorieusement menée contre la Sublime Porte en 1911 et 1912. La marine italienne, par ailleurs, assurait le transport des munitions et du matériel militaire vers la Libye, l'Italie fournissant en outre le gros des troupes. L'Afrikakorps ne comptait en effet que de 40 000 à 50 000 hommes, tandis que les Italiens alignaient de 130 000 à 150 000 hommes. Idéologiquement, enfin, le régime fasciste n'entendait pas concéder une once de pouvoir à une puissance étrangère, fût-elle alliée, sur ce qui relevait, estimait-elle, de son

espace, d'autant qu'elle avait consenti, pour le conserver, de lourds sacrifices.

L'Italie dut pourtant plier devant la réalité des faits. Face au désastre, elle quémanda l'aide de sa puissante alliée – une aide saluée par les troupes dont le moral connut une nette élévation lors de l'arrivée de l'Afrikakorps. Hitler n'imaginait cependant pas que ses troupes puissent dépendre du commandement italien. L'accord scellé le 4 février 1941 entre Keitel et Guzzoni reconnut donc l'autonomie des forces allemandes. Rommel, en d'autres termes, eut toujours la possibilité d'en référer directement à l'état-major de la Wehrmacht (OKW), voire au Führer, ce qui contribua à placer les relations entre les deux alliés sous le signe de la complexité. Ainsi le général Gambara, commandant du corps d'armée motorisé, dépendait-il de Rommel ; mais chef d'état-major du général Bastico, il devait lui transmettre les ordres de son supérieur. Une situation intenable qui se dénoua par la mutation de Gambara en août 1942.

Surtout, Rommel manifestait un solide mépris pour les Italiens en général et leurs chefs en particulier. « Plutôt que de se lancer à l'assaut des Anglais en Afrique du Nord, ils se sont terrés en récitant leur chapelet[39] », confia-t-il à Goebbels au printemps de 1942. En privé, il surnommait le général Bastico « Bombastico ». Ce sombre tableau ne correspondait pourtant pas à la réalité. La division Ariete se battit courageusement et remporta quelques succès contre les Britanniques, à Bir el-Gobi par exemple (19 novembre 1941). Elle accepta par ailleurs de se sacrifier en avant et en arrière-garde, notamment en octobre 1942. Et Graziani tint la Cyrénaïque plus longtemps que Rommel (cinquante-sept jours). Il n'empêche. Le patron de l'Afrikakorps n'en fit qu'à sa tête, s'abstenant même, quand il déclenchait une offensive, de prévenir le Comando Supremo[40]. Cette attitude nourrit sans surprise une solide animosité du côté italien. Alors colonel d'état-major envoyé en Cyrénaïque en 1941, le général Giacomo Zanussi ne fut guère impressionné par son hôte. « Des idées ternes, communes, de temps en temps contenant quelques traits d'esprit gras propre aux Allemands, qui font rire avec la bouche seulement […]. Il montra un souverain mépris pour les Anglais pour ne pas faire défaut au caractère de sa race. Pour lui, à l'époque, ils étaient "ceux qui

fuient" : je ne sais pas si, quelques années plus tard, il a maintenu ou modifié son opinion[41]. »

Cette défiance réciproque fut loin de servir les intérêts de la coalition. Car elle créa une atmosphère empreinte de suspicion, sinon d'animosité, qui mina la résolution commune, brida les synergies et conduisit à éparpiller les efforts. Elle exerça au total des effets délétères qu'aggravèrent les constantes interventions du pouvoir politique.

Politique d'abord

Le théâtre d'opérations nord-africain confirme avec éclat la maxime de Clausewitz qui affirmait, on le sait, que « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Les opérations servaient en effet un dessein politique, auquel elles devaient s'ajuster – une réalité pour le moins problématique : les généraux durent intégrer les buts de guerre que leurs dirigeants se fixaient et par conséquent gérer l'articulation de l'opérationnel à la grande stratégie. Non sans heurts puisque deux types de conflits opposèrent les armes à la toge.

Les politiques cherchèrent en premier lieu à imposer à leurs généraux des objectifs pour des raisons autres que strictement militaires. Les considérations de prestige pesaient lourd, d'autant que la guerre du désert fut hautement médiatisée. Dans le Reich, « l'Afrique symbolisait alors l'expansion considérable de la sphère d'influence de l'Allemagne[42] » ; sur l'autre rive du Channel, ce théâtre pouvait, en offrant quelques lauriers, compenser les défaites en série qu'enchaînait le Royaume-Uni, en Europe comme dans le Pacifique. Médiatisés, les affrontements furent également personnalisés par la grâce du docteur Goebbels. Le ministre de la Propagande était parvenu à faire du nom « Rommel » un synonyme d'invincibilité de la Wehrmacht aussi bien dans le Reich qu'à l'étranger[43]. Les Alliés s'évertuèrent à briser ce mythe. « Il existe un véritable danger que notre ami Rommel devienne une sorte de magicien ou de croque-mitaine pour nos troupes qui parlent beaucoup trop de lui. Il n'est nullement un surhomme, bien qu'il soit incontestablement très énergique et compétent. Et même s'il était un surhomme, il serait très regrettable que nos troupes lui attribuent des pouvoirs surnaturels[44] », exposa le général

Auchinleck à ses commandants. Rien n'y fit, et le prestige du Renard du désert demeura inégalé. C'est au demeurant pour cette raison même qu'Hitler demanda au maréchal de quitter la Tunisie le 9 mars, afin d'éviter que la réputation de son héros ne soit ternie par une cuisante défaite[45].

Ces motifs de haute politique expliquent que le pouvoir civil n'ait cessé d'enjoindre à ses généraux d'obtenir des résultats. Dès le 7 septembre 1940, Mussolini ordonna au maréchal Graziani d'attaquer, que les Allemands programment ou non leur débarquement en Angleterre[46]. De même, Roosevelt adjura le général Marshall de lancer l'opération « Torch » avant les élections de mi-mandat de novembre 1942[47]. Mais les plus fortes pressions furent exercées par Hitler et Churchill, quoique dans un style différent. Gouvernant dans le cadre d'un régime parlementaire, l'hôte de Downing Street était particulièrement sensible aux impatiences de l'opinion publique et aux mouvements de sa majorité. Après qu'un candidat indépendant eut été élu, lors de la législative partielle de Maldon, dans l'Essex, en juin 1942, et qu'une motion de censure eut été déposée le 1er juillet, Churchill se rua au Caire et releva aussitôt Auchinleck de son commandement[48]. Ces pressions politiques invitent par conséquent à poser une question iconoclaste : la bataille d'El-Alamein devait-elle être livrée ? La réponse est d'autant moins évidente que l'Afrikakorps aurait tôt ou tard quitté l'Afrique du Nord. La bataille fut cependant décidée. « Ce fut la dernière victoire purement britannique dans la guerre contre l'Allemagne, le chant du cygne de la Grande-Bretagne en tant que grande puissance indépendante. Après "Torch", son effort se subordonna à l'effort américain […]. Le jugement définitif de l'Histoire pourrait bien être que ce fut une victoire politique[49] » destinée à redorer le blason britannique, observe Correlli Barnett. Le maréchal Alexander ratifie ce constat. « Dans le contexte général de notre stratégie de 1942, El-Alamein fut livrée pour remporter une victoire décisive sur les forces de l'Axe dans le désert, pour réconforter les Russes, pour encourager nos alliés, pour déprimer nos ennemis, pour relever le moral dans la métropole et à l'étranger, pour influencer ceux qui demeuraient sur la touche[50]. » Les impératifs militaires, constatons-le, pesèrent peu au total.

Sur un tout autre registre, le Führer se montra également pressant. Il refusa la retraite que Rommel préconisait, en novembre 1942, lui affirmant :

« Vous ne pouvez offrir qu'un seul choix à vos troupes : la victoire ou la mort[51]. » Et lorsque le maréchal exposa son plan, le 24 novembre 1942, en présence notamment de Kesselring et de Cavallero, il se heurta à un mur. « Le premier considérait toute chose du point de vue de la Luftwaffe et pensait principalement aux conséquences que cette évacuation aurait sur la situation aérienne en Tunisie. Quant au second, il vivait dans un monde imaginaire […]. Ils n'étaient pas venus dans l'intention de s'instruire des faits et de se former ainsi un jugement rationnel. Ils nous croyaient fautifs et ils pensaient ranimer notre ardeur avec de belles phrases et une dose convenable de grandiloquence[52]. » Bref, le politique intervint constamment dans la conduite des opérations. « Ce premier exemple d'une immixtion de l'autorité suprême dans la conduite tactique des opérations de la guerre d'Afrique fut pour moi un véritable choc[53] », relève Rommel dans ses carnets.

Ces immixtions continuelles plongèrent les généraux dans un dilemme cornélien : devaient-ils déférer aux ordres du pouvoir civil, ce qui correspondait à une tradition établie, ou lui désobéir ? Cette question se posa avec acuité lors de l'offensive allemande sur Tobrouk, en mai 1942. Si le général Ritchie plaidait pour l'évacuation, Churchill ne l'entendait pas de cette oreille. « Je suppose qu'il n'est envisagé en aucun cas d'abandonner Tobrouk. Tant que nous tenons ce point, l'ennemi ne peut effectuer aucune pénétration sérieuse en Égypte[54]. » Le 14 juin, Ritchie, Auchinleck, de Guingand, notamment, conférèrent au Caire. « Fallait-il désobéir carrément à l'ordre du Premier Ministre, en lui rappelant la décision de janvier, que Londres n'avait jamais désapprouvée ? L'esprit de discipline l'interdisait. Fallait-il tenir Tobrouk isolément ? C'était risquer un désastre[55]. » Auchinleck opta pour une demi-mesure, et ordonna de tenir Tobrouk comme une partie de sa ligne défensive. Mais ce compromis boiteux ne résolut rien, et la ville tomba le 18 juin – en raison de l'obstination de Churchill qui accusa Auchinleck du désastre.

Si Rommel, pour sa part, transgressa la mission qui lui était confiée en s'attaquant à l'Égypte, il obéit fidèlement à Hitler quand ce dernier lui enjoignit de tenir ses positions. Lorsque le Führer lui ordonna de stopper sa retraite, il obtempéra. « Comme j'ai toujours exigé de tous mes soldats une obéissance aveugle, je me suis donc imposé à moi-même la fidélité à ce

principe au nom duquel je me suis soumis à la décision du Führer[56]. » Et d'ajouter : « Un certain découragement s'empara de nous lorsque j'ordonnai de tenir jusqu'au bout les positions que nous venions d'occuper. Je me forçai pour prendre cette décision, mais j'avais toujours exigé une confiance aveugle de mes subordonnés et je devais donc, moi aussi, me soumettre[57]. » En revanche, il refusa de suivre le Führer lorsque ce dernier lui intima de choisir entre la victoire et la mort, le 3 novembre 1942. La confiance qu'il vouait au Führer se fissura après leur entrevue le 26 novembre 1942. « Je commençais à réaliser qu'Adolf Hitler refusait tout simplement de voir la situation comme elle était véritablement et qu'il réagissait émotionnellement contre ce que son intelligence aurait dû lui montrer comme juste[58]. »

Dans l'ensemble, les généraux respectèrent les prérogatives du pouvoir civil mais essayèrent, sur le plan tactique, d'infléchir les ordres reçus. Ils osèrent même faire entendre leur voix, sinon désobéir, quand des intérêts militaires vitaux leur semblaient en péril. Eisenhower refusa par exemple de fixer l'opération « Torch » au 21 septembre pour complaire à Roosevelt, et la décala au 8 novembre 1942[59]. Auchinleck refusa également de passer à l'offensive, malgré l'insistance de Churchill. « N'étant pas aussi diplomate que Wavell, son instinct lui dicta une attitude d'opposition résolue et catégorique aux ingérences du Premier Ministre[60]. » Tout dépendait *in fine* du cadre politique (démocratie *versus* dictature) et de la relation de confiance qui unissait, ou non, civils et militaires.

L'immixtion du pouvoir civil fut donc considérée comme une entrave, ce qui conduisit les généraux à éviter au maximum les contacts. Montgomery interdit par exemple l'accès à son quartier général des hommes politiques – au prix de quelques entorses. Ainsi, il reçut personnellement Wendell Willkie, candidat malheureux à l'élection présidentielle de 1940 mais émissaire de Roosevelt, le 5 septembre 1942[61]. Plus souple, Eisenhower se plia plus courtoisement à ces contraintes, mais l'un de ses fardeaux fut le flux constant « de généraux et de politiciens pour lesquels il était obligé de jouer les jeunes filles de maison[62] ».

Les récriminations émises par les grands chefs contre leurs dirigeants civils, pendant comme après la guerre, ne doivent cependant pas être prises sans esprit critique. Tributaires d'une vision étroite qui se bornait à leur

champ de bataille, les premiers ignoraient bien souvent les impératifs d'une stratégie qui se jouait à l'échelle du globe, victimes de ce que les sociologues appellent l'« effet de situation ». À l'inverse, les responsables politiques disposaient de cette vision globale que leurs subordonnés ignoraient – au prix de coûteux malentendus.

La palme de cette incompréhension revient sans conteste à Rommel dont les objectifs divergeaient des buts que s'était fixés le Führer. Vers l'Orient compliqué, le futur maréchal volait avec une idée simple. Il souhaitait se couvrir de gloire et conquérir, de la Libye, l'Égypte. Du pays des pharaons, il pourrait ensuite prendre à revers l'Union soviétique en se dirigeant vers Bakou. Or, les chefs de l'Axe ne partageaient pas ces idées grandioses. Hitler n'entendait pas s'enfoncer dans les sables du désert. Accordant la priorité à l'opération « Barbarossa », rêvant encore de traiter avec Londres, il souhaitait, plus modestement, sécuriser la rive sud de la Méditerranée et aider son allié italien qui, faute de troupes, risquait de perdre la Tripolitaine. De même, Mussolini aspirait plus à assurer ses possessions qu'à se lancer à la conquête de nouveaux territoires, tout en s'efforçant d'aider l'Allemagne, dans la mesure de ses moyens, dans sa croisade antibolchevique. Rommel, par conséquent, prit le risque de l'offensive, en ignorant que la guerre était mondiale, sans comprendre que « l'Afrique du Nord était un théâtre des opérations secondaire pour Hitler et ses chefs militaires[63] ». « J'ai pris le risque d'avancer, en dépit des ordres et des instructions qui m'ont été préalablement donnés, parce qu'il y avait une belle occasion à saisir. Il n'y a pas de doute qu'ils vont finir par approuver mon initiative en disant qu'ils auraient fait à ma place exactement la même chose[64] », affirma-t-il pour se justifier en mars 1942. C'était gravement se méprendre sur les intentions géopolitiques de Berlin.

De même, Winston Churchill, à la différence de ses généraux, avaient les yeux rivés sur la mappemonde. Après Tobrouk, il accorda la priorité à la Grèce[65], ce qui aboutit au désastre de 1941. Constatant, en 1942, que les Allemands accentuaient leurs pressions vers le Caucase, il s'en alarma et pressa Auchinleck de remporter la victoire au plus vite, afin de transférer des troupes vers l'Irak et la Palestine que menaçait cette avance allemande vers le Caucase. « En juillet 1942, comme en 1940 et 1941, la campagne dans le désert se trouvait donc directement et fatalement affectée par des

dangers qui se manifestaient en d'autres endroits du Moyen-Orient[66]. » Cette stratégie suscita la critique des généraux. « J'ai, dès le début, considéré notre participation aux opérations en Grèce comme une bourde stratégique bien caractérisée. Nous avions déjà les mains plus que pleines au Moyen-Orient, et il ne pouvait en résulter qu'une dispersion extrêmement dangereuse de nos forces[67] », confia Alan Brooke. « L'épisode grec prolongea de deux ans la campagne en Afrique du Nord – campagne qui absorba le plus gros de l'effort effectué sur terre par le Commonwealth, et laissa l'Extrême-Orient presque sans défense devant les Japonais[68] », conclut Correlli Barnett.

Les différends entre commandants de théâtre et dirigeants politiques étaient inéluctables, puisque les premiers favorisaient une vision nécessairement restrictive de la guerre aux dépens de la conception nécessairement globale que les seconds défendaient. Il est cependant difficile de départager les torts réciproques des deux bords. De fait, Hitler, au vu de ses buts de guerre, eut raison de limiter les ambitions de Rommel qui compromettaient sa campagne de Russie. Par la suite, en revanche, il déversa à contretemps d'imposants renforts en Tunisie qui furent sacrifiés en pure perte. Il devait cependant tenir la Tunisie au risque, sinon, de voir la péninsule italienne menacée. De même, l'aide qu'apporta Churchill à la Grèce peut être sévèrement jugée. Mais Londres pouvait difficilement laisser Athènes affronter seule la Wehrmacht, sans secourir *a minima* sa protégée. Il est, au total, impossible de trancher, sinon pour observer que le rôle des généraux se métamorphosa – une mutation dont la guerre du désert marqua la première étape. En théorie, rappelait Eisenhower, « on ne doit normalement assigner à un commandant qualifié qu'une seule mission générale, qu'elle soit d'attaque ou de défense ; puis fournir à ce commandant les moyens d'exécuter cette mission. Il est ainsi libre de toute entrave au cours de ses manœuvres pour atteindre le but général fixé par son supérieur[69] ». Alexander nuança ce propos. « Dans les conditions modernes, un commandant supérieur allié porte des responsabilités autres que celles qu'impose la direction d'un combat. Il se trouve embarrassé par des problèmes stratégiques et politiques avec des implications internationales, et par beaucoup d'autres questions très complexes qui n'ont pas beaucoup de rapport avec le front lui-même[70]. » « La stratégie

purement militaire ne suffit pas à notre époque où des nations entières combattent pour survivre. Il faut tenir compte des sentiments et de la volonté des peuples engagés, leur moral constituant un élément capital, sinon décisif. En conséquence, les idées stratégiques des dirigeants politiques et les considérations purement militaires doivent être étroitement associées et équilibrées. Un tel équilibre, entre les chefs d'état-major et les dirigeants politiques, n'est pas facile à réaliser. Au cours de la guerre, il le fut, à la fin, de façon satisfaisante, mais ce fut "avec du sang, de la sueur et des larmes"[71] », conclut-il.

Du coup, les questions politiques accaparèrent l'attention des grands chefs. Outre les questions relatives aux alliances souscrites et la gestion du rapport avec les dirigeants civils, les généraux durent aussi se pencher sur les enjeux politiques. Eisenhower négocia d'abord avec le général Giraud, ensuite avec l'amiral Darlan, enfin avec le général de Gaulle afin de dénouer l'imbroglio algérois. Après que les canons se furent tus, Patton dut s'assurer de la bonne volonté des Français et des Marocains, devenant ainsi, dans le protectorat, une sorte de « proconsul[72] ». Les résultats, pourtant, ne furent pas toujours à la hauteur des efforts déployés. Au Maghreb, il fallut attendre mai 1943 pour que les querelles s'apaisent et qu'un compromis soit scellé entre l'homme du 18 Juin et l'évadé de Königstein – il déboucha sur la formation du Comité français de la libération nationale (CFLN). Mais le *Darlan Deal* conclu à la seule initiative d'Eisenhower enflamma les opinions publiques, indigna la Résistance et accrut les tensions dans les cercles dirigeants alliés. Ike, au vrai, n'avait pas la tâche facile. Il cumulait deux fonctions puisqu'il était à la fois commandant en chef et commandant de théâtre. Mais il n'assuma pleinement ni l'une ni l'autre de ces deux fonctions, tranche Carlo d'Este[73].

Sur le plan idéologique enfin, les généraux se montrèrent moins fanatiques que leurs chefs. Le 9 juin 1942, l'OKW ordonna par exemple de liquider les Allemands qui combattaient dans les rangs des Forces françaises libres. Rommel ignora purement et simplement cette directive. De même, Hitler exigea que les commandos britanniques infiltrés derrière les lignes fussent liquidés, ordre dont Rommel ne tint aucun compte. Les Juifs capturés, enfin, n'endurèrent aucuns sévices – mais cette règle valait également dans les oflags et autres stalags qui ignorèrent la persécution

raciale[74]. « Nous combattîmes selon les règles de la guerre. Les batailles n'eurent pas de répercussions sur les civils, les femmes et les enfants[75] », conclut Charles Squire, un ancien de la 8e armée. Mais cette image irénique constitue aussi, et peut-être surtout, un legs de la propagande. Dans les faits, les crimes de guerre abondèrent, qu'ils aient visé les militaires ou les civils. Ainsi, « en Afrique du Nord, tirer sur les Arabes devint un sport dans certaines unités[76] ». Et quand les Italiens réprimèrent les Arabes soupçonnés de résistance en Libye, Rommel ne fit rien pour atténuer leur extrême dureté. Patrick Bernhard, dans le présent ouvrage, détaille plus avant les atrocités commises. Elles invitent à réviser la légende d'une guerre chevaleresque, tout en incitant à rappeler que les horreurs commises ne sauraient se comparer à la barbarie qui régna sur le front oriental.

De chair et de sang

Ces hautes considérations ne doivent cependant pas occulter une réalité plus triviale. Les généraux étaient aussi des êtres de chair et de sang que les tourments de la condition humaine étaient loin d'épargner.

Ils cherchèrent tout d'abord à imposer leur style, un style qui dépendait bien entendu de leur personnalité. La Première Guerre mondiale avait montré l'importance cardinale du moral. Les chefs retinrent cette leçon. « Ma théorie est qu'un commandant d'armée doit faire ce qui est nécessaire pour accomplir sa mission et que presque 80 % de sa mission est d'élever le moral de ses hommes[77] », théorisait Patton. Les généraux s'efforcèrent donc d'être au plus près des troupes dont ils partageaient bien souvent le quotidien. Le quartier général d'Auchinleck, par exemple, affichait une austérité tout anglicane. « Il entendait donner un exemple. Son état-major recevait la même ration d'eau que la troupe ; lui-même n'avait une cuvette d'eau pour se laver qu'une fois par semaine[78]. » Tous les généraux, toutefois, ne partageaient pas cette ascèse. Fredendall se fit ainsi construire un bunker ultra-sécurisé, ce qui indigna Eisenhower. Dans un autre style, Rommel paya de sa personne, guidant parfois lui-même les unités et se portant aux premières lignes du front. Cette stratégie fut parfois critiquée. « Quand nous observions et entendions que Rommel préférait pendant les jours d'une bataille décisive se trouver au front pour diriger

individuellement les chars et les troupes de choc au lieu de prendre auprès de son état-major les décisions requises par la situation générale […] alors nous nous demandions s'il était véritablement un si grand chef d'armée[79] », nota Harald Kuhn, commandant d'un bataillon de chars. « Toute la journée, il court entre ses unités dispersées, il ordonne des raids et gaspille ses troupes[80] », renchérit le général Heinrich Kirchheim. Cette attitude relevait pourtant de la posture, sinon de l'imposture. Outre qu'elle désespérait son état-major, irrité par les ordres et contrordres qui se succédaient, elle ne témoignait guère, en réalité, d'une empathie avec les troupes dont il ne se souciait guère. À ses yeux, la victoire primait sur toute autre considération. L'assaut contre Tobrouk, en avril-mai 1941, coûta ainsi la perte de 53 officiers et de 1 187 hommes sans qu'il s'en émût. Dès lors, la place d'un chef était-elle au front ? Peut-être pas. Il n'en reste pas moins vrai que cette proximité assura aux généraux un prestige inégalé. Ainsi, les Italiens respectaient Rommel parce qu'il avait établi son QG au plus près des lignes tandis que le général Bastico avait préféré s'en éloigner à plus de 2 500 kilomètres. De même, Montgomery « fut le premier général britannique à se présenter aux troupes, comme un homme politique ou un chanteur à son public[81] ». Du coup, ses soldats l'adoraient. Le souci apporté au maintien du moral ne visait pas qu'à accroître la popularité des grands chefs – encore que ces derniers n'aient pas été insensibles au culte que leurs hommes leur vouaient. Un autre facteur jouait : au vu des effectifs limités, chaque vie comptait. Du coup, l'habileté du commandement devait compenser l'infériorité manifeste des effectifs, ce qui imposait d'être obéi. Monty et surtout Rommel méditèrent assurément ce précepte.

Les généraux veillèrent, dans la même veine, à l'entraînement de leurs soldats. De ce point de vue, Patton se distingua en restaurant une discipline que beaucoup jugèrent tatillonne, en obligeant par exemple les officiers à porter l'insigne de leur grade sur leur casque[82]. Ici encore, le commandement vivait sur les souvenirs éprouvants de la Grande Guerre. Il n'entendait pas rééditer les grands massacres du conflit précédent, dont l'ombre portée taraudait Montgomery. « Le sacrifice inutile de jeunes hommes [le] hantait et il avait décidé d'être avant tout un professionnel, un expert, un soldat compétent et consciencieux, qui préparerait tout, méticuleusement, et dont les ordres seraient parfaitement clairs et tout à fait

compris[83]. » Pour éviter les sanglants mécomptes de 1914-1918, les soldats devaient donc être parfaitement exercés, un principe que les désastres de Gazala (en mai-juin 1942), côté britannique, puis de Kasserine (janvier-février 1943), côté américain, confirmèrent avec éclat.

Il fallait donc accorder à l'entraînement une priorité éminente, ce qui n'allait pas de soi. Les soldats de sa Très Gracieuse Majesté, épuisés par les combats, n'avaient pas le temps de s'entraîner, d'autant que les camps du Caire ou d'Alexandrie se situaient à plus de 500 kilomètres de Tobrouk ou de la frontière égyptienne.

Sur un tout autre plan, les conditions climatiques extrêmes de la guerre du désert, jointes au stress qui les frappait, n'épargnèrent pas les chefs militaires. O'Connor, par exemple, « souffrait alors, en permanence, d'une affection stomacale, qui donnait à son visage une expression de gravité[84] ». Cunningham semblait avoir « atteint, à la veille de [l'opération] Crusader, cet état de lassitude mentale et physique où même les tâches et les résolutions les plus ordinaires deviennent pénibles et rebutantes. Mais il ne voulait l'avouer à personne, ni à lui-même[85] ». « Catarrhe chronique de l'estomac et des intestins, diphtérie nasale et troubles circulatoires[86] » frappaient Rommel qui, le 28 janvier 1943, confessait à son épouse ne pas aller « trop bien. De violents maux de tête et les nerfs à bout, sans parler de quelques troubles de la circulation. Cela ne me laisse aucun repos[87] ». Et Eisenhower fut victime de mauvaises grippes[88].

Les conditions de la guerre aggravaient ces symptômes. Faute de pouvoir s'isoler, Auchinleck ne pourrait jamais « se détendre hors de regards observateurs ; mangeant et dormant parmi ses hommes, il lui faudrait, dès son réveil, affecter la confiance et l'assurance[89] ». Enfin, et aussi surprenant que cela puisse paraître, les héros, parfois, tremblaient. « J'ai toujours peur sous le feu ; je crois que je ne m'y habituerai jamais. Ce que je déteste le plus, ce sont les mitraillages aériens[90] », confessa Patton à son épouse Beatrice.

Quelques bénéfices, cela dit, compensaient ces tourments. La guerre du désert offrit ainsi des promotions inégalées à quelques *happy few*. En seize mois, Eisenhower passa ainsi de colonel à général quatre étoiles. Dans le même laps de temps, Rommel connut une promotion éclair, promu général de panzers le 24 juin 1941 puis maréchal le 22 juin suivant. Capitaine en

juillet 1940, colonel en 1941, Kœnig obtint ses deux étoiles le 5 juin 1942 avant d'obtenir sa troisième le 25 mai 1943. Malgré la défaite de Tunisie, Giovanni Messe fut promu maréchal.

Tous les chefs ne bénéficièrent pas pour autant de ces faveurs et l'on ne compte plus les généraux relevés de leur commandement. « Par un stupéfiant déni de justice[91] », Churchill limogea Wavell, tenu pour responsable de la perte des conquêtes d'O'Connor, alors que l'intervention en Grèce l'avait privé des effectifs nécessaires. Alan Cunningham, victime d'un effondrement nerveux, suivit. Ces éléments privèrent la 8e armée de l'unité de commandement nécessaire, d'autant que des accidents la frappèrent. O'Connor fut capturé en avril 1941 ; Jock Campbell se tua dans un accident automobile en février suivant ; l'avion de William Gott fut abattu en août 1942. De même, le commandement italien fut frappé par une valse des généraux. Graziani succéda à Balbo début juillet 1940 mais la perte de la Cyrénaïque conduisit Mussolini à le remplacer en février 1941 par son vice-commandant, Italo Gariboldi. Ce dernier, après avoir échoué au Fezzan et se montrant particulièrement hostile à Rommel, fut contraint de céder sa place en juillet 1941 à Ettore Bastico qui dut partager son commandement avec Ugo Cavallero d'août à novembre 1942 avant de rester seul aux responsabilités, Messe prenant la tête de la 1re armée en février 1943[92]. Cette girandole ne contribua certes pas à assurer le succès ! Les Américains, pour leur part, eurent la main moins lourde, même si Fredendall, qui n'avait au vrai guère brillé, fut aussi renvoyé. « C'était un bon colonel avant la guerre[93] », releva cruellement Walter Bedell Smith, le chef d'état-major d'Eisenhower. À la loterie de la guerre, tous les généraux ne furent pas gagnants, ce qui valut au désert d'être rapidement surnommé « le tombeau des généraux[94] ».

Au total, la guerre du désert présenta aux généraux une série de problèmes inédits qu'ils durent affronter sans y être toujours préparés. Les chefs durent en effet mener de nouveaux types de combat où la mécanisation, la logistique et le renseignement tenaient un rôle majeur. Ils durent également affronter de nouveaux problèmes, en gérant des alliances complexes, en répondant aux ingérences du pouvoir politique, en exerçant un nouveau style de commandement. Mais cette adaptation, souvent cruelle, fut parfois imparfaite. Eisenhower, pour ne donner que ce seul exemple, ne

réussit pas à assumer pleinement ses missions en Afrique du Nord – la tâche était, il est vrai, herculéenne. En revanche, les enseignements livrés par la guerre du désert furent incontestablement bénéfiques. Les généraux apprirent, tel Montgomery, à mieux coordonner l'action des forces terrestres et de l'aviation ; ils mesurèrent l'importance de la logistique ; ils prirent conscience des nécessités qu'imposaient les exigences d'une coalition tout en comprenant le rôle politique qu'ils auraient désormais à assumer. Ces leçons furent assurément méditées et comprises. De fait, l'opération « Overlord » ainsi que la seconde campagne de France évitèrent les écueils sur lesquels les grands chefs s'étaient parfois abîmés. De ce point de vue, les opérations en Afrique du Nord, malgré leurs imperfections – ou précisément grâce à elles – ouvrirent la voie à la victoire et à l'écroulement du Troisième Reich.

*1. Par Olivier Wieviorka. La rédaction de ce chapitre a bénéficié des contributions inédites, présentées dans le cadre du programme « La guerre des sables » de l'École française de Rome de 2012 à 2015 et citées au cours du texte, de Niall Barr, Hubert Heyriès et Sönke Neitzel.

Combattants du désert[*1]

Le désert offre un spectacle saisissant. S'étendant à perte de vue, balayé par les vents et soumis à des températures extrêmes, il fascine, attire et effraie les centaines de milliers de combattants issus des quatre coins du globe qui ont foulé ses dunes et ses pistes entre 1940 et 1943. C'est en effet un théâtre d'opérations singulier, « étrange[1] » comme le souligne d'emblée le guide de poche destiné aux soldats américains.

Photographies et récits de propagande ont souvent contribué à magnifier l'expérience du désert, à en souligner le caractère aventurier, voire la dimension virile. Elle est parfois vue comme une forme de guerre pure, un théâtre d'opérations idéal où, loin des populations civiles et des constructions humaines, s'affrontent les stratèges et où les technologies et le maniement des armes peuvent se mesurer pour décider du sort d'une bataille. Ce faisant, ces perspectives négligent bien souvent les combattants, dont le quotidien se révèle plus prosaïque. La rigueur des éléments de même que l'éloignement des centres urbains et des bases arrière des armées, qui font du ravitaillement un casse-tête, exacerbent en effet les difficultés pratiques propres à toute armée en campagne. L'isolement des combattants dans le désert contribue de surcroît à interroger la rationalité et le sens des sacrifices consentis.

Des combattants des quatre coins du globe

C'est en ce lieu singulier que des hommes venus de tous les horizons combattent, certains pendant près de trois ans – des premiers engagements

entre Britanniques et Italiens en juin 1940 à la chute de Tunis et l'évacuation des troupes de l'Axe en mai 1943.

Les premières troupes britanniques, australiennes et indiennes de la Western Desert Task Force se révèlent particulièrement adaptées aux combats dans le désert. Les 36 000 hommes commandés par le général Wavell sont en effet pour l'essentiel des soldats chevronnés : la 7e division armée est stationnée au Proche-Orient depuis la crise de Munich de 1938, tandis que d'autres ont été employés à la répression de la révolte arabe en Palestine en 1936. Ils sont dès lors familiers de l'environnement et des exigences des combats dans le désert[2]. La croissance de l'engagement britannique en Méditerranée altère toutefois la composition des troupes : ce sont ainsi 155 000 combattants qui participent à la fin de l'année 1941 à l'opération « Crusader » et 191 000 hommes qui se battent à Tobrouk à l'été 1942[3]. La 8e armée, à elle seule, constitue une véritable tour de Babel. Elle rassemble des Britanniques, un peu plus de 3 000 Français libres ayant rejoint le général de Gaulle à partir de 1940[4], des Belges, des Polonais, des Yougoslaves, des Grecs, des Autrichiens, des Sud-Africains, des Néo-Zélandais, des Africains de l'Ouest (Gold Coast), de l'Est et d'Afrique du Sud, des Indiens, des hommes issus des îles de l'océan Indien (Seychelles, Ceylan, Maurice…), mais aussi des hommes recrutés en Palestine, à Malte, à Chypre, en Syrie, en Irak ou au Soudan. La croissance des effectifs transforme également l'identité de la force britannique présente dans le désert : l'armée professionnelle se transforme en une armée de citoyens qui, pour l'essentiel, combattent par devoir patriotique et non par vocation[5]. Les 200 000 soldats qui affrontent l'Afrikakorps fin juillet 1941 sont ainsi bien moins entraînés[6]. Le commandement britannique en Afrique se plaint régulièrement de l'inadéquation de l'entraînement reçu en Grande-Bretagne par des troupes qui, par exemple, ne savent pas manœuvrer dans des nuages de poussière[7]. Faute de temps et de ressources humaines suffisantes, c'est au cœur de la bataille que les hommes apprennent les spécificités des combats dans le désert[8].

L'armée italienne, forte de 200 000 combattants en 1940, puis d'environ 150 000 hommes entre mars 1941 et mai 1943 (en raison de la défaite subie en décembre 1940 lors de l'opération « Compass » en Cyrénaïque), s'appuie quant à elle sur des troupes libyennes et érythréennes[9].

L'Afrikakorps qui vient à son secours à compter de mars 1941 est un corps d'élite, resserré au départ autour de 25 000 hommes[10]. Unités italiennes, allemandes et troupes recrutées localement sont progressivement intégrées au sein de la *Panzerarmee Afrika*. Si le haut commandement allemand a tôt fait de s'approprier le mérite des victoires et de rejeter la responsabilité des défaites sur les Italiens, les historiens s'accordent pour souligner l'insuffisance de la préparation des troupes italiennes, à l'exception de la division blindée Ariete et des divisions motorisées Trieste et Littorio dont l'efficacité est largement reconnue[11]. Ainsi, les hommes des 5e et 10e armées ne sont pas entraînés aux opérations mobiles avec des blindés, au combat antitanks et aux opérations de reconnaissance[12]. Ce manque de préparation a également un impact psychologique et fragilise la confiance des combattants. L'armement italien, lui aussi, se révèle largement inadapté à la guerre mécanisée menée dans le désert. Les chars L3 sont si petits, par exemple, qu'ils sont surnommés « boîte à sardines » par les Allemands et « boîte à cercueil » par les Italiens[13]. Et si l'artillerie peut rivaliser avec celle des Britanniques, les armes antichars sont en nombre insuffisant. La situation se détériore en outre à la fin de 1941 et plus encore à partir de 1942, accroissant la différence avec les Britanniques. Incapable de fournir un équipement en quantité suffisante, l'Italie se montre de surcroît incapable d'innover et de s'adapter aux exigences de la guerre[14]. Les Allemands, eux, s'adaptent bel et bien et remportent d'emblée une victoire fulgurante permettant de repousser les Britanniques hors de Cyrénaïque en avril 1941. Ce premier succès éclatant, acquis là où les Italiens peinaient depuis de longs mois, a largement contribué au mythe de Rommel et de la supériorité des combattants de l'Afrikakorps. Ces derniers sont, il est vrai, dotés d'un armement performant, adapté aux combats rapides des sables, qu'ils maîtrisent, et dans lequel ils ont confiance. L'expérience de la guerre éclair en Pologne, en Belgique et en France, s'est révélée en effet particulièrement formatrice pour les mouvements rapides et la guerre mécanisée menée en Afrique[15].

L'expérience du désert des Américains et des Français (à l'exception des *Free French* qui combattent au sein de la 8e armée britannique) est beaucoup plus succincte. L'armée américaine emploie plus de 128 000 hommes au 1er décembre 1942, 260 000 au 31 janvier 1943 et

395 000 au 30 avril 1943[16]. Équipés d'un armement moderne et performant, soutenus par une puissante industrie de guerre, nombre d'Américains engagés dans le désert connaissent alors leurs premiers combats. Leur confiance est vite échaudée par la rudesse du terrain et le premier affrontement d'envergure face à l'armée allemande, à Kasserine, tourne à la déroute. La contre-attaque de Rommel, qui estime que c'est « le moment où jamais de leur donner un sérieux complexe d'infériorité[17] », sème la panique parmi des unités américaines trop étirées, mal organisées et manquant cruellement d'expérience. « Une confusion indescriptible régnait[18] », confesse un officier, et les premiers replis se transforment rapidement en une retraite désorganisée sur plus de 70 kilomètres, interrompue par le soutien décisif de l'aviation américaine.

L'armée française, mise rapidement sur pied sous l'égide du général Giraud à partir de l'armée d'Afrique tolérée par les conventions d'armistice, déploie quant à elle près de 38 000 hommes à partir du 20 novembre 1942 et jusqu'à 69 000 hommes le 30 avril 1943, dont plus de la moitié sont nord-africains[19]. Ces troupes sont fort démunies. Conformément aux dispositions de l'armistice, elles ne disposent ni d'artillerie lourde, ni d'artillerie antichar, ni d'artillerie aérienne. Les Français se sont certes attachés à dissimuler des contrôles des commissions d'armistice quelques armes, mais leur quantité est limitée et elles sont en général obsolètes. Le réarmement « par priorité » et en « matériel le plus moderne » de trois divisions blindées et huit divisions motorisées ainsi que des unités de service correspondantes prévu par les accords d'Anfa de janvier 1943 ne concerne pas les troupes engagées en Afrique du Nord[20]. En sus des contraintes de transport maritime, la grande pauvreté de l'armée française au cours de la campagne de Tunisie résulte également d'un choix délibéré des autorités d'Alger qui, en prévision de la libération de la métropole, privilégient le moyen terme en reconstruisant une armée française moderne, au détriment des affrontements en cours. « Le bruit est parvenu jusqu'à nous et s'est répandu dans les unités, que quelles que soient nos pertes nous ne recevrions pas de renforts et que le matériel qui serait donné par les Américains serait entièrement réservé pour la future Grande Armée d'Afrique du Nord. Je ne sais si ce bruit est exact, mais il a produit sur tous le plus mauvais effet. […] Je ne sais à quelle date la Grande Armée

d'Afrique du Nord sera constituée, mais je crains fort que nous ne soyons complètement usés avant qu'elle ne puisse intervenir. Nous risquons de ce fait d'être à la merci d'une offensive allemande violente, même localisée, car nous ne disposons d'aucune réserve, ni d'infanterie, ni d'artillerie[21] », proteste le général Koeltz le 17 janvier 1943. Tout fait défaut, en effet, et en particulier les moyens automobiles, remplacés « par des convois camelins requis[22] ». Même chose pour les chaussures, dont de nombreuses sont si usées qu'elles sont « complètement inutilisables[23] », pour l'essence, voire parfois pour les vivres, comme en fait l'expérience le détachement Grosjean en mars 1943[24]. Face à cette situation critique, Eisenhower autorise Britanniques et Américains à dépanner les Français, selon leurs possibilités. C'est ainsi que le général Anderson offre 20 camions au général Juin pour Noël[25]. Ces approvisionnements au compte-gouttes permettent à l'armée française de poursuivre la lutte, mais sa dépendance à l'égard de ses alliés n'atténue guère le sentiment de précarité. Mobilisées dans l'urgence au lendemain du débarquement allié, les unités françaises sont en outre dans l'ensemble insuffisamment préparées. Les appelés et les volontaires, notamment, sont de piètre qualité et n'ont eu le temps de recevoir qu'une formation rudimentaire. Au Corps franc d'Afrique en particulier, créé le 25 novembre 1942 pour accueillir les réprouvés de Vichy qui ne peuvent s'engager dans l'armée d'Afrique (les Juifs, les gaullistes d'Afrique du Nord, les républicains espagnols…), le général de Monsabert observe début janvier 1943 que, sur les 4 500 hommes que compte son unité, « plus des trois quarts ne sont pas instruits[26] ». Les réservistes sont certes meilleurs connaisseurs de la chose militaire, mais souvent en piètre condition physique du fait des pénuries alimentaires provoquées par le conflit. Surtout, troupe comme cadres méconnaissent la pratique de la guerre moderne. Et alors que dans les immensités peu peuplées de l'Afrique du Nord les Allemands utilisent abondamment mines et pièges, les unités françaises, faute de spécialistes assez nombreux, doivent être instruites par des officiers britanniques[27]. L'apprentissage de la guerre des sables se révèle dès lors parfois douloureux. La division de marche de Constantine est ainsi contrainte en février de se replier précipitamment, à pied et dans le désordre, de Sbeïtla sur Bou Chebka et de Gafsa sur Dernaia. « La hâte avec laquelle ces replis ont été décidés n'a pas manqué de laisser à tous une

pénible impression de défaite[28] », déplore ainsi le général Marie Joseph Édouard Welvert.

Tensions entre alliés

Cette guerre et ses enjeux provoquent sur le terrain certaines tensions entre cobelligérants.

Dans les rangs alliés, tout d'abord, en raison des variations d'expérience combattante pendant les premières années du conflit. Agacés par ce qu'ils considèrent comme de l'arrogance de la part des Américains, les Britanniques ne peuvent réprimer une légère satisfaction à l'annonce des déboires rencontrés par les Yankees lors de leurs premiers engagements contre les troupes allemandes. Ils perçoivent en effet dans ces mésaventures une justification de leurs propres échecs. « C'est toujours la même histoire, un manque d'entraînement approprié allié à l'absence d'expérience au combat, en relation avec un niveau de vie trop élevé. Ils passaient lors de leurs premiers engagements juste par ce par quoi nous étions également passés. […] Cela leur a pris du temps, mais moins que nous[29] », relève Montgomery. Échaudés par la cinglante défaite de 1940 et par les errances du commandement français lors de l'opération « Torch », les Alliés nourrissent des doutes légitimes à l'égard des compétences militaires et de la résolution des Français et confinent initialement ces derniers dans des tâches subalternes, leur demandant notamment d'assurer la sécurité des unités alliées en Tunisie. Même au sein de la 8e armée, « les Anglais n'ont guère confiance en nous et non sans droit[30] », regrette Diego Brosset qui commande alors la 2e brigade française libre. L'anglophobie française, quant à elle, est profondément ancrée. Selon le récit du général Clark, Giraud intervient auprès d'Anderson pour demander que les troupes françaises ne soient pas placées sous commandement britannique, car cela serait susceptible de provoquer des ressentiments. « Souvenez-vous qu'il n'y a pas encore bien longtemps, les Français combattaient les Britanniques en Syrie. Beaucoup de mes hommes n'ont pas oublié l'attitude des Anglais vis-à-vis de la marine française à Mers el-Kébir et à Dakar[31] », plaide-t-il le 28 décembre 1942. Les obstacles linguistiques, par ailleurs, ne facilitent pas la communication. « Malgré la cordiale camaraderie dont font preuve en

toute occasion les cadres de tous grades de l'armée américaine, la liaison avec celle-ci demeure très imparfaite. Les difficultés résultent de la différence de langage ; le manque de moyens radio pour relier nos PC avec ceux des Alliés et l'insuffisance de véhicules de liaison tout-terrain pour l'envoi d'officiers auprès d'eux sont certes à la base de cette insuffisance. Quoi qu'il en soit, il a été impossible au commandant du groupement de connaître non seulement l'heure mais aussi le jour de l'opération avant son déclenchement[32] », observe ainsi le colonel Daunay.

Enfin, la collaboration entre Italiens et Allemands se caractérise par son déséquilibre. Les Allemands n'ont que peu d'estime pour les qualités militaires des Italiens. Un officier de renseignements écrit ainsi : « Il convient de traiter les Italiens comme des enfants. Ils sont complètement inutiles comme soldats, mais au moins, ils sont d'excellente compagnie[33]. » Plus magnanime pour la base, Rommel réserve ses critiques et sa morgue aux officiers et aux dirigeants politiques, dont il critique la conduite de la guerre : « Le soldat italien était plein de bonne volonté, sans égoïsme, excellent camarade. […] Enfin, entre le mode d'existence des soldats et celui des officiers existait une disparité choquante, dont les conséquences étaient catastrophiques. Alors que les hommes devaient se passer de "roulantes", les officiers italiens, ou en tout cas bon nombre d'entre eux, continuaient à exiger des repas comportant plusieurs plats[34] ! » Les Italiens, de leur côté, mesurent la supériorité au feu des Allemands[35].

Quels que soient leur expérience ou leur entraînement, tous sont confrontés à l'extraordinaire rigueur du désert et doivent apprivoiser cet environnement hostile.

Apprivoiser un environnement hostile

« Il faut avoir vécu dans le désert pour connaître la souffrance, alors vous pourrez dire, moi j'ai souffert, et quelle souffrance ! Pas d'eau ou très peu, rien d'autre que nos propres ressources[36] », estime Duard Macario, combattant de la France libre. « Notre ennemi, c'était le désert[37] », confirme Jean Roquelle, un de ses frères d'armes.

La chaleur, qui atteint jusqu'à soixante degrés à l'ombre l'après-midi de mai à octobre, accable. Inondant de lumière ces vastes étendues, le soleil

brûle et aveugle. « Pendant les heures chaudes de la journée, nous sommes tellement éblouis par la réverbération des sables, que nos yeux sont comme incendiés de clarté. À tâtons, semblables à des aveugles, nous cherchons péniblement notre chemin au milieu de l'insoutenable éclat qui rayonne de toutes parts et brûle nos paupières mi-closes[38] », confie encore Duard Macario. Mais si dans le désert l'été est brûlant, l'hiver est froid et humide. En décembre 1942, les Britanniques, ayant « sous-estimé la fraîcheur du climat nord-africain[39] », sont ainsi contraints de réclamer des dessous en laine. Les troupes françaises, engagées à partir de décembre 1942 et habillées de bric et de broc, souffrent de l'humidité en particulier lorsque « cette pluie incessante qui traverse les sombres et tristes bois, dégouline de nos tentes, et vient nous chercher la nuit dans nos abris enterrés[40] ». Le froid et l'humidité provoquent de nombreux cas de pieds de tranchée, en particulier parmi les troupes sénégalaises[41].

Plus encore que les températures extrêmes, le vent, la poussière et le sable empoisonnent le quotidien des combattants du désert. Les vents modifient tout d'abord la topographie en déplaçant les dunes, faisant et défaisant les vallées et les pistes, ce qui contribue à désorienter les soldats. Surtout, avec le vent, le sable s'infiltre dans le moindre interstice, altère nourriture et boissons, irrite les corps : « Le sable, écrit le Britannique J. H. Witte, se fraie un chemin partout, dans les instruments médicaux, les bandages, la nourriture, les véhicules, les armes, les yeux, les oreilles, les nez[42]. » Jean-Mathieu Boris décrit quant à lui les fréquentes tempêtes de sable : « On voit, au loin, un mur rougeâtre qui se rapproche peu à peu. Quand il arrive sur nous, l'obscurité devient quasi totale. Impossible de se déplacer, il faut attendre. Le sable pénètre partout, nez, oreilles, mécanismes des véhicules, notamment les delcos et les vis platinées qu'il faut ensuite nettoyer. Toute nourriture qui n'est pas dans des boîtes de conserve est immangeable[43]. »

Dans cette chaleur, restes de nourriture, excréments et corps vivants ou morts attirent des hordes de mouches que les hommes peinent à supporter. « Faisant oublier la perte de Tobrouk, l'offensive allemande en Russie, la possibilité d'un second front, les millions de mouches qui gênent les combattants du lever du soleil au crépuscule sont dénoncés comme le principal ennemi, plus encore que Rommel. Comme un brigadier le fait

remarquer, “nous pouvons battre Rommel mais pas les mouches”[44] », rapportent les Néo-Zélandais dans leur correspondance. Elles sont « dégoûtantes, opiniâtres et un fléau atroce[45] », consigne encore le récit héroïque de l’épopée de la 8e armée publié en pleine guerre par les services de propagande britanniques. L’infiltration continuelle du sable et les morsures de puces des sables provoquent en outre des affections cutanées, les *desert sores*, généralement bénignes mais pénibles[46].

Loin de tout

Dans l’immensité du désert, loin des bases, la question du ravitaillement des combattants se pose avec acuité. Alors que près de 2 300 kilomètres séparent Tripoli, principale base arrière des Italiens, et Alexandrie, celle des Britanniques, les lignes de communication s’étendent parfois sur plus de 800 kilomètres. Plus les armées s’éloignent de leur base pour défier l’ennemi, plus les difficultés d’approvisionnement s’accroissent et plus celles de l’ennemi s’amenuisent. Les affres du ravitaillement altèrent le quotidien des combattants. Dans les rangs alliés, si la nourriture est généralement en quantité suffisante, l’alimentation est très monotone en raison des contraintes de transport et de celles liées au climat, plus encore que sur d’autres théâtres d’opérations. Loin des lieux habités, il est très rare que les hommes puissent se sustenter de viande et de légumes frais. Les soldats américains se lassent rapidement de la ration C. Ambulancier servant au sein de la 8e armée, Caleb Milne confie ainsi à sa mère se nourrir exclusivement de *corned beef* et de biscuits dits *« dog biscuits »*. Il chérit alors les boîtes de Nescafé envoyées par sa famille comme un « rare trésor[47] ». De manière similaire, les Britanniques sont ravitaillés quasi exclusivement en boîtes de conserve et aliments secs – Graham évoque le « régime spartiate » du désert, composé de thé, de biscuits et de viande bouillie. La puissance économique des Alliés permet cependant d’améliorer parfois l’ordinaire, *via* notamment l’instauration de magasins tenus par les Navy, Army and Air Force Institutes (NAAFI), dans des huttes de bois où sont vendus nourriture, boissons, vêtements, bottes, ou encore tapettes à mouches, etc.[48]. Du côté de l’Axe, la piètre qualité du ravitaillement pèse plus encore sur le moral des hommes. L’intendance italienne ne suit pas :

les repas sont irréguliers, moins riches que ceux des Alliés, et les hommes doivent souvent se contenter de conserves froides[49], ce qui les conduit parfois, selon Rommel, à « mendier auprès de leurs camarades allemands les nourritures qui leur faisaient défaut[50] ». Pourtant, dans les rangs allemands également, la « nourriture est mauvaise et il n'y en a vraiment pas assez. Le matin, nous avons une boîte de sardines ou un morceau de pain et du fromage. Puis, nous n'avons rien pendant toute la journée avant le soir, où nous recevons un bol de soupe. C'est tout[51]. » Les médecins notent par ailleurs que la nourriture reçue, trop grasse pour le climat, provoque des ulcères à l'estomac. L'eau est rare et souvent insalubre, et il est indispensable de la faire bouillir. Si pour les Britanniques le thé du désert (*desert brew*) devient une institution, et sa préparation « un rituel[52] » qui contribue à renforcer les liens entre les hommes, en l'absence de café les Allemands concoctent quant à eux un breuvage à partir de glands qu'ils appellent *Muckefuck*, soit littéralement, en dialecte rhénan, « terre marron pourrie[53] ». Néanmoins, le troc permet parfois d'améliorer un peu l'ordinaire. Le thé devient une véritable monnaie d'échange avec les nomades qui, semblant surgir de nulle part à l'approche des colonnes alliées, offrent en retour des œufs, des poulets ou encore des navets[54]. La capture des positions ennemies offre parfois quelques festins. Dans sa retraite après la perte de Tobrouk, l'armée britannique abandonne aux Allemands des tonnes de munitions, armes et nourriture[55]. Lors de la prise de Gadhamès, fin janvier 1943, les Français libres se régalent des vivres accumulés par les Italiens : « 1 200 litres d'anis, appelé ici arak, plusieurs barriques de vin, des bouteilles de liqueurs, d'apéritifs, des dizaines de kilos de bonbons et d'imposantes meules de parmesan, l'abondance après la disette[56] ! »

En raison de la rareté de points d'eau dans le désert, l'hygiène des combattants laisse à désirer. Les hommes ne se lavent pas des semaines durant, ou ont parfois recours à des expédients radicaux. « Pendant tout ce temps, confesse le médecin britannique J. D. P. Graham, je ne me suis rarement lavé autrement qu'avec un gant humide et un peu d'eau qui était passée par le radiateur d'un camion. Une fois, je me suis rasé avec une tasse d'eau chipée d'un radiateur, un vieux blaireau et un morceau de savon desséché. Certains gros bras se lavent avec du pétrole s'ils pensent

qu'aucun chef ne les regarde, mais le danger de feu est extrême. Je n'ai essayé qu'une seule fois et l'alcool piqua ma peau de manière abominable[57]. » Les conditions climatiques affectent de surcroît les organismes et affaiblissent sensiblement les belligérants. Dans l'armée britannique, les admissions pour maladie excèdent ainsi celles pour blessure au combat. En février 1943, par exemple, le service de santé recense 29,25 admissions pour 1 000 combattants par an pour maladie, contre 3,39 pour 1 000 pour blessure due au feu ennemi et 6,13 pour blessure non causée par l'ennemi[58]. Parallèlement, au sein de l'Afrikakorps en septembre 1942, 11 054 des 54 000 Allemands sont malades[59]. En moyenne, entre octobre 1941 et décembre 1942, le taux de maladies s'élève respectivement à 52 pour 1 000 hommes par mois pour les Britanniques et 133 pour les Allemands. S'il n'existe pas de statistiques dans les rangs italiens, l'état de santé des prisonniers de guerre et les rapports des services secrets laissent à penser que la situation sanitaire de l'armée italienne est encore moins bonne que celle des Allemands[60].

Aussi la situation sanitaire constitue-t-elle un enjeu capital. Forte de son expérience coloniale et en particulier d'une meilleure connaissance des climats chauds, mais également plus attentive au bien-être de ses soldats, l'armée britannique scrute avec vigilance l'hygiène des troupes et, comme le montrent ces quelques statistiques, parvient à préserver de meilleures conditions sanitaires[61]. Elle encourage notamment la construction de latrines à proximité des campements et multiplie les campagnes d'éducation à l'aide de tracts, posters, pamphlets, encarts dans les journaux destinés aux soldats, conférences et même quelques films documentaires[62]. Le court film réalisé par Walt Disney, *The Winged Scourge*, vise ainsi à informer les soldats des moyens de prévenir la diffusion de la malaria. De la même manière, afin de se prémunir de la dysenterie, on apprend aux soldats à protéger leur nourriture des mouches et à purifier leur eau ; les porteurs connus de la maladie sont interdits de partager leur nourriture[63].

Oasis

La guerre menée dans le désert impose de longs et éprouvants déplacements et soumet les corps à de rudes fatigues. Loin des villes et des

hommes, au rythme imposé par le soleil et la chaleur, les jours défilent de manière monotone, lentement. Ils débutent tôt, avant le lever du soleil, vers 5 heures. Après le petit déjeuner, les caravanes s'ébranlent lentement. Elles parcourent parfois plus de 150 kilomètres dans la journée ou doivent se contenter de 50 kilomètres, en fonction de la qualité des pistes et des aléas mécaniques[64]. Avant la tombée de la nuit, vers 17 heures, les campements sont établis, les réparations éventuelles réalisées, les précautions de camouflage adoptées et, enfin, le repas du soir préparé. Certains convois sont à l'inverse organisés de nuit pour se prémunir des attaques de l'aviation ennemie et ménager un effet de surprise. En dehors de ces déplacements nocturnes, lorsqu'à 18 heures une nuit d'encre s'abat sur le désert, les hommes n'ont d'autre distraction que de dormir. Aussi, dans « l'éternelle, dure monotonie du désert libyen[65] », la « solitude du désert[66] » et l'ennui guettent. « Le désert, omniprésent, sature la conscience à un tel point qu'il rend l'esprit lui-même stérile. C'est alors qu'on réalise à quel point on vit à travers nos sens. Ici, il n'y a rien pour reposer ou distraire l'œil, rien à entendre à part le rugissement des moteurs des véhicules, et rien à sentir à part le carbone des pots d'échappement et la puanteur de l'essence[67] », analyse le Britannique Crimp.

Dès lors, les rares moments passés en ville à l'occasion d'une permission sont savourés. Afin d'éviter le désœuvrement, les bagarres provoquées par une consommation excessive d'alcool et la fréquentation de prostituées, les autorités alliées s'efforcent de contrôler les activités des soldats et leurs interactions avec la population locale en créant des lieux de rencontre réservés aux soldats et en leur proposant des activités récréatives[68]. L'armée britannique installe ainsi des camps de tentes ou de baraques autour du Caire, à Héliopolis ou à Almaza, dans lesquels les hommes peuvent pratiquer du sport ou fréquenter des bars servant bière et whisky. À Casablanca, de même, l'Union Jack Club offre des activités sportives et de trop rares distractions culturelles (cinéma, musique, presse). Des visites touristiques sont également organisées. Au Caire, par exemple, l'Empire Services Club et la Young Christian Men's Association proposent des expéditions d'une demi-journée ou d'une journée pour découvrir la grande pyramide de Gizeh, Memphis ou encore le barrage du delta du Nil[69]. Mais nombre de soldats aspirent avant tout à retrouver les plaisirs simples

du quotidien d'avant la guerre et à jouir du confort relatif des cités nord-africaines. Une douche ou un bain constituent un premier bonheur. Alcools et plats cuisinés permettent plus encore de s'évader du conflit. Au Caire, des restaurants et des bars aux noms évocateurs, tels Home Sweet Home ou Old England s'échinent, avec les denrées disponibles, à servir des plats qui donnent aux Britanniques un petit goût de chez eux[70]. Car c'est bien l'ordinaire de l'arrière qui leur manque tant.

Pour certains, ces permissions sont aussi l'occasion de fréquenter des prostituées. Les *bordellos* de Tripoli, le quartier de Clot Bey au Caire – où les prostituées hèlent les hommes depuis leur balcon –, les cabarets de Berka[71] ou encore les prostituées enregistrées d'Alger, Casablanca et d'Oran attirent des milliers de soldats alliés. Redoutant le développement de maladies vénériennes qui menaceraient l'efficacité de la troupe, les autorités militaires s'efforcent d'encadrer ce recours à la prostitution. Alors que dans l'ensemble de l'Afrique du Nord celle-ci est légale et réglementée, elles récusent l'hypothèse de la prohiber totalement, en raison notamment de l'opposition des Français. À cela s'ajoute la persistance de l'idée que le maintien de relations sexuelles est essentiel au bien-être des soldats. Les Américains choisissent alors de décréter certains quartiers *off limits* pour leurs troupes et de réserver à ces dernières les maisons closes les plus réputées. Cela leur permet d'exercer un contrôle médical plus minutieux que les examens sommaires réalisés par les Français[72]. De même, les Britanniques, confrontés à un doublement du taux de contamination vénérienne parmi les hommes, militaires comme civils, accroissent le contrôle sanitaire des prostituées et entreprennent une vaste campagne de propagande fondée sur la responsabilisation des hommes, rappelés à leur devoir de mari, de père, de soldat et de citoyen[73]. Néanmoins, l'essor de la prostitution clandestine dans les hôtels, les cafés, voire dans les rues sous l'effet conjugué de la pauvreté aggravée par le conflit, de la hausse des prix consécutive à l'arrivée des Alliés et de l'afflux de réfugiées européennes empêche un contrôle sanitaire total. Comme dans le cas américain, pourtant, l'incidence des maladies vénériennes sur la troupe (40 ‰ en 1941 et 25,6 ‰ en 1942 pour les Britanniques[74]) n'a aucune commune mesure avec les taux extrêmement élevés rencontrés à partir de 1943 en Italie[75]. De son côté, pour se prémunir des conséquences des maladies vénériennes, la

Wehrmacht reproduit en Afrique le système de bordels militaires exclusivement réservés aux soldats expérimenté en Europe[76]. À Tobrouk ou à Marsa Matruh, par exemple, sont installées des maisons closes réunissant des prostituées recrutées localement, que sont autorisés à visiter Allemands et Italiens.

Ces distractions, trop rares, peinent néanmoins à estomper les fatigues de la guerre dans le désert.

Une expérience déroutante

La modernité et la mécanisation de la guerre menée dans ces immensités désertiques ont quelque chose de déroutant. Alors que le sable s'étend à perte de vue et que nulle végétation ne permet de s'abriter, le danger peut surgir à chaque instant, et en particulier du ciel, que les combattants apprennent vite à surveiller. « Le danger était toujours là, comme un serpent tapi quelque part, le long du chemin[77] », relate le reporter de guerre américain Ernie Pyle. Les bombardements sèment parfois la panique, du côté des Alliés comme dans les rangs allemands. « Mais quand nous nous sommes rapprochés à environ 1 000 mètres du terrain plat hors de Métameur, l'enfer se déchaîna. L'ennemi nous frappe avec l'artillerie d'une manière que nous n'avions encore jamais connue. Soudain, les chasseurs-bombardiers firent leur apparition. Ils voletaient au-dessus du champ de bataille à basse altitude et causèrent toute sorte de dommages dans nos rangs. Leurs roquettes faisaient un bruit sourd sur l'acier et le tordaient comme du papier[78] », relève Hermann Frömbgen, chef de char à la 21e *Panzerdivision*.

Les hommes redoutent également les mines, dont les sols sont truffés, et qui imposent une attention de tous les instants. « Les Allemands avaient miné le pays derrière eux comme on ne l'avait jamais vu auparavant. Nos troupes n'avaient tout simplement pas le temps de passer chaque centimètre carré de terrain au détecteur de mines et elles devaient donc découvrir les champs de mines en tombant ou en roulant dessus. Naturellement, il y avait des pertes, mais pas autant qu'on pourrait le penser – juste quelques hommes chaque jour. Le plus grand dommage était d'ordre psychologique –

l'intense vigilance que nos troupes devaient maintenir[79] », observe ainsi Ernie Pyle.

L'incongruité de ce déluge de feu et d'acier dans l'immensité aride du désert frappe de nombreux observateurs. Comme Caleb Milne qui observe que « les carcasses de tanks, d'autos et d'avions disséminées dans le paysage semblaient bizarres et irréelles[80] », ou encore Duard Macario qui s'émeut de la beauté de cette « illusion d'un gigantesque feu d'artifice[81] », nombreux sont ceux qui sont fascinés par le fantastique spectacle des combats en ce lieu insolite.

En quête de sens

Il se révèle souvent bien difficile pour les combattants de donner du sens à cette guerre qui se déroule à des milliers de kilomètres de chez eux, dans un environnement aussi étranger. Comment en effet saisir l'importance de la conquête d'un fort ou d'un passage en montagne au beau milieu du désert ? Pour les Alliés s'ajoute la difficulté, loin de l'Europe occupée, loin des régions habitées, de concevoir l'impératif de libérer le vieux continent du joug allemand ou encore de lutter pour la préservation de la démocratie.

Après plus de deux années dans le désert, l'armée britannique traverse à l'été 1942 une crise majeure, et l'accumulation des défaites est alors expliquée par un manque de discipline et la faiblesse du moral. Claude Auchinleck estime en effet que 88 % des pertes de son armée au cours de l'été sont constituées par des disparus ou des hommes s'étant rendus[82] et réclame à ce titre la réintroduction de la peine de mort[83]. Cette option n'est pas soutenue par les autorités, à Londres, qui au contraire s'attachent à remédier à cette crise du moral en conférant du sens aux combats menés dans le désert[84]. Il importe que l'individu « se discipline lui-même et ceci n'est possible que si l'individu a appris à comprendre et à respecter la cause pour laquelle il combat et à être fier de son armée, de son unité et de lui-même[85] », considère alors l'état-major britannique après les défaites subies en Cyrénaïque. Montgomery, qui remplace Auchinleck en disgrâce pour n'avoir su enrayer cette crise de moral et ces défaites, s'attache précisément à rendre ses hommes « si inspirés qu'ils veulent tuer[86] ».

Les autorités américaines, quant à elles, redoublent d'efforts pour convaincre des soldats majoritairement persuadés que le principal ennemi est japonais et non allemand de la pertinence de l'engagement en Afrique[87]. Caleb Milne, qui à la chute de Tripoli s'émeut de la reprise rapide des échanges et sympathise de son côté avec des Italiens, s'avoue « complètement incapable de saisir la guerre ». « Quelle est la motivation ? Je crois que celle-ci s'est épuisée d'elle-même après quatre années[88] », confesse-t-il. Le *Pocket Guide to North Africa* s'attache dès lors à donner au soldat américain « une meilleure compréhension des raisons de son engagement ici » et n'hésite pas à affirmer qu'« aucune autre force américaine n'a reçu de mission plus importante[89] ». Afin, là encore, d'inviter les hommes à réfléchir au sens de la guerre, les services du moral de l'administration américaine sur le théâtre d'opérations nord-africain organisent un concours récompensant les meilleurs essais justifiant les combats menés. L'efficacité de ces récits performatifs est douteuse et l'état-major américain est contraint de constater en 1943 que « pour le soldat Lambda, la Tunisie est juste cet endroit étrange d'où il voudrait déguerpir au plus vite[90] ». Néanmoins, l'ascendant pris en ce début de 1943 sur les forces de l'Axe permet de maintenir la cohésion de l'armée américaine.

Dans les rangs français, l'occupation de la métropole, les centaines de milliers de prisonniers de guerre retenus en Allemagne ou encore l'humiliation de la défaite de 1940 sont autant d'incitations à combattre. Les Français libres, tout d'abord, se sont engagés, par refus de la défaite, pour libérer la France. Ce corps qui se veut à la fois idéaliste et pragmatique est mû par des « positions de base » rappelées par le général de Larminat dans une circulaire adressée le 15 juin 1943 aux FFL : « Le refus d'accepter la domination de l'ennemi, la volonté intransigeante d'employer contre cet ennemi tout ce qui peut être récupéré de la force française, et de l'employer suivant les formules les plus efficaces, le désir ardent d'être en communion constante avec l'âme de la Nation qui souffre et résiste, la volonté de collaborer demain à la reconstruction du pays dans une atmosphère assainie, où les intérêts de la communauté prévaudront sur les égoïsmes sans que pour cela l'individu soit étouffé[91]. » Pareillement désireux de libérer la métropole, les cadres de l'armée d'Afrique ont à cœur de prouver, par leur belle conduite au feu, que l'armée française n'a rien perdu de sa superbe.

« Il importe de montrer à nos alliés que l'armée française d'Afrique est fidèle à ses glorieuses traditions de courage et d'élégance militaire[92] », rappelle ainsi le général Welvert à ses troupes. Il s'agit également de montrer que la qualité militaire de l'armée d'Afrique n'a rien à envier à celle des Forces françaises libres et de justifier ainsi le choix attentiste de ces militaires jusqu'en 1942. Pour autant, l'absence de renforts et la vétusté de l'armement font craindre l'abandon, voire le sacrifice des troupes engagées en Tunisie et entament le moral des forces françaises. Louis Koeltz s'en fait l'écho au major Prioux : « Le bruit est parvenu jusqu'à nous et s'est répandu dans les unités, que quelles que soient nos pertes nous ne recevrions pas de renforts et que le matériel qui serait donné par les Américains serait entièrement réservé pour la future Grande Armée d'Afrique du Nord. […] Nos hommes en viennent cependant à se demander si leurs efforts ne sont pas trop chèrement payés, et leur moral en souffre[93]. » Les troupes françaises ont « l'impression d'être inutilement sacrifiées[94] ». Cinq cas d'accidents par arme à feu considérés comme suspects recensés entre le 14 et le 31 décembre 1942[95] ainsi que de nombreuses désertions[96] témoignent de la fébrilité des troupes françaises et préoccupent les autorités.

S'agissant des combattants de l'Axe, s'est enracinée une image diamétralement opposée, le mythe de l'infaillibilité des soldats allemands se nourrissant des préjugés à l'encontre des combattants italiens[97]. D'un côté, et en dépit de l'enjeu décisif que constitue pour l'Italie la défense de son empire méditerranéen, s'est imposée l'idée selon laquelle le moral italien fut généralement maussade[98] et que la défaite en Afrique du Nord a provoqué un certain soulagement parmi une troupe lasse et désabusée. De l'autre, le mythe de l'invincibilité de l'Afrikakorps, forgé pendant la guerre et entretenu après celle-ci, contribue à propager la vision d'une détermination absolue de ses combattants. En soulignant l'exotisme de la guerre du désert, les Allemands accentuent l'image conquérante de leurs combattants érigés en aventuriers. Rommel, figure centrale de la propagande allemande depuis l'écrasement de la France en 1940, un des principaux artisans de ce mythe – ainsi que de son propre mythe –, n'hésite pas à affirmer qu'à « l'appel du Führer, [les troupes] étaient prêtes à se sacrifier jusqu'au dernier homme, conformément aux ordres reçus[99] ». La

fidélité à celui-ci, la rigueur de la discipline, la confiance acquise dans les succès engrangés jusqu'en 1942 et la croyance dans la justesse du combat nazi entretiennent certes la motivation au combat de l'armée d'Hitler[100]. Georg Stumme, qui commande la *Panzerarmee Afrika* en l'absence de Rommel, estime ainsi que « le sentiment de complète supériorité morale sur l'ennemi doit être réveillé et promu chez tout soldat du plus haut gradé au plus jeune homme. De la supériorité morale découle le sang-froid, la confiance, l'autonomie et l'inébranlable volonté de se battre. C'est le secret de toute victoire[101] ». Pour autant, les soldats allemands n'échappent pas, eux non plus, à certaines défaillances.

Névroses de guerre

La rigueur de l'environnement, l'âpreté des combats et les interrogations sur le sens de la guerre menée dans le désert imposent des contraintes telles sur le psychisme des combattants que certains d'entre eux craquent et sont incapables de demeurer au front. Le psychiatre américain Hanson décrit ces hommes « qui marchaient, découragés, de l'ambulance à la tente d'accueil, les épaules abaissées et les têtes courbées. […] Leurs visages étaient sans expression, leurs yeux blancs et aveugles et ils voulaient juste s'endormir là où ils étaient[102] ». D'autres combattants développent des syndromes alors qualifiés d'« hystériques » et se manifestant par des troubles plus marqués tels des tremblements, des troubles du langage, de l'audition ou de la vue, voire des paralysies. Grinker et Spiegel, eux aussi américains, rapportent le cas d'un patient de 32 ans admis à l'hôpital à Alger après les combats près de Sedjenane, au nord de la Tunisie, incapable de parler et dont les mains et les lèvres tremblent violemment dès qu'on le touche[103]. D'autres encore présentent des syndromes d'ordre psychosomatique. Le médecin du *Panzergruppe Afrika* mentionne dans son journal : « À l'hôpital de campagne, de très impressionnantes images de problèmes cardiaques et cardio-vasculaires (physiques ?), dont les cas sont rapportés en nombre croissant depuis deux semaines. Il semble qu'ils sont causés par les conditions particulières du théâtre d'opérations africain. Quelles en sont les causes ? Une tension du système cardio-vasculaire, un manque de vitamine B, la pression sur les

nerfs des soldats ? À transférer en Europe dès que possible. Les Italiens parlent de “cœur de Tobrouk”[104]. » Le conducteur Werner Mork se souvient par exemple s’être retrouvé « soudainement dégoulinant de sueur » et terrassé par une violente douleur à la poitrine, à tel point qu’il est contraint de céder le volant. Arrivé à l’hôpital, le médecin qui l’examine ne trouve rien et lui indique qu’il est peut-être un « simulateur », ce qu’« il n’espère pas dans son propre intérêt car ce serait alors très mauvais pour lui ». La douleur disparaît soudainement et il se sent alors « complètement épuisé et vidé[105] » mais est en mesure de reprendre son poste après un bref repos.

L’attitude des armées à l’égard de ces défaillances qui menacent leur efficacité oscille entre soin et répression disciplinaire. L’armée allemande, tout d’abord, semble avoir adopté des attitudes contradictoires à l’égard des soldats présentant des signes d’épuisement et/ou des troubles gastriques et cardio-vasculaires psychosomatiques. Un rapport du médecin chef du groupe de panzers italo-allemand préconise par exemple, le 2 juin 1942, de rapatrier en Europe tous les soldats malades si on pense qu’ils sont incapables de récupérer avant six semaines[106], mais le 7 juillet, le commandement ordonne le renvoi au front de tous ceux ne présentant pas de symptômes physiologiques[107]. Dans les rangs britanniques, en dépit de l’expérience de la Grande Guerre, des traumatismes présentés par les combattants du British Expeditionary Force en France et des avertissements du Directorate of Army Psychiatry, les leçons du premier conflit mondial ont largement été négligées et aucun service, au départ, n’est mis en place en Afrique. Ce n’est qu’en décembre 1942 que Londres consent à envoyer deux psychiatres. Le 28 juillet 1942, pourtant, le consultant en psychiatrie de la 8^{e} armée, le brigadier G. W. B. James, alerte le commandement : les cas d’épuisement ou de *« Not Yet Diagnosed »*, représentent de 7 à 10 % du total des pertes sur le front d’El-Alamein[108]. Confrontés à des soldats incapables de poursuivre le combat, abattus, tremblant, voire présentant des symptômes plus marqués, les médecins préconisent en effet le non-diagnostic, *«* NYD : *Not Yet Diagnosed »*, ou celui, non stigmatisant, de *« physical exhaustion »*[109]. Tout comme l’était celui de *shell shock* pendant la Grande Guerre, le concept est avant tout utilitaire. Samuel A. MacKeith, consultant britannique en psychiatrie auprès de l’Allied Forces Headquarters (AFHQ), invite ainsi les officiers médicaux des régiments à

abandonner les termes « effets d'une explosion » ou « effets du souffle [*blast*] » au profit de celui d'*« exhaustion »*, non parce qu'il le juge plus pertinent mais car « il importe de donner au soldat qui souffre d'une condition temporairement invalidante, mais principalement causée par l'épuisement, […] un diagnostic […] qui lui assurera un traitement non honteux et lui permettant d'espérer être de nouveau apte à retourner dans son unité en quelques jours[110] ». L'expérience de la Grande Guerre joue en revanche dans la mise en place du protocole de prise en charge. Les médecins préconisent un traitement près du front, permettant certes aux hommes de se reposer, mais préservant une ambiance et une discipline militaire, afin de favoriser un retour plus rapide au sein de leurs unités. Il s'agit en effet de « prévenir toute rechute et de cultiver de nouveau une attitude de soldat, la discipline, l'estime de soi et la fierté ». Les résultats sont encourageants : 45 % des soldats sont renvoyés dans leur unité après quelques jours, les autres étant évacués vers l'*advanced psychiatric wing* de l'hôpital général. Au sein de cette dernière, toutes les formes de psychothérapie sont employées : la persuasion, la suggestion, la rééducation ou l'analyse. Religieuses et médecins coopèrent pour favoriser le rétablissement des combattants, toujours dans « une atmosphère militaire » où « le patient ne doit pas oublier qu'il est un soldat et non un civil à demi entraîné[111] ». Si peu de soldats sont renvoyés en première ligne, 80 % sont réintégrés dans l'armée après traitement[112].

L'armée américaine, elle non plus, n'avait pas anticipé l'importance des problèmes psychiatriques provoqués par les combats en Afrique du Nord. Au cours des batailles d'El-Guettar et de Maknassy au sud de la Tunisie, les troubles psychiatriques représentent 20 % des évacuations du champ de bataille et certains jours, la proportion s'élève à 34 %[113]. En l'absence de personnel formé au niveau du régiment, voire de la division, les hommes sont tout d'abord évacués à l'arrière à Alger et seuls 3 % d'entre eux retournent ensuite au combat[114]. Envoyé sur place à la fin de 1943 pour remédier au problème, Frederick R. Hanson expérimente dans un centre d'évacuation (*corps clearing station*) près de Maknassy une thérapie fondée sur le repos. Dès les premiers moments de prise en charge au sein de ce premier centre d'évacuation, le patient est placé sous sédation, transféré vers l'hôpital d'évacuation où un traitement combinant sédation et

psychothérapie intensive pendant trois jours est mis en œuvre. À l'issue de ces trois jours, 30 % des soldats sont renvoyés au front, tandis que les autres sont évacués vers l'arrière pour un traitement plus long. Dans les rangs français, en revanche, aucune prise en charge psychique n'est envisagée. Si les cas les plus graves sont transférés à l'hôpital neuropsychiatrique Maillot d'Alger, ce n'est qu'en octobre 1944, soit près de deux ans après la reprise des combats par l'armée française, qu'un psychiatre est officiellement attaché à cette dernière[115].

L'expérience de la guerre du désert occupe une place majeure dans la mémoire des principaux belligérants. Elle joue en effet un rôle fondateur dans les rangs alliés. L'armée britannique, qui perd au total plus de 200 000 hommes entre 1940 et 1943, érige ainsi dès le conflit ses combattants du désert en modèle d'endurance et de bravoure, ce dont témoignent le film *Desert Victory* qui sort en 1943 et l'opus consacré à la 8e armée que le ministère de l'Information publie l'année suivante. L'expérience du désert qui, selon Stephen Bungay, sauve la réputation de l'armée britannique[116], est présentée comme un tournant, un nouveau départ qui mènera les soldats britanniques vers la victoire finale. L'armée américaine, quant à elle, fait brutalement l'expérience du combat contre les Allemands en Tunisie et perd un peu plus de 18 000 hommes, dont 2 715 morts. Mais ce terrible baptême du feu l'aguerrit. « Plus profondément [le soldat américain] s'enfonce dans la bataille, plus il devient un combattant[117] », écrit le reporter Ernie Pyle à l'intention de ses compatriotes. « Les soldats américains qui ont survécu aux rudes mois de janvier et février 1943 en Tunisie ne les oublieront jamais, et n'oublieront jamais la Tunisie. C'est en effet pendant cette période que dans les déserts et dans les montagnes d'un ancien pays, au milieu des ruines d'une civilisation romaine depuis longtemps disparue, les forces américaines ont pour la première fois croisé les armes avec les légions allemandes aguerries et appris la guerre de la plus dure des manières. Là, les soldats américains, souffrant des errances du commandement, de leur propre ignorance, de l'infériorité de leur équipement, chancelèrent dans la défaite mais se relevèrent pour la victoire[118] », estime le général Truscott. L'armée française, pour sa part, paie un tribut particulièrement lourd au cours de

combats menés sur le sol africain : elle perd ainsi plus de 16 000 hommes entre le 20 novembre 1942 et le 9 mai 1943, dont 991 morts et 6 985 disparus[119]. Mais ce sacrifice, qui a permis, il est vrai, d'accroître le crédit des Français auprès de leurs alliés, est perçu comme nécessaire à la rédemption et au relèvement de l'armée tricolore. Il est donc légitimé. « Les Alliés anglais et américains peuvent être fiers du succès qu'ils ont enlevé de haute lutte à force de méthode, d'opiniâtreté et d'organisation. Triomphe du courage calme, de la puissance du matériel et de la supériorité aérienne qui s'affirme de plus en plus indispensable : tels sont les traits essentiels et les raisons du succès. Mais le fait qui apparaîtra comme le plus caractéristique de la campagne et le plus significatif de la victoire est très certainement le redressement français. D'un bout à l'autre des six longs mois, au début comme à la fin, il est éclatant[120] », considère en ce sens l'office français d'information en 1945.

Enfin, en dépit de l'évacuation d'hommes et de matériel vers la Sicile, la défaite en Afrique du Nord affaiblit sensiblement l'Axe qui perd plus de 600 000 hommes dont plus de 250 000 prisonniers. Près de 100 000 Allemands sont capturés, un choc tel que certains de leurs compatriotes qualifient la déroute de « Tunisgrad ». Cette défaite dans le désert sonne aussi le glas des rêves impérialistes, sinon des ambitions guerrières des Italiens qui signent l'armistice le 3 septembre 1943. Au cours des trois années de guerre, c'est en effet l'équivalent de 26 divisions italiennes qui disparaissent[121]. Mais à l'heure où s'achèvent les combats en Afrique du Nord, c'est, une nouvelle fois, l'héroïsme des hommes qui est salué : Hitler loue le 10 avril 1943 « l'héroïque et impressionnante lutte de nos soldats en Tunisie » qu'il érige en modèle tandis que Mussolini vante la « résolution loyale et l'infaillible héroïsme[122] » des combattants italiens.

En définitive, quelle que soit l'issue des affrontements dans le désert, quels qu'aient pu être leurs doutes et leur volonté d'échapper à ce désert si inhospitalier, ce sont bien des héros qui, par leur bravoure et leur endurance, sont célébrés par les propagandes nationales.

*1. Par Julie Le Gac. La rédaction de ce chapitre a bénéficié des contributions inédites, présentées dans le cadre du programme « La guerre des sables » de l'École française de Rome

de 2012 à 2015 et citées au cours du texte, de Niall Barr, Richard Carrier, Jörg Echternkamp, Wolfgang Eckart, Jonathan Fennell et Hubert Heyriès.

Une guerre non européenne : Les troupes des colonies et des Dominions[*1]

Les effectifs

La guerre entre les grandes puissances européennes qui frappa l'Afrique du Nord à partir de l'été 1940 fut conduite, pour une grande partie des affrontements, par des soldats non européens. Les différents belligérants recoururent soit à des recrues locales issues des colonies d'Afrique du Nord, soit à des forces levées ailleurs, dans les multiples composantes de leurs empires respectifs, soit encore à des unités « transnationales ».

Les forces armées de la Grande-Bretagne et des Dominions furent assurément les plus diverses – et constituèrent une force véritablement multinationale : au fil de la campagne combattirent des divisions australiennes, néo-zélandaises, sud-africaines et indiennes, ainsi que des contingents de Français, de Grecs, de Polonais…, mais dans de moindres proportions. La contribution des Dominions représenta un élément indispensable dans la guerre du désert. C'est sur cette participation que les Anglais bâtirent une bonne partie de leur stratégie, notamment dans les premières années du conflit, quand la survie de la Grande-Bretagne n'était en rien assurée. Si l'armée canadienne fut absente de ce conflit, les trois « Dominions du Sud », plus petits, comptaient six divisions d'infanterie pour le Moyen-Orient : trois australiennes, deux sud-africaines et une néo-zélandaise.

À la veille de la guerre, les Dominions disposaient d'un peu plus de 201 925 hommes, soit à peu près 18 % du 1,1 million d'hommes que déployait l'ensemble du Commonwealth[1]. Toutefois, au sein des Dominions, le nombre de soldats en permanence sous les armes et parfaitement entraînés ne se montait qu'à 11 771. À eux quatre, les Dominions formaient donc l'équivalent de deux brigades – une division équivalant à cette époque à 15 000 hommes. Ces chiffres de départ, bien modestes, ne laissaient pas présager que ces pays fourniraient en Afrique, pendant plus de deux ans, le gros des forces d'infanterie opérationnelles dans le cadre de la 8e armée.

À presque tous les stades de la campagne d'Afrique du Nord, les troupes issues des Dominions et de l'Empire l'emportèrent numériquement sur celles qui provenaient du Royaume-Uni au sens strict. De février 1941 à novembre 1942, les Dominions fournirent ainsi plus de 100 000 hommes – et plus de 150 000 entre août 1941 et février 1942, une période critique pendant laquelle les forces alliées engagées dans le désert passèrent à l'offensive, contraignant Erwin Rommel à une longue retraite. En 1941-1942, ils représentaient à peu près 25 % des ressources disponibles en personnels, leur apport se montant à plus de 50 % de celui des Britanniques de décembre 1940 à février 1942[2]. Contrairement à leurs camarades du Royaume-Uni, les hommes des Dominions, dans leur écrasante majorité, n'étaient pas des volontaires mais des conscrits.

La plupart des hommes envoyés par les Dominions étaient par ailleurs des combattants, plus particulièrement des fantassins – l'infanterie, comme le fit remarquer le général Montgomery, est « l'arme la moins spectaculaire, et pourtant, impossible de gagner sans elle une bataille. Impossible à vrai dire de faire quoi que ce soit sans elle. Quoi que ce soit[3] ». Étant donné leur rôle et leur taux élevé de pertes, le recours en priorité à des fantassins, parmi les personnels des Dominions, eut des implications politiques évidentes. Car la pénurie d'hommes se fit sentir dans l'ensemble du Commonwealth au fur et à mesure que la guerre avançait. Outre l'obligation générale de veiller au bien-être de ses troupes, chaque Dominion dut tenir compte, quand cette pénurie devint criante, de considérations relevant de la politique intérieure. Au Canada et en Australie, l'héritage de la Grande Guerre et les problèmes qu'avait alors soulevés la

conscription pesaient lourd ; la Nouvelle-Zélande ne disposait que d'un contingent en hommes très limité et l'Afrique du Sud rencontra bien des difficultés pour recruter puis pour employer avec succès des troupes de couleur, sans parler de l'engagement des Afrikaners dans la guerre, qui n'allait pas de soi. Et si le Canada se tint en partie à l'écart des opérations terrestres en Afrique du Nord, c'est précisément parce qu'il avait en tête cette question de main-d'œuvre.

Si la domination anglaise sur l'Inde se retrouva contestée durant la Seconde Guerre mondiale, comme l'illustra le mouvement Quit India (« Quittez l'Inde »), l'armée indienne fournit pourtant des troupes non seulement pour l'Afrique du Nord, mais aussi pour la Birmanie, l'Asie du Sud-Ouest et le Moyen-Orient. Cette force, qui regroupait approximativement 200 000 hommes en 1939, en compta jusqu'à environ 900 000 à la fin de 1941. Contrairement aux colonies africaines de la Grande-Bretagne, le recrutement en Inde ne recourait pas à la conscription. L'armée indienne était par ailleurs complétée par plusieurs bataillons de Gurkhas issus du royaume indépendant du Népal[4].

Le premier adversaire de la Grande-Bretagne en Afrique du Nord, l'Italie, dut également relever le défi du recrutement colonial. Dans l'entre-deux-guerres, l'armée coloniale italienne avait constitué une force réellement « transnationale », reposant sur des recrues venant de Libye, d'Érythrée, de Somalie et des pays avoisinants qui n'appartenaient pourtant pas à l'Empire italien. Durant la période 1880-1943, l'Érythrée comme la Somalie ne comptaient guère plus d'un million d'habitants chacune. Du coup, les Italiens incorporèrent de nombreuses recrues venant du nord de l'Éthiopie et à un degré moindre du sud-est du Soudan, au sein d'unités censément érythréennes. Les Italiens s'étaient appuyés sur des troupes originaires d'Afrique de l'Est – principalement des Érythréens – dans leurs précédentes campagnes de conquête et de répression en Libye entre 1911 et 1932[5], mais, durant la Seconde Guerre mondiale, ils eurent besoin des ascaris d'Afrique de l'Est pour défendre leurs possessions coloniales dans cette zone[6]. C'est pourquoi l'armée italienne en Afrique du Nord fut composée uniquement de troupes métropolitaines et de forces recrutées localement, en Libye.

Les troupes libyennes qui avaient participé à la répression des révoltes survenues en Tripolitaine et en Cyrénaïque durant les années 1920 et au début des années 1930 étaient composées de volontaires. En juillet 1937, les autorités italiennes imposèrent trois mois de service militaire obligatoire en Tripolitaine, la région la mieux pacifiée de leur colonie nord-africaine. En avril 1939, la conscription fut étendue au reste de la Libye[7]. Parce qu'il existait localement de quoi alimenter la résistance contre les Italiens, la loyauté de la Libye en général et des troupes libyennes en particulier était loin d'être assurée dans le cas où la guerre éclaterait entre l'Italie d'une part et la Grande-Bretagne et la France d'autre part. Quelque 12 000 réfugiés cyrénéens vivaient alors en Égypte. Il n'était pas rare de voir les troupes libyennes de l'Italie combattre contre leurs propres familles, une éventualité qui devint réalité après la formation, en août 1940, de l'armée arabe libyenne, avec à sa tête la tribu Sanusi. Par ailleurs, des leaders cyrénéens exilés virent d'un bon œil l'entrée en guerre de l'Italie et se montrèrent impatients de reprendre leur lutte[8]. Il n'y avait pourtant pas d'autres troupes coloniales à envoyer en Libye. À la veille de l'entrée en guerre de l'Italie, on comptait à peu près 30 000 soldats libyens dans la colonie. Représentant environ 16 % des forces militaires dont le Duce disposait alors en Libye, ils servaient dans l'infanterie, dans l'artillerie ou dans les services de garnison, au sein de troupes montées, comme chauffeurs ou comme auxiliaires de toute sorte.

Comme les Anglais et les Italiens, les Français étaient habitués de longue date à s'appuyer sur des troupes coloniales. En septembre 1939, les Nord-Africains formaient 53 % du nombre total de soldats fournis par l'Empire français. Les autorités militaires françaises des colonies s'enorgueillissaient souvent par ailleurs de ce que l'ordre fût assuré au Maghreb par des troupes indigènes, qui rassemblaient environ 245 000 hommes au moment de l'armistice. Les troupes levées en Afrique avaient servi en Europe depuis les premiers temps de la guerre. En mai 1940, douze régiments nord-africains cantonnaient en métropole et totalisaient plus de 90 000 hommes, dont 83 000 étaient des Marocains. Plus de 2 500 furent tués et 18 000 faits prisonniers dans les premiers affrontements. Après la signature de l'armistice, les Allemands obligèrent les Français à réduire à 120 000 hommes leurs troupes nord-africaines. En

octobre 1942, l'armée coloniale française au Maroc fut officiellement limitée, conformément aux termes de l'armistice, à 21 598 Européens et à 22 676 Marocains[9]. Les troupes coloniales présentes en Afrique du Nord restèrent loyales à Vichy jusqu'au débarquement des Alliés en 1942, où elles passèrent du côté de l'amiral Darlan et du général Giraud. Elles restèrent à l'écart des combats jusqu'en 1943, au contraire des Forces françaises libres recrutées dans la zone subsaharienne de l'Afrique.

Les troupes coloniales jouèrent un rôle vital en venant soutenir la France libre. Eric Jennings a estimé qu'à peu près 27 000 soldats venus de l'Afrique-Équatoriale française et du Cameroun combattirent pour la France libre entre 1940 et 1944 – 10 000, voire davantage, étaient déjà sous les drapeaux quand ces colonies basculèrent du côté de la France libre en août 1940. Un contingent supplémentaire de 17 013 hommes fut recruté entre 1940 et 1943, un effectif qui représentait alors entre le tiers et la moitié des Forces françaises libres. Si les documents officiels enregistraient ces recrues comme « volontaires », il s'agissait en fait d'une conscription organisée par les chefs et les responsables locaux. Beaucoup s'enfuirent avant l'appel et le taux de désertion fut élevé[10].

Lors de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne possédait des colonies en Afrique et recruta localement des troupes pour les défendre. Mais en 1939, le Reich ne disposait pas d'armée coloniale : les forces non européennes utilisées par la Wehrmacht dans la guerre du désert provinrent en fait du Moyen-Orient. Le 21 mai 1941, Hitler ordonna d'envoyer une mission militaire en Irak pour travailler avec les éléments antibritanniques qui s'y trouvaient et rassembler des informations sur la région. En référence à son chef, le général Hellmuth Felmy, la mission fut nommée « Équipe spéciale F » (*Sonderstab F*). Le 1er juin, ledit général Felmy, 4 officiers d'état-major, 8 officiers, 24 sergents et plusieurs soldats de l'unité des forces spéciales *Brandenburger* arrivèrent à Alep, au nord de la Syrie, le jour même où prenait effet le cessez-le-feu entre les Britanniques et les forces irakiennes favorables à l'Axe. La mission était devenue sans objet avant même d'avoir pu atteindre sa destination. Malgré cet échec, ou parce qu'elle ne comprenait à ce stade aucun soldat arabe, l'« Équipe spéciale F » ne fut pas dissoute. Au contraire, elle commença à partir du 21 juin à

entraîner un petit groupe de volontaires arabes issus du Moyen-Orient pour mener des actions de sabotage et des opérations de commando à partir d'une base située au cap Sounion, au sud d'Athènes.

Le nombre des recrues augmenta peu avant décembre 1941. Fritz Grobba, le représentant officiel pour l'Orient du ministère des Affaires étrangères, indiqua en septembre 1941, dans un rapport au ministère, que 27 Arabes suivaient un entraînement au cap Sounion. Rudolf Rahn, précédemment délégué en Syrie du ministère allemand des Affaires étrangères, et le commandant Meyer-Ricks, premier officier supérieur au quartier général de l'« Équipe spéciale F », s'employèrent tous deux à choisir des candidats appropriés et à les envoyer s'entraîner en Grèce. Finalement, quelques membres de l'unité furent recrutés parmi les prisonniers de guerre[11]. Le groupe ainsi formé apparaît dans les documents allemands sous des appellations diverses : la « Légion arabe », la « Légion de l'Arabie libre » et le « Corps arabe de la liberté », mais il fut plus communément désigné sous l'appellation de « Département d'entraînement germano-arabe » (Deutsch-Arabische Lehrabteilung, ou DAL).

L'ultime feu vert pour déployer une Légion arabe fut donné par le Führer le 12 janvier 1942. Entre-temps, le grand mufti de Jérusalem, Amin al-Husseini, et l'ancien Premier ministre d'Irak, Rachid Ali al-Gillani, offrirent leur aide pour recruter des volontaires. Mais une lutte pour le pouvoir ne tarda pas à opposer les deux hommes, ce qui gêna considérablement le bon fonctionnement de l'unité. Toutes les tentatives de médiation du général Felmy échouèrent. La crise atteignit son paroxysme lorsque l'amiral Canaris, le chef des services de renseignements de l'armée allemande, demanda au ministère des Affaires étrangères, en octobre 1942, de mettre sur la touche le grand mufti. Néanmoins, la coopération sporadique d'al-Husseini permit d'accroître le nombre des volontaires qui se montait à environ 240 hommes en 1942.

Après des semaines d'entraînement et en raison de l'avancée des troupes allemandes vers le Caucase à l'été de 1942, l'« Équipe spéciale F », DAL inclus, reçut l'ordre de se rendre à Donetsk, sur le front de l'Est. Le grand mufti protesta – en vain – contre ce transfert en termes très vifs. Son ambition suprême était en effet d'assister à une campagne qui permettrait au DAL d'avancer par l'Égypte jusqu'au Moyen-Orient où il servirait de base

pour bâtir la nouvelle armée d'une « Grande Syrie » englobant également la Palestine et le Liban. À partir de là, l'Irak pourrait être libéré de concert avec les Allemands descendant du Caucase[12].

Le DAL resta pourtant à Donetsk, attendant l'ordre de faire mouvement vers le sud à travers le Caucase, ordre qui heureusement ne vint jamais. À l'automne de 1942, son transfert en Tunisie constitua une option qui suscita d'incessantes discussions entre Italiens et Allemands, sans aucun résultat. Début septembre, le transport du DAL vers la Sicile commença, mais la seconde partie du voyage, vers la Tunisie, fut retardée pendant tout décembre en raison des objections soulevées par l'Italie. Rome était bien consciente que le DAL risquait d'encourager un mouvement arabe incontrôlable pour l'indépendance, qui ne pourrait que contrarier ses ambitions coloniales en Tunisie.

Rudolf Rahn et Meyer-Ricks se revirent en Tunisie. Ce qu'ils avaient appris en Syrie les conduisit à formuler des recommandations différentes. Rahn avait d'abord jugé modeste la valeur au combat des Arabes de Tunisie et s'était prononcé contre l'augmentation du nombre de volontaires ; mais il accueillit désormais sans réserve le transfert du DAL en janvier, insistant pour que cette opération donne le signal d'une révolte arabe contre les Alliés qui emprunterait la forme d'une guérilla. Comme en Syrie, il recommanda d'armer les groupes arabes locaux. Rahn ne s'inquiétait pas d'éventuelles conséquences négatives, comme le pillage à l'encontre des colons français ou des pogroms antijuifs[13]. Meyer-Ricks plaidait au contraire pour le regroupement des volontaires en des endroits déterminés ; ils devraient recevoir une formation militaire avant d'être déployés en tant qu'éléments du DAL. Pour lui, la Syrie avait prouvé l'inutilité de groupes armés de partisans arabes[14].

Au lieu de se contenter d'intégrer les volontaires arabes dans le DAL, les Allemands créèrent un « Commandement des troupes germano-arabes » (KoDAT) quand celui-ci fit mouvement pour la Tunisie. Le but était de recruter environ 6 000 hommes pour le KoDAT en trois vagues, du 1er février au 1er mars. Les nouveaux volontaires, répartis par nationalités, devaient former trois bataillons ; un tunisien, un algérien et un marocain. Le nombre de volontaires posa finalement peu de problèmes pour former ces bataillons. En janvier, on comptait plus de volontaires ayant signé que les

centres de recrutement ne pouvaient en héberger. En conséquence, et compte tenu des appréhensions des Italiens, qui redoutaient la naissance d'un mouvement nationaliste arabe, les autorités allemandes décidèrent de ne pas donner d'écho au sein des populations arabes à l'arrivée du DAL[15].

En recrutant et en déployant en Afrique du Nord des troupes non européennes, chacune des grandes puissances européennes était donc mue par des considérations différentes. L'expérience de la guerre de ces contingents variait également beaucoup, même s'il existait, comme on va le voir, un certain nombre de points communs.

Sur le champ de bataille

Le déploiement de troupes non européennes en Afrique du Nord, dans des rôles subordonnés aux besoins respectifs de chacune des grandes puissances européennes, se caractérisa, à des degrés divers, par des tensions et par des frustrations. Certaines unités se distinguèrent par leur efficacité au combat, alors que d'autres se révélèrent tout à fait inopérantes. Tout dépendait de ces facteurs classiques en histoire militaire que sont le commandement, l'entraînement, le moral, l'équipement, la coordination, etc.

Pour les troupes des Dominions, les relations étroites entretenues avec la Grande-Bretagne n'empêchèrent pas les problèmes d'émerger. Mener une guerre entre alliés expose sur le terrain à des difficultés multiples et durables. Pour protéger l'intégrité et le bien-être des unités placées sous commandement britannique, l'Australie et la Nouvelle-Zélande dotaient leurs chefs de « chartes des droits » leur permettant de court-circuiter la chaîne de commandement. En offrant au commandant australien, le général Thomas Blamey, et à son homologue néo-zélandais, le général Bernard Cyril Freyberg, des droits spécifiques de recours auprès de leurs gouvernements respectifs, ainsi que la possibilité, en cas d'urgence, d'empêcher l'utilisation de leurs contingents, Wellington comme Canberra espéraient protéger leurs soldats. Cette décision conféra à ces divisions une forme d'indépendance. Les chefs – tous britanniques – qui se succédèrent à la tête des opérations impériales pour le Moyen-Orient ne purent les utiliser, pour ainsi dire, que sous conditions. Le général Douglas Wimberley, en

charge de la 51e division des Highlands, a ainsi noté, lors d'une conférence au sommet tenue début août 1942 : « Chacun déclara qu'il lui fallait, avant d'obéir à certains ordres, contacter son gouvernement[16]. »

Ce désir exprimé par les autorités civiles des Dominions tenait pour une grande part à l'héritage de la Grande Guerre, et au sentiment général que les officiers britanniques s'y étaient montrés incompétents. De plus, l'Australie comptait sur le regroupement de ses forces pour peser dans la stratégie de l'Empire : c'était revenir au Cabinet de guerre impérial de 1917, qui avait permis aux représentants des Dominions de s'exprimer sur la grande stratégie.

Les considérations politiques propres aux Dominions, dès lors, ont-elles affecté les décisions opérationnelles de la 8e armée ? Le principal sujet de discussion porta sur la concentration des forces australiennes : d'abord en divisions, puis de ces divisions en un corps d'armée national. Commandant en chef au Moyen-Orient de juillet 1941 à août 1942 et pur produit de l'armée anglaise des Indes, Claude Auchinleck s'opposait fortement à tout corps d'armée australien, qui combattrait nécessairement pour ses propres couleurs. Blamey, qui devait concilier sa position de commandant australien avec celle de commandant en second auprès d'Auchinleck, était en net désaccord avec les idées de son supérieur[17]. Il utilisa son droit de recours auprès du gouvernement australien pour empêcher le détachement de brigades australiennes dans d'autres unités non australiennes. Le peu d'estime que se portaient réciproquement Blamey et Auchinleck n'aida pas à résoudre le conflit.

La situation atteignit son paroxysme quand la 9e division australienne se retrouva assiégée derrière les lignes ennemies dans le port libyen de Tobrouk. Durant leur offensive de printemps, lancée en 1941, les forces de Rommel avaient conquis la plus grande partie de la Libye, sauf ce port, à l'importance vitale. En avril et en mai, trois tentatives de l'Axe pour s'en emparer furent fermement repoussées. Comme les Allemands le reconnurent eux-mêmes, « les Australiens et les Anglais qui défendirent Tobrouk se comportèrent mieux que n'importe quel adversaire rencontré jusque-là par l'armée allemande au cours de la guerre[18] ». Rommel déclara, pour sa part, que les Australiens « constituaient sans aucun doute une formation d'élite au sein de l'Empire britannique, comme on pouvait s'en

apercevoir sur le champ de bataille[19] ». En plein milieu du désastre survenu en Grèce, les six mois de résistance obstinée à Tobrouk représentaient pour les forces du Commonwealth un exploit bienvenu. Winston Churchill en informa le commandant australien de la garnison, le général Leslie Morshead : « L'Empire tout entier regarde avec gratitude et admiration votre défense intrépide et résolue de cet important poste avancé de l'Égypte[20]. »

En juillet, Blamey estima que les Australiens devaient être relevés à Tobrouk alors qu'Auchinleck entendait maintenir la garnison. Il lui déclara alors : « Je pense que vous ne comprenez pas la situation. Si j'étais un commandant français ou américain formulant cette demande, comment réagiriez-vous ? – Mais ce n'est pas votre cas », fit valoir Auchinleck. Et Blamey de répliquer : « C'est là où vous vous trompez. L'Australie est un pays indépendant. Elle s'est engagée dans cette guerre sur la base d'accords bien précis. Eh bien… c'est au nom de mon gouvernement que je demande de relever ces troupes[21]. » Canberra insista et finit par obtenir, contre le vœu des Anglais, le retrait de sa division avec l'aide de la Royal Navy, sous le feu de l'ennemi, affirmant ainsi tant son indépendance que son autorité sur ses propres troupes. Cet exemple illustre les limites du pouvoir de Londres sur les Dominions.

Le mois de décembre 1941 fut marqué par le succès relatif de l'opération « Crusader », la relève de Tobrouk et le retrait de l'Axe hors de la Cyrénaïque. Cependant, Rommel reprit rapidement Benghazi au nouvel an, et la contre-offensive qu'il lança ensuite, au printemps et à l'été 1942, révéla douloureusement les erreurs tactiques de la 8^{e} armée. Le Renard du désert attaqua en mai-juin, reprenant Tobrouk et brisant la ligne de Gazala. De nombreux commandants du Commonwealth avaient été ébranlés par l'expérience de Gazala et ne croyaient guère aux innovations tactiques des derniers mois. La 9^{e} division australienne fut rappelée sur le front lors de la crise qui se produisit dans les premiers jours de juillet 1942, et Auchinleck ordonna qu'une brigade en soit détachée pour appuyer une attaque anglaise. Son chef, le général Leslie Morshead, refusa, déclarant que la brigade ne combattrait qu'« en tant que partie intégrante du reste de la division ». Auchinleck aurait apparemment rétorqué : « Vous êtes donc comme

Blamey. Vous portez son manteau. » Morshead n'en eut pas moins gain de cause[22].

Les critiques du commandement britannique ne vinrent pas seulement des Australiens. Howard Kippenberger, alors chef de bataillon dans la division néo-zélandaise, se souvient que « Crusader » commença comme un mouvement de la 8e armée tout entière – la 7e division blindée, la 1re division sud-africaine, la 2e division néo-zélandaise et la 4e division indienne – vers l'ouest, l'idée étant de faire « une avancée massive sur Tobrouk » qui viendrait tout écraser sur son chemin. Mais « voici que la 8e armée se fragmenta et que ses divers éléments partirent dans des directions différentes. L'époque était aux groupes de brigade et aux colonnes mobiles. On a dit que c'est dans la Somme, en 1916, que les doctrines tactiques anglaises furent au plus bas. Eh bien, il me semble que "Crusader" a été conduite avec le même mépris total pour ce que l'on pensait jusqu'ici être les principes de la guerre[23] ». Il n'est donc guère surprenant que les Dominions aient fait bon accueil au nouveau chef de la 8e armée, le général Montgomery, lorsqu'il « ordonna que cesse immédiatement la pratique consistant à combattre l'ennemi avec des groupes de brigade, des colonnes mobiles et autres. Les divisions devraient combattre *en tant que* divisions et non pas se voir dispersées en pièces et morceaux dans le désert[24] ». Peu après, Montgomery se rendit auprès d'une batterie d'artillerie australienne : « Il portait l'un de ces chapeaux à bord retroussé et paraissait horrible avec, parce que personne ne peut porter un chapeau à bord retroussé comme un Australien. Mais il savait qu'il avait des soldats australiens sous son commandement et voulait leur ressembler. De toute façon, c'était bon pour le moral, tout comme le fait d'être allé faire le tour des positions[25]. »

Trente corps de troupes allaient être engagés dans le combat d'infanterie d'El-Alamein, avec la 9e division australienne au nord, près de la côte, et la 51e division non loin, au sud, suivies respectivement par la 2e division néo-zélandaise et la 1re division sud-africaine.

Moins bien connue, la contribution de l'Afrique du Sud à la guerre du désert permet de mieux comprendre les relations nouées sur le terrain entre la Grande-Bretagne et les Dominions. Pretoria laissa dans une large mesure

les chefs anglais utiliser à leur idée les divisions sud-africaines. Ne formant pas un corps et dépourvues par conséquent de quartiers généraux, celles-ci avaient peu de contacts entre elles et rivalisaient pour obtenir ressources et renforts. Il fallut attendre le printemps 1942 pour que le général de division Dan Pienaar puisse déclarer : « C'est la première fois que la 1re division sud-africaine a pu combattre au complet[26]. »

Néanmoins, comme les commandants des autres Dominions, le général George Brink et par la suite Pienaar gardèrent un plein contrôle de la gestion, de l'entraînement et de la discipline des forces sud-africaines. Même si aucun d'entre eux ne fut autorisé à contester ses supérieurs dans le désert, ils n'en communiquèrent pas moins avec leur gouvernement sur tous les points importants. Comme leurs homologues australiens, les officiers sud-africains rappelèrent à leurs supérieurs britanniques qu'ils servaient un pays indépendant et ils trouvèrent souvent des motifs pour interférer dans la ligne de commandement[27].

L'attitude des Sud-Africains quant au déploiement de leurs troupes différait de celle de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande pour plusieurs raisons, à commencer par l'héritage de la Grande Guerre. Ayant déployé une seule brigade en France durant la Première Guerre mondiale, l'Afrique du Sud n'avait pas subi les lourdes pertes endurées par les Anzacs (les hommes de l'Australian and New Zealand Army Corps, ou « Corps d'armée australien et néo-zélandais ») placés sous commandement britannique. Par ailleurs, le Premier ministre, Jan Smuts, ne voulait pas risquer d'endurer les répercussions, au plan intérieur, d'un désastre impliquant le contingent dans son entier. Comme il s'en expliqua, il refusait de mettre tous ses œufs dans le même panier – ce qui aurait été le cas si un corps sud-africain unique avait participé en bloc à une offensive[28]. Enfin, il entretenait une relation personnelle avec Churchill, ce qui lui valait de la part de celui-ci un respect dont aucun autre dirigeant de Dominion ne pouvait se targuer[29].

Ce fut précisément ce statut particulier qui permit à Smuts de faire sursauter les Anglais en annonçant directement à ses hommes qu'ils quitteraient l'Afrique du Nord en congé de permission après El-Alamein – sans en avoir débattu au préalable avec Londres. L'attaché militaire anglais en poste en Afrique du Sud laissa entendre que le commandement du Moyen-Orient serait ravi d'être débarrassé des problèmes soulevés par le

recours aux divisions sud-africaines[30]. À l'opposé, les trois divisions indiennes qui servaient en Afrique du Nord – les 4e, 5e et 10e – ne disposaient pas de ces droits. Elles furent donc utilisées comme n'importe quelle autre division britannique.

L'importance du rôle joué par les forces des Dominions dans la campagne nord-africaine est plus évidente encore lorsque l'on s'intéresse aux chiffres des pertes.

Les pertes au combat en Afrique du Nord
(novembre 1940-juillet 1942)[31]

18 novembre 1941-10 janvier 1942		
Royaume-Uni	6 674	38 %
Dominions	9 234	53 %
Inde	1 274	7 %
Alliés	253	1 %
27 mai-24 juillet 1942		
Royaume-Uni	36 000	53 %
Dominions	18 700	27 %
Alliés	13 600	20 %

Comme ces chiffres le révèlent, les Dominions, au regard des effectifs qu'ils déployèrent au Moyen-Orient, furent constamment surreprésentés sur le champ de bataille. Ces statistiques confirment la répartition des tâches entre Londres et eux : le Royaume-Uni se chargea de fournir la plupart des personnels auxiliaires ainsi que des personnels travaillant dans le secteur des communications. Si les Dominions jouèrent un rôle dans ces domaines, notamment avec un grand nombre de mécaniciens, leur principale contribution resta cependant l'infanterie. Le Royaume-Uni connut de ce fait

un taux de pertes relativement faible pendant une bonne part de la campagne. À quoi il convient d'ajouter les graves problèmes d'effectifs qu'il rencontrait de son côté – ils contribuent à expliquer pourquoi la contribution des Dominions, dans la forme *et* dans les chiffres, fut si précieuse pour l'effort de guerre anglais.

Les Dominions furent essentiels pour la stratégie adoptée par les Anglais dans le désert. En fournissant une quantité substantielle de personnels au commandement du Moyen-Orient ainsi que six divisions d'infanterie, ils eurent un rôle crucial en tant qu'unités combattantes. Néanmoins, pour que la coopération devînt un succès, il fallut liquider les reliquats de la Grande Guerre et s'accommoder du nouveau statut constitutionnel de ces Dominions, problèmes qui ne furent pas facilement résolus, même après l'entrée en lice des forces de ces derniers sur le théâtre nord-africain. Reste qu'il s'agissait d'une alliance entre quatre pays indépendants, travaillant au sein d'une armée encore plus diversifiée, et que cette alliance réussit tant à éviter un effondrement complet qu'à remporter une victoire décisive à El-Alamein.

Les divisions du Commonwealth, plus particulièrement la néo-zélandaise et l'australienne, se retrouvèrent placées au cœur de la bataille. Qu'elles aient tenu si longtemps et aient combattu si âprement montre bien la qualité de leurs soldats et de leurs chefs. El-Alamein marque de fait le sommet de l'implication des Dominions dans la guerre du désert. Leurs troupes n'auraient jamais plus l'occasion de se retrouver présentes en si grand nombre. La 9e division australienne, renvoyée dans ses foyers, participa ultérieurement à la campagne de Bornéo, et les Sud-Africains furent retirés du front pour entamer leur conversion en division blindée : ils ne reprirent le combat qu'une fois la campagne italienne bien engagée. Seuls les Néo-Zélandais restèrent jusqu'au bout. Après El-Alamein, les formations britanniques devinrent donc prépondérantes.

Dans le camp adverse, la principale contribution libyenne à l'effort de guerre italien remonte aux premières phases du conflit, entre septembre 1940 et février 1941. Le 13 septembre 1940, après de pressantes demandes de Rome, le gouverneur général Rodolfo Graziani finit par lancer son offensive, franchit la frontière égyptienne et s'empara de Sidi el-

Barrani. Il s'arrêta alors pour réorganiser sa logistique. Des troupes libyennes – environ 19 000 hommes au total – faisaient partie des forces italiennes qui, dans certains cas, marchèrent, au sens littéral du terme, jusqu'en Égypte. Ces forces comprenaient deux divisions libyennes et le *Raggruppamento Maletti*, un groupe expérimental d'infanterie motorisée et de blindés. Les deux divisions libyennes, dotées chacune de 240 officiers, 630 soldats italiens et 6 350 soldats libyens, souffraient d'un sérieux déficit en moyens de transport et disposaient d'un équipement pitoyablement obsolète. Leur artillerie comprenait par exemple 24 pièces de 77/28 à affût rigide utilisées au XIX^e^ siècle. Elles étaient pourtant enregistrées comme « mobiles » parce que les troupes coloniales pouvaient se déplacer plus facilement dans le désert que les troupes européennes. Comme on pouvait s'y attendre, ces divisions furent écrasées par l'offensive des troupes anglaises motorisées en décembre 1940[32].

La radio italienne profita de l'avancée en Égypte pour évoquer le thème, potentiellement sensible, des relations coloniales italo-musulmanes. Comme elle le proclama fièrement, « les unités indigènes libyennes furent magnifiques à tous égards. En seulement huit jours, elles ont couvert à pied 250 kilomètres dans le désert, combattant et supportant avec un très grand calme les bombardements aériens de l'ennemi, démentant ainsi la propagande anglaise qui prétendait que les indigènes de Libye ne se battraient pas pour la mère patrie[33] ». Les pertes subies par les Italiens durant cette progression, entre le 13 et le 18 septembre, se montèrent à 120 morts et 410 blessés, dont un tiers de Libyens[34]. Dans ses Mémoires, Graziani nota que les Libyens « s'étaient comportés au-dessus de tout éloge » et que sans eux « la victoire dans la première [bataille de] Sidi el-Barrani aurait pu nous échapper ». Et d'ajouter, cédant à l'autosatisfaction : « il n'y avait que moi pour les amener à ce résultat[35] », arguant manifestement de sa longue expérience à la tête de ces troupes. À l'époque, cependant, quelques doutes furent formulés sur leur qualité. Le général Pietro Maletti, l'un des chefs des forces qui pénétrèrent en Égypte, décrivit ainsi les soldats libyens comme « plus résignés à leur destin que satisfaits de lui », et nota que ces troupes, enrôlées dans la hâte, bénéficiaient de « peu d'entraînement[36] ».

Le 9 décembre 1940, lorsque les forces britanniques lancèrent leur contre-offensive – l'opération « Compass » –, ce furent les troupes libyennes qui défendirent le périmètre du camp de Nibeiwa, où le général Maletti et ses officiers étaient stationnés. Même si leur artillerie se battit bravement, et déplora de nombreux canonniers tués à côté de leurs pièces, les Britanniques forcèrent le passage. Au bout de cinq heures, le groupe Maletti fut anéanti et le général lui-même fut tué. Il y eut entre 2 000 et 2 500 prisonniers, dont de nombreux Libyens[37]. À la suite de la contre-offensive britannique de décembre 1940, la propagande italienne tenta de stimuler le moral des Italiens en soulignant l'héroïsme des troupes de Graziani qui « avaient résisté jusqu'au dernier » et en vantant « l'ardeur au combat et la vaillance déployées par les divisions libyennes qui avaient rendu honneur aux traditions de l'armée italienne ». Pourtant, c'est un tableau complètement différent qui se dégage du journal de guerre (saisi par les Anglais) du lieutenant en second Federico Gorio, de la 2e division libyenne : « Panique et fuite générale. Nous arrêtons les Libyens et les camions avec nos revolvers à la main[38]. » Sur les 150 000 hommes que comptait la 10e armée au commencement de l'opération « Compass », 130 000 furent capturés. Seuls 8 300 – dont 7 000 Italiens et 1 300 Libyens – arrivèrent sains et saufs en Tripolitaine[39].

Les troupes libyennes servirent également dans les unités montées sahariennes chargées de défendre les territoires du sud de la Libye. Leur équipement était ancien et inadapté et après quelques succès initiaux remportés contre les Français, elles furent mises en déroute. La résistance offerte par les garnisons en poste sur la frontière méridionale, constituées d'unités italiennes et libyennes, fut en revanche un peu plus que symbolique[40].

Après la retraite catastrophique entamée depuis Sidi el-Barrani, avec le remplacement de Graziani et l'arrivée de troupes allemandes, les Libyens ne se virent plus confier de tâches à la frontière[41]. Le haut commandement italien, semble-t-il, avait décidé que les troupes arabes ne pouvaient soutenir la puissance de feu des Anglais. Les troupes libyennes de l'Italie furent donc reléguées au second plan. En août 1941, 19 500 Libyens servaient encore l'Italie ; en 1942, leur nombre était tombé à 13 000 voire 12 000. La division Pavia, qui fit retraite sur Marsa Matruh le 7 novembre

1942, comprenait un seul bataillon libyen[42]. En 1943, enfin, 80 000 Libyens seulement étaient présents dans des unités italiennes. Dans la plupart des cas, ils ne relevaient pas des forces placées sous les ordres de Rommel mais étaient au contraire éparpillés dans des garnisons, dans le désert méridional, ou se voyaient utilisés comme éclaireurs, pour assurer la sécurité notamment des arrières et des aérodromes[43]. Parfois, les chefs italiens permirent à leurs soldats libyens, qui craignaient pour leurs familles, de quitter leurs postes s'ils le souhaitaient, pour éviter qu'ils ne désertent avec leurs armes[44].

Ironie du sort, les Libyens qui, capturés par les Anglais, furent recrutés dans les camps où ils avaient été internés par la Force arabe libyenne (FAL), notamment après la bataille de Sidi el-Barrani, connurent à peu près la même expérience du combat que leurs camarades servant sous le drapeau italien. Durant la première et la seconde occupations britanniques, des bataillons de la FAL remplirent en Cyrénaïque des tâches relevant de la sécurité intérieure. Un détachement assura ainsi la garde de Giarabub depuis sa prise fin mars 1941 jusqu'à sa reconquête un mois plus tard par les forces de l'Axe[45]. Les responsabilités de la FAL incluaient également la surveillance des prisonniers de guerre et la protection des lignes de communication et des installations militaires. Des soldats sanusi servirent également de guides pour les commandos britanniques et participèrent à des actions de sabotage. Certains participèrent aussi à la défense de Tobrouk pendant la première contre-offensive de Rommel[46].

En Cyrénaïque, les civils libyens soutinrent également diversement l'effort de guerre allié. Comme l'écrivit le général de brigade Cumming le 16 novembre 1942, « en général, ils ont tout fait avec leurs maigres moyens pour nous aider, au prix souvent de risques considérables pour eux-mêmes, en désertant pour rejoindre notre armée et en cachant nos agents et les prisonniers britanniques qui s'étaient évadés[47] ». De surcroît, la seconde occupation anglaise de la Cyrénaïque s'accompagna de violentes attaques de la population arabe contre les civils italiens. Il y eut des pillages mais aussi des morts et des blessés. Une fois le territoire repris par l'Axe, de brutales représailles frappèrent les civils arabes, parfois menées par les Italiens, soldats ou colons. La population de Cyrénaïque donna libre cours à sa haine des Italiens, marquant sa préférence pour les Britanniques chaque

fois que l'occasion se présentait. Par ailleurs, l'activité des Sanusi en Cyrénaïque fut une source constante de préoccupation pour les autorités italiennes[48]. Il est possible que l'hostilité de la population locale ait influencé par la suite la décision des Italiens de ne pas mettre leurs troupes libyennes en situation de responsabilité.

Jusqu'à l'invasion de la Syrie à l'été de 1941, l'effort militaire de la France libre se cantonna à des attaques sporadiques contre les forces italiennes dans le sud de la Libye. En mars 1941, une unité de la France libre conduite par le colonel Leclerc s'empara de la forteresse de l'oasis de Koufra. Pour atteindre son objectif, cette unité dut traverser quelque 800 kilomètres de désert depuis son point de départ à Faya-Largeau au Tchad. L'expédition comprenait 295 soldats africains (sans compter les chauffeurs) et 101 soldats français. Cependant, une fois le fort tombé, seules les troupes françaises furent autorisées à l'occuper, conformément aux termes de la reddition. Lors de la campagne du Fezzan de 1942-1943, la force de la France libre se composa d'environ 2 700 Africains et 550 Européens. Les victoires gaullistes, comme celle de Bir Hakeim en juin 1942, qui nourrit la propagande de la France libre, durent donc beaucoup aux recrues coloniales. Les troupes camerounaises de la France libre participèrent à la campagne contre les forces de Rommel à El-Alamein en octobre-novembre 1942 puis combattirent en Tunisie, remportant la victoire à Takrouna en mai 1943[49].

Dans les zones de l'Empire français placées sous le contrôle de Vichy, les autorités procédèrent clandestinement au recrutement colonial. Au Maroc, les Français purent organiser secrètement une concentration de troupes fondée sur les « goumiers », à tel point que les officiers coloniaux français parlèrent alors d'une « période de camouflage des goums ». Cette organisation clandestine fut à même de fournir à peu près 50 000 hommes à la France libre après les débarquements alliés de novembre 1942[50]. Sur les 20 000 soldats de l'« armée d'Afrique » qui moururent durant la campagne de Tunisie en 1943, 8 267 étaient nord-africains. Bien sûr, des frictions opposèrent l'« armée d'Afrique » et les unités gaullistes. Par exemple, lors de la parade organisée par les Alliés à Tunis le 20 mai 1943 pour célébrer la victoire, Leclerc, par provocation, fit défiler ses troupes, essentiellement composées de coloniaux, avec la 8^{e} armée britannique et non avec l'« armée

d'Afrique »[51]. Néanmoins, quand le Comité français de la libération nationale fut constitué en juin 1943, il put s'appuyer sur une armée régulière de 500 000 hommes, tous formés en Afrique du Nord[52].

Les Allemands, enfin, eurent des difficultés à fournir en armes et en uniformes leurs volontaires non européens en Afrique du Nord, dont beaucoup portaient des uniformes français agrémentés d'un brassard portant l'inscription « Au service de la Wehrmacht[53] ». En février, Meyer-Richs demanda qu'on lui envoie des armes et des uniformes allemands ainsi que les membres allemands de l'« Équipe spéciale F » qui se battaient alors en Russie. Par la suite, le manque d'instructeurs et d'officiers expérimentés retarda le déploiement de l'unité. Cependant, les difficultés rencontrées en matière de transport contraignirent le haut commandement de la 5e armée de blindés en Afrique à ne pas classer comme prioritaires les demandes de Meyer-Ricks.

Une autre source de frictions apparut lorsque le grand mufti de Jérusalem exigea de jouer un rôle dans le déploiement de la DAL en février 1943. Ne souhaitant pas coopérer avec lui, Meyer-Ricks demanda le redéploiement de tous les officiers, sous-officiers et soldats allemands de la DAL au sein du KoDAT. Il déclara dans un télégramme qu'il était prêt à céder au grand mufti les 47 soldats, sur un total de 675, qui venaient de Syrie, de Palestine et d'Irak, pour lui ôter toute raison d'interférer[54]. La mort de Meyer-Ricks, l'officier d'état-major principal du KoDAT, et celle du chef de bataillon Schober, commandant du DAL, à la suite d'un raid aérien allié le 24 février 1943, furent une lourde perte pour l'unité.

Malgré les difficultés rencontrées tant par le DAL que par le KoDAT, cinq bataillons furent mis sur pied à la fin mars 1943. Le DAL tout d'abord, avec toute la puissance d'un bataillon, complètement armé, mais motorisé à seulement 10 %. N'étant que partiellement prêt pour le combat en février, il fut utilisé pour protéger le littoral au sud-est de Tunis, entre Enfidaville (aujourd'hui Enfidha) et Hammamet. À la mi-avril, avec ses officiers allemands, il fusionna avec des légionnaires étrangers pour former un bataillon aux environs de Ferryville. Après divers affrontements au sud-ouest de Mateur, il fut anéanti par des unités blindées américaines sur la voie de chemin de fer Bizerte-Tunis. Les survivants, comme la plupart des

troupes germano-arabes, furent capturés. Deuxième bataillon : Tunisie I, partiellement équipé, sans formation, non motorisé. Transféré dans le gouvernorat de Kairouan pour entraînement, il fut finalement utilisé comme réserve pour le groupe de bataille Fullriede. Le 27 février, ce dernier fit savoir que le bataillon Tunisie I était trop inexpérimenté et trop peu fiable pour pouvoir servir comme patrouille de combat. Ce même groupe n'en annonça pas moins, fin mars, que le bataillon avait été envoyé sur la ligne de front et avait subi de lourdes pertes. Troisième bataillon : Tunisie II, non armé, sans formation et non motorisé. Il fut probablement utilisé pour creuser des tranchées. Quatrième bataillon : le bataillon Algérie, armé, entraîné pendant quatre semaines, non motorisé. Il fut utilisé pour des patrouilles de reconnaissance à chameaux. Quoique n'étant que partiellement prêt pour le combat, il se vit rattaché au groupe de bataille Fullriede. Enfin, le bataillon Maroc. Armé, entraîné pendant deux semaines, non motorisé, il mena des patrouilles de reconnaissance à chameaux et servit à assurer la protection de la côte.

Les Allemands portèrent des appréciations très négatives sur leurs recrues arabes. Un rapport du ministère allemand des Affaires étrangères envoyé le 26 juin 1943 indiquait qu'en raison des désertions une grande partie des troupes germano-arabes ne pouvaient être utilisées que pour des travaux de construction et de main-d'œuvre. Le dernier commandant de la 5^{e} armée blindée en Afrique, Gustav von Vaerst, jugea faible leur valeur au combat, mais estima qu'on pouvait leur faire confiance pour des travaux de terrassement[55]. Hellmuth Felmy, de son côté, fut amené à résumer ce qu'il avait appris des troupes germano-arabes. D'après lui, les gros bombardements d'artillerie, les attaques de chars et les raids aériens déclenchaient souvent la panique chez les soldats et les poussaient à fuir le champ de bataille. Il ne fallait donc pas compter sur ces troupes pour se battre en formation. Cependant, comme éclaireurs et francs-tireurs dans une guerre de partisans, ils étaient très précieux. Felmy soulignait que leur efficacité dépendait des qualités de meneur d'hommes des officiers allemands et de la relation de confiance qu'ils arrivaient à établir. S'ils y parvenaient, les volontaires arabes restaient avec leurs unités même sous les tirs les plus intenses[56].

L’expérience faite par les quatre grandes puissances européennes avec des troupes non européennes lors de la guerre du désert vint confirmer quelques principes bien connus de l’art militaire. Commander et diriger des troupes par temps de guerre suscite toujours des frictions. Quand ces troupes proviennent de milieux culturellement, nationalement et parfois ethniquement, religieusement et linguistiquement différents, les chances grandissent de voir se multiplier ces frictions. Si l’on met de côté les stéréotypes nationaux et les préjugés raciaux de quelques-uns des chefs européens, le mauvais comportement au feu fut immanquablement le résultat d’un moral défaillant, d’un entraînement inadapté, d’un équipement inapproprié et de problèmes de commandement. Lorsqu’un remède fut apporté à tous ces défauts ou à quelques-uns d’entre eux, les unités non européennes combattirent en revanche efficacement, parfois même superbement.

Les coûts cachés

Comme l’a fait remarquer David Killingray, « ce sont les soldats qui se battent, mais on a besoin des civils et de leur travail pour alimenter la machine de guerre et permettre à une armée de se maintenir sur le terrain[57] ». Il a montré comment les travailleurs agricoles au Kenya, les producteurs de denrées alimentaires en Rhodésie et les ouvriers des mines d’étain du Nigeria avaient tous été enrôlés de force pour soutenir l’effort de guerre en vertu de la nouvelle législation britannique, si discutable fût-elle.

On sait moins bien jusqu’à quel point la France libre s’est appuyée sur le travail forcé au sein de l’Empire colonial français. De loin le plus vaste ensemble de colonies à rejoindre la cause du général de Gaulle en 1940, l’Afrique-Équatoriale française (A-ÉF) et le Cameroun avaient servi de bastion au mouvement de la France libre, de points de débarquement pour son implication en Afrique du Nord et d’argument pour fonder sa légitimité internationale. Et pourtant, de nombreux historiens ont noté que les méthodes de la France libre en Afrique reposaient, au moins autant que celles de Vichy, sur l’exploitation des indigènes.

La France libre exploita en effet les richesses de l’A-ÉF et du Cameroun – les seuls territoires de grande dimension à se trouver sous son

contrôle jusqu'au ralliement de l'Afrique du Nord et de l'Afrique-Occidentale française (A-OF) à de Gaulle en juin 1943[58] –, transvasant chez les Alliés leurs ressources naturelles, réorientant l'économie locale pour satisfaire aux besoins des Anglo-Américains et imposant des méthodes coloniales particulièrement dures qu'elle justifiait au nom de l'effort de guerre. L'A-ÉF et le Cameroun servirent à la fois à remplir les coffres de ce qui n'était encore qu'un mouvement marginal et à nourrir l'effort de guerre des Anglais, eux-mêmes à court de matières premières. La brutale augmentation des quantités extraites eut un lourd impact sur les populations locales. Le travail forcé, qui constituait déjà un phénomène important avant 1940, atteignit de nouveaux sommets. L'économie de la France libre africaine s'aligna sur l'effort de guerre mené par les Britanniques au Nigeria, en Afrique du Sud et dans leurs autres colonies. Les autorités coloniales y mirent en pratique sur une large échelle le travail obligatoire, malgré les scrupules de ceux qui évoquaient une « régression ».

Au sein de la France libre, l'unanimité ne régnait pas sur les questions de recrutement. Déjà, en 1939, des tensions étaient apparues : comment, tout à la fois, augmenter la production et recruter des soldats ? En décembre, le gouverneur du Gabon se félicita de ce que la colonie, déjà à court de main-d'œuvre, n'eût à fournir qu'un nouveau contingent de 1 540 combattants et 3 600 travailleurs pour l'effort de guerre en 1940[59]. Le cours de la guerre fit que l'A-ÉF attira de très près l'attention des Anglo-Américains en 1942. La prise, par les Japonais, de la Malaisie britannique (janvier 1942), puis de Singapour (février 1942) et des Indes orientales néerlandaises, mit Londres et Washington dans le besoin. Même si la production de caoutchouc synthétique fut augmentée, elle ne pouvait compenser entièrement le manque de caoutchouc naturel, tout particulièrement pour la fabrication des grands pneus[60]. D'où une demande désespérée pour du latex, à laquelle la France libre africaine ne resta pas insensible. Les accords qui en résultèrent sont sans ambiguïté : « Tout le caoutchouc exporté depuis la France combattante d'Afrique sera à la disposition du Royaume-Uni. Il a été convenu que tous les achats seraient effectués par le ministère du Ravitaillement de celui-ci[61]. » L'A-ÉF proprement dite allait produire environ 2 000 tonnes en 1942 et le Cameroun en exporter 1 055 en 1942 et environ 3 000 l'année suivante. La

production combinée de l'A-ÉF et du Cameroun en 1943, soit 7 000 tonnes de caoutchouc, les plaça derrière Ceylan, l'Inde et le Liberia, sur les talons du Brésil et du Nigeria[62].

Le 19 août 1942, l'attaché commercial de Brazzaville envoya un télégramme autorisant les responsables locaux à offrir des primes aux « chefs indigènes » qui collectaient des quantités particulièrement importantes de caoutchouc sauvage[63]. Nous savons par Guillaume Lachenal que le latex qui valait au Cameroun 1 franc le kilo avant la guerre bondit jusqu'à 12 francs le kilo en 1944. À Carnot (Oubangui), il avait même culminé à 13,40 francs le kilo en 1943[64]. Tamara Giles-Vernick a raison d'avancer que les Africains se positionnaient ainsi à l'intérieur des réseaux du grand marché mondial[65]. Un Congolais, interrogé en 1978 par Jérôme Ollandet, se souvient en ces termes de la récolte du caoutchouc à l'époque de la France libre : « Dans la journée, des équipes de miliciens débarquèrent, firent l'appel et chacun dut présenter ses ballots de caoutchouc. Ceux qui n'apportaient pas la bonne quantité ou qui n'apportaient que du caoutchouc mal préparé étaient fouettés[66]. »

Ce même climat d'oppression se retrouve dans les mines d'or. Voici comment Germaine Krull, une photographe d'avant-garde, décrit les conditions de vie dans l'exploitation d'Armand Vigoureux à N'Djolé : « Des centaines de Noirs creusent la terre et la ramassent avec une pelle […]. On leur examine la bouche, les dents, on regarde sous leurs langues […], quand ils sont pris en faute, on les bat presque à mort, d'où la très grande rareté des vols. Ils travaillent de douze à quinze heures par jour. Le travail est épuisant […]. La nourriture est insuffisante […]. Ce gâchis humain explique pourquoi la direction de la mine doit si souvent renouveler sa main-d'œuvre. Le gâchis humain est terrible[67]. »

L'administration civile de l'A-ÉF tenta à diverses reprises de remettre au pas des propriétaires de mines qui n'avaient que trop tendance à abuser, se servant de la guerre comme prétexte pour aggraver des conditions de travail déjà épouvantables. Ce qui ne les empêchait pas de traquer les fugueurs au nom d'une logique de guerre. Le 17 avril 1941, le responsable administratif du Moyen-Congo rappela au chef du département du Kouilou l'éventail de mesures mis à sa disposition pour régler la question des fugitifs. Il cita une circulaire, rédigée en décembre 1940 par le gouverneur

général Félix Éboué en personne, qui disait : « Ceux qui désertent doivent être poursuivis et ramenés à la mine d'où ils se sont enfuis ; ils se verront appliquer les peines disciplinaires prévues par le code de l'indigénat[68]. »

De plus en plus de travailleurs affectés aux mines d'or votaient avec leurs pieds. Le phénomène était si répandu que l'on put parler à son propos d'une « hémorragie ». De fait, les ouvriers émigraient en masse, tout particulièrement vers les proches enclaves coloniales portugaises et espagnoles, dont les frontières étaient poreuses. S'ajoutaient également des migrations internes. Les officiels de la France libre se désolaient par ailleurs de voir l'administration perdre des travailleurs « volontaires » au profit du secteur privé[69].

Sous la férule de la France libre, la construction de routes se développa à un rythme très rapide, requérant un nombre considérable de travailleurs. Des milliers de kilomètres de pistes et de routes furent ouverts pour soutenir la France libre dans les actions qu'elle menait en direction du Nord (il fallait apporter du matériel aux forces du colonel Leclerc), faciliter l'exploitation des ressources naturelles et permettre à la France libre africaine de prendre sa place dans le vaste effort de guerre entrepris par les Alliés sur le continent africain, un effort qui embrassait le Congo belge, les territoires de la France libre et ceux de la Grande-Bretagne (l'axe Nigeria-Tchad-Soudan se révéla particulièrement utile pour approvisionner les lignes alliées). Entre 1940 et 1942, le réseau routier, dans la province de N'gounié au Gabon, passa de 276 kilomètres à 635, soit une augmentation de 77 %.

Ces projets étaient le fruit du travail forcé. Généralement, les Africains recrutés ne montraient aucun goût pour la construction des routes, parce que la rémunération officielle tournait autour de 2 francs par jour, contre à peu près 6 francs pour un porteur[70]. Le responsable du district de Bari-Chari, au Tchad, signala que sa région, en 1940, avait déjà fourni 450 conscrits pour l'armée et des tonnes de millet. En raison de son importance géostratégique, le Tchad voyait se créer d'importants chantiers routiers.

Des plaintes déposées à l'époque mettent en lumière quelques-unes des tactiques utilisées par les Africains pour lutter contre le travail forcé en temps de guerre. En août 1941, un certain Tchioula, de Booué au Gabon, écrivit au gouverneur à Libreville et au gouverneur général Éboué à

Brazzaville pour se plaindre de mauvais traitements : « Depuis que de Gaulle a pris le pouvoir au Gabon, les gens envoyés ici nous ont traités comme des bêtes[71]. » S'adressant à Éboué, un Noir originaire de Guyane et lui-même citoyen français, Tchioula déclarait : « Si vous laissez ces Blancs au pouvoir à Booué, nous nous enfuirons tous pour N'Djolé[72]. » C'était tout à la fois frapper en plein cœur l'obsession des gaullistes pour l'efficacité en temps de guerre, épingler le langage de progrès et de développement tenu par la France libre et portraiturer l'administrateur local en en faisant une sangsue contre-productive et fanatique. En avril 1941, environ quatre-vingts habitants de la ville gabonaise de Lambaréné signèrent une pétition qui détaillait leurs souffrances sous le règne d'un autre administrateur, Pierre Duvergé, qui avait été à la barre de cette subdivision depuis décembre 1940. Les pratiques coloniales décrites dans ces plaintes n'avaient rien de nouveau au Gabon ou plus généralement en A-ÉF, qui avait été le théâtre des violences les plus atroces depuis le XIX^e^ siècle. Ce qui avait changé à partir de 1940, c'était un sentiment accru d'invulnérabilité chez les coloniaux et, chez les victimes, la détermination à chercher réparation contre les « tortionnaires » et les « vichystes ». Le paysage moral de l'A-ÉF était en train de basculer brutalement.

En décembre 1941, Félix Éboué commença à plaider avec vigueur pour des réformes radicales, qu'il avait réclamées de Londres, dans la politique menée vis-à-vis des indigènes. Si ces réformes n'étaient pas prises, laissait-il entendre, même les Belges passeraient pour plus progressistes que les Français en A-ÉF. Dire que les Français de Londres ne furent pas convaincus serait une litote. Le 19 juin 1942, Londres télégraphia à Éboué pour l'informer que ses propositions avaient été bloquées par le ministre de la Justice de la France libre, René Cassin. Les Français libres étaient très mal à l'aise de voir officiellement codifié le travail forcé. Voilà qui faisait écho à une tendance analogue au sein de l'Empire britannique, où Londres, comme l'a fait remarquer David Killingray, montra beaucoup plus d'appréhension à accroître le travail forcé aux alentours de 1942 que les planteurs ou d'autres colons ne le firent sur place en Afrique[73].

La propagande de la France libre fit grand cas de sa politique « éclairée » en Afrique[74]. Ce fut là, pour une part, le résultat d'une bataille sur le terrain de l'« information » entre Vichy et elle, mais il s'agissait aussi,

pour le tout jeune mouvement qu'elle était, d'un élément vital dans le processus de légitimation. L'exploitation des indigènes en A-ÉF et au Cameroun n'avait rien de nouveau, ni les exactions scandaleuses dont ils se plaignaient depuis longtemps. Ce qui était nouveau, en revanche, c'était la volonté de la France libre de centraliser le travail sur une aussi vaste échelle, l'intégration de l'A-ÉF et du Cameroun dans la sphère économique des Alliés, les commandes d'une ampleur inégalée jusqu'alors venant de Londres, l'effort pour développer massivement à la fois la production de caoutchouc et la construction de routes sans négliger pour autant l'exploitation des mines d'or.

Capitale de la France libre, bastion de la résistance française et tremplin pour les raids audacieux de la France combattante en Afrique du Nord, l'A-ÉF et le Cameroun furent le lieu d'une ruée sans précédent vers les ressources naturelles qui marqua profondément les populations. Comme l'écrivit l'administrateur local Henri de Suremain : « La vérité, c'est que nous avons tellement pressé l'orange que nous risquons de ne plus avoir de jus d'ici longtemps[75]. »

La Seconde Guerre mondiale aura fait payer un lourd tribut à l'Afrique, qu'il s'agisse des recrutements et des pertes au combat ou de l'impact sur le tissu social à l'intérieur des colonies. Il ne faut pas oublier ce trait essentiel dans l'histoire du colonialisme et des empires : une grande part du fardeau, en hommes et en matériels, fut supportée par des populations qui se trouvaient très éloignées des lieux où avait éclaté la guerre et des centres de décision où son sort se joua.

*1. Par Nir Arielli. Ont également contribué à ce texte Eric T. Jennings, Iain E. Johnston-White, Christopher Mann et Stefan Petke. Certains de ses éléments ont été originellement publiés dans Iain E. Johnston-White, *The British Commonwealth and Victory in the Second World War* (Basingstoke, Palgrave, 2017) ; ils sont reproduits ici avec la permission de Palgrave Macmillan.

Guerre et violences en Afrique du Nord[*1]

Une guerre sans haine : la persistance d'une légende

Certains lecteurs pourront trouver étrange, sinon déroutant, un chapitre sur les violences de guerre durant la campagne d'Afrique du Nord. Si l'on en croit l'opinion reçue, en effet, la guerre du désert fut « une guerre propre, franche, à l'abri des passions, sans Gestapo, sans civils persécutés ni habitations détruites[1] ». Dans le vide du désert, fait-on valoir, les généraux et les officiers des deux camps pouvaient se consacrer pleinement à leur tâche, c'est-à-dire la tactique et les opérations, et s'en tenir aux formes généralement acceptées de la guerre conventionnelle ; pour les observateurs, cette guerre se résume à un « face-à-face » où les chars jouèrent un rôle essentiel[2]. Les immenses souffrances des populations civiles, qui ont caractérisé la Seconde Guerre mondiale dans les régions à forte densité, notamment en Europe, auraient donc tenu très peu de place en Afrique du Nord.

Dans la vision traditionnelle que l'on se fait de ce conflit, la politique et les idéologies auraient été par ailleurs totalement absentes, comme le suggère un exemple frappant : le récit, qui a touché un vaste public, rédigé par les journalistes anglais John Bierman et Colin Smith intitulé *Une guerre sans haine*[3]. Reprenant l'analyse de la guerre proposée par Rommel dans ses papiers posthumes, les deux hommes soutiennent que, malgré leur attachement pour leur commandant en chef, Adolf Hitler, la plupart des

soldats de l'Afrikakorps, et en particulier le légendaire maréchal lui-même, restèrent « profondément apolitiques ». La propagande nazie et sa haine raciale seraient tombées dans des oreilles de sourds, l'éthique professionnelle des troupes du maréchal n'autorisant aucune violation des règles de la guerre.

Toujours d'après l'opinion reçue, la façon dont les troupes alliées et celles de l'Axe combattirent fut marquée et guidée par un fort esprit de camaraderie, à l'inverse du front de l'Est où la Wehrmacht fut loin de traiter les soldats de l'Armée rouge en frères d'armes méritant un traitement équitable en accord avec la convention de Genève. Rommel et son Afrikakorps, en revanche, se seraient montrés magnanimes vis-à-vis des troupes alliées. On rappelle souvent que Rommel s'assurait que les prisonniers de guerre britanniques recevaient la même nourriture que lui et qu'il remercia personnellement l'équipe d'un hôpital de campagne anglais pour avoir pris soin de ses blessés au beau milieu d'une attaque qu'il avait lancée[4].

De fait, le Renard du désert (comme il fut appelé avec admiration après 1945 y compris par ses anciens adversaires britanniques, australiens et américains) a joué un rôle central dans les ouvrages qui tentent d'expliquer pourquoi les Allemands se seraient prétendument conduits si différemment en Afrique du Nord qu'ailleurs. Cela revient comme un refrain : c'est à l'intégrité personnelle de Rommel et à son énergie de meneur d'hommes que l'on doit l'absence de crimes de guerre en Afrique.

Le mot le plus souvent utilisé dans ce contexte pour décrire le comportement de Rommel vis-à-vis de l'ennemi est celui de « chevaleresque ». Ce concept implique pourtant que les vertus médiévales aient été préservées dans notre époque moderne, celle de la guerre totale, qui a complètement éradiqué les vertus traditionnelles comme la loyauté et la retenue. De ce point de vue, la guerre du désert aurait été une oasis d'humanité dans le flot de violences et de génocides que la Seconde Guerre mondiale a déversé sur de grandes parties de la planète, plus particulièrement sur les terres trempées de sang de l'Europe orientale ou de la Chine[5].

La persistance de ce récit populaire est remarquable, alors que des approches plus critiques mobilisées par la recherche historique ont montré

que l'idée d'une guerre sans haine était un mythe puissant, forgé après guerre à des fins politiques bien précises. Sur le plan international s'imposa en effet la volonté de réconcilier l'Allemagne de l'Ouest avec ses anciens ennemis. La Grande-Bretagne, la France et les États-Unis devinrent les nouveaux alliés politiques et militaires de la République fédérale dans la confrontation naissante avec le bloc de l'Est, que l'on nommera bientôt la guerre froide. Dès lors, l'idée d'un combat chevaleresque dans la guerre du désert, principalement entre Allemands et Britanniques, apportait une aide précieuse pour surmonter les ressentiments existant des deux côtés de la Manche[6], et les preuves abondent pour montrer que la construction de ce mythe d'après-guerre fut l'œuvre conjointe d'éditeurs britanniques et allemands[7].

La légende joua également un rôle sur le plan intérieur[8]. En Allemagne de l'Ouest, elle servit à détourner l'attention des atrocités de masse commises par les soldats allemands, notamment en Europe de l'Est, et à réinsérer les millions de vétérans de la Wehrmacht au sein d'une démocratie naissante. Soutenir que la campagne d'Afrique du Nord avait été finalement une guerre propre revenait à contribuer directement à une « politique de l'honneur » (*politik der ehre*) : une tentative réussie, de la part de la vieille élite militaire, pour restaurer sa respectabilité bourgeoise et profiter de tous les bénéfices tangibles et intangibles dont elle s'accompagnait[9]. En d'autres termes, ce fut le résultat d'un marchandage politique aux conséquences considérables : à condition d'apporter leur soutien à la jeune République en servant dans sa nouvelle armée, les anciens officiers de la Wehrmacht ne furent guère inquiétés par le gouvernement Adenauer, qui évita de soulever la question de leur implication dans les crimes de guerre nazis.

Reste que l'image d'une guerre sans haine ne put s'imposer après 1945 qu'en simplifiant, supprimant et déformant le caractère complexe et souvent brutal du conflit. Il est hors de doute que la campagne d'Afrique du Nord fut marquée par des actes de générosité et d'humanité vis-à-vis de l'ennemi. Mais ce n'est qu'une des deux faces de la pièce : les deux camps commirent des atrocités caractérisées contre des soldats ennemis et contre des civils. Même si elle n'atteignit pas le niveau de violence que connurent les « terres de sang » de l'Europe de l'Est, la campagne d'Afrique du Nord fut tout sauf une guerre sans haine. Nombreux furent les crimes et les atteintes

délibérées aux règles de bonne conduite, qu'il s'agisse de la maltraitance et du meurtre de prisonniers ou du pillage et de la destruction des biens et des moyens de subsistance des populations indigènes. S'ajoutèrent en outre le viol des femmes du pays ainsi que le meurtre, l'assassinat et la rétention dans des camps de concentration d'Arabes, de Berbères et de Juifs, souvent motivés ou justifiés par la haine raciale ou antisémite.

Au lieu de distinguer la guerre du désert en la décrivant comme un îlot de courtoisie chevaleresque au sein d'un conflit par ailleurs totalement inhumain, il convient donc de la replacer dans son contexte et de la resituer dans le cadre historique plus large de la Seconde Guerre mondiale ou, plus large encore, de la première moitié du XX^e^ siècle. La campagne d'Afrique du Nord doit être reconnectée avec les politiques et les idéologies dominantes qui sous-tendaient les régimes et les sociétés, tant du côté de l'Axe que de celui des Alliés. Les actes de violence que l'on constate en Afrique du Nord résultent de deux principaux facteurs : le contexte colonial dans lequel s'insérait l'affrontement, et un fait simple mais trop souvent ignoré, à savoir que la guerre, dans le camp de l'Axe, fut menée par des régimes fascistes qui partageaient le même projet destructeur, celui de créer des sociétés racialement pures. Il faut donc considérer la guerre du désert pour ce qu'elle fut : une partie intégrante de la Seconde Guerre mondiale, inextricablement liée à la recherche, par les puissances de l'Axe, d'un « espace vital » et à leurs politiques raciales meurtrières. En bref, il y eut clairement une dimension fasciste dans la guerre du désert.

Cette démarche conduit également à situer cette guerre dans l'histoire de l'Afrique du Nord et du colonialisme européen tel qu'il s'était implanté dans la région depuis le XIX^e^ siècle. Car le contexte colonial contribua fortement aux crimes de guerre qui se produisirent *derrière* les lignes de front. La campagne nord-africaine attisa les sentiments anticoloniaux, lesquels entraînèrent à leur tour, surtout de la part des Italiens, une répression brutale. On peut parler, notamment dans le cas de la Libye, d'une véritable guerre d'indépendance étroitement liée aux combats que se livraient, sur le front, l'Axe et les Alliés.

Soutenir que les deux camps commirent des atrocités ne signifie pas, toutefois, qu'il faut placer sur le même plan l'Axe et les Alliés, en gommant les différences existant dans leurs façons de faire la guerre, tant s'en faut.

Dire qu'il n'y a pas de guerre propre est un truisme qui n'explique rien mais justifie tout. Il convient notamment d'être très prudent quand on aborde la question des crimes de guerre, en particulier de ceux prétendument commis par les soldats alliés[10]. C'est notamment vrai dans le cas des nombreux soldats de couleur servant dans les Forces françaises libres et l'armée d'Afrique ainsi que dans les troupes britanniques du Commonwealth. Il faut se rappeler à ce propos que les troupes françaises comprenaient aussi des soldats issus d'Algérie, du Maroc et du Sénégal, tandis que le maréchal Montgomery commandait une armée multiethnique composée de troupes provenant d'Inde, d'Afrique du Sud et de Palestine, entre autres pays[11]. Les crimes de guerre commis par ces combattants furent largement exagérés et instrumentalisés pour des raisons politiques après 1945[12], tandis que les forfaits commis par leurs camarades blancs étaient le plus souvent passés sous silence. Les agressions sexuelles perpétrées par les « troupes coloniales » contre des femmes blanches retinrent plus particulièrement l'attention et vinrent façonner, comme ce fut le cas pour les Italiens, l'image de la guerre du désert auprès du grand public, contribuant à faire de ces mêmes Italiens non pas des coupables mais des victimes[13].

Dans le même temps, ce genre d'allégations est venu paradoxalement renforcer l'idée d'une guerre propre, menée par des soldats blancs courtois et civilisés. À supposer que des atrocités eussent été commises, elles l'auraient été seulement à l'arrière, par des auxiliaires africains et asiatiques indisciplinés et sauvages. Il est presque inutile de dire que les accusations portées contre les « troupes indigènes » nous en apprennent davantage sur la persistance du racisme et notamment la peur de la sexualité noire *après* 1945 que sur les événements survenus *pendant* la guerre[14]. En fait, rien ne permet d'affirmer que les soldats de couleur commirent plus d'atrocités que leurs camarades blancs. Il s'en faut en outre de beaucoup pour que les accusations portées contre les soldats de couleur correspondent à la réalité ; en certaines circonstances, les « crimes de guerre indigènes » se révélèrent montés de toutes pièces. Un bon exemple : le cas de Haane Manahi, un sergent néo-zélandais qui servait en Afrique du Nord dans le bataillon maori. Recommandé pour la Victoria Cross en raison de la bravoure dont il avait fait preuve en Tunisie, il fut victime de fausses rumeurs répandues par ses supérieurs (il aurait précipité d'une falaise des prisonniers italiens) qui

cherchaient un prétexte pour refuser à un soldat indigène la plus haute distinction militaire[15].

Second point, encore plus important : les crimes de guerre des Alliés et de l'Axe divergèrent nettement en termes qualitatifs et, par voie de conséquence, en termes quantitatifs. Si, dans les deux camps, tel ou tel soldat, en tant qu'individu, viola des femmes indigènes ou malmena et assassina des Arabes et des Berbères, il reste deux différences fondamentales dans la façon dont le commandement de l'Axe et celui des Alliés menèrent la guerre et se comportèrent vis-à-vis de ceux qui se trouvaient placés sous leur contrôle. Tout d'abord, les autorités italiennes, avec l'accord des Allemands, pratiquèrent une politique de répression systématique contre les populations arabes et berbères de Libye, où se déroulèrent la plus grande partie des combats de la guerre d'Afrique du Nord. Non seulement l'armée et la police italiennes persécutèrent tel ou tel Arabe ou tel ou tel Berbère qu'ils jugeaient être des rebelles, mais ils eurent aussi l'idée d'interner des populations locales entières dans des camps situés en plein désert.

Ce qui oblige par ailleurs à distinguer complètement le cas de l'Axe et celui des Alliés, ce sont les graves violences antisémites que les Allemands, les Français de Vichy et les Italiens perpétrèrent en Libye et ultérieurement en Algérie et en Tunisie. Bien qu'à une échelle moindre, d'une manière moins systématique et moins meurtrière que dans les pays de l'Europe de l'Est occupés par l'Axe, les 240 000 Juifs habitant dans ces trois pays connurent – à des degrés divers – des agressions physiques, des vols, les travaux forcés, l'internement dans des camps de concentration et parfois la mort. On put même assister au transfert d'Europe en Afrique de structures et de pratiques antisémites institutionnalisées ; en Tunisie, par exemple, les autorités allemandes et italiennes installèrent de prétendus Comités juifs chargés, tout comme en Pologne, d'organiser le travail forcé de ressortissants juifs.

Le cadre colonial : l'Afrique du Nord, un espace de violence

La guerre du désert ne s'est pas déroulée dans le vide. Le vaste champ de bataille d'Afrique du Nord – de l'Égypte à l'est au Maroc à l'ouest – était peuplé par des millions d'habitants tombés sous la férule coloniale européenne tout au long du XIX^e^ siècle. L'Égypte formait en principe un royaume indépendant, mais elle était contrôlée par les Britanniques ; la Libye était devenue une colonie italienne depuis 1911 ; la Tunisie, l'Algérie et une grande partie du Maroc s'étaient progressivement trouvées rattachées à la France à partir du début du XIX^e^ siècle ; l'Espagne, enfin, s'était emparée de la région septentrionale du Maroc en 1912.

Placer ces territoires sous contrôle s'était révélé une tâche ardue pour les puissances européennes. Au Maroc espagnol, par exemple, dans les régions inaccessibles du Rif, les populations indigènes résistèrent énergiquement à l'avancée des troupes espagnoles et parvinrent même à les repousser, en leur infligeant une défaite humiliante à Annual, en 1921. Qui plus est, dans la foulée de la Première Guerre mondiale, la domination coloniale européenne fut soumise à rude épreuve. Les pays colonisés, notamment dans les cas français et britanniques, avaient été mobilisés au titre de l'effort de guerre, mais la démobilisation fut complexe. Les réformes promises en échange de leur participation ne virent que trop rarement le jour, ce qui aggrava le ressentiment anticolonial[16]. La rhétorique de la « libération », que l'Entente avait utilisée durant la Grande Guerre à des fins de propagande contre les Puissances centrales, fournit également aux pays colonisés un cadre d'argumentation et un point de ralliement pour revendiquer leur indépendance, une fois le conflit terminé[17]. En ce qui concerne les possessions africaines de l'Italie, les élites locales virent dans la Première Guerre mondiale une bonne occasion de s'affranchir du joug colonial. De fait, la période qui court de 1915 au début des années 1930 vit naître des révoltes armées. Bref, les puissances européennes durent batailler durement pour préserver leur domination, n'hésitant pas à répondre par la violence au défi que leur lançait le nationalisme anticolonial.

L'exemple du Maroc et celui de la Libye sont ici particulièrement éclairants. Dans ces deux pays, les populations firent l'épreuve de la violence à une échelle sans précédent. Afin de « pacifier » leurs possessions coloniales et de « reconquérir » les territoires perdus, l'Italie et l'Espagne recoururent à des mesures de répression qui incluaient l'usage en abondance des gaz de combat. Marocains et Libyens figurèrent parmi les rares peuples au monde à être victimes, au lendemain de la Grande Guerre, de cette arme de destruction massive : dans le seul Maroc espagnol, 500 tonnes de gaz moutarde furent répandues jusqu'en 1926[18]. En outre, les forces italiennes en Libye bombardèrent des villages entiers, détruisirent le bétail pour affamer les tribus nomades, déportèrent des insurgés sur le territoire italien et construisirent plusieurs camps de concentration dans le désert où ils enfermèrent des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants pour empêcher les rebelles de se ravitailler. Les conséquences furent dramatiques. Entre 1922 et 1931, quand les autorités italiennes déclarèrent officiellement la fin de la « pacification », au moins 100 000 Libyens, soit plus de 10 % d'une population estimée à 800 000 habitants, étaient morts de faim ou de mauvais traitements, quand ils n'avaient pas été tout bonnement assassinés[19]. Telle fut la « politique de génocide », comme on a pu la qualifier, dans laquelle s'engagea l'Italie[20].

Même une fois les insurrections écrasées, la violence continua de marquer les relations sociales entre dominants et dominés dans les différents pays d'Afrique du Nord. Comme le relevèrent les diplomates anglais et français en poste en Libye, la suprématie italienne s'y caractérisa par une grande brutalité, alimentée par la crainte presque paranoïaque de la soif de vengeance des Arabes. Tout ce qui ressemblait aux yeux des Italiens à une transgression du nouvel ordre se voyait passible de violences physiques. Ne pas saluer, par exemple, les symboles de la présence italienne dans le pays valait aux indigènes d'être fouettés[21]. En bref, la Libye devint ce que Jörg Barberowski a appelé un *Gewaltraum*, « un espace de violence ».

Pis encore, les Italiens recoururent à la violence institutionnalisée. Les nouveaux maîtres s'employèrent à mettre en place un système d'apartheid de grande envergure, dont on ne trouverait pas d'autre équivalent à l'époque que les mesures d'ordre racial prises en Afrique du Sud[22]. Les populations

indigènes et italiennes devaient vivre séparément, à la fois en termes d'espace et de relations sociales[23]. Les villes, en Libye, comprenaient des quartiers distincts pour les Blancs et pour les Noirs, tandis que les tribus nomades se voyaient reléguées dans des « enclaves séparées », au sein des régions les moins fertiles de l'arrière-pays[24]. Les autorités italiennes, c'est incontestable, n'allèrent pas jusqu'au bout de leurs plans ambitieux visant à imposer une gestion raciste de la population[25], mais il n'en demeure pas moins qu'elles obligèrent une bonne partie des indigènes à renoncer à leurs modes de vie traditionnels, souvent avec des conséquences dramatiques. Sur les terres arides qui leur avaient été affectées, Arabes et Berbères, par exemple, furent empêchés de se consacrer à des travaux agricoles ; tout juste pouvaient-ils y élever quelques têtes de bétail. La situation économique était si précaire pour beaucoup que des Libyens exilés en Égypte accusèrent les Italiens d'« exterminer les Arabes » – une accusation qui n'eut guère d'échos auprès des puissances occidentales[26].

La dimension fasciste : l'Afrique du Nord et le rêve d'un empire racial

Si le contexte colonial contribua à définir et à façonner les violences de guerre survenues sur le théâtre d'opérations nord-africain après 1940, l'idéologie fasciste joua aussi un rôle majeur. À la vérité, la volonté de transformer par la force une société en un empire racialement pur s'était répandue en Europe et – *via* le colonialisme – en Afrique du Nord dès les années 1920. Ce projet ne faisait que pousser à leur extrême les idées d'ingénierie raciale, de darwinisme social et de conquête de nouveaux territoires qui étaient en vogue dans bien des sociétés occidentales. C'est dans l'Italie de Mussolini que l'idéologie fasciste apparut : le thème de l'« homme nouveau » dans une « communauté nationale » purifiée s'y radicalisa[27]. Cette idéologie gagna également du terrain en Espagne, en France et dans leurs possessions nord-africaines. En France, l'extrême droite développa un programme fondé sur la suprématie raciale des Blancs et l'expulsion des éléments qualifiés d'« antifrançais », comme les communistes et les sympathisants de la gauche[28]. En Espagne, ces mêmes divagations devinrent une sanglante réalité. En 1936, les nationalistes de

Franco déclenchèrent une guerre civile dirigée contre tous ceux qui leur semblaient entraver l'avènement d'une « Espagne nouvelle » ; ils appliquèrent des méthodes de destruction d'une extrême brutalité, recourant à l'emprisonnement, à la torture et aux disparitions forcées. Sur l'ensemble du pays, près de 150 000 personnes furent tuées et jetées dans des charniers[29].

Les empires coloniaux d'Afrique servirent tout à fois de moyen et d'objectif pour cette politique visant à créer par la violence de nouvelles sociétés raciales. D'une part, les colonies devaient tenir lieu de dépotoirs pour les « indésirables » de la métropole[30]. Ce n'est pas une coïncidence si l'une des premières décisions prises par Vichy en 1940 fut de déporter les communistes et les Juifs dans l'un des trente camps de travail existant en Algérie et au Maroc[31]. Les conditions de vie y étaient très dures : 4 000 Juifs, soumis au travail obligatoire, durent bâtir à eux seuls toute la voie ferrée transsaharienne. D'autre part, ces mêmes colonies devaient devenir l'avant-garde des nouvelles sociétés envisagées[32]. En Italie mais aussi en France, l'Afrique du Nord était considérée comme un immense champ d'expérimentation en matière de démographie raciale. Dans cet espace, pensait-on, l'« homme nouveau », ce guerrier, était appelé à s'épanouir, fort de sa lutte incessante avec le désert et avec les indigènes. On formulait aussi l'espoir que l'Afrique servirait de zone de reproduction pour la race blanche, et que se verraient dès lors inversées les courbes démographiques négatives que connaissaient bien des pays européens depuis l'orée du XX^{e} siècle. Ainsi, les nouvelles sociétés émergeant au sein de l'empire colonial contribueraient à la régénération et au rajeunissement du « Vieux Continent » dont on déplorait la décadence. Comme des recherches très récentes l'ont fait apparaître, le débat international sur les mesures pronatalistes qui s'amplifia dans l'Europe de l'après-Première Guerre mondiale était inextricablement lié à l'idée même d'impérialisme[33].

Dans la perspective d'une régénération, le « blanchiment », si l'on peut dire, de l'espace colonial était essentiel. Des millions de colons européens devaient être réinstallés en Afrique du Nord, bouleversant d'une façon spectaculaire le paysage ethnique de la région. Même si ces projets mégalomaniaques ne furent jamais complètement réalisés, des milliers de colons n'en furent pas moins transférés en Libye et en Algérie jusqu'à la fin

des années 1930. Un expansionnisme violent inspirait cette politique de peuplement. Pour le régime fasciste mussolinien, la Libye était destinée à faire partie d'un vaste « espace vital » italien s'étendant de l'Afrique du Nord à l'Éthiopie, un espace appelé à inclure les territoires britanniques, qui restaient encore à conquérir, du Soudan, de la Somalie et de l'Égypte.

En Afrique du Nord, ces idées furent semées sur un terrain fertile, notamment chez les colons d'origine blanche, qui se percevaient comme les porte-étendards de l'Empire. Des groupes extrémistes, comme les Croix-de-Feu en Algérie, élaborèrent une forme ouvertement violente de « fascisme colonial », pour reprendre l'expression de Samuel Kalman[34]. Durant l'entre-deux-guerres, ces colons se mirent en tête d'obtenir leur indépendance par rapport à la métropole et utilisèrent fréquemment la violence pour établir leur suprématie sur les musulmans et les Juifs. Avant même le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, des pogroms et d'autres formes de violence antisémite se produisirent en Afrique du Nord. Dès 1923, en Libye, des milices fascistes locales avaient entrepris de détruire des propriétés appartenant à des Juifs, d'intimider et d'agresser physiquement des Juifs. Dans l'Algérie française, les menées antisémites de colons extrémistes culminèrent avec ce que l'on a baptisé les « émeutes » de Constantine en août 1934[35] : la foule musulmane mit à sac des centaines de maisons où vivaient des Juifs et s'en prit à leurs propriétaires, tuant vingt-cinq personnes, hommes, femmes et enfants. Le racisme et l'antisémitisme des Européens se mêlèrent ainsi au ressentiment des indigènes contre les Juifs, un ressentiment alimenté par la position juridique et sociale supérieure que ces derniers avaient réussi à obtenir localement, à la suite de leur émancipation en Europe à la fin du XIX^{e} siècle[36].

Telle était donc la situation en Afrique du Nord quand la guerre y éclata en septembre 1940, avec l'attaque par les troupes italiennes stationnées en Libye des positions britanniques se trouvant en Égypte. C'est plus particulièrement en Libye, qui devint pendant deux ans le principal théâtre d'opérations, qu'explosèrent les tensions ethniques, déchaînant une violence de masse à l'encontre des civils. Durant la campagne nord-africaine, le racisme et l'antisémitisme qui s'étaient développés avant la guerre s'exacerbèrent, un facteur qui se répercuta sur la façon dont s'affrontèrent l'Axe et les puissances alliées. Le conflit avec les indigènes

se trouva étroitement lié aux combats, contribuant ainsi à l'escalade de la violence. Dans le cas de la Libye, on peut parler d'une vraie guerre d'indépendance qui, derrière les lignes de front, menaça le régime colonial italien.

La violence contre les Arabes

La violence fut principalement dirigée contre trois groupes : les Arabes, les Juifs locaux et les prisonniers de guerre. Pour bien comprendre le lien profond qui unit la guerre de l'Axe contre les Alliés avec la politique coloniale, il suffit de considérer ce fait : une première vague de persécutions anti-Arabes se produisit très exactement au moment où l'Italie déclara la guerre à la France et à la Grande-Bretagne, en juin 1940 – déclaration qui devait déclencher une spirale de violences. Les autorités italiennes ordonnèrent de déporter loin des lignes de front tous les individus soupçonnés d'être des « éléments socialement dangereux », capables de commettre « des actions contre l'intérêt national »[37]. Cette définition incluait non seulement les ressortissants ennemis comme les citoyens britanniques et Français, mais aussi des ressortissants coloniaux italiens. Du coup, des Arabes et des Berbères locaux, qui avaient été victimes des persécutions italiennes dans les années 1920 et au début des années 1930, se trouvèrent à nouveau internés dans des prisons ou dans des camps de concentration comme Zuetina. Leur nombre augmenta régulièrement : au début de 1941, plusieurs centaines de citoyens italiens de cette catégorie étaient placés sous les verrous[38].

Lors de l'étape suivante, Arabes et Berbères tentèrent d'instrumentaliser la guerre du désert pour se débarrasser de leurs colonisateurs. Quand les forces de l'Axe furent contraintes de faire retraite après les deux offensives britanniques du début de 1941 et de 1942, elles laissèrent un vide que les insurgés libyens s'employèrent à remplir. Durant ce soulèvement anticolonial, des groupes armés d'indigènes se vengèrent de vingt années de répression. Ainsi, Arabes et Berbères utilisèrent la violence physique contre leurs oppresseurs, pillant les fermes, violant les femmes des colons et tuant près d'une centaine de citoyens italiens. Et les insurgés tentèrent de s'en prendre par la force à l'ensemble du projet colonial italien en se

réappropriant les terres, en ravageant les champs des colons, transformant ainsi les exploitations agricoles en pâtures pour les nomades. Plus cruel encore pour bien des colons italiens fut le renversement complet des conditions sociales : ils durent accomplir des tâches manuelles auparavant confiées à leurs serviteurs.

De plus, des milliers de Libyens soutinrent l'effort de guerre allié. Tandis qu'un certain nombre d'indigènes jouaient les éclaireurs pour le compte des Britanniques, contribuant à rassembler des renseignements sur les mouvements des troupes de l'Axe et guidant les forces spéciales anglaises engagées dans des raids, d'autres apportèrent une aide encore plus directe. Des milliers de soldats coloniaux, la plupart d'entre eux capturés durant les premières semaines de la campagne nord-africaine, désertèrent l'armée italienne pour rejoindre les Alliés. En Égypte, les Britanniques les associèrent à d'anciens rebelles libyens qui, survivant aux atrocités italiennes du début des années 1930, s'étaient enfuis en Égypte. Ils formèrent à eux tous une unité distincte, la Force arabe libyenne[39]. Ses 40 000 hommes étaient destinés à servir comme troupes auxiliaires, principalement en charge du maintien de l'ordre sur les arrières. En récompense, les leaders libyens exilés en Égypte, et plus particulièrement le futur roi Idris, se virent promettre l'autonomie interne de leur pays après la défaite de l'Italie[40].

La réaction des Italiens fut rapide et massive. En février 1941 puis encore en avril 1942, les forces de l'Axe, sous la conduite d'Erwin Rommel et d'Ettore Bastico, reprirent le terrain perdu. Aux yeux des Italiens, le combat des Libyens pour la libération de leur pays relevait de la haute trahison et s'attaquait directement au projet dont ils étaient le plus fiers, la création d'un nouvel empire. La peur de perdre les colonies et la soif de représailles suscitèrent de graves atrocités et des crimes de guerre commis par des soldats, des policiers et des colons italiens[41]. De leur propre chef, des membres des forces armées italiennes saccagèrent des maisons, des boutiques et des restaurants arabes, confisquant de l'argent et des vivres (lesquels se faisaient rares en ces temps de guerre). Les coupables, soulignons-le, n'appartenaient pas aux unités spéciales chargées de combattre l'insurrection, telle la police militaire italienne ; il s'agissait plutôt en fait de soldats de l'armée régulière qui prenaient les choses à leur

compte, tuant les indigènes capturés qu'ils soupçonnaient d'être des rebelles. La division Trento, par exemple, une division d'infanterie motorisée qui participa plus tard à la bataille d'El-Alamein, fut tristement célèbre pour les exactions commises sur les arrières du front. Des colons italiens exaspérés par ce qu'ils avaient subi se joignirent aux soldats dans leur « vendetta », manifestant souvent une extrême cruauté. À plusieurs reprises, ils se servirent de grenades à main pour tuer, allant jusqu'à brûler vifs des indigènes[42].

Commis individuellement dans le feu de l'action, ces actes s'accompagnèrent de violences exercées de sang-froid par des organismes d'État, en particulier par la police coloniale italienne, qui cherchaient à adresser un message à la population locale – une logique qui apparaît clairement quand on considère la façon dont les Italiens se comportèrent à l'égard des locaux qui avaient collaboré avec les forces spéciales britanniques opérant des incursions sur les arrières. Après un interrogatoire par les services de renseignements allemands et italiens, les accusés étaient pendus en public, d'une façon particulièrement brutale et humiliante[43]. La méthode utilisée consistait à enfiler un croc de boucher dans la mâchoire des victimes, à les suspendre et à les laisser perdre leur sang jusqu'à ce que mort s'ensuive. Les corps restaient souvent exposés plusieurs jours en plein soleil pour bien montrer aux indigènes le sort qui était réservé aux « traîtres ».

La lutte contre l'insurrection emprunta la même allure sinistre que sur d'autres théâtres d'opérations. Comme les actes de sabotage ne cessaient pas, les forces italiennes en vinrent à lancer des raids de représailles contre les villages arabes environnants. Et comme il était difficile d'identifier les vrais responsables, les Italiens n'hésitèrent pas à exécuter des innocents. Ils pensaient décourager ainsi les populations arabes et berbères locales de continuer à collaborer avec les Alliés[44].

Les militaires allemands se trouvèrent impliqués de diverses façons dans ces crimes. Comme nous le savons par un rapport officiel de la police coloniale italienne, qui suivait de près la situation sur le terrain, des soldats de l'Afrikakorps se joignirent individuellement à leurs camarades italiens pour commettre des atrocités contre des Arabes et des Berbères[45]. Il est permis de penser que ces soldats étaient parfaitement conscients du

caractère illégal de leurs actes. On rapporte que ces hommes, tant italiens qu'allemands, ôtaient leur uniforme avant d'aller se venger sur les populations locales. Ils voulaient manifestement éviter que leurs unités soient identifiées et leur honneur militaire terni. Il est très probable, par ailleurs, que les préjugés ethniques aient facilité ces crimes. Une idéologie raciste ne suffit pas, à elle seule, à provoquer des atrocités ; ce serait ignorer d'autres facteurs importants, comme le contexte militaire dans lequel se trouvaient les soldats. Pourtant, l'idée d'une prétendue supériorité raciale a certainement aidé les auteurs de ces crimes à vaincre leurs scrupules et à rationaliser leur conduite. C'est particulièrement vrai dans le cas de la Libye, où les hommes concernés avaient agi, sans ordre, de leur propre initiative. De fait, plusieurs soldats allemands clamèrent haut et fort leur haine des Arabes dans les lettres qu'ils envoyaient à leur famille et à leurs amis. Comme l'expliqua à sa femme Robert Witzke, un sous-lieutenant qui servait dans la 21e division de panzers, les Arabes étaient tous de la « vermine » et une « sale engeance de merde »[46]. Ses camarades et lui avaient appris qu'ils étaient tous des traîtres et des espions. C'est pourquoi, chaque fois qu'ils rencontraient des Arabes qui cherchaient à leur vendre des produits frais, ses hommes « s'en débarrassaient immédiatement ». Cela voulait-il dire qu'ils les tuaient ou qu'ils les chassaient ? Quoi qu'il en soit, Witzke, cette lettre le montre bien, nourrissait une profonde haine raciste et ne cachait pas son envie de mettre à exécution ses propos.

Plus encore, les chefs militaires allemands furent très vite au courant des crimes commis par les Italiens. Bien loin d'intervenir, comme on aurait pu s'y attendre, ils pressèrent au contraire les Italiens de prendre des mesures plus sévères. Cela paraît d'autant plus remarquable qu'Erwin Rommel fut le premier, dans ses papiers personnels, à citer les brutalités italiennes comme exemple d'une mauvaise conduite de la guerre et à les condamner d'une façon cinglante. « Les excès commis contre les Arabes », expliqua-t-il, avaient eu pour seul résultat de durcir la résistance des populations locales. Les représailles n'étaient pas la bonne réponse. Un vrai chef savait « ignorer les incidents, à moins de pouvoir trouver les vrais coupables », remarquait-il, se dépeignant ainsi comme un officier intelligent et mesuré[47].

Ces réflexions n'en contredisent pas moins les décisions qu'il fut amené à prendre sur le front. Quand des groupes d'Arabes armés se mirent à attaquer ses camions d'approvisionnement, il abandonna ses idées sur la retenue dans le commandement. Les communications entre un représentant du ministère des Affaires étrangères allemand, le chef local du Parti fasciste et l'État-Major général de Rommel en Libye montrent que ce dernier approuvait alors les actions menées par les militaires italiens. Comme ses officiers supérieurs le laissèrent clairement entendre durant ces réunions conjointes, Rommel estimait « impérative » l'« élimination définitive » de la menace représentée par les émeutes, l'espionnage et les actes de sabotage au profit des Britanniques[48]. Quand les forces de l'Axe durent à nouveau battre en retraite devant l'offensive britannique en novembre 1941 et que des groupes d'Arabes en armes vinrent s'installer à leur place, Rommel en personne pressa ses partenaires italiens de se montrer beaucoup plus fermes vis-à-vis des insurgés. Comme Siegfried Westphal, l'un de ses chefs d'état-major en qui Rommel avait le plus confiance, le nota dans le journal de guerre officiel, « les mesures de guerre les plus drastiques doivent être prises[49] ».

Dans cette situation tendue, Rommel fit jouer la grande influence personnelle dont il jouissait en Afrique du Nord. Officiellement, son Afrikakorps était subordonné à la chaîne italienne de commandement, mais, grâce à ses succès, son prestige pesait lourd. Ainsi, les Italiens, qui avaient été les maîtres de la Libye pendant plus de vingt ans, décidèrent de l'associer à une question aussi délicate que celle du « problème indigène » et de solliciter son avis. Ce qui ne veut pas dire pour autant que Rommel dicta tout bonnement aux Italiens ce qu'il fallait faire. Disons plutôt que son besoin d'une action décisive encouragea ceux qui, au sein de l'appareil militaire italien, penchaient pour une répression plus radicale ; l'espace de manœuvre dont disposaient des gens comme le général Umberto Piatti, qui avait lancé de brutales représailles dans les zones de l'arrière, s'élargit avec le soutien de Rommel. De plus, les attaques arabes contre des soldats italiens et des soldats allemands montraient bien la nécessité d'une réflexion commune sur la façon de réagir aux insurrections et l'intérêt pour les forces de l'Axe de mieux coordonner leur action en matière de répression. La question restait encore ouverte de savoir si les unités

allemandes se joindraient officiellement à l'armée italienne pour aller traquer les rebelles à l'arrière du front[50]. Les autorités allemandes et italiennes s'interrogèrent aussi sur l'internement de tous les nomades dans des camps de concentration. Cette solution se révélant impraticable essentiellement par manque de personnel, l'armée et la police italiennes redoublèrent de violence : sous le commandement de Piatti, ils lancèrent une vaste série d'actions punitives, dont la destruction de camps de nomades, le bombardement de troupeaux par l'aviation italienne et la déportation de chefs de tribu dans des camps de détention[51]. Étant donné la « situation exceptionnelle » du pays, les responsables de la police allèrent jusqu'à réclamer des « mesures extralégales » telles que la mise en place de cours martiales improvisées et le droit de procéder à des exécutions sommaires. En somme, ni les Allemands ni les Italiens ne furent capables d'arrêter la spirale de la violence en Libye et de trouver d'autres façons de régler les désordres civils ; la situation ne s'apaisa qu'avec la libération du pays par les troupes alliées.

Mais c'est en Tunisie que la violence contre les Arabes atteignit son apogée. Ce pays constituait le dernier bastion des forces de l'Axe après leur départ de Libye, lui-même consécutif à la défaite d'El-Alamein. Elles durent y mener un combat sur deux fronts, contre les troupes du Commonwealth et contre les troupes américaines.

La violence contre les Arabes se déchaîna pour une pluralité de raisons. La géographie et la démographie pesèrent. De fait, la Tunisie, beaucoup plus petite que la Libye, était plus densément peuplée. En outre, les soldats italiens vivaient alors une intense frustration. Ils avaient subi d'humiliantes défaites infligées par des troupes « racialement inférieures » du Commonwealth. Surtout, en faisant retraite sur la Tunisie, ils avaient aussi abandonné leur colonie reine, la Libye, ce qui avait entraîné la chute des derniers bastions de cet empire dont ils étaient si fiers, à commencer par l'Éthiopie. Durant le repli de l'Axe, beaucoup d'entre eux laissèrent libre cours à leur colère et à leur dépit. À cette époque, les atrocités italiennes ne se caractérisèrent pas par de grandes vagues de violences ; des groupes de soldats, petits mais nombreux, pillaient les maisons arabes, violaient les femmes et, parfois, tuaient les gens. Les crimes commis à Ksiba el-Mediouni, une ville côtière située à 10 kilomètres de Monastir, eurent un

grand retentissement. Une unité italienne inconnue y assassina huit personnes, dont une femme, et en blessa seize autres[52]. Ces exactions furent jugées si graves que les autorités locales de Vichy et le bey de Tunis, le chef indigène, protestèrent officiellement auprès des autorités allemandes d'occupation contre le « manque de retenue » et l'« extrême brutalité » des troupes italiennes[53]. Représentant du ministère allemand des Affaires étrangères à Tunis et chargé d'empêcher le pays de se tourner contre l'Axe, Rudolf Rahn eut bien des difficultés à apaiser la situation[54]. S'il évoqua en privé « le pillage, le meurtre et le vol » en parlant des Italiens, il chercha en public à minimiser les choses. Tout en reconnaissant que les auteurs des forfaits devaient être condamnés par les tribunaux militaires, il déclara que les atrocités perpétrées étaient des cas isolés et le contrecoup inévitable de la guerre et de l'occupation[55]. Il avait choisi comme stratégie de « normaliser » les violences.

Mais la composition ethnique de la population et ses allégeances politiques étant plus compliquées qu'en Libye, la situation s'aggrava. Dans la Tunisie dirigée par Vichy, le conflit divisait. Un certain nombre d'Arabes et de colons français espéraient que les Alliés en finiraient avec la dictature pétainiste ; d'autres penchaient pour l'Axe. Leur sympathie et leur soutien actif en faveur de l'effort de guerre des Italiens et des Allemands les faisaient s'opposer très vivement aux Britanniques et aux Américains. Les Arabes de Tunisie se retrouvèrent, littéralement et métaphoriquement, pris entre deux fronts.

Cette situation délicate ne pouvait qu'engendrer la violence dans les deux camps. Ainsi, la coexistence, au sein de la population locale, de choix politiques opposés explique pour l'essentiel que des soldats alliés se mirent à leur tour, individuellement, à commettre des crimes contre des indigènes. En ce qui les concerne, les Arabes cherchèrent en général à tirer le plus grand profit possible de la guerre[56], une donnée qui échappa aux soldats américains, qui, novices dans le conflit, n'avaient pas d'expérience personnelle des souffrances subies auparavant par la population locale. Ils étaient horrifiés de voir les indigènes fouiller en quête de nourriture les carcasses des véhicules américains détruits, ou dépouiller de leurs vêtements les corps de leurs camarades[57]. Ils accueillirent par ailleurs avec de plus en plus de méfiance l'aide locale apportée à l'effort de guerre des

Alliés. Cette attitude s'expliquait par le fait qu'un certain nombre d'Arabes n'hésitaient pas à soutenir les Allemands et les Italiens en leur servant, par exemple, d'éclaireurs rémunérés dans les montagnes accidentées séparant la Tunisie de l'Algérie. D'autres GI découvrirent à leurs dépens que leurs propres guides arabes les trompaient et les conduisaient dans des pièges tendus par des unités allemandes. Lors d'un épisode où les Américains réussirent à s'échapper, on fusilla « sans autre forme de procès » l'Arabe impliqué dans l'affaire, comme le raconta après la guerre un témoin oculaire de l'événement[58].

Souvent, cependant, le seul soupçon de trahison de la part des Arabes suffisait à entraîner leur mort ; en temps de guerre, les rumeurs infondées se répandent à la vitesse d'un feu de brousse[59]. À un large degré, la méfiance des Alliés envers les populations locales était fondée sur – et renforcée par – le cliché raciste de l'Arabe patibulaire et cruel, déjà profondément enraciné dans la culture populaire américaine et dans les films d'Hollywood[60]. Dans la Tunisie en guerre, ces images, qui insistaient sur la perfidie des Arabes, pouvaient avoir de terribles effets.

Pis encore, ces clichés servirent aux soldats américains à justifier des crimes et des atrocités relevant du droit commun. On rapporte que certains GI tiraient sur des Arabes qui passaient au loin, comme s'il s'agissait d'une partie de chasse entre amis ; d'autres violaient des filles et des femmes indigènes[61]. Dans presque tous ces cas, les Arabes étaient traités de *wogs*, un terme anglais très péjoratif utilisé à l'origine pour désigner les habitants des régions méditerranéennes (en français : « métèques ») qui visait à déshumaniser les victimes et à rendre ainsi moins graves les exactions à leur encontre[62]. Le comportement des soldats reflétait des traits largement répandus dans la société américaine de l'époque, où le racisme déclaré était chose ordinaire. Il ne faut pas oublier que la ségrégation était largement de mise dans les forces armées américaines ; la discrimination raciale au sein de l'US Army ne s'acheva officiellement qu'en juillet 1948 avec le fameux ordre exécutif 9981 du président Harry S. Truman.

Ce fut dans ce climat de suspicion envers les Arabes et autres prétendus collaborateurs que les Forces françaises libres commirent aussi des crimes contre les populations locales, une fois qu'elles commencèrent à reprendre le contrôle sur la Tunisie dans les tout derniers mois de la campagne

d'Afrique du Nord. Comme Julie Le Gac l'a montré dans ses études, les colons français et les autorités percevaient les Arabes – accusés tout à la fois de soutenir l'effort de guerre de l'Axe et de piller tant les domiciles privés que les bureaux officiels – comme des traîtres et des rebelles à l'ordre colonial, qui affichaient « une affection naturelle et authentique pour les Allemands ». Dans cette perspective, il n'est pas étonnant qu'une vague massive de répression ait balayé la Tunisie au printemps 1945 : des soldats et des policiers français tuèrent sans procès des Arabes accusés d'avoir collaboré avec l'ennemi[63]. Des centaines de civils perdirent la vie durant la libération de la Tunisie.

Les crimes alliés contre les Arabes, enfin, furent facilités par les difficultés militaires rencontrées en Tunisie. L'avance des Britanniques et des Américains depuis le Maroc jusqu'à la Tunisie en passant par l'Algérie s'interrompit peu après le franchissement de la frontière tunisienne. Le commandant en chef, Dwight D. Eisenhower, craignit même longtemps de voir la campagne tunisienne tourner à une guerre de tranchées analogue à ce qui s'était passé sur le front occidental durant la Première Guerre mondiale. Pis encore, les troupes américaines, inexpérimentées, subirent plusieurs défaites démoralisantes, la plus connue étant celle de la passe de Kasserine. Dans cette situation, les Arabes devinrent des boucs émissaires tout trouvés. Néanmoins, et à l'inverse de l'Axe, les Alliés ne considérèrent jamais comme une option une répression dirigée contre la totalité de la population locale, encore moins son internement dans des camps de concentration. Si graves et si inexcusables qu'elles aient pu être, les atrocités commises par les Alliés ne furent jamais que des cas isolés, le fait d'individus. À l'inverse, les autorités allemandes et italiennes s'en prirent systématiquement à des milliers d'indigènes. Une différence de taille.

La violence contre les Juifs

Ce qui distingue néanmoins le plus l'Axe et les Alliés, c'est la façon dont chacun des deux camps traita les populations juives locales. Les forces de l'Axe furent les seules à mener une politique de persécutions antisémites. Et, tout comme les atrocités contre la population arabe, la violence antijuive fut étroitement liée à l'affrontement entre les troupes de

l'Axe et celles des Alliés. Dans tous les pays d'Afrique du Nord à régime autoritaire ou fasciste, le même schéma se reproduit *in fine* : la guerre du désert servit de prétexte pour exclure juridiquement et socialement, persécuter et finalement assassiner les Juifs.

En Algérie, Vichy justifia ses actions contre ceux qu'elle considérait comme des ennemis, dont les Juifs, en se référant à l'attaque de la Royal Navy contre la marine française à Mers el-Kébir en juillet 1940[64]. En Tunisie, des émeutes et des pillages contre des propriétés appartenant à des Juifs se produisirent dans plusieurs villes en août 1940, soit peu après le déclenchement de la guerre dans la proche Libye[65]. Dans cette même Libye, c'est par la destruction des installations appartenant aux colons italiens que le régime fasciste expliqua l'internement dans des camps de tous les Juifs vivant en Cyrénaïque, la partie orientale de la Libye jouxtant la frontière égyptienne où se déroulèrent, durant plus de deux ans, quelques-uns des plus durs combats de la guerre[66]. Dans le Maroc français, les Juifs furent pris à partie par les Arabes presque immédiatement après le débarquement des forces expéditionnaires alliées en novembre 1942[67]. Enfin, même si le pays resta à l'écart de la guerre proprement dite, les policiers franquistes du Maroc espagnol ne cachèrent pas leurs sentiments profondément antisémites après la libération par les troupes alliées de la partie occidentale de l'Afrique du Nord – une libération qui ruinait leurs rêves d'un nouvel ordre européen à domination fasciste[68].

Dans presque tous ces cas, les représentants des autorités locales et les colons européens accusèrent les Juifs d'avoir fait cause commune avec les Alliés et d'appartenir ainsi à une conspiration les unissant aux puissances dites « ploutocratiques » – l'Angleterre et l'Amérique. Ce qui put les conforter dans leur idée fixe, c'est qu'un certain nombre de Juifs apportèrent effectivement leur soutien aux Alliés. En Libye, par exemple, des Juifs célébrèrent l'arrivée des soldats du Commonwealth qu'ils considéraient comme des libérateurs, venus les délivrer d'un régime répressif et de plus en plus antisémite ; d'autres leur vendirent de la nourriture et des articles très recherchés.

Dans tous les pays d'Afrique du Nord affectés par la guerre, les autorités mirent un terme à l'émancipation des Juifs et promulguèrent (ou, dans le cas de la Libye, firent respecter) une législation antisémite. En

conséquence, de nombreux Juifs furent chassés de leur emploi, dépouillés de ce qui leur appartenait et, comme au Maroc français, parqués dans des ghettos. Pis encore, ils subirent arrestations arbitraires, travaux forcés et déportation.

Les persécutions antijuives en Libye et en Tunisie, sur lesquelles les puissances de l'Axe exerçaient un contrôle direct, furent particulièrement brutales. En Libye, les Juifs se trouvèrent exposés tout à la fois à des actes individuels de violence commis par des colons, des soldats et des membres de la milice fasciste, tels que des pillages et des pogroms, et à une persécution systématique de la part des organismes d'État[69]. Il ne suffisait pas que tel ou tel Juif, dénoncé par ses voisins pour avoir collaboré avec l'ennemi, fût condamné à plusieurs années de prison par les tribunaux militaires italiens. Après avoir subi une seconde invasion britannique en Cyrénaïque, qui s'accompagna pour les colons italiens de la destruction massive de leurs biens et vit des foules entières de Juifs applaudir l'avancée des troupes anglaises, ce sont tous les Juifs vivant dans le pays que le régime fasciste prit pour cible, qu'ils aient ou non apporté leur soutien à l'ennemi. Les Juifs, désormais, étaient perçus comme une race dangereuse qui devait être neutralisée et exclue de la nation ; à Rome, les hauts responsables de l'armée et ceux de la police partageaient tous cette conviction.

Au début de 1942, quand l'Axe lança sa dernière offensive contre les positions alliées en Égypte, le régime fasciste s'engagea dans une politique visant à chasser ou à interner tous les Juifs. Tandis que plus de 2 500 Juifs de nationalité française et britannique étaient déportés en Tunisie ou en Italie continentale, il fut décidé que les 30 000 Juifs qui étaient des citoyens italiens seraient incarcérés en Libye[70]. La situation militaire se détériorant rapidement suite à la défaite d'El-Alamein à l'automne de 1942, les autorités italiennes furent incapables de mener à bien cette tâche ; elles n'en réussirent pas moins à déporter tous les Juifs de Cyrénaïque – un objectif prioritaire, cette région étant la plus proche de la ligne de front. Plusieurs raids de police furent lancés. Des familles entières furent arrêtées, chargées dans des camions puis conduites dans des camps installés par l'armée dans des endroits reculés du désert occidental, à 2 000 kilomètres de là ; durant

ce long voyage effectué en pleine chaleur, beaucoup moururent d'épuisement et de déshydratation.

Le pire de ces *campi di concentramento* se situait à Giado, une petite ville située à un peu moins de 250 kilomètres au sud de Tripoli. Ouvert en février 1942, il hébergea environ 3 000 prisonniers dont le quart périt. Ce taux élevé de mortalité résultait du travail forcé et de conditions de vie extrêmement dures : les prisonniers recevaient seulement 100 grammes de pain par jour et devaient charrier de lourdes pierres d'un bout du camp à l'autre et retour, ce qui signifiait clairement que le régime fasciste voulait les briser physiquement. De fait, nombreux furent ceux qui moururent de maladie.

La violence antisémite atteignit aussi son apogée en Tunisie. De novembre 1942 à mai 1943, les autorités italiennes et allemandes imposèrent un régime d'occupation qui dura peu mais fut d'une rare brutalité. Ils appliquèrent à ce pays la politique antisémite qu'ils avaient développée en Europe. Les deux puissances dépouillèrent systématiquement la population juive de ses biens, obligèrent les hommes à travailler pour elles et à les aider à construire des fortifications ; elles créèrent de prétendus Conseils juifs pour mieux contrôler la communauté juive et imposèrent le port de l'étoile jaune pour permettre à chacun d'identifier facilement les Juifs. Les nouveaux maîtres appelèrent les populations locales à se venger sur ceux-ci des bombardements alliés sur les villes tunisiennes et à s'emparer dans leurs maisons de ce qu'ils n'avaient pas déjà emporté. Ici aussi, on fit passer les Juifs pour des collaborateurs des Alliés. Cela ne voulait évidemment pas dire que tous les Arabes qui répondaient aux incitations des Allemands et des Italiens étaient nécessairement de fervents antisémites ; tout comme dans la France occupée, l'appât du gain ou l'occasion de régler de vieux différends avec ses voisins offraient des motifs bien suffisants. D'autres furent invités à jouer le rôle de spectateurs. À Gafsa, par exemple, une ville du sud tunisien dans laquelle 400 civils avaient été tués lors d'une importante attaque aérienne des Alliés, les Allemands, *via* Radio Tunis, recommandèrent aux commerçants arabes d'écrire sur la devanture de leur magasin « Boutique arabe » afin d'être sûrs de ne pas être pris pour des Juifs, que tout un chacun était désormais libre de venir piller[71]. Les forces d'occupation cherchaient

ainsi, bien sûr, à créer une distance entre les Arabes et leurs voisins et concurrents juifs et à faire en sorte que les premiers abandonnent les seconds à leur destin. Les efforts de l'Axe pour se gagner le cœur et l'esprit des Arabes ne furent peut-être pas une réussite totale, mais ils parvinrent tout au moins à dissocier efficacement les deux communautés[72]. Le fossé entre ces deux peuples, qui existait de longue date, ne fit que s'élargir.

La violence contre les prisonniers

Troisième et dernière série de victimes : les prisonniers de guerre. Dans les deux camps, ils subirent des privations qui allaient de pair avec leur captivité. Confrontées brusquement à un grand nombre de prisonniers, les autorités militaires, tant de l'Axe que des Alliés, rencontrèrent des difficultés pour assurer une nourriture, un hébergement et des soins médicaux appropriés. C'est ce qui arriva, par exemple, lorsque les troupes anglo-américaines capturèrent plus de 250 000 soldats italiens et allemands dans la semaine qui suivit la chute de Tunis, en mai 1943. Dans le camp surpeuplé de Mateur, des maladies, comme la malaria, se déclarèrent très vite[73]. Eisenhower lui-même se plaignit de n'avoir pas reçu une formation militaire lui permettant de gérer une telle masse de prisonniers et, en tant que commandant en chef de la force expéditionnaire alliée en Tunisie, il ne cacha pas à quel point il était préoccupé par les épreuves que subissaient les captifs de l'Axe dans les camps placés sous ses ordres[74].

Des différences substantielles n'en opposèrent pas moins les deux camps dans la façon de traiter les prisonniers dont ils avaient la charge. Seules les Forces françaises libres, à la fin de la campagne nord-africaine, exercèrent des représailles sur des prisonniers allemands et italiens[75] ; les Américains, les Britanniques, les Sud-Africains et les Australiens respectèrent en général les règles de la guerre et traitèrent relativement bien leurs prisonniers[76]. Au contraire, les responsables politiques et militaires italiens et, à un moindre degré, allemands, enfreignirent délibérément la convention de Genève à plusieurs reprises dans la façon dont ils se comportèrent vis-à-vis des 70 000 prisonniers qu'ils avaient capturés. Placés sous la garde des Italiens en Afrique du Nord, ils furent ultérieurement transportés en Italie *via* la Méditerranée. Un accord entre les

puissances de l'Axe prévoyait en effet que tous les soldats alliés capturés seraient remis à l'Italie, pour bien souligner que la campagne nord-africaine était une guerre italienne. Ce qui signifie par là même que l'Italie est la première responsable des infractions aux droits des prisonniers. À quoi s'ajoute le fait que les hauts gradés de l'administration militaire italienne, chargés d'organiser le système des camps, n'exercèrent aucun contrôle sur les chefs des camps et leurs équipes, et ne punirent pas davantage les crimes de guerre commis individuellement par des soldats appartenant aux échelons inférieurs de l'armée royale italienne. Si les conditions de vie à l'intérieur des camps situés en Italie varièrent considérablement, les quinze camps italiens d'Afrique du Nord furent des lieux où la violence se déchaîna en dehors de toute légalité. Ce fut vrai de Tarhuna, Trik Tarhuna, Suani Ben Adem, Castel Benito, Bova, Zliten, Sirte, Benghazi (El-Coefia et Sidi Hussein), Barce, Derna, Tobrouk, Marsa Matruh, Tripoli Zavia et Homs.

Les exactions commises à l'encontre des prisonniers se répartissent en quatre catégories : le vol systématique de leurs biens ; leur passage à tabac par des foules vociférantes de civils ; l'instauration dans les camps de règles racistes, qui conduisaient à des brutalités contre des groupes entiers de prisonniers ; et, plus gravement, une mauvaise volonté continuelle pour ce qui touchait à la nourriture et aux soins médicaux, d'où des milliers de morts, par maladie et par sous-nutrition.

La première expérience que connut l'écrasante majorité des soldats alliés après leur capture en Afrique du Nord fut de voir les gardiens italiens et plus tard aussi allemands des camps les forcer à abandonner leurs équipements militaires et leurs objets personnels – argent, montres ou alliances. Ces objets n'étaient pas seulement dotés d'une forte valeur sentimentale. Dans la situation où se trouvaient ces hommes, ils possédaient aussi une valeur plus tangible et véritablement essentielle : on pouvait les utiliser pour faire du troc, obtenir de la nourriture ou toute autre marchandise dont le besoin se faisait sentir. Les prisonniers étaient parfois dépouillés de pièces aussi indispensables que les chaussures et la capote, avec lesquelles les sentinelles italiennes remplaçaient leur équipement défaillant ou qu'elles vendaient à la population locale. Il va sans dire que porter ou non un manteau par les nuits si glaciales du désert faisait une énorme différence, d'autant que les prisonniers étaient souvent contraints de

dormir à la belle étoile et que les Italiens se montraient incapables de leur fournir des couvertures. Les vols pouvaient donc avoir de grandes conséquences pour les soldats alliés.

Le vol constituait en soi une violation de la convention de Genève. Mais les prisonniers qui refusaient de se défaire de leurs effets personnels subissaient des menaces et des châtiments qui n'avaient également rien à voir avec la légalité. Dans de nombreux cas, ils étaient privés d'eau pendant plusieurs jours, et quand la soif était devenue insupportable, ils se voyaient obligés, pour obtenir un simple verre d'eau, de se défaire d'objets qu'ils avaient essayé de garder par-devers eux, comme des montres en or, des stylos, des briquets ou des bagues. Le désert, en somme, servait d'arme contre les prisonniers. La violence physique était, elle aussi, monnaie courante. À Derna, par exemple, une sentinelle infligea une sévère correction à un officier britannique qui avait brisé son appareil photo plutôt que de le remettre aux gardiens italiens. La scène se passa en présence du commandant, qui n'intervint pas : voilà qui en dit long sur les conditions de vie dans les camps italiens[77].

Loin de se cantonner à quelques cas isolés, le vol représentait un phénomène largement répandu. Un prisonnier, interné à Derna, fut témoin de ce qui, à ses yeux, « ne pouvait être décrit que comme le vol organisé des prisonniers britanniques[78] ». De fait, tous les anciens captifs interrogés à leur retour en Angleterre évoquèrent la façon dont ils avaient été dépouillés de leurs affaires dès leur arrivée dans les camps de transit, lesquels servaient de centres de collecte avant le transfert dans les camps de prisonniers plus stables de Benghazi et de Tripoli, sur les arrières. Les soldats indiens étaient particulièrement visés : ils étaient « dépouillés de tout, chaussures, chaussettes, capotes et vestes, et restaient en chemise et en caleçon[79] ». On peut supposer que les gardiens italiens les avaient repérés pour leur vulnérabilité : en tant que « troupes coloniales », ils avaient un statut inférieur dans la hiérarchie britannique. Le fait qu'on les ait séparés de leurs officiers blancs ne put que faciliter les choses.

Signe du degré de corruption qui régnait dans ces camps, c'était, dans certains cas, le commandant du camp lui-même qui organisait le dépouillement des prisonniers qu'il était censé protéger et en tirait le plus de profit[80]. Ces vols ne se limitèrent pas aux camps italiens. Dans la

dernière phase de la guerre, quand l'Afrikakorps se retrouva face aux troupes américaines en Tunisie, des soldats allemands se mirent à se comporter comme leurs camarades de l'Axe. Comme d'anciens GI en témoignèrent après la guerre devant le juge avocat général américain chargé d'enquêter sur d'éventuels crimes de guerre commis par l'Axe, tous les détenus, dans les centres de collecte gérés par l'armée allemande, étaient contraints de se défaire de leurs bijoux, montres et bagues[81]. Et tout comme dans les camps italiens, les gardiens allemands brutalisèrent tous les prisonniers qui refusaient de s'exécuter. Le passage à tabac était parfois si violent que la victime perdait connaissance[82].

Voilà qui mérite attention, car les soldats britanniques capturés les années précédentes distinguaient les Italiens, « cruels », « voleurs » et « déloyaux », des Allemands, qui en général se comportaient avec eux correctement, sinon humainement[83]. Mais quand les preuves de mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre se multiplièrent, il devint évident, contrairement à ce qu'avaient cru de nombreux soldats anglais, qu'il n'existait, dans le traitement des prisonniers, aucune différence fondamentale susceptible d'être rattachée à des « caractéristiques nationales ». En fait, il semblerait que, dans les dernières phases de la guerre du désert, la dégradation de la situation militaire et l'aggravation des problèmes d'approvisionnement aient conduit, dans toutes les troupes de l'Axe, à un déclin des standards militaires traditionnels.

Deuxième catégorie : les humiliations publiques des prisonniers et les agressions physiques dirigées contre eux. Ce fut particulièrement le cas en Tunisie, où la population civile souffrit des raids aériens alliés[84]. Entre janvier et avril 1943, les bases de ravitaillement de l'Axe situées à Gabès, Sousse, Bizerte, Sfax et Tunis subirent les attaques massives des bombardiers américains B-17, qui causèrent la mort de centaines de civils et des dégâts matériels considérables ; la ville portuaire de Bizerte, par exemple, fut presque complètement détruite[85]. Parmi la population, tant française qu'arabe, des cris de vengeance retentirent contre les Alliés. Très à l'écoute de l'opinion publique, les autorités militaires de l'Axe instrumentalisèrent immédiatement ces sentiments hostiles pour nouer des liens avec les populations locales et les pousser à les soutenir. Comme un ancien prisonnier de guerre américain le rapporta quelques mois après la fin

des hostilités, ses gardiens allemands le firent défiler, lui et ses camarades, dans les rues de Tunis où ils les laissèrent exposés à la colère de la population civile. « Lors de ces marches à travers la ville, les trottoirs étaient pleins de civils qui nous insultaient, nous crachaient dessus, nous jetaient des pierres et frappaient à l'occasion un éventuel retardataire[86]. » À en juger par les réactions des gardiens allemands, il apparaît évident que les forces de l'Axe avaient souhaité ce genre d'événements, et elles ne firent rien pour protéger les prisonniers dont elles avaient la charge. Qu'elle ait agi sur son initiative ou à l'instigation des autorités italo-allemandes qui se trouvaient sur place, la populace put se déchaîner et disposer des prisonniers, tandis que les Arabes qui assistaient à la scène criaient *« Heil Hitler ! »*[87].

Le vol ou les brimades publiques étaient une chose ; imposer, dans les camps, un type d'organisation exposant à des violences continues des groupes entiers de prisonniers en était une autre. Derrière les dispositions prises pour la détention des prisonniers de guerre se retrouvent les fondements idéologiques et plus particulièrement raciaux des régimes de l'Axe. Dans les camps italiens, une hiérarchie très claire des prisonniers décidait de leurs conditions de vie, de leur nourriture, du travail qu'ils devaient accomplir et, finalement, de leurs chances de survie dans le camp. Cette hiérarchie n'était pas seulement déterminée par le grade, mais aussi par deux autres facteurs bien précis : le statut légal (lequel, répétons-le, dépendait de considérations idéologiques) et la couleur de peau.

Au sommet de la hiérarchie : les officiers blancs des îles Britanniques et du Commonwealth. La plupart d'entre eux n'avaient que quarante-huit heures pénibles à supporter avant d'être acheminés par avion en Italie pour y être interrogés. Au-dessous d'eux, on trouvait les officiers blancs sud-africains et les soldats britanniques et du Commonwealth, qui restaient jusqu'à six mois dans les camps de transit d'Afrique du Nord où ils étaient soumis à des conditions de vie très rudes : l'hygiène et les soins médicaux laissaient nettement à désirer et les rations de nourriture (contrairement aux stipulations de la convention de Genève) se révélaient en général inférieures à celles de leurs gardiens. Particulièrement précaires étaient la situation des soldats de la France libre et celle des nombreux soldats de couleur de l'Armée impériale britannique. À maintes reprises, les autorités italiennes

dénièrent à ces deux groupes le statut de combattants et donc la protection garantie par la convention de Genève. Comme un certain Felice Vismara, un capitaine qui commandait à cette époque le camp de prisonniers de Benghazi, l'expliqua rageusement à un officier britannique capturé, les membres de la France libre étaient des « gaullistes » et donc des « troupes irrégulières » qui « n'avaient pas droit à la protection des règles internationales de la guerre »[88]. Ce que voulait dire ce capitaine italien, c'est que ces unités se trouvaient placées sous les ordres du général de Gaulle, lequel, après la chute de la France en juin 1940, avait formé à Londres un gouvernement en exil et continué à combattre contre l'Axe en tant qu'allié *de facto* des Anglais. Effectivement, le statut légal des troupes gaullistes était alors contesté, notamment par le maréchal Pétain, qui avait formé à Vichy un gouvernement, lequel s'était aligné sur l'Allemagne et l'Italie. Dans le même temps, cependant, cette prétention du gouvernement de Vichy de représenter la France était elle-même contestée. Il est donc clair que l'attitude de l'Italie fasciste à l'égard des prisonniers de guerre reposait essentiellement sur des questions politiques : Vichy était devenu l'un des premiers soutiens de l'Axe en Europe ; de ce point de vue, voir en de Gaulle et dans ses soldats des traîtres et des rebelles relevait de la simple logique. Quoi qu'il en soit, et c'est le plus important, cette lecture ne conférait pas aux autorités italiennes, en dehors de toute question de statut, le droit de refuser à ces soldats leurs droits les plus élémentaires[89].

C'est pourtant bien ce qui se passa : les soldats de la France libre étaient régulièrement battus, recevaient encore moins de nourriture que les prisonniers ordinaires (qui devaient se contenter déjà de bien maigres rations) et se voyaient souvent refuser les soins médicaux. Les soldats britanniques, témoins de ces mauvais traitements, en étaient horrifiés. « Pendant tout le temps où j'ai été enfermé dans le camp de prisonniers de guerre de Benghazi, écrivit l'un d'entre eux, j'ai observé personnellement la manière révoltante dont les "Français libres" (ainsi qu'on les appelait) étaient traités, bien pis que pour les autres prisonniers. » Et de décrire comment ils étaient conduits tous les jours au travail par les gardiens, à grand renfort « de coups assénés avec le pied ou la crosse du fusil[90] ». Un autre témoin oculaire, un médecin officier britannique qui travaillait à l'hôpital italien de Benghazi où il s'occupait des prisonniers malades,

expliqua que les vies des Français libres prisonniers ne comptaient guère. Le commandant italien de l'hôpital, « sur instruction des autorités supérieures », lui ordonna de faire sortir de l'hôpital tous les Français libres qui s'y trouvaient soignés, « peu importe leur état ». C'était pratiquement les condamner à mort, car seuls les cas les plus sérieux étaient traités dans l'hôpital. Il fallut l'intervention courageuse du médecin britannique pour que le commandant italien revienne sur sa décision[91]. On peut néanmoins supposer que, dans d'autres cas, les Français libres furent délibérément abandonnés à leur sort. Dans le camp de Tarhuna, par exemple, les médecins officiers italiens interdirent à leurs collègues britanniques de prendre soin des prisonniers considérés comme des combattants irréguliers[92].

Cela n'empêcha pas les soldats appartenant à des unités régulières d'être eux aussi maltraités. Ce fut le cas de beaucoup de soldats de couleur : Indiens, Népalais, Africains du Sud noirs, Aborigènes d'Australie et Maoris. En fait, l'administration des camps refusait la protection du droit international à des soldats pour la seule raison qu'ils étaient de couleur. Il y avait là, clairement, une dimension raciste. Les soldats noirs, qui se situaient aux plus bas échelons de la hiérarchie militaire britannique, se retrouvaient aux plus bas échelons des camps de prisonniers de l'Axe[93]. Ils y subissaient une discrimination raciale systématique ainsi que des violences physiques ; de surcroît, ils étaient voués au travail forcé, dans des conditions qui mettaient parfois leur vie en danger. Plusieurs d'entre eux furent même tués, intentionnellement et illégalement, par leurs gardiens.

Nous venons de parler de discrimination raciale. Les Italiens, dans leurs camps, ne s'en tinrent pas en effet à une simple ségrégation. Tandis qu'il était tout à fait habituel à l'époque (et permis par le droit international) d'héberger les prisonniers blancs et noirs dans des baraquements séparés, les autorités militaires italiennes firent une énorme différence entre eux en termes de conditions de vie. En violation manifeste de la convention de Genève, les soldats de couleur ne disposaient d'aucune installation appropriée et, plus grave encore, se voyaient, contrairement à leurs camarades blancs, contraints à des tâches épuisantes et dangereuses, comme le déchargement de navires militaires. Du coup, des prisonniers furent plus d'une fois tués involontairement par leurs propres troupes quand des avions

alliés s'attaquèrent aux ports tenus par l'Axe. C'est précisément ce que voulait éviter la convention de Genève en stipulant que « le travail fourni par les prisonniers de guerre n'entretiendra aucun lien direct avec les opérations de guerre ». Pourtant des chefs de camp italiens n'hésitèrent pas à soumettre des prisonniers noirs aux dangers les plus extrêmes, en sachant parfaitement qu'ils risquaient de mourir des mains mêmes de leurs camarades. Un cas de ce genre, dénotant une totale absence d'humanité, se produisit en 1942, quand un groupe de prisonniers népalais, des Gurkhas, resta sur la ligne de front pendant trois ou quatre jours pour y être « conduit dans toute une série de positions exposées aux tirs de l'artillerie lourde ». Ce fut un pur hasard si les éclats ne tuèrent aucun Gurkha, comme en témoigna après la guerre un soldat britannique qui avait assisté à cet épisode[94].

Si les prisonniers refusaient d'exécuter un travail dangereux, leurs gardiens italiens avaient reçu l'ordre de les priver d'eau et de nourriture et de recourir à des brimades physiques. Dans tous les camps de prisonniers, les gardiens italiens frappaient les prisonniers à la tête avec leur fusil, les piquaient avec leur baïonnette et allaient jusqu'à tirer sur eux[95]. La violence était donc le quotidien des prisonniers noirs. Preuve, s'il en fallait, de la brutalité qui régnait dans ces camps : les autorités y installèrent de véritables instruments de torture, tels ces « poteaux du châtiment » auxquels les prisonniers noirs se retrouvaient ligotés pour plusieurs jours sous le soleil brûlant ; mieux encore, comme les Italiens l'avaient déjà fait avec les Arabes et les Juifs, les prisonniers noirs furent fouettés en public pour montrer que les ordres qu'ils recevaient de leurs gardiens italiens pesaient plus lourd que n'importe quel règlement international[96].

D'autres prisonniers noirs furent tout bonnement exécutés, sans raison apparente. Comme un gardien italien le confia à un soldat blanc qui avait assisté par hasard au meurtre de sang-froid de cinq soldats indiens, il avait tué ces hommes parce qu'ils étaient de couleur[97]. Ce qui rendait si inquiétants ces cas de haine raciale, c'est que leurs auteurs ne passaient pas en conseil de guerre ; leurs supérieurs choisissaient, tout au contraire, de fermer les yeux, encourageant par là même la violence. Quand Mussolini visita le camp de Derna en juin 1942, il regretta que les hommes y soient traités avec encore trop d'humanité[98]. La plus haute autorité politique et

militaire d'Italie adressait ainsi un terrible signal à ses hommes. Il ne leur fournissait pas seulement une excuse pour leurs forfaits passés, mais les invitait à faire preuve, à l'avenir, de davantage encore de cruauté.

Mais bien des Alliés qui moururent dans les camps italiens y moururent d'une mort silencieuse et donc peu remarquée : ils y moururent de faim. La sous-alimentation fut la principale cause de mortalité : dans les camps d'Afrique du Nord, des milliers de prisonniers de guerre alliés ne disposèrent pour subsister, pendant des semaines, voire des mois, que de rations extrêmement réduites, comme le rapportèrent les survivants[99]. Dans un certain cas, les prisonniers ne reçurent chacun, sur une longue période, que deux biscuits ou 200 grammes de pain par jour (soit l'équivalent d'à peu près 500 calories), ainsi qu'une minuscule boîte de viande en conserve à partager entre deux hommes[100].

Les résultats furent dévastateurs chez des hommes qui souffraient déjà de la dysenterie ou de la diarrhée en raison de l'hygiène totalement insuffisante des camps. Les prisonniers comprenaient tous les dangers de la situation. Comme l'un d'entre eux l'a noté dans son journal, ses camarades prisonniers et lui avaient commencé à « descendre la Route de la faim[101] ». En quelques semaines, bon nombre de ces jeunes hommes avaient perdu jusqu'à un tiers de leur poids, et même davantage pour certains. Un ancien soldat de deuxième classe, Frederick Welsch, raconta dans une interview qu'il avait perdu, durant sa captivité en Afrique du Nord, 25 kilos, tombant jusqu'à un inquiétant 44 kilos, avant d'être transféré par bateau en Italie, où il mit du temps à retrouver ses forces[102]. « Ils n'étaient pas maigres, ils étaient squelettiques[103] », nota un autre prisonnier de guerre britannique en Italie quand il vit pour la première fois des prisonniers arriver d'Afrique du Nord. « Leurs bras et leurs jambes étaient à peine plus épais que des manches à balai[104]. » En quelques semaines, les prisonniers, complètement affaiblis, pouvaient à peine tenir sur leurs pieds ; ils en étaient réduits à ramper, comme s'en souvint un ancien combattant. Et cela empira. Comme un autre témoin oculaire put l'observer, les hommes, après plusieurs semaines dans les camps d'Afrique du Nord, « mouraient comme des mouches ». Ce n'était pas une exagération. Sur les 30 000 soldats britanniques tombés entre les mains de l'Axe à la suite de la défaite de Tobrouk en juin 1942, un grand nombre périrent dans les camps de Trik

Tarhuna, Suani Ben Adem et Benghazi, « conséquence d'une sous-alimentation et d'une négligence totales[105] ». Dans le seul camp de Suani Ben Adem, qui n'hébergea jamais plus de 1 500 prisonniers à la fois, près de 300 hommes mouraient chaque mois de malnutrition et de maladie[106], soit un taux de mortalité effarant de 20 %.

Un rapport détaillé dressé par un médecin britannique livre une vision particulièrement dérangeante de la vie dans ces camps. Cet officier travaillait dans l'hôpital militaire de Caserte, où il s'occupait des prisonniers qui avaient survécu aux camps d'Afrique du Nord et avaient été transférés par bateau en Italie. À l'instar de ses collègues italiens, il fut profondément choqué par la condition physique et mentale de ces hommes. « Je n'ai jamais vu de ma vie d'hommes souffrant à ce point de la faim, et il est impossible de trouver des mots assez forts pour décrire ce à quoi ils ressemblent[107]. » Ce praticien expérimenté observa tous les symptômes d'une dénutrition avancée, comme l'émaciation et le marasme. La peau de ses nouveaux patients était « d'une teinte ictérique, sale, sèche et écailleuse ; elle donnait l'impression, quand on la frottait entre les doigts, d'un tissu de papier, et là où elle avait été frottée se formait une ampoule. Elle pendait à certains endroits mais était tendue sur le crâne – le front était proéminent, les yeux enfoncés et fixes, la bouche grande ouverte, le visage totalement dépourvu d'expression ». Plus préoccupant encore pour ce médecin était l'état psychologique de ces prisonniers. Non seulement ils mettaient du temps à comprendre ce qu'on leur disait, mais quand ils finissaient par répondre, c'était d'une voix traînante, blanche et quasi inarticulée ; certains d'entre eux avaient aussi des absences et « disjonctaient » pendant plusieurs minutes. D'autres donnaient le sentiment d'être complètement à bout et commençaient à pleurer devant le médecin.

Dans de nombreux cas, le médecin officier ne pouvait plus grand-chose pour ces hommes ; le processus de dénutrition était beaucoup trop avancé, et ils mouraient en l'espace de quelques semaines. Comme il le nota, il avait vu plus d'un millier d'hommes mourir de la faim lors de son séjour à Caserte. Et Caserte n'était qu'une ville italienne parmi toutes celles où s'étaient retrouvés les prisonniers venant d'Afrique du Nord. Comme leur mort n'était jamais enregistrée avec précision, notamment parce que la

Croix-Rouge internationale n'eut jamais un plein accès aux camps nord-africains, il est impossible de dire exactement combien de prisonniers ne survécurent pas à leur captivité. En se fondant sur ce que nous savons du taux de mortalité qui existait dans le camp de Suani Ben Adem (où les conditions de vie ressemblaient à celles des autres camps) et sur la documentation médicale lacunaire dont nous disposons, nous pouvons simplement supposer que plusieurs milliers d'hommes périrent des suites de leur emprisonnement. Ce que nous savons en tout cas avec certitude, c'est que les chances de survie des prisonniers dépendaient grandement de la couleur de leur peau. Le sort probablement le moins enviable fut celui des soldats africains des Forces françaises libres, comme les tirailleurs sénégalais et tchadiens : non seulement ils étaient noirs, mais ils étaient aussi, sur le plan politique, au service d'un adversaire qui ne méritait aucune protection[108].

Ces découvertes récentes remettent complètement en question les considérations traditionnelles qui voudraient que les souffrances et la mort des prisonniers de guerre se trouvant entre les mains des Italiens aient été la conséquence tragique, mais inévitable, des conditions précaires inhérentes à la guerre[109]. Il est incontestable que les Italiens ont rencontré de gros problèmes pour faire parvenir à leurs troupes les approvisionnements adéquats, du fait principalement de la Royal Navy, qui réussit à semer une grande confusion, en Méditerranée, dans les convois de l'Axe pour l'Afrique du Nord. Ces problèmes de logistique n'expliquent cependant qu'en partie les misérables conditions de vie qui étaient le lot des prisonniers. C'est pour des raisons idéologiques et non par manque d'approvisionnements que les autorités italiennes des camps décidèrent que les prisonniers noirs devaient recevoir moins de nourriture que leurs camarades blancs. Par ailleurs, les nombreuses brimades physiques, particulièrement celles infligées aux prisonniers noirs, n'ont rien à voir avec la pauvreté des conditions de vie ; elles sont bien plutôt l'expression d'une mentalité raciste. Sur ce point, le contexte colonial a joué un rôle crucial dans les violences de guerre italiennes. Les prisonniers noirs étaient traités par les Italiens comme les habitants « racialement inférieurs » des territoires qu'ils occupaient.

Les mauvais traitements ne résultaient pas davantage d'une méconnaissance par les Italiens des règles à respecter concernant la prise en charge des prisonniers. De nombreux exemples montrent que les Italiens savaient parfaitement qu'ils violaient les dispositions internationales. On se contentera d'un exemple très caractéristique, celui du camp de Bari, en Italie du Sud : le commandant de ce camp essaya d'intimider un officier britannique qui avait accepté d'être le délégué des prisonniers et de faire en sorte que leurs conditions de vie s'améliorent. « Il vint vers moi le lendemain dans la rue principale du camp, comme le rapportera l'officier à ses supérieurs après la guerre, m'agita son poing sous la figure et me dit que, maintenant que j'étais devenu porte-parole, je devais bien comprendre que, s'il m'arrivait jamais de mentionner la convention de Genève, il me mettrait à l'isolement, sans nourriture[110]. »

Les mauvais traitements délibérés à l'encontre des prisonniers de guerre alliés par les forces de l'Axe peuvent aussi aider à expliquer pourquoi les Français libres furent amenés à partir de 1942, lorsque le sort de la guerre bascula en faveur des Alliés, à durcir leur attitude vis-à-vis des prisonniers allemands et plus particulièrement italiens tombés entre leurs mains. La France de De Gaulle commit de fait de graves infractions à la loi internationale. Elle ne remplit pas ses obligations envers les quelque 60 000 hommes dont elle eut la garde entre 1943 et 1947[111]. Les prisonniers allemands et italiens connurent le même sort que celui de nombreux Français libres avant eux. Ils furent parqués dans des camps qui manquaient trop souvent des installations nécessaires ; ils devaient accomplir des tâches dangereuses comme le déminage ; ils étaient en permanence sous-alimentés ; battus, ils subissaient d'autres formes de brimades physiques[112]. Ici encore, plusieurs milliers de prisonniers moururent en raison des conditions de vie très rudes qui leur étaient réservées dans les trente camps français du Maghreb[113]. La façon dont l'Italie fasciste s'était comportée, en refusant aux Français libres le statut de combattants et en les maltraitant, s'était retournée comme un boomerang contre les puissances de l'Axe. Dans les camps français, les soldats italiens et allemands furent bien placés pour découvrir ce que signifiait l'absence de toute pitié envers ceux que l'on avait capturés.

L’historiographie en question

Même si les récits de la campagne nord-africaine publiés en Europe de l’Ouest et aux États-Unis après 1945 diffèrent en fonction des pays[114], ils eurent un point commun : les violences de guerre en furent très largement absentes. Cela s’applique non seulement aux atrocités commises en Afrique du Nord contre les populations locales et les soldats noirs combattant pour les Alliés, mais aussi aux divers actes illégaux dont furent victimes leurs camarades blancs. Il serait donc trop simpliste de penser que la persistance des idées raciales et (post)coloniales fut la seule à façonner les mémoires de la guerre d’Afrique du Nord, même si elle joua un rôle clé. Les vraies raisons apparaissent plus complexes. Elles sont étroitement liées à un problème d’une tout autre ampleur : comment faire face à la guerre et au génocide en Europe ? Mais elles sont également en lien avec les événements qui survinrent en Afrique et en Asie après la guerre, ce qui va bien au-delà de l’Europe et de l’Amérique du Nord.

En premier lieu, les oublis apparents sont à replacer dans le contexte de la décolonisation, de la construction de nouvelles nations et donc de l’élaboration de « récits nationaux » adéquats dans des pays comme l’Inde, d’où venaient de nombreux soldats alliés. Dans ce pays, devenu indépendant de la Grande-Bretagne depuis 1947, se souvenir des soldats qui s’étaient battus pour l’ancien maître colonial était tout simplement hors de question, alors qu’émergeait une histoire nationale où ils étaient considérés comme des collaborateurs des Britanniques et donc des traîtres à leur nation. Cela peut paraître bizarre du point de vue qui est aujourd’hui le nôtre, mais ce sont bien ces mêmes Indiens qui avaient combattu pour les Japonais contre la domination anglaise qui devinrent les nouveaux héros de la nation dans le combat de l’Inde pour son indépendance, même s’ils avaient contribué à une entreprise impérialiste et brutale visant la conquête de l’Asie[115].

En second lieu, l’absence des Juifs d’Afrique du Nord dans le souvenir de la guerre tient au caractère particulier de la mémoire de l’Holocauste en Europe et en Amérique du Nord. Des tentatives plus récentes pour intégrer dans la Shoah le sort des Juifs de Libye et de Tunisie ont été accueillies avec scepticisme dans les pays occidentaux, tant par le monde universitaire

que par le grand public[116]. Ici encore, plusieurs raisons expliquent cette réticence. Contrairement à ce qui se passa en Europe, les persécutions antisémites en Afrique du Nord ne devinrent jamais des meurtres de masse, et pour bien des spécialistes cet aspect quantitatif constitue un critère absolu malgré ceux qui avancent que les violences antisémites en Afrique du Nord devraient être étudiées comme s'étant déroulées « sous la menace d'un Holocauste imminent qui ne s'est pas matérialisé[117] ». De plus, il a fallu beaucoup de temps aux sociétés européennes pour reconnaître que l'Holocauste n'avait pas été un phénomène exclusivement allemand, mais davantage le produit d'un héritage gênant partagé par d'autres pays européens. Le meurtre de masse des Juifs perpétré en Europe à l'instigation des nazis n'aurait pas été ce qu'il fut sans l'aide de collaborateurs au sein des pays de l'Axe, occupés ou alliés. Il semble à beaucoup que ce soit aller trop loin que d'élargir les dimensions géographiques de l'Holocauste jusqu'à y intégrer des pays non européens. Toucher à ces frontières porterait atteinte à son caractère unique par rapport à d'autres génocides, en particulier ceux commis en Afrique sous le régime colonial[118]. Le peu d'empressement mis à faire entrer dans la commémoration de la Shoah les persécutions antisémites survenues dans l'Afrique du Nord coloniale doit être replacé dans un contexte qui voit certains spécialistes s'efforcer de présenter l'Holocauste comme un génocide colonial. Derrière cette question se dissimulent d'énormes enjeux politiques. La conviction que le régime hitlérien et l'Holocauste qu'il déclencha n'ont aucun équivalent est au cœur de ce qui constitue l'identité allemande d'aujourd'hui comme de ce qui fonde, partout de par le monde, la judéité. Dans ce climat tendu, il est encore difficile aujourd'hui, pour les Juifs d'Afrique du Nord et leurs descendants, de se faire entendre face à ce que l'on a pu nommer la prépondérance, dans les mémoires, de l'Holocauste ashkénaze.

Une troisième raison permet d'expliquer l'omission des violences de guerre dans les récits publiés sur la guerre du désert : l'absence de poursuites contre les coupables après 1945. Malgré les nombreuses atrocités commises, notamment par les Italiens, peu de procès pour crimes de guerre se tinrent dans l'après-guerre. La commission compétente de l'ONU lança bien quelques enquêtes, mais la très grande majorité des charges fut vite abandonnée. La guerre froide se profilait. Les Anglais et les Américains

voulaient éviter de déstabiliser l'Italie et son nouveau gouvernement démocratique en soutenant les demandes de ceux qui voulaient juger les criminels de guerre italiens, surtout compte tenu du fort ancrage du parti communiste dans le pays. La décision de ne pas poursuivre les coupables eut de lourdes conséquences. Le grand public ne prit pas vraiment conscience de ce qui s'était passé, pas plus que les historiens de métier auxquels les procès, s'ils s'étaient tenus, auraient permis de pousser plus avant leurs recherches.

Ces rétentions, tous ces blocages de la mémoire, dans un contexte marqué par la décolonisation, le redressement de l'Europe et la guerre froide, permirent aux anciens combattants d'Afrique du Nord de promouvoir leur version héroïque, quoique simpliste, d'une guerre sans haine. Leurs récits tombèrent sur un sol fertile dans une Europe qui avait un urgent besoin, au sortir des horreurs de la guerre, de belles histoires de bravoure. Dans cette perspective, on peut aussi considérer ce type d'ouvrages comme relevant d'une littérature édifiante qui proliféra après 1945. Ils montraient, exemples à l'appui, que l'on pouvait se montrer humain même à l'époque la plus noire de l'humanité. C'était donc une grande leçon de morale qu'ils prétendaient nous apporter, mais à quel prix !

Tous les aspects de la campagne nord-africaine qui n'entraient pas dans le cadre de cette geste héroïque furent en effet soit marginalisés soit complètement ignorés, en priorité les violences de guerre perpétrées contre les Arabes et les Juifs. Au point, comme ce fut le cas de certains auteurs britanniques, d'en faire une simple note de bas de page. Un bon exemple : le livre populaire de Ronald Lewin sur l'Afrikakorps (*The Life and Death of the Afrikakorps*). Publié pour la première fois en 1977 et repris ensuite par Pen and Sword Books, un éditeur anglais spécialisé dans les ouvrages d'histoire militaire, il considère que « les Arabes, qui, par intermittence et subrepticement, se mirent au service d'un camp et de l'autre, forment une ombre insignifiante sur ce vaste tableau[119] ». Ce qui frappe tant de la part de l'auteur, ce n'est pas tant sa façon de recourir tout crûment au stéréotype racial de l'Arabe déloyal, c'est plutôt le fait qu'il a relégué son propos dans une brève annotation, et ce au sein d'un ouvrage de deux cents pages truffé de longs récits de bataille et d'épisodes héroïques. En occultant le contexte dans lequel le conflit s'insérait et en rayant d'un trait de plume les

populations locales et leurs souffrances, Lewin pouvait soutenir sa thèse principale : cette « vérité reconnue » selon laquelle la guerre du désert avait été une guerre « propre ». Elle n'aurait pas été « polluée » par les politiciens et les idéologues ni encombrée par des « complications subalternes » comme l'intervention de partisans, les problèmes d'occupation ou les besoins des populations civiles. L'idée d'un désert vide se trouve au centre du récit. Pour Lewin, la campagne nord-africaine se déroula au sein de ce qu'il appelle une « chambre stérile », ce qui eut des effets décisifs sur les soldats et leur manière de se battre. Poussant la métaphore jusqu'aux extrêmes, il en vient à écrire que « d'une façon indéfinissable, la pureté du désert purifia la guerre du désert[120] ». Tout se passe, aux yeux de Lewin, comme si la nudité du paysage avait en quelque sorte rendu impossibles les crimes contre l'humanité.

On laissa également de côté, dans les descriptions du conflit après la guerre, bien des coupables de crimes de guerre, notamment ceux qui appartenaient à l'armée et à la police italiennes. Ce qui conduisit par la suite à minorer le rôle joué dans la Seconde Guerre mondiale par le principal partenaire de l'Allemagne au sein de l'Axe, d'où d'importantes conséquences sur la façon dont on a raconté pendant des années la campagne nord-africaine. Même si les combats se situèrent dans l'une des plus vieilles colonies de l'Italie et même si cette dernière se tailla la part du lion dans les combats, les événements qui précédèrent l'arrivée des Allemands sur le théâtre de guerre nord-africain au début de 1941 ont souvent été dépeints comme un modeste prélude à l'affrontement épique entre l'Afrikakorps d'un côté, avec à sa tête le chevaleresque Rommel, et la 8e armée anglaise de l'autre, avec à sa tête le non moins chevaleresque Montgomery. On s'est beaucoup focalisé sur les Britanniques et les Allemands et l'on a fortement personnalisé le conflit, en soulignant le rôle joué par Rommel pour que la guerre soit menée dignement.

Les récits d'anciens combattants présentant la guerre du désert comme une guerre propre ont été si convaincants que les principaux courants de l'historiographie militaire, notamment en Grande-Bretagne, ont choisi de les prendre pour argent comptant[121]. Les points de vue que ces récits adoptent sont en effet passablement familiers à des historiens militaires qui ont souvent eux-mêmes un passé militaire. Ils partagent avec

les protagonistes de ces récits un certain nombre de croyances et de convictions sur la nature de la guerre. On trouve dans cette « matrice de guerre » l'idée plus générale que des « contraintes » et des « impératifs » apparemment objectifs déterminent dans une large mesure l'action militaire, ce qui suggère qu'il n'y avait pas d'alternative aux décisions prises par les généraux dans leurs postes de commandement[122]. Mais il y a plus. Notamment dans le domaine britannique, de nombreux historiens militaires traditionnels ont été tout à fait réticents à replacer les tactiques adoptées et les opérations menées sur le champ de bataille dans leur contexte historique global : buts de guerre, structures économiques et sociales des belligérants et plus particulièrement interactions entre guerre et société civile[123]. Dans le cas de la campagne nord-africaine, les historiens et organisateurs d'expositions bien connus Jo Woolley et David Smurthwaite, du Musée national de l'Armée, ont avancé que la population civile locale ne représentait rien d'autre qu'une « distraction » pour les soldats des deux camps, reprenant ainsi presque mot pour mot les propos tenus par d'anciens combattants comme Lewin[124]. On voit bien ici à quel point les historiens ont fait leurs les points de vue de ceux qui avaient vécu la guerre. En d'autres termes, la « matrice de guerre » des anciens combattants s'est transformée en ce que l'on pourrait appeler la « matrice de l'historiographie militaire ».

Adopter le point de vue des anciens combattants pour écrire l'histoire de la guerre du désert est tout sauf un phénomène de l'immédiat après-guerre, bien au contraire. Très récemment, Peter Lieb a renoué avec le discours habituel sur la guerre du désert dans un bref article concernant Rommel[125]. Officier de réserve dans l'armée allemande et ancien maître de conférences à l'Académie royale de Sandhurst, Lieb reprend tous les vieux clichés traditionnels sur la guerre du désert. Il ramène le conflit à une joute entre l'Afrikakorps et la 8^{e} armée britannique, soit en minimisant les atrocités avérées commises contre les civils, soit, quand elles ne peuvent être ignorées, en les imputant entièrement aux Italiens. Après avoir fait porter le blâme à ces derniers, il les fait complètement disparaître de son propos. En fait, pour Lieb, l'effort de guerre de l'Axe en Afrique est à mettre au crédit des seuls Allemands. C'est ce qui lui permet de soutenir que la campagne d'Afrique du Nord fut en définitive une guerre propre. Et

de terminer sa démonstration en se référant à Rommel, qu'il dépeint en héros de légende. Le maréchal allemand avait raison ; après tout, ce fut une « guerre sans haine » que la guerre du désert.

Plutôt que d'entretenir le mythe de Rommel auprès du public, il incombe à l'historien de suivre le chemin rigoureusement inverse. À lui de démythifier ces légendes, de déconstruire ces mythes en les prenant pour ce qu'ils sont : de puissantes constructions culturelles de l'après-guerre. À lui d'analyser et d'expliquer l'environnement historique spécifique dans lequel ces légendes furent créées et purent fleurir pendant des décennies. Il est temps de donner forme à une histoire plus nuancée de la guerre du désert, en la replaçant dans son contexte et en montrant ce qu'elle fut réellement : une guerre âprement disputée, dont les violences et la haine raciale font partie intégrante.

*1. Par Patrick Bernhard, avec la collaboration de Julie Le Gac.

Les populations civiles dans la guerre du désert[*1]

La Seconde Guerre mondiale en Afrique du Nord a souvent été présentée comme une guerre du désert, guerre de course où les réserves d'eau, de vivres et de carburant déterminaient les possibilités de survie et d'action. Principal théâtre des combats jusqu'en 1942, la Libye est alors le pays le moins peuplé de l'Afrique du Nord, avec une population de moins de 850 000 personnes pour 1,76 million de kilomètres carrés. L'immense étendue désertique de la Syrtique y sépare la Tripolitaine, à l'ouest, de la Cyrénaïque, à l'est. De Misrata à Benghazi, puis de Derna à Tobrouk, les terres arides ne sont ponctuées que de rares villes et villages. La frontière avec l'Égypte ne fait que diviser un horizon sans fin. L'habitat s'agrippe à la côte et sur les hauteurs plus arrosées du Djebel el-Akhdar à l'est et du Djebel Nefousa à l'ouest. Dès que l'on s'achemine vers le sud, il s'éparpille dans les rares oasis.

Si la guerre de mouvement se déroule avant tout dans les régions côtières, les plus peuplées, le conflit est aussi d'emblée marqué par de nombreux bombardements aériens sur les villes. Tripoli subit ainsi quarante et un raids entre le 15 juin 1940 et mai 1941, tandis que les Italiens et les Allemands bombardent Le Caire et Alexandrie. Benghazi, Tobrouk et Tripoli furent prises et reprises. Par la suite, le débarquement allié du 8 novembre 1942 puis la pénétration des forces de l'Axe en Tunisie le 17 novembre suivant portèrent la guerre dans des territoires plus densément peuplés. L'impact du conflit sur les populations civiles dépassa cependant largement la sphère des contacts directs avec les troupes et la violence de

guerre : dès 1939, les territoires d'Afrique du Nord mais aussi d'Afrique subsaharienne sont impliqués dans la préparation active des hostilités. Ils ne cessent, durant toute la guerre, de fournir vivres, hommes et matériels, subissant une pression économique et des mutations politiques importantes. La guerre entraîne la mise en place de politiques de répression, d'encadrement et de mobilisation des civils, passant notamment par la persécution des Juifs et des opposants politiques. L'ensemble des sociétés d'Afrique du Nord et du sud du Sahara a ainsi été mis à contribution et affecté par le conflit, contribuant à modifier en profondeur le rapport colonial et les structures sociales. Dès le milieu des années 1930, l'Afrique du Nord représente aussi un enjeu de propagande de la part des puissances européennes, dans la perspective d'une compétition croissante pour le contrôle de la Méditerranée entre les pays de l'Axe d'une part, et la France et la Grande-Bretagne d'autre part.

Il est ainsi nécessaire d'appréhender l'impact de la Seconde Guerre mondiale en Afrique du Nord dans le temps plus long d'une colonisation qui célèbre son triomphe au moment où s'affirment des revendications nouvelles dans la forme et plus radicales dans le contenu. Pour beaucoup de Nord-Africains, la capitulation du Reich ne signifia pas la fin des combats, mais la continuation de la lutte pour les réformes et l'indépendance. Le 8 mai 1945 marqua ainsi à la fois la reddition finale de l'Allemagne et la première révolte nationaliste de grande d'ampleur en Algérie depuis 1916.

Très inégalement répartie sur l'ensemble du territoire, la population civile est aussi caractérisée par son hétérogénéité et la complexité de sociétés coloniales où la présence européenne est relativement importante, à l'exception de l'Égypte où la présence britannique, avant tout militaire, se cantonne sur le canal de Suez et aux frontières. À l'est du bastion italien de Libye, l'Égypte avec sa population de près de 16 millions d'habitants en 1937, domine démographiquement la région, bien que sa population se concentre presque entièrement le long du Nil. De l'autre côté, la Tunisie et l'Algérie, avec respectivement 2 640 000 et 7 150 000 habitants en 1936, forment un second pôle démographique – bien que parsemé de creux et de pleins, ces derniers étant, comme pour la Libye, avant tout côtiers. Le Maroc enfin, avec 8 400 000 habitants en 1936, se présente comme un territoire stratégique non seulement pour sa démographie et son économie, mais aussi par sa position à l'articulation entre Atlantique et Méditerranée.

Ces sociétés composites réunissent une population majoritairement arabe, avec de fortes minorités berbères dont la proportion s'accroît d'est en ouest, de l'oasis de Siwa en Égypte à l'Atlas marocain. Au sud, les populations du désert sont aussi bantoues et touaregs. La césure la plus importante sépare cependant la population européenne, qui jouit d'un statut privilégié, des colonisés et « protégés » autochtones. Les Européens sont 850 000 en Algérie, 210 000 en Tunisie et environ 120 000 en Libye à la veille du conflit. Dernière venue, la puissance coloniale italienne est alors en plein développement de sa politique d'implantation de colons : l'installation de 20 000 puis de 10 000 agriculteurs italiens en 1938 et 1939, hautement publicisée par le régime fasciste, s'est accompagnée de la création de nouveaux villages agricoles qui s'égrènent depuis la Tripolitaine jusqu'au Djebel el-Akhdar.

Le contexte nord-africain à la déclaration de guerre

C'est dans un contexte de contestation croissante de la domination coloniale que s'ouvre la Seconde Guerre mondiale en Afrique du Nord, malgré le triomphe apparent de la colonisation française de l'Algérie, dont le centenaire a été fastueusement célébré en 1930, et malgré la victoire récente et brutale de la conquête italienne en Libye avec la pendaison en 1931 d'Omar el-Mokhtar, dernier chef de la résistance à la colonisation italienne en Cyrénaïque au nom de la confrérie de la Sénoussiya. De l'Orient au Maroc, de nouvelles formes d'opposition s'affirment cependant : la Grande-Bretagne a dû composer avec le parti nationaliste Wafd en Égypte dès 1922, concédant une autonomie interne. En 1936, face à une nouvelle pression des nationalistes égyptiens, elle doit reconnaître l'indépendance du pays, qui reste toutefois limitée sur le plan militaire et des affaires étrangères.

Au Maghreb, la crise des années 1930 précipite la montée des revendications nationalistes, qui se structurent en partis et mouvements organisés. L'Association des oulémas musulmans algériens, créée en 1931, relaie le mouvement d'épuration et de modernisation de l'islam né en Égypte à la fin du siècle précédent, contribuant à lier les revendications

politiques en faveur des colonisés à l'exaltation d'une identité musulmane. La constitution du Néo-Destour en 1934 en Tunisie, puis celle du Parti du peuple algérien (PPA) en 1937, après la dissolution de l'Étoile nord-africaine par le Front populaire, conduisent à la consolidation d'une opposition qui revendique dans un premier temps davantage de droits pour les colonisés. Dans ce contexte, le rejet par les colons d'Algérie du projet de réforme Blum-Viollette en 1937, déjà limité dans son ambition d'attribuer la citoyenneté française à un nombre restreint de sujets musulmans, ne fait qu'attiser le courant nationaliste au détriment des réformistes. La démission du gouvernement de Front populaire le 21 juin 1937, qui brise l'espoir de réformes en Afrique du Nord française, accentue les tensions et initie un nouveau cycle de répression. Fin 1937, le général Noguès, alors résident général au Maroc, interdit le Parti national marocain, à la suite des émeutes en pays Zemmour et à Fès, et déporte le dirigeant nationaliste Allal el-Fassi au Gabon, tandis que d'autres militants nationalistes sont placés en résidence surveillée. En Tunisie, la répression sanglante de la manifestation du 9 avril 1938 et l'emprisonnement des principaux dirigeants du Néo-Destour à la prison militaire de Téboursouk, à 100 kilomètres de Tunis, ne font qu'enfoncer le pays dans un climat de crise et incitent plusieurs membres éminents du Néo-Destour à radicaliser leur action : les déprédations de lignes téléphoniques et télégraphiques, la diffusion de tracts, les graffitis muraux sont autant de moyens de pression pour exiger la libération des dirigeants destouriens[1]. Le pacte germano-soviétique en août 1939, puis la déclaration de guerre en septembre, accentuent ce climat répressif, en permettant d'arrêter des dirigeants du Parti communiste algérien et d'interdire sa presse. Accusé de collusion avec l'Allemagne, le Parti du peuple algérien est de même interdit en septembre et ses principaux dirigeants, dont Ahmed Messali Hadj, arrêtés le 4 octobre 1939.

Si la situation paraît plus calme en Égypte à partir de 1936, le Wafd y est néanmoins désormais confronté à des courants nationalistes plus radicaux et à la critique des Frères musulmans. Déconsidéré pour ses compromis avec la Grande-Bretagne, il ne peut empêcher la montée des revendications en faveur d'une réelle indépendance. L'opinion égyptienne, de plus, est sensible à la situation de guerre civile en Palestine depuis 1936 qui alimente le sentiment antibritannique. L'Égypte apparaît de fait comme

un foyer de revendications anticoloniales qui abrite aussi l'opposition libyenne à la domination italienne, en particulier la direction de la confrérie de la Sénoussiya, qui s'est opposée par les armes à la conquête de la Cyrénaïque.

La guerre de la propagande : la stratégie d'influence italienne et la concurrence allemande

L'accusation de collusion du PPA avec l'Allemagne nazie est symptomatique de l'interférence entre les antagonismes européens et la situation en Afrique du Nord. Les rives sud et orientale de la Méditerranée sont en effet considérées dès le milieu des années 1930 comme un enjeu essentiel dans l'extension de zones d'influence et l'affaiblissement des autres puissances. Si certains ont voulu voir dans le fascisme et le nazisme des idéologies confluant avec l'islamisme et le nationalisme arabe alors en pleine émergence, il faut cependant nuancer le propos, tant pour ce qui concerne la place de l'islam dans les stratégies italienne puis allemande que dans la perception de ces régimes en Afrique du Nord et au Proche-Orient.

En Italie, l'achèvement de la conquête de la Cyrénaïque en 1931 ouvre la voie à une réflexion nouvelle sur la possibilité d'intégrer les populations arabes et musulmanes, ou du moins de les convaincre de se ranger du côté du fascisme. L'Italie, qui prévoit désormais de s'étendre dans l'ensemble du bassin méditerranéen, sait que ses ambitions vont rapidement se heurter aux blocs coloniaux français et britannique. Elle tente donc de miner l'influence de ces concurrents en se présentant comme la protectrice de l'islam. Le 18 mars 1934, lors de l'assemblée quinquennale du régime, Mussolini se prononce ainsi pour le développement de la propagande fasciste envers les populations arabo-musulmanes. Dès le 24 mai 1934, Radio Bari émet des émissions en arabe : l'usage de la radio permet en effet non seulement de s'affranchir des frontières, mais offre aussi, plus sûrement que la presse, la possibilité de toucher une population de 36 millions d'Arabes comptant une large majorité d'analphabètes.

L'attention portée à la radio entre, plus largement, dans le cadre d'une compétition accrue entre puissances méditerranéennes pour conquérir les

populations nord-africaines. Ainsi, une semaine après le lancement des émissions en arabe de Radio Bari, Radio Cairo est inaugurée par les Britanniques. Suivent le lancement de Radio Alger par la France en 1935 puis de Radio Jérusalem le 30 mars 1936 et de Radio Bagdad par la Grande-Bretagne le 12 juillet 1936. Cette « guerre des ondes » se poursuit en janvier 1937 avec la création de Radio Ankara, en janvier 1938, avec les émissions en arabe de Radio Londres et, en septembre 1938, avec celles de Radio Beyrouth. La situation se précipite en avril 1939 lorsque l'Allemagne commence à émettre elle aussi en arabe depuis les stations de Berlin et de Stuttgart, auxquelles viennent s'adjoindre pendant la guerre celles de Munich, de Francfort, de Zeesen et de Sarrebruck. Avec l'occupation de la zone nord en France, l'Allemagne utilise aussi les canaux de France fidèle et de Radio Paris, cette dernière émettant déjà en arabe depuis 1938. Dès juillet 1940, les Allemands permettent de même à des nationalistes algériens, dont les Kabyles Radjef et Iguerbouchen, de diffuser des émissions vers l'Afrique du Nord depuis Radio Mondial. L'Allemagne bénéficie aussi du ralliement de certains journalistes influents comme l'Irakien Yunus el-Bahri et le Tunisien Abderrahman Bel Haj Ahmed (dit Yacine), ainsi que de la sympathie du nationaliste arabe syrien Chekib Arslan installé à Genève. Ces propagandes italiennes et allemandes bénéficient au Maghreb et en Égypte d'une large sympathie dans la population musulmane du fait de leur opposition aux dominateurs français et britanniques.

Cette politique est doublée, sur place, d'une concurrence accrue entre puissances de l'Axe pour accaparer le soutien des musulmans en vue du conflit à venir. Au printemps 1935, le ministère des Affaires étrangères italien lance ainsi une enquête sur les menées anti-italiennes dans les pays arabes, qui révèle l'influence croissante de l'Allemagne nazie, notamment au Maroc, en Égypte et au Proche-Orient. Cette influence est vue comme une menace telle pour l'influence italienne qu'elle génère au ministère de la Guerre la peur d'une collusion entre communistes et agents nazis pour fomenter une insurrection générale. S'appuyant sur une source « occasionnelle mais fiable », les renseignements militaires italiens annoncent en mars 1935 l'imminence d'une révolte au Maghreb qui pourrait s'étendre en Libye. L'information est prise au sérieux par Mussolini qui la diffuse immédiatement au gouverneur général de la Libye,

Italo Balbo, dans un climat de crainte de manipulation par les autres puissances du panislamisme et du nationalisme arabe contre l'Italie.

L'année 1935 marque donc un tournant dans la politique musulmane italienne, favorisant le projet, présenté en juin par Italo Balbo, de créer une organisation paramilitaire fasciste destinée aux jeunes musulmans libyens, la Jeunesse arabe du Licteur (*Gioventù araba del Littorio*, GAL), censée « prodiguer une éducation physique, morale et militaire à tous les jeunes Arabes de 12 à 18 ans résidant en Libye » sur le modèle de la milice volontaire nationale fasciste en Italie. Dans la pratique, la prudence incite toutefois à en limiter d'abord l'accès « à la jeune génération déjà éduquée dans nos écoles, dont la mentalité peut être formée selon les exigences de notre vie civique, et pour laquelle être appelé à servir le régime *via* l'encadrement par la milice peut être un motif d'orgueil », c'est-à-dire celle des principales villes, « où l'on peut déjà compter sur de nombreux éléments en mesure de comprendre et d'apprécier la portée de cette initiative[2] ». L'initiative est cependant relayée jusque dans les oasis du Sud. En 1937, Balbo peut ainsi faire parader 10 000 jeunes Libyens sous la conduite d'une centaine d'officiers italiens. En tout, environ 10 % de la jeunesse musulmane libyenne masculine âgée de 12 à 18 ans aurait été embrigadée dans cette organisation à la fin des années 1930, ce qui permet au Duce de se proclamer lors de sa visite à Tripoli en mars 1937 « défenseur de l'islam ».

La concurrence des propagandes conduit à faire de l'islam un enjeu important des rapports de forces dans la seconde moitié des années 1930, favorisant la tentative de certains orientalistes italiens et allemands détenant une position relativement marginale dans le régime de s'affirmer par la promotion d'une véritable synthèse entre islam et fascisme ou nazisme. Dès 1932, le journal *Avvenire arabo*, dirigé par Carlo Alfonso Nallino et Bernardo Barbiellini Amidei, établit un parallèle historique entre Italiens et Arabes musulmans, avant de subir les critiques des milieux catholiques conservateurs. Lors de la visite de Mussolini en Libye en 1937, la volonté d'intégrer l'islam dans le fascisme ressurgit, mais avec une coloration plus conservatrice. Spécialiste italien de l'islam et de la culture arabe, Gino Cerbella, futur ethnologue, considère ainsi que la religion musulmane repose sur des valeurs communes au fascisme comme l'obéissance,

l'abnégation et la combativité. L'islam est vu comme un possible élément unificateur opposé à la division démocratique, et reposant sur la même révolte des humiliés. Pour lui « le fascisme peut, dans un certain sens, être qualifié d'islam du XX^e^ siècle ». Face à un Occident décadent, il offrirait un remède contre le « paganisme politique », Mussolini étant présenté comme un « prophète », fondateur d'une « théocratie de l'État », comme Mahomet aurait fondé l'État théocratique. Cette « politique musulmane du fascisme » ne se départ cependant pas d'une vision essentialiste de la culture arabo-musulmane. L'objectif principal reste très pragmatique, puisqu'il s'agit de faire des musulmans « une muraille humaine de 250 millions d'hommes » contre « l'ennemi commun, le bolchevisme »[3]. Les lois raciales adoptées par l'Italie en 1938 accentuent le versant conservateur de cette politique, qui cherche moins à acculturer qu'à obtenir le soutien des élites traditionnelles à travers l'instauration de l'Association musulmane du Licteur (*Associazione Mussulmana del Littorio*, AML), créée en 1935 et destinée à donner aux notables musulmans de Libye quelques privilèges symboliques. L'objectif premier reste le recrutement en masse de musulmans dans l'armée, au moment où l'Italie met un frein à sa politique sociale envers les musulmans pour des raisons budgétaires.

Sur le fond cependant, des divergences subsistent. Le Grand Conseil fasciste refuse d'avaliser la proposition de Balbo d'attribuer la citoyenneté italienne à certains musulmans de Libye. Inversement, en 1941-1942, Enrico Endrich, inspecteur du Parti national fasciste (PNF) en Libye, se fait le promoteur d'une fascisation poussée des musulmans libyens par l'extension du rôle du Parti fasciste et de l'encadrement des loisirs de l'ensemble de la population. Il déplore en mars 1941 que l'AML soit demeurée « une institution inerte, inutile, sans vie », alors même qu'il est nécessaire que le Parti « pénètre profondément dans le tissu social »[4]. Cette critique se heurte à la réticence du ministère des Affaires étrangères, pour qui « le nombre de ceux [parmi les Libyens] qui sont capables de comprendre le contenu idéologique de la doctrine fasciste paraît limité », et du gouverneur, pour qui cela équivaudrait à l'ouverture du fascisme « à une pléthore qui pourrait nuire ». La société locale serait composée « d'éléments trop hétérogènes, qu'il est pratiquement et moralement impossible de faire tenir ensemble[5] ». Subordonnant la décision à la fin de

la guerre, le gouvernement italien finit par abandonner toute ambition d'association immédiate entre Italiens et Arabes musulmans au sein du fascisme, d'autant qu'il n'a plus les moyens, avec la guerre, de l'appliquer sur le terrain.

Comme l'ont mis en évidence les travaux de Peter Wien, l'envoi de l'Afrikakorps en Afrique du Nord à partir de février 1941 permet de même à certains fonctionnaires du ministère de la Propagande ainsi qu'à des officiers et spécialistes de second rang de chercher à se tailler une sphère d'influence dans le régime, que ce soit à travers le journal *Barid al-Sharq* (imprimé à Berlin à hauteur de 5 000 exemplaires en mars 1943) ou par l'intermédiaire de l'Institut central islamique de Berlin, inauguré le 18 décembre 1942 par l'un des discours les plus antijuifs du mufti de Jérusalem, Mohammed Amin al-Husseini[6].

Jusqu'à quel point ces offensives médiatiques ont-elles réussi à influencer les populations musulmanes d'Afrique du Nord au moment de l'entrée en guerre ? Beaucoup céderont à la tentation facile de dénoncer en 1945 les effets de la propagande nazie derrière les revendications nationalistes et les émeutes de Sétif et Guelma. Il est en réalité très difficile de mesurer l'audience des radios, très peu nombreuses dans la population musulmane (alors que 95 % des Européens d'Algérie possèdent un poste). Leur influence passe par les cafés, les rumeurs, et se diffuse davantage en milieu urbain. Les politiques italienne et surtout allemande sont par ailleurs interprétées avant tout au filtre du contexte nord-africain et palestinien. Avec le conflit en Palestine et la montée des contestations anticoloniales, Hitler jouit d'une incontestable popularité dans certains milieux populaires et nationalistes syriens, palestiniens ou irakiens. Le consul d'Allemagne en Palestine, Walter Doehle, écrit par exemple en mars 1937 que « les Arabes de Palestine ont, dans toutes les classes sociales, de grandes sympathies pour la nouvelle Allemagne et son Führer[7] ». La dégradation de la situation palestinienne précipite le souhait de Berlin de sceller une alliance avec les Arabes contre les Britanniques à partir de l'été 1938. L'Allemagne commence ainsi à fournir armes et financements aux Palestiniens. C'est dans ce cadre que le Reich intensifie son action de propagande radiodiffusée envers l'Afrique du Nord et le Proche-Orient. Créée en avril 1939, la station de Zeesen qui transmet en arabe compte quatre-

vingts employés, dont une vingtaine de speakers arabophones, formant la radio en langue étrangère la plus importante d'Allemagne. Les programmes y sont élaborés en accord avec le haut commandement de la Wehrmacht. Orientée surtout vers le Proche-Orient pour des raisons stratégiques et de contexte politique immédiat, l'action allemande reste au contraire limitée en 1940 envers l'Afrique du Nord, notamment le Maghreb, où les conventions d'armistice avec la France restreignent l'interférence directe de Berlin.

Certains dirigeants nationalistes maghrébins sont de même séduits par l'idée d'une alliance avec l'Allemagne, qui permettrait selon eux de se débarrasser de la domination coloniale française. Ils restent cependant minoritaires dans les principaux partis nationalistes. Comme le rappelle Fayçal Chérif pour la Tunisie, il est nécessaire de distinguer la popularité diffuse dont peut jouir l'Allemagne dans l'opinion publique, de la position de la plupart des dirigeants et intellectuels nationalistes en Afrique du Nord, notamment au Maghreb. Au Maroc, le sultan Sidi Mohammed Ben Youssef assure le général Noguès de sa loyauté envers la France. En Algérie et en Tunisie, Ferhat Abbas et Bourguiba dénoncent à plusieurs reprises toute alliance avec le nazisme. Cela n'empêche pas la volonté de remettre en cause la domination française. La déclaration de guerre est en fait un désaveu des influences italienne et allemande, du moins au niveau des directions des partis et mouvements politiques. En Libye même, le succès apparent de la Jeunesse arabe du Licteur ne doit pas occulter le fait que la participation à ce mouvement est d'abord vue comme un moyen d'affirmation de la jeune génération plutôt que comme une adhésion inconditionnelle au fascisme, d'autant que l'appartenance à la GAL, obligatoire pour les élèves musulmans à partir du secondaire, est aussi source d'avantages matériels pour les catégories moins favorisées. De façon plus générale, la diffusion au Proche-Orient et en Égypte de mouvements inspirés, sur le plan de l'organisation et de la gestuelle, des organisations de jeunesse fascistes et nazies ne signifie pas que ceux-ci en reprennent l'idéologie[8]. Il s'agit bien moins d'une adhésion au fascisme ou au nazisme que de manifestations de radicalisation nationaliste dans un cadre idéologique qui voit dans l'autoritarisme un moyen de lutte contre la domination coloniale et l'affirmation d'États-nations forts. La très grande majorité des dirigeants et intellectuels nationalistes et réformistes prennent

ainsi position contre toute alliance avec l'Allemagne et mettent en garde contre l'antisémitisme nazi. Le nombre de réels collaborateurs de l'idéologie hitlérienne, dont le grand mufti de Jérusalem, Mohammed Amin al-Husseini, reste l'exemple le plus connu, demeura limité dans les faits. Le sentiment antifrançais au Maghreb est moins la conséquence de la propagande étrangère que celle de la domination coloniale.

La place des colonies dans l'économie de guerre

La défaite de la France et les conventions d'armistice entraînent trois conséquences majeures pour la population de l'Afrique du Nord française : une dégradation rapide et durable de la situation économique ; la modification de l'appareil politique et idéologique colonial avec la tentative de mise en place d'une version nord-africaine de la Révolution nationale de Vichy ; enfin, l'adoption de mesures d'internement et de répression, notamment envers la population juive. La Seconde Guerre mondiale fut à cet égard un élément de désagrégation de l'Empire et d'aggravation des tensions entre les différentes catégories des sociétés coloniales[9].

La mobilisation des hommes et des ressources économiques entraîne en effet dès septembre 1939 une détérioration de la situation générale du Maghreb. Les contraintes imposées par la mobilisation puis par les commissions d'armistice et les demandes du régime de Vichy pèsent par ailleurs fortement sur des territoires affectés dès avant le conflit par la récurrence des famines. Rien qu'en Algérie en 1939-1940, 215 000 hommes sont mobilisés, dont 123 000 musulmans – 158 000 sont envoyés sur le front en métropole : 5 400 y sont tués et 67 400 faits prisonniers. La guerre signifie la fin de l'émigration vers la métropole en même temps que le retour forcé de nombreux émigrés, donc l'arrêt d'une source de revenus souvent vitale pour les populations musulmanes. Dans l'année suivant juillet 1940, 26 247 travailleurs algériens sont renvoyés en Algérie, tandis que seuls 1 300 opèrent le trajet inverse[10]. La Tunisie connaît un phénomène analogue, avec une immigration depuis la métropole d'environ 1 000 personnes par mois en 1941. Or la récolte catastrophique de 1940, qui entraîne une chute de 60 % de la production céréalière, aggrave une situation déjà tendue du fait de la croissance de l'ordre de

600 000 personnes de la population algérienne entre 1936 et 1941[11]. La situation est cependant bien différente en fonction des populations. La détérioration rapide des conditions de vie entraîne ainsi un doublement du taux de mortalité parmi les Algériens musulmans, avec un pic en 1942, alors que la surmortalité chez les colons n'augmente que légèrement (passant de 11 482 en 1939 à 17 143 en 1942). À la différence des musulmans d'Algérie, très peu de colons meurent de faim ; encore moins succombent au typhus ou à la tuberculose[12].

La situation au cours de l'année 1940-1941 est ainsi particulièrement inquiétante au Maghreb, ce qui fait dire à Weygand, alors délégué de l'État français en Afrique du Nord, qu'il « présente pour l'avenir des risques certains du point de vue alimentaire comme du point de vue social » et que « le contraste entre la prospérité des vastes domaines et les difficultés de la vie de la grande masse de la population n'est pas sans poser un vrai problème politique ». Les grandes propriétés coloniales accaparent en effet 87 % des terres agricoles, alors que 85 % de la population active algérienne vit de l'agriculture. L'augmentation du prix de la terre, conséquence de la croissance démographique, se conjugue à celle des semences et des produits de première nécessité. Dépendante des biens manufacturés importés de France, l'Algérie subit rapidement une pénurie touchant les produits de la vie courante avec la réduction drastique du trafic avec la métropole. En mars 1941, Noguès s'inquiète ainsi auprès de l'amiral Darlan de la raréfaction du sucre, du thé, des cotonnades, si chères et si rares que les linceuls même viennent à manquer[13]. La pénurie touche aussi les produits de base de l'alimentation comme l'huile, le blé et l'orge. Or les conventions d'armistice prévoient la livraison à l'Allemagne et à l'Italie de très importantes quantités de phosphate, de cobalt, de molybdène et de fer, qui privent le Maghreb des ressources qui auraient pu contribuer à son industrialisation et le ponctionnent d'une ressource importante. En Tunisie, la sécheresse de 1941 dans le Centre et le Sud et l'épidémie de phylloxéra conduisent aussi à un effondrement de la production agricole. Les restrictions se traduisent par l'interdiction de vente de viande quatre jours sur sept[14]. À cela s'ajoute la priorité donnée par Vichy à l'approvisionnement de la métropole au détriment des conditions de vie locales[15]. À l'automne 1941 les rations sont de 3 kilos par personne et par

mois en Kabylie, et à peine de 0,17 kilo par personne et par mois dans le Grand Sud[16].

La réaction du régime de Vichy face à la paupérisation de la société coloniale repose sur l'accentuation de la coercition mais aussi sur l'intensification des échanges entre les territoires d'Afrique du Nord et un projet d'augmentation de la production locale. Cette politique, en dépit de la faiblesse du réseau ferré et du manque de matériel roulant et de navires, permet d'acheminer 800 000 tonnes d'orge vers l'Algérie et la Tunisie. Le 26 février 1941, un accord commercial avec les États-Unis (les accords Weygand-Murphy) soulage la situation par l'apport de combustibles, mais l'entrée en guerre de l'Amérique diminue drastiquement ces échanges dès décembre 1941, malgré l'envoi de deux cargaisons de vivres en janvier 1942 et la poursuite d'un commerce limité jusqu'en mai.

L'augmentation de la production passe par le retour aux cultures vivrières, pour apaiser la faim des fellahs, et surtout l'élaboration d'un plan d'industrialisation quinquennal présenté le 7 juillet 1941, témoignage du dirigisme économique que Vichy tente de développer en Afrique du Nord française. Celui-ci préconise l'amplification – limitée – de la métallurgie, de l'industrie minière et du secteur agroalimentaire. En février 1942, le plan est complété par la décision de fabriquer des machines-outils. Le plan contient aussi des mesures sociales, portant notamment sur l'amélioration de l'habitat indigène et la généralisation de la scolarisation des indigènes (mais, de façon symptomatique, plusieurs décennies sont jugées nécessaires pour parvenir à ce dernier point). Divers comités d'acquisition spécialisés sont ainsi instaurés. Les banques et établissements de crédit sont parallèlement incités à consentir des prêts assez avantageux aux artisans et aux agriculteurs, tandis que les fonds d'État sont souvent affectés sous forme d'investissements dans les travaux d'intérêt public (ponts, routes). Si divers secteurs de l'économie et l'industrie enregistrent une progression notable, les investissements, publics comme privés, se révèlent toutefois insuffisants[17]. Hormis quelques réformes symboliques, le plan n'est pas appliqué et on ne peut donc considérer que Vichy ait effectivement contribué à la modernisation de l'Afrique du Nord.

En Libye, la situation est plus grave encore. La guerre et les difficultés de liaison avec la métropole entraînent un effondrement d'une économie

coloniale déjà sous perfusion[18]. L'implantation massive de colons italiens y est trop récente pour que ses effets sur la production agricole soient perceptibles autrement que par la déstructuration de l'économie rurale indigène. La déclaration de guerre en juin 1940 et l'offensive ratée contre l'Égypte en septembre ont par ailleurs mis un terme à l'embryon de politique économique et sociale officiellement voulue par le gouverneur Italo Balbo envers les Libyens, qui consistait, notamment, à créer des villages agricoles pour les colonisés. De nombreux équipements agricoles dans les villages et établissements tenus par des colons sont détruits lors de l'avancée de la 8e armée britannique, ce qui conduit le gouvernement italien à accuser l'ennemi, et plus particulièrement les troupes australiennes, de mener une politique systématique de saccage[19] – sans que rien, dans les archives, ne vienne l'étayer[20]. À Benghazi, les commerces italiens sont saccagés par des soldats britanniques, qui laissent par ailleurs les habitants piller spontanément leurs anciens dominateurs. Le régime fasciste refuse cependant dans un premier temps d'ordonner l'évacuation des civils italiens adultes – les enfants quant à eux étant transférés vers la péninsule dès le début de la guerre. Dans la région de Al-Djifra, en Tripolitaine, le gouverneur Ettore Bastico continue d'attribuer jusqu'à l'automne 1942 des centaines de titres de propriété à des colons, dont beaucoup ne sont évacués qu'à la veille de la troisième offensive britannique. Au printemps 1942, le Djebel el-Akhdar en Cyrénaïque compte encore 4 263 colons sur les 8 426 présents fin 1941. Les derniers ne sont exfiltrés qu'entre novembre et décembre 1942 vers la Tripolitaine. La politique britannique consiste ainsi à favoriser autant que possible le transfert des activités économiques aux colonisés pour éviter tout retour de la colonisation italienne, ce que Roberto Nunes Vais décrit comme « le retournement d'une situation privilégiée et la fin des sentiments d'orgueil, de sécurité et de bien-être que les Italiens de Tripoli pensaient avoir acquis pour l'éternité[21] », alors que dans les campagnes, les Libyens se réapproprient spontanément les terres confisquées par l'administration italienne au profit des colons[22].

La guerre et les ponctions opérées en faveur de l'Axe et de la métropole achèvent ainsi de ruiner l'économie maghrébine après la crise des années 1930, accentuant la délégitimation de la domination coloniale. Ces facteurs se conjuguent à l'absence de réformes politiques et à l'accentuation des

inégalités économiques entre Européens et colonisés. Il n'est dès lors pas surprenant de constater que les émeutes de Sétif et Guelma du 8 mai 1945 se déroulent précisément dans l'une des régions les plus durement touchées par la paupérisation.

La contribution des colonies ne se limite pas cependant aux pays touchés ou limitrophes du théâtre de guerre. En coupant l'approvisionnement entre les métropoles coloniales et leurs possessions outre-mer, la guerre conduit aussi à accentuer la pression économique sur l'Afrique-Occidentale française et l'Afrique-Équatoriale française. Le caoutchouc et l'or en provenance d'A-ÉF et du Cameroun, premiers territoires à se rallier à de Gaulle, se révèlent d'autant plus indispensables qu'ils doivent à la fois assurer la crédibilité de la France libre et suppléer l'arrêt des approvisionnements en provenance d'A-OF et d'Indochine[23]. Force est de constater cependant que le mythe d'une France libre contribuant à améliorer la condition des colonisés et à moderniser les économies coloniales ne tient pas devant l'épreuve des faits. Le discours de Brazzaville de 1944, qui promet l'évolution du rapport de domination vers une Union française et envisage de conférer davantage de droits civiques et politiques aux colonisés, succède en réalité à une politique d'exploitation et de coercition particulièrement sévère et violente. Les velléités réformatrices et modernisatrices de hauts fonctionnaires coloniaux comme Félix Éboué – gouverneur du Tchad nommé gouverneur général de l'A-ÉF par de Gaulle – et Henri Laurentie, secrétaire général de l'A-ÉF, se heurtent en effet rapidement tant au manque de moyens qu'à la pression des Alliés pour l'augmentation rapide de la production et la mobilisation de la main-d'œuvre. En août 1942, le commissaire aux colonies René Pleven s'engage ainsi auprès des États-Unis à augmenter la production de caoutchouc en A-ÉF de 1 500 tonnes en 1941 à 5 000 tonnes en 1942. L'A-ÉF et le Cameroun produisent 7 000 tonnes de la précieuse résine en 1943, faisant de ces territoires l'un des plus importants producteurs en la matière, grâce à une hausse de production de 54 % entre le premier et le second semestre 1942.

Malgré les recommandations d'Éboué et Laurentie en faveur d'une augmentation des salaires, ceux-ci sont dans les faits payés au moins pour moitié en objets issus des stocks militaires (pelles, lampes, etc.), réduisant

de facto l'argent à disposition des travailleurs alors que l'envolée des prix du caoutchouc permet d'importantes rentrées de numéraire pour l'administration et les propriétaires. Les conditions de travail, surtout, pâtissent de la focalisation sur la production d'or et de caoutchouc : la hausse de la production passe de fait par l'imposition d'un travail forcé et la multiplication des punitions en cas de refus, le plus souvent par le fouet. Les conditions de vie dans les mines d'or du Gabon sont si dures qu'elles provoquent la panique chez ceux qui y sont contraints d'y travailler. Le témoignage de la photographe Germaine Krull, qui mentionne la sous-alimentation et les très hauts taux de mortalité chez les mineurs du Gabon, est corroboré par l'importance des fuites ou tentatives de fuite, notamment vers les colonies espagnoles et portugaises voisines. Dès décembre 1940, une circulaire d'Éboué renforce les punitions contre les travailleurs « déserteurs » dans les mines. Ces mesures illustrent la tension entre l'attention que l'administration entend apporter à la condition des travailleurs et les demandes des sociétés privées et propriétaires, qui peuvent aisément prendre prétexte des demandes d'augmentation de la production pour justifier de la détérioration drastique des conditions de travail. Au manque de nourriture, au fouet, à la prison pour les récalcitrants, parfois dans des conditions abominables, s'ajoutent la diffusion des épidémies et la baisse de la production vivrière provoquées par la culture intensive du caoutchouc.

L'administration elle-même contribue à cette situation, recourant aux corvées, aux travaux forcés et à des salaires de misère (2 francs contre 6 pour un salaire de porteur) pour accélérer la construction de routes entre l'A-ÉF et l'Afrique du Nord, nécessaires notamment pour permettre aux troupes de Leclerc de progresser en Libye, ainsi que pour connecter l'A-ÉF aux colonies britanniques et au Congo belge. Dans la province de N'gounié au Gabon, le maillage routier augmente ainsi de 77 % entre 1940 et 1942, passant de 276 à 635 kilomètres. L'effort routier est particulièrement net au Tchad, où il s'accomplit à coups de recrutements forcés.

Tensions et tentatives de compromis politiques avant novembre 1942

La remise en cause de l'autorité coloniale, générale dans l'ensemble de l'Afrique du Nord et consécutive à la dégradation des conditions de vie, repose sur des logiques et des mécanismes parfois opposés. La contestation des élites traditionnelles s'articule, sans s'y confondre, avec l'affirmation de mouvements plus radicaux issus de la jeunesse et de groupes sociaux inférieurs.

L'effet de la détérioration des conditions économiques est immédiat en Libye, où les déboires de la puissance coloniale conduisent à la réoccupation spontanée des terres agricoles par les Libyens et à des démonstrations de joie à l'arrivée des troupes alliées. C'est le cas lors de la première occupation britannique de la Cyrénaïque, de décembre 1940 à mars 1941, dans une région où la mémoire des camps de concentration établis par le général Graziani entre 1930 et 1932 et de la violence de la conquête est encore vive : selon l'officier britannique et anthropologue Edward Evans-Pritchard, alors sur place, la population de la Cyrénaïque aurait été réduite de deux tiers depuis 1911 à la suite des massacres, expulsions et destructions de leurs ressources.

Si le nombre de morts côté italien semble avoir été limité lors de cette première occupation (pour éviter de révéler les tensions entre colons et colonisés, l'administration italienne attribue à des soldats alliés les 18 morts et 17 blessés parmi les civils italiens), l'inversion brutale de la hiérarchie coloniale, parmi des colons récemment installés et donc ignorants des conditions des colonisés, provoque une véritable psychose chez les Italiens. La reprise du territoire à l'issue de la contre-offensive italo-allemande inspire alors de multiples actes de vengeance indiscriminée[24], parfois avec l'aide tacite des soldats italiens et allemands qui fournissent les civils en armes, comme en témoignent certaines lettres interceptées par la censure italienne[25]. À Barce (Al-Marj), où certains Arabes tentent de s'opposer au retour des Italiens, se produit un véritable massacre de Libyens : « À peine les Anglais avaient-ils fui que nous avons commencé immédiatement à prendre notre revanche, rapporte un Italien, et les Arabes que nous rencontrions recevaient en cadeau une balle dans la tête ou une grenade

dans l'estomac. À présent nos soldats sont là et sont en train de finir le travail[26]. » Des scènes similaires marquent Benghazi ou les villages de Barraca et Oberdan. La situation varie cependant au gré des relations locales. La tribu des Hadj Gableta protège par exemple les Italiennes du village Luigi di Savoia des risques de viol par les soldats alliés. À Beda, les Arabes forment même une milice pour défendre les cent soixante-trois familles italiennes vivant dans les alentours[27].

La reprise en main violente du contrôle par les Italiens n'empêche toutefois pas, comme le note un rapport italien du 6 août 1941, que « les indigènes de Cyrénaïque, en particulier, ne croient plus en notre force militaire, malgré l'aide des soldats allemands », et qu'en conséquence « ils se montrent souvent insolents, refusant d'obéir aux ordres ou aux convocations de nos administrations politique, judiciaire et militaire »[28]. La violence de cette répression conduit en retour à la multiplication d'actes d'hostilité envers les civils italiens par les Libyens lors de la seconde occupation alliée de la Cyrénaïque, entre décembre 1941 et janvier 1942. Certains villages de colonisation sont ainsi attaqués par les Arabes, provoquant la mort de 42 à 52 Italiens. Ces manifestations de rejet conduisent le ministre de l'Afrique italienne, Attilio Teruzzi, à envisager bien tardivement, en février 1942, une réforme de la politique coloniale, fondée sur une plus grande ouverture sociale et politique envers les Arabes et un plus grand respect de leurs institutions traditionnelles[29]. Il est cependant pris de vitesse par les Britanniques, qui ont déjà promis l'indépendance de la Libye en échange du soutien dans la lutte contre l'Axe au dirigeant de la confrérie de la Sénoussiya, Idris el-Sénoussi.

La conscience d'une nécessaire réforme du système colonial face au risque croissant de mécontentement est perceptible aussi en Afrique du Nord française, où elle se conjugue aux impératifs d'augmentation de la production. Les quelques mesures prises pour favoriser la propriété indigène et l'industrialisation ne sont cependant pas menées à terme et ne permettent ni d'absorber la demande de travail ni de répondre adéquatement à la paupérisation. Parallèlement, la nouvelle autorité mise en place par Vichy en Algérie cherche à s'assurer à l'échelle locale des appuis en désignant des représentants de *çofs* ou de fractions de tribus qui jusque-là avaient été écartés par la précédente administration[30]. Cette conjonction des

élites vichystes et traditionnelles de l'Algérie se fonde à la fois sur une certaine vision commune de la hiérarchie et des valeurs et sur la concurrence qu'opposent à ces élites les mouvements en faveur d'une réforme radicale de la domination coloniale, voire de l'indépendance. C'est au nom des valeurs communes de respect de la tradition et de la force que la Légion française des combattants créée par le régime de Vichy accueille en juin 1941 en Algérie 43 000 musulmans et 64 000 Européens[31].

L'association des notables conservateurs passe par leur surreprésentation dans la commission financière mise en place par la loi du 12 décembre 1940, mais aussi, localement, par les commissions de djemaa (ou assemblée), dont les prérogatives sont étendues[32] : commission du ravitaillement, commission de l'examen des déclarations de récoltes de céréales, commission de rassemblement du bétail qui permettent au président et à ses adjoints d'agir dans le sens qui sert au mieux leurs intérêts et ceux de la fraction qu'ils représentent. En participant à la répartition des terrains communaux de culture, à l'administration des biens des douars, à la fixation de l'impôt, en procédant aux réquisitions et aux ventes obligatoires à prix fixe, en présidant à la distribution des aides matérielles en cas de disette ou à la distribution de crédits dans le cadre des Sociétés indigènes de prévoyance (SIP), les présidents de djemaa disposent d'un pouvoir qui peut décider du sort de chacun et de tous, quand le revenu moyen d'un Algérien est inférieur à un franc par jour[33]. Le 24 janvier est créé un Conseil national théoriquement paritaire, mais qui comporte en fait cinq conseillers français et quatre musulmans[34].

Ces mesures timides qui, sous couvert d'ouverture, garantissent le maintien de la suprématie des colons, suscitent d'abord l'espoir de réformes à venir, avant de générer la déception. Dans un premier temps, nombre de notables conservateurs ou réformistes espèrent que l'administration du général Weygand apportera les réformes que le Front populaire n'a su appliquer, tout en maintenant la supériorité d'élites traditionnelles inquiètes face aux revendications de générations plus jeunes et plus radicales. Directeur des affaires musulmanes pour l'Algérie, Augustin Berque, parfaitement arabophone, prête une attention particulière aux demandes des dirigeants réformistes, notamment de Ferhat Abbas qu'il reçoit chez lui et traite en ami. Ces rapprochements, pour ambigus qu'ils apparaîtront par la

suite, rencontrent les aspirations encore assimilationnistes de leaders algériens comme le docteur Bendjelloul et Ferhat Abbas, forts de leur convergence avec l'Association des oulémas musulmans algériens depuis 1935-1936. Tous deux sont nommés membres de la commission financière. Ferhat Abbas entend toutefois profiter de cette position pour réclamer une « union véritable » et l'attribution de la pleine citoyenneté « aux plus qualifiés des sujets musulmans »[35].

Augustin Berque demeure cependant une exception dans une administration qui reste cramponnée à son sentiment de supériorité et à l'idée que la prison suffit à faire taire les mécontentements. L'absence d'emprise véritable sur la politique algérienne provoque rapidement la déception de ces notables réformistes, dans un climat de plus en plus tendu et marqué, le 25 janvier 1941, par la mutinerie de troupes indigènes à Maison-Carrée. Si les raisons de cette mutinerie sont confuses (les mutins protestent contre la rigidité de la discipline, mais aussi parce qu'on leur refuse l'observance du ramadan), l'épisode illustre le risque d'une perte de contrôle des autorités. Près de 800 tirailleurs algériens et spahis se mutinent et tiennent le centre-ville pendant quelques heures, tirant sur les passants européens. Weygand y voit « une manifestation extérieure et violente d'un malaise politique général qui s'accroît rapidement[36] ». En mars 1941, la condamnation à seize ans de travaux forcés du dirigeant du Parti du peuple algérien, Messali Hadj, pour « reconstitution de ligue dissoute et atteinte à la souveraineté française », témoigne de l'évolution répressive du régime. Encore confiant dans la possibilité de faire changer les choses, Ferhat Abbas adresse le 10 avril 1941 un mémoire au maréchal Pétain dans lequel il demande instamment quelques réformes, notamment en faveur de la paysannerie algérienne, une représentation musulmane et la suppression du gouvernement général. La réponse du chef de l'État le 4 août, polie, ne contient toutefois aucune promesse d'évolution. Le discours de Pétain dit du « Vent mauvais », le 12 août 1941, annonce au contraire, comme pour la métropole, une évolution autoritaire qui se traduit par l'arrestation et la condamnation en Algérie de 61 militants communistes, dont 6 sont condamnés à mort et 9 aux travaux forcés. Les Bureaux des menées antinationales, chargés de repérer toute forme de dissidence et d'appliquer strictement les lois antijuives, se développent à partir de ce moment.

La déception d'une partie croissante de l'opinion algérienne se lit dans la campagne de graffitis entamée en mai 1941 pour réclamer la libération des membres du PPA. La situation se détériore encore au cours de l'année 1942. Alors que s'accentue la censure sur la presse, les tensions éclatent localement entre notables algériens et autorités municipales. Le 11 juillet 1942, les six conseillers municipaux musulmans d'Alger démissionnent en protestation de la politique du maire, Albin Rozet, qui les écarte de la gestion des affaires sensibles comme le ravitaillement. Des faits similaires se produisent à Philippeville, Batna ou Constantine. En avril 1942 à Sétif, Ferhat Abbas doit intervenir pour calmer une foule en colère contre les policiers français après une altercation sur un marché. Le docteur Bendjelloul, un temps retiré dans un silence protestataire, réunit une manifestation de 12 000 Algériens le 5 juillet 1942, officiellement pour protester contre l'arrestation de Gandhi par les Britanniques. La manifestation offre aussi l'occasion de rendre hommage au leader indépendantiste qui a lancé le mouvement Quit India[37].

Dès la mi-1941, le pouvoir vichyste perd progressivement les soutiens qu'il entendait avoir dans la population algérienne. Or, cette évolution et la répression des dirigeants les plus contestataires entraînent une radicalisation des revendications, notamment parmi les jeunes générations. Dès 1938, le PPA de Messali Hadj avait dû faire face à la création au sein du parti d'un Comité d'action révolutionnaire nord-africain (le CARNA) par des « jeunes de Belcourt ». Si le CARNA est exclu du PPA en janvier 1939, il continue son action dans la clandestinité, recevant même de l'aide de l'Allemagne pour la formation au sabotage, tout en refusant d'agir pour le compte de celle-ci[38]. À partir de 1942, il étend son action vers les groupes sportifs et entreprend une opération « d'assainissement des mœurs » dans la Casbah, chassant les « pécheurs impénitents ».

Cette radicalisation, encore minoritaire, n'empêche pas d'autres formes de protestation et de refus plus silencieuses. L'évolution du régime de Vichy vers la collaboration active et assumée, avec la nomination de Pierre Laval le 18 avril 1942, accentue les divisions au sein de la population musulmane. Selon le préfet d'Oran, les partisans de Laval se recrutent surtout chez les riches colons et les bourgeois européens aisés. La masse des musulmans ne montrerait au mieux qu'indifférence, préoccupée surtout par les difficultés

quotidiennes. Les autorités de Constantine notent de même que le discours de Laval du 20 avril annonçant la lutte contre le bolchevisme et justifiant la collaboration est écouté par les musulmans et Juifs de la ville sans enthousiasme[39].

Si le Maroc reste calme sous la férule du sultan, en Tunisie la situation témoigne aussi d'une usure rapide de l'autorité française. Celle-ci se manifeste d'abord par des émeutes dès l'été 1940, accompagnées de violences envers les Juifs, derrière lesquelles l'amiral Esteva croit discerner « la main de l'Italie » et celle du Destour. C'est toutefois le Néo-Destour qui s'affirme le plus, réclamant à partir de 1941 l'indépendance et le retour au pays des dirigeants du mouvement. Pour le parti, « la France a subi la défaite la plus honteuse et n'est plus en mesure de justifier sa présence dans ce pays […]. Le protectorat est mort noyé dans les eaux de Dunkerque[40] ». Comme en Algérie cependant, la défaite et le régime pétainiste divisent les dirigeants musulmans. Le docteur Habib Thameur est ainsi libéré le 3 août 1940 après avoir prêté allégeance à Vichy. Dès juin 1940, le Vieux Destour s'était rallié à l'État français. La répression s'abat en revanche sur le Parti communiste tunisien, passé à la clandestinité, avec les procès en cours martiale de plusieurs militants en septembre 1941 et février 1942. C'est en fait du plus haut sommet de l'État tunisien que s'affirme l'opposition la plus nette au régime du protectorat, avec l'avènement de Moncef Bey le 19 juin 1942. Le nouveau souverain demande à la fois des réformes politiques, qui dans les faits aboutiraient à remettre en cause la subordination de la Tunisie à la France, et des mesures sociales contre la pauvreté. Le 12 octobre 1942, lors de la cérémonie du Bardo, il dénonce publiquement l'inégalité entre fonctionnaires tunisiens et français à la résidence générale. S'estimant offensé par l'amiral Esteva, le résident général de France en Tunisie, et jugeant « toute collaboration à l'avenir impossible avec lui », il demande à Pétain le retrait de l'amiral, entamant une épreuve de force avec le régime. Cette opposition croissante au protectorat passe aussi par le refus d'appliquer en Tunisie les lois de Vichy concernant la discrimination des Juifs et une sympathie de plus en plus prononcée pour les Alliés, malgré la neutralité officiellement proclamée par le bey.

Exclusions et persécutions : la situation des Juifs au Maghreb et en Libye pendant la guerre

À l'exception de l'Égypte, la Seconde Guerre mondiale fut pour l'ensemble de l'Afrique du Nord un moment de redéfinition brutale des appartenances et des identités sous l'action des différentes autorités coloniales. La mise à l'écart et les persécutions concernèrent principalement d'une part les Juifs, jugés indésirables ou déchus de leurs droits antérieurs, et d'autre part les opposants politiques ou ceux dont le comportement n'était pas conforme aux normes imposées par les régimes.

Les tensions envers les Juifs, antérieures au conflit dans bien des cas, sont accentuées avec la guerre. Virulent en Algérie à la fin du XIX^{e} siècle, notamment dans la région d'Oran, l'antisémitisme politique reste dans les années 1930 un élément central de l'extrême droite locale, qui y voit un moyen de cimenter une hypothétique alliance entre Européens et musulmans. Le Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot, qui cherche à s'implanter en Algérie, réclame à partir de novembre 1938 l'abrogation du décret Crémieux. En Afrique du Nord, l'antisémitisme politique se nourrit en effet aussi de l'idée que les Juifs brouillent le rapport colonial et concurrencent la domination économique des Européens, en même temps qu'ils formeraient un obstacle à la « loyauté » des colonisés. Le maire de Sidi Bel Abbes, Lucien Ballat, écarte ainsi illégalement des listes électorales plusieurs centaines d'entre eux[41].

L'affirmation des nationalismes et des demandes de réformes dans les années 1930 conduisent parallèlement les autorités coloniales à élaborer des politiques supposées plus sociales et intégratrices envers les colonisés, qui mettent en exergue l'ambivalence de la place des Juifs indigènes. Dès 1935, la politique de fascisation lancée par Italo Balbo en Libye vise ainsi à exclure les Juifs et les Noirs des organisations du régime pour les colonisés. La mise en place le 9 janvier 1939 d'une « citoyenneté spéciale » pour les Libyens écarte de même toute possibilité d'accès pour les Juifs. En 1939, la Libye compte alors 30 387 Juifs libyens, la grande majorité étant localisée en Tripolitaine (22 498), notamment à Tripoli. Seuls 3 653 vivent en Cyrénaïque, 3 369 dans la province de Misurata, 863 dans la province de Derna, et à peine 4 dans le Fezzan. À ceux-ci s'ajoutent les Juifs italiens ou

étrangers (en 1934 on compte 510 Italiens, 1 260 Français, 310 Anglais et 80 Juifs d'autres nationalités à Tripoli)[42].

Cette exclusion antérieure aux lois raciales du régime fasciste rend paradoxalement ces dernières moins nécessaires en Libye, d'autant que la mise à l'écart de l'ensemble de la population juive pourrait avoir des répercussions incontrôlables sur l'économie de la colonie. Le *Manifeste de la race* du 15 juillet 1938, qui initie le tournant raciste du régime fasciste en distinguant les Italiens, « purs aryens », des éléments « inassimilables », puis les premières lois raciales en septembre 1938 conduisent toutefois à exclure les Juifs des écoles publiques et des postes de la fonction publique, du Parti fasciste et des banques. En octobre 1938, les mariages entre Italiens et Juifs sont interdits. Appliquée sans grande rigueur en Libye, cette législation a un impact par ailleurs limité par le faible nombre de cas concernés et les réticences personnelles d'Italo Balbo. Le refus de ce dernier de voir appliquer dans la colonie les lois raciales relève tant de sa propre conviction que d'un calcul économique. C'est ce dernier argument qui est avancé pour convaincre Mussolini de surseoir dans la colonie à l'application stricte des lois raciales. Balbo fait valoir dans une lettre du 19 janvier 1939 à la fois (et non sans paradoxe) que la population juive de Tripoli, qui représente un cinquième de la population totale de la ville, est essentielle pour la bonne marche du commerce local et que celle-ci, étant déjà « morte », ne nécessite pas de mesures spécifiques[43]. Les arguments emportent l'accord d'un Duce méfiant, qui accepte de ne pas appliquer immédiatement et dans toute leur rigueur les lois raciales en Libye. C'est par un raisonnement analogue que le ministère des Affaires étrangères demande le 8 mars 1939 de ne pas procéder à l'expulsion des sujets britanniques de Libye (dont beaucoup sont juifs)[44]. Si en septembre 1940 ordre est donné de réunir les 7 000 ressortissants de nations ennemies dans les camps de Tajura et Burat al-Hasun dans la région de Syrte, cette mesure n'est que très partiellement appliquée à cause des difficultés économiques qu'elle soulève, d'autant que les Italiens manquent de moyens pour surveiller et nourrir ces prisonniers. Après quelques mois, plusieurs d'entre eux sont donc libérés.

L'analyse de Balbo sur l'importance économique de la population juive est partiellement confirmée le 27 octobre 1940 par le secrétaire fédéral

régent du Parti national fasciste à Tripoli, A. Rognoni, qui estime dans un rapport que « 70 % du commerce » est dans les mains des Juifs, notant avec regret que les banques se montrent moins méfiantes envers eux qu'envers les Italiens du fait de la plus grande solidité financière de leurs établissements[45]. Cette prégnance du commerce dans la communauté juive de Libye n'empêche pas, comme l'a montré l'historien Renzo De Felice, une très forte hiérarchisation sociale entre quelques grandes familles fortunées (Rognoni estime qu'à Tripoli une centaine de Juifs ont plus d'un million de lires) et une masse pauvre, qui survit grâce au petit commerce. La crainte d'une déstabilisation majeure du marché libyen en cas d'exclusion trop radicale de la population juive, alors même que le contexte de guerre rend la situation encore plus délicate, conduit le régime à adopter une attitude prudente d'exclusion sociale mais non économique. Le commissaire italien pour l'approvisionnement R. Trevisani note ainsi avec stupéfaction en 1941 qu'il « apparaît clairement que les Juifs ont été ceux qui ont le plus souvent spéculé et se sont accaparé les biens, ayant le contrôle sur une grande part des activités commerciales, à tel point que dans un premier temps, et jusqu'à ce qu'une stricte discipline visant à régler les achats des troupes sur place soit instaurée, on a assisté au curieux phénomène du corps expéditionnaire allemand s'appuyant largement sur l'organisation juive pour s'approvisionner massivement en Libye en denrées de toutes sortes[46] ». Il semble du reste que les autorités militaires allemandes en Libye aient eu tendance à considérer les Juifs locaux à l'instar des musulmans et à voir l'ensemble des habitants de la colonie, y compris les Italiens, comme inférieurs[47].

La mort d'Italo Balbo le 28 juin 1940 (abattu par erreur par la DCA italienne alors qu'il revenait d'une inspection des troupes en Cyrénaïque) ne modifie pas la situation des Juifs de Libye dans l'immédiat, si ce n'est que la guerre entraîne, comme pour l'ensemble de la population de la colonie, une paupérisation croissante. Inversement, la pression sur les ressortissants étrangers s'accentue : en 1941, 2 315 personnes sont expulsées vers la Tunisie, dont 715 musulmans et 1 600 Juifs[48]. La menace principale pour les Juifs de Tripoli vient ainsi dans un premier temps des bombardements alliés, le quartier juif de la ville (la Hara) se trouvant en plein centre de la

médina et donc proche du port. Un de ces bombardements en tue trente d'un seul coup, qui se trouvaient alors dans une salle de cinéma.

Deux phénomènes contribuent à l'aggravation de leur situation à partir de 1941 : d'une part la crise économique, qui suscite chez nombre d'Italiens le sentiment de s'être appauvris au profit des commerçants et propriétaires juifs ; et d'autre part la suspicion généralisée que les Juifs auraient soutenu, si ce n'est favorisé, l'avancée des Britanniques en Cyrénaïque. Un rapport de la Direction générale des affaires politiques les soupçonne ainsi de profiter de la guerre pour spéculer sur les biens immobiliers et vouloir « redresser la tête ». Cette méfiance conduit l'Acorguerra, l'organisation en charge de l'administration économique et du ravitaillement, à réduire la part des Juifs dans les marchés publics, dans un climat tendu par l'éclatement d'incidents entre Juifs et Italiens – civils et militaires – à Tripoli. L'association sportive des Macchabées est par ailleurs dissoute car suspectée d'activité subversive.

Mais ce sont surtout les deux occupations britanniques de la Cyrénaïque qui avivent la haine envers les Juifs, accusés de trahison envers l'Italie. Dans les deux jours qui séparent le premier retrait britannique de Benghazi de l'arrivée des troupes italiennes, les 3 et 4 avril 1941, la population italienne de la ville se livre à une véritable furie de violence envers les Libyens juifs et arabes, suspectés d'avoir accueilli les Britanniques à bras ouverts. Les magasins juifs sont systématiquement pillés et deux Juifs sont tués. La seconde retraite britannique, en janvier 1942, accroît encore cette volonté de vengeance. Le 7 février 1942, Attilio Teruzzi, alors sous-secrétaire d'État pour l'Afrique italienne, informe le gouverneur de Libye Ettore Bastico et le chef d'état-major Ugo Cavallero de l'intention de Mussolini « de rassembler les Juifs dans un camp de concentration qui devra être construit, en tentes, dans une localité de l'intérieur de la Tripolitaine ». La mesure est explicitement présentée comme une conséquence du « comportement de l'élément juif au regard de la récente occupation britannique en Cyrénaïque[49] ». L'évacuation des Juifs prend en fait trois directions selon leur appartenance et leur nationalité : les sujets français et les protégés tunisiens ou marocains doivent être déportés vers la Tunisie et l'Algérie, tandis que ceux qui possèdent la citoyenneté ou la protection britannique doivent être transférés en Italie (d'où ils sont, après

septembre 1943, déportés dans les camps d'Innsbruck-Reichenau et de Bergen-Belsen). Les Juifs libyens, notamment de Cyrénaïque, doivent être internés en Tripolitaine, notamment dans les camps de Giado, Yefren et Gharian, construits spécialement pour l'occasion.

L'expulsion des ressortissants et des protégés français se poursuit jusqu'à la fin août 1942, date à laquelle la police italienne de Libye estime le nombre total des expulsés à 2 542, dont 681 musulmans et 1 861 Juifs. La plupart de ces derniers, qui arrivent en Tunisie dans une misère extrême, sont logés à La Marsa et à Sfax où ils subissent à nouveau, comme l'ensemble des Tunisiens, les bombardements alliés.

Les mesures à l'encontre des Juifs libyens sont plus contrastées en fonction de l'origine : dès janvier 1942, ceux de Cyrénaïque, notamment des villes de Benghazi, de Derna et de Barce (Al-Marj), sont internés dans un camp par mesure de rétorsion pour la destruction des villages de colonisation. Leur évacuation s'opère en réalité progressivement, par départ de groupes de vingt à trente familles toutes les deux semaines jusqu'en août 1942. Le voyage de 2 000 kilomètres jusqu'au camp de Gharian, qui dure cinq jours, se fait par camions dans des conditions très difficiles. Les Juifs de Tripolitaine sont l'objet de mesures plus progressives : interdiction de tout achat de bien immobilier ou location pour une période supérieure à trois ans et interdiction de tout commerce avec l'Italie sans autorisation du gouverneur (décret du 30 mai 1942), puis, surtout, décret du 28 juin 1942 autorisant le gouverneur à mobiliser les hommes de 18 à 45 ans pour des travaux forcés. Fin août et début septembre sont décidés finalement l'internement de l'ensemble des Juifs libyens puis, le 9 octobre, quelques jours avant la chute définitive du pouvoir italien dans la colonie, l'application pleine et entière des lois raciales en Libye.

Le camp de Sidi Azzaz près de Homs accueille ainsi à partir du 2 septembre 1942 un millier de Juifs de Tripoli. Par manque de moyens, seuls 600 à 1 000 prisonniers sont finalement détenus, sous tente, dans des conditions comparativement meilleures que celles du camp de Giado. Après quelques semaines, 350 d'entre eux sont envoyés en Cyrénaïque, à Buq-Buq, en prévision de la construction d'une voie ferrée et d'une route devant relier la Libye à l'Égypte. Bombardé, le camp est finalement évacué en novembre et les prisonniers, abandonnés à eux-mêmes, doivent marcher dans le désert jusqu'à Tripoli. L'expérience la pire fut cependant celle du

camp de Giado, qui regroupe à partir de juin 1942 2 537 Juifs de Cyrénaïque et 47 d'Italie[50] – 380 autres les rejoignent à partir de septembre. Ils y sont entassés dans un espace restreint avec peu de nourriture, victimes des humiliations et des brutalités permanentes des gardiens. Les hommes de 18 ans sont soumis aux travaux forcés. Le manque de nourriture et d'hygiène favorise la diffusion du typhus qui emporte 572 détenus avant que le camp ne soit libéré par les Britanniques le 24 janvier 1943.

L'évolution de la politique d'exclusion, essentiellement tournée vers les Juifs en Libye, présente en Algérie une chronologie qui n'est pas sans analogie avec celle de l'Italie en Libye. L'abolition du décret Crémieux le 7 octobre 1940 y est renforcée par l'application de la loi du 3 octobre sur le statut des Juifs (qui n'est publiée en Algérie que dix jours plus tard). Ces mesures placent les Juifs au plus bas de la hiérarchie coloniale. Seuls sont dans un premier temps exemptés de ces mesures ceux qui détiennent la médaille militaire ou se sont distingués par leurs services rendus au gouvernement. Les autorités, qui entendent garder l'entier contrôle de la politique juive, interdisent également les manifestations violentes des militants du PPF envers les Juifs, comme celles qui se déroulent à Alger dans la nuit du 11 au 12 septembre 1940. Comme en Libye, la principale conséquence est d'abord professionnelle et économique : plus de 70 % des fonctionnaires juifs sont licenciés dès fin 1940. Ils sont 80 % à l'automne 1941. Paradoxalement, l'interdiction pour les Juifs d'enseigner et de pratiquer la médecine entrave la volonté de Weygand de moderniser l'Algérie et aggrave la situation générale de la colonie. Parallèlement, les Juifs sont exclus des organisations du régime comme la Légion française des combattants et les Chantiers de la jeunesse. Les lois antijuives sont appliquées plus sévèrement encore qu'en métropole[51]. Le 2 juin 1941, le nouveau statut des Juifs décidé par Xavier Vallat (et édicté par le Commissariat général aux questions juives créé en mars), qui accentue l'exclusion économique et professionnelle et définit « juridiquement » l'appartenance à la « race juive », annonce la loi du 21 juillet qui vise à « l'aryanisation » et à « éliminer toute influence juive dans l'économie nationale ». Un Service spécial pour le règlement de la question juive est alors constitué en Algérie le 14 août 1941. Cette politique rencontre

l'assentiment intime de Weygand, pour qui il faut « reprendre aux Juifs ce qui, accordé à leurs pères, les a élevés au-dessus de la masse indigène. Sinon nous perdons l'Afrique[52] ». C'est cette conjonction et la vigueur de l'antisémitisme parmi les pieds-noirs[53] qui expliquent en partie que l'Algérie ait été le seul territoire d'Afrique du Nord française à appliquer strictement les lois antijuives de la métropole. Cette situation amène une surreprésentation des Juifs dans la Résistance (90 % des résistants à Alger étaient juifs, soit 316 sur les 377 individus qui participèrent à la prise de la Ville blanche lors du débarquement allié)[54].

Il est évidemment difficile de mesurer le degré d'adhésion à ces mesures dans la population musulmane, malgré un antijudaïsme en partie traditionnel et renforcé avant la guerre par la question palestinienne. Si la confrérie des Alaouias en Algérie relaie la propagande antisémite du régime, et si la Milice recrute en partie parmi les musulmans, le PPF peine en effet à mobiliser en milieu musulman. Le cheikh el-Okbi, le docteur Bendjelloul, Messali Hadj et Ferhat Abbas prennent publiquement position contre l'abolition du décret Crémieux (considéré comme une « égalité par le bas » par Messali Hadj)[55]. Inversement, les mesures antijuives reçurent un accueil positif chez nombre de colons, dans un climat d'antisémitisme déjà ancien. Globalement, l'effet le plus significatif du régime de Vichy sur la population juive du Maghreb français est une paupérisation et une marginalisation massive d'une population déjà en grande partie pauvre (en 1936 à Casablanca, un Juif sur quatre est chômeur ou mendiant).

La question de l'application des lois raciales de Vichy interfère au Maroc et en Tunisie avec celle de l'affirmation croissante de l'indépendance des souverains. Au Maroc, l'application des statuts des Juifs est en partie tempérée par le fait que le sultan Sidi Mohammed Ben Youssef cherche à marquer son indépendance en s'opposant à plusieurs mesures d'exclusion économique. S'il en accepte certaines, il le fait cependant symboliquement *via* la promulgation d'un dahir (ou décret) chérifien, signalant ainsi que les lois de Vichy doivent d'abord recevoir son aval. En Tunisie, Moncef Bey refuse d'appliquer son sceau sur la loi obligeant au port de l'étoile jaune, contraignant l'amiral Esteva à l'imposer par arrêté. Dans les faits, cependant, l'étoile jaune ne sera imposée qu'à Sousse, où le PPF détient une base solide. Le même refus est opposé au décret sur les camps de

travail, qu'Esteva édicte par arrêté du 10 avril 1943, et à l'exclusion économique des Juifs. Le représentant du gouvernement allemand, Rudolf Rahn, doit ainsi abandonner le projet d'organiser des violences « spontanées » contre les magasins juifs. Il semble enfin que Noguès comme Esteva aient rechigné à faire du zèle dans l'application des lois antijuives au Maroc comme en Tunisie. Dans ce dernier protectorat, les Juifs d'origine italienne ou espagnole bénéficient même de la protection relative de Rome et de Madrid, attentives à y maintenir un moyen d'influence.

La politique allemande envers les Juifs d'Afrique du Nord et du Proche-Orient

La possibilité d'envahir l'Égypte conduisit l'Allemagne à accentuer sa politique envers les populations civiles au cours de l'année 1941. Dès le 4 décembre 1940, Hitler déclare publiquement sa « pleine sympathie » envers « la lutte des pays arabes pour obtenir leur indépendance ». La propagande allemande à l'égard des nationalistes arabes est accentuée par le largage massif de tracts et de cartes postales. Konstantin von Neurath, responsable de la propagande en Afrique du Nord, prend soin d'insister sur la convergence entre les objectifs arabes et allemands contre les Britanniques et les Juifs[56]. L'effort est tourné avant tout vers l'Égypte, la Palestine, la Syrie et l'Irak, pour des raisons à la fois politiques et stratégiques, les Allemands limitant leur action dans les territoires gouvernés par Vichy et désirant avant tout pouvoir progresser vers les puits de pétrole du Caucase en passant par le Proche-Orient. L'Intelligence Service britannique s'alarme de cette propagande qui rencontre les velléités d'indépendance des nationalistes irakiens, estimant en 1942 que « 95 % » des Irakiens ont une opinion positive de l'Allemagne[57].

Le 1er juillet 1941, alors que Rommel arrive à El-Alamein, Himmler semble avoir décidé avec Hitler de l'envoi d'un *Einsatzkommando* chargé d'éliminer les communautés juives d'Alexandrie et du Caire. Directement placée sous les ordres du Sicherheitsdienst (le service de renseignements et de maintien de l'ordre de la SS), l'unité est autorisée à « prendre des mesures effectives contre la population civile ». Il ne s'agit là que des

premières étapes d'un plan visant à éliminer l'ensemble de la population juive du Proche-Orient, plan auquel Mohammed Amin al-Husseini, le mufti de Jérusalem réfugié en Allemagne, et Rachid Ali al-Gillani, ancien Premier ministre irakien démis par les Britanniques en juin 1941, apportent leur soutien par écrit en avril 1942[58]. Le 20 juillet, le lieutenant-colonel des SS Walther Rauff est ainsi envoyé en Libye pour mettre sur pied ce commando spécial. La retraite de l'Afrikakorps puis le débarquement allié en Afrique du Nord en novembre 1942 conduisent toutefois à réorienter la politique antijuive vers la Tunisie. À la fin novembre 1942, Rauff ordonne de former des conseils juifs dans les principales villes tunisiennes, sur le modèle de la politique allemande en Europe centrale. Il ordonne par ailleurs la mise au travail forcé et le pillage des biens juifs tout en recommandant d'intensifier la propagande envers les Arabes. L'administration italienne contribue à ces mesures en ordonnant le port de l'étoile jaune et en instituant elle aussi un conseil juif, placé sous le contrôle de la police, pour les Juifs de Tunisie[59]. Seule la capitulation des troupes de l'Axe le 13 mai 1943 au cap Bon permet d'éviter que ces mesures ne soient effectivement appliquées.

Opposants, étrangers et suspects

L'Afrique du Nord pendant la guerre se couvre de camps. Les Juifs libyens ne sont pas les seuls touchés. En Afrique du Nord française, les réfugiés espagnols et ceux de la Seconde Guerre mondiale suscitent la méfiance des autorités. En Algérie, des camps sont établis dès 1939 à Oran, Carnot, Orléansville, Molière, Alger, Suzzoni et Morand pour y interner les réfugiés espagnols (7 000 d'entre eux débarquent à Oran pour le seul mois de juin 1939). En juin sont décidés la militarisation des camps et l'emploi d'une partie de ces réfugiés dans les unités de travaux de défense. Parallèlement, 18 000 à 20 000 ressortissants du Reich sont internés. De même, quatorze camps sont construits au Maroc pour interner les réfugiés en provenance d'Europe ; ils regroupent environ 4 000 personnes, dont 500 Juifs et une grande majorité d'Espagnols. Réfugiés, étrangers sans contrat de travail ou de certificat d'hébergement et opposants y sont internés sans procès. En Algérie, une partie des étrangers est réunie dans la dizaine de Groupements de travailleurs étrangers (GTE), 2 000 anciens

légionnaires étant placés dans six camps distincts. Des centres de séjour sont aussi établis pour les étrangers. Ils accueillent 2 500 à 3 000 personnes à la veille du débarquement[60]. Avec la mise en place du régime de Vichy, les communistes, gaullistes, socialistes, francs-maçons et tous les suspects d'opposition sont exclus de la fonction publique, quand ils ne sont pas pourchassés et condamnés à des peines de travaux forcés, voire à la peine capitale. Il en va de même, on l'a vu, pour un certain nombre de militants indépendantistes maghrébins. Beaucoup d'opposants sont envoyés en prison ou dans les camps de concentration du Sud. Cette élimination de la gauche européenne et maghrébine contribue à éradiquer le « monde du contact » entre populations européenne et nord-africaine et à accentuer entre elles la haine et l'incompréhension[61].

La place de l'islam dans les politiques envers les populations civiles

Face à la perspective de devoir s'assurer le soutien ou du moins la passivité des populations civiles dans un conflit marqué par la longueur des communications et la rareté des ressources, la mise en place de politiques spécifiques envers l'islam a constitué l'un des éléments majeurs de la recherche de consensus. L'enjeu est d'autant plus important que l'influence de l'islam politique égyptien et proche-oriental converge dès 1931 avec la fondation en Algérie de l'Association des oulémas musulmans algériens (AOMA) qui conjugue rénovation de la foi et demandes de réformes politiques. Au moment de la déclaration de guerre, la défense de l'islam apparaît comme une puissante arme de propagande, d'autant que les stratégies allemande et italienne s'appuient sur l'espoir de soulèvements au Proche-Orient et dans le Maghreb. L'idée d'un nécessaire accord avec l'islam se fonde cependant aussi sur la conviction que cette religion offre un système cohérent de valeurs et de normes, forgeant une mentalité et des habitudes sur lesquelles il semble possible de s'appuyer pour légitimer les prétentions au pouvoir et à l'autorité politique et militaire.

Tard venue dans le cercle des puissances coloniales en Afrique du Nord, l'Italie initie ainsi à partir de 1934 une politique démonstrative destinée à assurer une forme de *pax fascista* et à redorer son image au Proche-Orient

après la violente « reconquête » de la Cyrénaïque et la répression de la puissante confrérie de la Sénoussiya. L'édification de mosquées dans les camps d'internement et la reconstruction d'édifices religieux, de même que la libération de quelques dizaines de déportés sont ainsi mises en exergue par la presse[62]. L'aspect conservateur de ce respect affiché apparaît nettement à travers le soin mis à promouvoir l'orthodoxie défendue par les notables contre les formes de religiosité populaire. Le gouvernement local interdit le blasphème et la vente d'alcool aux Libyens près des mosquées ou lors de fêtes musulmanes. Le respect du jeûne et la fermeture des magasins en journée pour les musulmans lors du ramadan sont également imposés par le gouvernement colonial, qui accroît ainsi son domaine de compétence dans le champ des pratiques religieuses[63]. La nomination en janvier 1934 d'Italo Balbo comme gouverneur favorise cette interpénétration du temporel et du spirituel. Plus ouvert que ses prédécesseurs à la culture musulmane et admirateur déclaré du maréchal Lyautey, il s'appuie sur les élites pour forger un consensus conservateur et propager l'image d'un pouvoir respectueux de l'islam. En septembre 1935, il réunit les principaux oulémas pour annoncer une série de mesures contre « les habitudes religieuses qui contrastent désormais ouvertement avec l'évolution des temps et qui s'opposent à la progressive élévation morale et sociale de la population arabe[64] ». Derrière les quelques manifestations publiques en faveur d'un islam à la fois soumis et conservateur, l'Italie craint cependant l'opposition de la Sénoussiya, dont une partie des dirigeants a trouvé refuge en Égypte.

Dans ce contexte, l'Allemagne s'engage en Afrique du Nord sans le bénéfice d'une politique musulmane antérieure, mais aussi sans le désavantage d'être une puissance coloniale. La position du Reich comme ennemi de la France et de la Grande-Bretagne et comme puissance antisémite lui assure une popularité croissante au Proche-Orient, où il fournit une aide limitée aux insurgés palestiniens, et en Afrique du Nord où une victoire de la Wehrmacht pourrait ouvrir la voie à l'indépendance. Dès 1939, Berlin tente par ailleurs d'encourager les soldats musulmans de l'armée française à changer de camp. Deux pamphlets, écrits en français et en arabe maghrébin à l'encre verte, couleur du Prophète, sont ainsi publiés à destination des troupes coloniales en insistant sur la convergence entre

islam et nazisme. Parallèlement, des tentatives de propagande sont déployées au Maroc. Un pamphlet au début 1940 y appelait à la résistance contre la colonisation, considérée comme un « devoir religieux », prédisant la punition de Dieu contre ceux qui accepteraient l'ordre colonial. Cette politique se développe ensuite envers les 90 000 soldats musulmans capturés durant la bataille de France, qui reçoivent un traitement particulier sans conduire toutefois à des engagements massifs en faveur de l'Allemagne. Si, faute de sources, il est difficile d'évaluer l'impact de cette propagande dans la population nord-africaine, il est possible d'en avoir un aperçu grâce à une constatation : 8 000 soldats arabes de l'armée britannique désertent pendant la campagne d'Afrique, dont 7 000 Palestiniens[65]. Les Allemands ne parviennent cependant qu'à recruter deux bataillons de Tunisiens, un résultat sans commune mesure avec le nombre de Nord-Africains servant dans les armées alliées[66].

Le débarquement de l'Afrikakorps en Libye en février 1941 contraint l'Allemagne à préciser sa politique envers l'islam sur le terrain. Plusieurs manuels sont distribués aux troupes allemandes opérant en Afrique, contenant une brève présentation de l'histoire et des traditions musulmanes et donnant des conseils de comportement envers les civils musulmans. Les journaux de la Wehrmacht comme *Die Oase* ou *Die Karawane* sont par ailleurs chargés de publier des articles informatifs sur l'islam. Si on peut s'interroger sur l'intérêt réel que pouvaient porter les soldats en campagne à cette littérature, celle-ci offre, à travers son schématisme, un aperçu de la vision de l'islam par l'armée allemande en Afrique du Nord. Le manuel de soixante-quatre pages intitulé *Der Islam*, analysé par David Motadel, est rédigé non par un expert de l'islam mais par un médecin spécialisé en maladies tropicales, Ernst Rodenwaldt, qui se fonde sur les travaux des orientalistes Martin Hartmann, Ignaz Goldziher et Snouck Hurgronje. Visant à éviter toute situation « déplaisante, obstructive, voire dangereuse dans certaines circonstances », ce manuel prétend offrir un aperçu de « la pensée et de l'action d'un musulman pieux » en dévoilant la psyché « du » musulman. Il enjoint notamment aux soldats allemands de montrer un « respect sans réserve » pour l'islam et les lieux sacrés (mosquées, sanctuaires et cimetières) pour éviter de se faire des ennemis dans la population.

Sur le terrain, les forces allemandes n'ont cependant à faire que de façon sporadique avec les dignitaires religieux. Dans certains cas, elles tentent d'approcher les cheikhs des confréries soufies, comme dans l'oasis de Siwa en Égypte. Cette politique est grevée en Libye par l'opposition de la confrérie de la Sénoussiya, principale force religieuse du pays, envers l'occupation italienne. Comme le constate par ailleurs Konstantin von Neurath, l'attitude des soldats allemands envers la population musulmane pendant les deux offensives de 1941 et 1942 reste réservée, voire hostile dans certains cas. Plusieurs rapports du front évoquent ainsi « l'absence de communication et l'incompréhension » ainsi que « le comportement maladroit envers les musulmans ». Un long rapport de mars 1942 écrit par un informateur nord-africain, Ahmed Biyoud, souligne que « les véritables opinions et sentiments des Allemands paraissent être en contradiction avec les proclamations et les émissions des bureaux du gouvernement allemand ». Les bombardements de la Luftwaffe sur la ville du Caire durant l'été 1941 montrent du reste que la manifestation du respect pour la population et les institutions musulmanes reste subordonnée aux objectifs de guerre.

C'est toutefois en Tunisie que les autorités allemandes cherchent véritablement à définir une politique musulmane. Entre l'automne 1942 et le printemps 1943, deux millions et demi de musulmans se retrouvent sous le pouvoir nazi, bien que les Allemands maintiennent l'administration vichyste. Certains oulémas et dignitaires musulmans sont ainsi employés pour servir la propagande allemande, dont des intellectuels de la prestigieuse université Ez-Zitouna de Tunis. L'Allemagne tente parallèlement de convaincre les oulémas de la ville sainte de Kairouan d'appuyer son effort de guerre. Ce rapprochement, qui doit être scellé par l'organisation en Tunisie d'une tournée du grand mufti de Jérusalem Mohammed Amin al-Husseini, est cependant brusquement interrompu par la capitulation des forces de l'Axe en mai 1943.

Allemands et Alliés cherchent aussi à utiliser les fêtes religieuses, notamment l'Ida al-Adha (ou Aïd el-Kébir). Le 19 décembre 1942, jour de ladite fête, le consul allemand de Tunisie, Rudolf Rahn, effectue une visite officielle au bey Mohammed el-Moncef, recueillant sur son passage à travers Tunis les applaudissements et acclamations d'une partie de la population musulmane de la ville. La rencontre est amplement couverte par

le magazine *Signal*, qui en publie plusieurs photos. Le même jour, les Britanniques organisent à Benghazi un grand spectacle en l'honneur de l'Ida al-Adha avec la participation d'un responsable de la Sénoussiya, Saïd Rida al-Mahdi al-Sénoussi. La coopération avec la Sénoussiya est en effet jugée indispensable par les Britanniques, qui peuvent bénéficier du soutien de Saïd Mohammed Idris el-Sénoussi et constituer une Sanusi Arab Force (plus tard appelée « Libyan Arab Force ») avec la promesse d'un émirat libyen indépendant après la guerre. Les émissions de la BBC destinées aux Arabes prennent dans cet objectif une tonalité fortement religieuse, appelant à combattre l'Allemagne comme ennemie de l'islam.

L'attention que les officiers britanniques portent sur le terrain aux dignitaires musulmans conduit le mufti de Tripoli à louer publiquement Churchill et la Grande-Bretagne en février 1943. En Égypte, cette position rencontre toutefois l'obstacle du nationalisme égyptien et débouche sur un soutien moins ardent qui se limite, pour le mufti d'Égypte, cheikh Abd al-Majid Salim, et pour son concurrent le plus important, le recteur de l'université d'al-Azhar Mohammed Mustafa al-Maraghi, à prêcher le quiétisme politique. De même, les Britanniques ne peuvent empêcher la contestation de la part des Frères musulmans, qui commettent pendant la guerre une série d'assassinats politiques. Subissant la répression des autorités anglaises, leur dirigeant Hassan el-Banna est toutefois contraint en 1942 de manifester publiquement sa loyauté envers Londres dans le journal *Al-Ahram*. Partout en Égypte les Britanniques se heurtent ainsi à une opposition croissante, y compris dans le milieu royal, le symptôme le plus évident en étant l'incident du 4 février 1942, lorsque la Grande-Bretagne choisit de contraindre par la force le roi Farouk à se défaire de son Premier ministre à la réputation germanophile, Hussein Siri Pacha.

Le gouvernement de Vichy adopte lui aussi une politique plus attentive envers les autorités musulmanes traditionalistes, afin de couper l'herbe sous le pied du nationalisme et de faire pièce à la concurrence de la propagande allemande. Dès le début 1940, le général Weygand manifeste ostensiblement son respect pour les fêtes religieuses musulmanes comme le Mouloud, qui célèbre l'anniversaire du Prophète. Cette politique est reprise par de Gaulle et les Forces françaises libres dès la campagne de Libye afin d'affermir le loyalisme des 233 000 soldats nord-africains combattant dans les rangs gaullistes. À partir du débarquement allié du 8 novembre 1942, les

autorités françaises en Afrique du Nord doivent cependant faire face à la propagande concurrente des États-Unis. Ceux-ci adoptent les mêmes méthodes que les autres belligérants, utilisant des tracts et pamphlets en arabe et présentant la campagne contre l'Axe comme un nouveau jihad pour la liberté. En août 1943, un rapport de l'American Military Intelligence note cependant que « les soldats américains méprisent clairement les Arabes », recommandant de « respecter les lieux saints et les pratiques de l'islam ». Ces ratés n'empêchent pas Roosevelt de manifester son soutien aux forces indépendantistes modérées, notamment envers le sultan du Maroc, contribuant à l'affirmation de nationalismes plus revendicatifs au Maghreb.

La croissance des luttes anticoloniales après novembre 1942

Le débarquement allié favorise paradoxalement, pour la France, la montée des actes de résistance et les revendications en faveur des indépendances, de même qu'il conduit les nationalistes libyens à exiger l'application rapide de la promesse d'indépendance faite par la Grande-Bretagne. Cette évolution est le résultat de deux processus initialement indépendants l'un de l'autre, bien que se renforçant mutuellement au fil du temps : d'une part la radicalisation d'une partie des mouvements nationalistes, alimentée par la faim, la misère et dans certains cas l'accentuation de la brutalité de la domination coloniale ; et d'autre part l'affirmation de la puissance américaine, concomitante des manifestations de faiblesse militaire des vieilles puissances coloniales.

En Algérie, le débarquement et la mobilisation du 19e corps d'armée à partir du 15 novembre 1942 conduisent ainsi le groupe du Comité d'action révolutionnaire nord-africain (CARNA) issu de la Casbah, sous l'impulsion de Mohammed Taleb, à faire ses premiers pas dans la mobilisation politique en exhortant les Algériens à refuser la conscription. De nouvelles sections du CARNA sont fondées dans les quartiers algérois de Belcourt et de la Redoute. À la fin de 1943, la publication du journal *L'Action algérienne* vient donner voix à ce courant qui prône l'action contre la domination française[67]. Cette évolution traduit l'affirmation de générations plus jeunes, parfois contre l'avis de militants plus âgés, qui ne se reconnaissent plus

dans les revendications nationalistes plus modérées. Ces nouveaux militants, comme Mohammed Belouizdad, Saïd Amrani, Mourad Didouche et Abderahmane Smaï, fondateurs du CARNA, sont en rupture avec le Parti populaire algérien (PPA). Parmi eux, Ahmed Bouda travaille cependant à opérer un rapprochement entre l'Action algérienne et le PPA, parvenant avec Mohammed Henni à intégrer Hocine Asselah et Hadj Cherchali au comité directeur du PPA, puis à faire accepter le groupe de Belcourt au sein de l'organisation mère, permettant la création d'un fort courant activiste au sein du PPA et, à travers lui, dans les rangs des Amis du Manifeste et de la liberté.

La contestation de la domination française concerne cependant aussi des élites traditionnellement alliées au pouvoir ou davantage prêtes à une forme de conciliation extérieure, comme le montrent les nombreux rapports mentionnant les refus dans les campagnes d'accepter la conscription et les prélèvements. C'est le cas par exemple dans la commune mixte d'El-Milia en octobre 1943, où le président de la djemaa du douar M'chatt manifeste soudain son opposition aux ordres de l'autorité, ou encore à Djidjelli en décembre 1944, où un garde champêtre aide des déserteurs. Les exemples abondent de ce répertoire du refus, qui va de la désobéissance passive à l'opposition active. L'historienne Annie Rey-Goldzeiguer a ainsi montré comment la dégradation de la situation économique nourrit un ressentiment croissant envers une colonisation qui n'a fait qu'accentuer les inégalités pendant la guerre, débouchant sur une série d'affrontements au cours de l'année 1945, à la fois à Alger et dans le Constantinois. Début mai, ces tensions, accrues par des manœuvres militaires dans la région de Biskra et en Grande Kabylie, se muent en émeute. Le 5 mai, des affrontements éclatent à Alger et Oran entre manifestants musulmans et forces de l'ordre, faisant treize blessés et deux morts à Alger parmi les premiers. Le 8 mai, ce sont les régions de Kherrata, Sétif et Guelma qui s'embrasent, conduisant au massacre de 102 Européens puis à une répression féroce, dont les chiffres exacts restent sujets à controverses (y compris entre les sources françaises) – il est cependant désormais certain que cette répression a fait plusieurs milliers de morts[68]. Ces événements ne marquent pas seulement l'exaspération d'une partie croissante de la population algérienne, ils traduisent aussi l'élargissement du fossé de haine et de peur entre

populations musulmanes et européennes comme les tensions au sein de l'administration entre les réformistes et un parti pied-noir hostile à toute libéralisation du système colonial.

L'Algérie n'est pas la seule concernée. Les tensions sont nettement perceptibles au Maroc et en Tunisie, malgré l'éloignement des opposants politiques[69]. Dans le sultanat, l'opposition à la France reçoit le soutien de Roosevelt, qui s'entretient directement avec le sultan Sidi Mohammed Ben Youssef et Churchill à Tafna le 22 janvier 1943 et plaide pour l'indépendance. La ligne américaine est similaire en Tunisie, où l'anticommunisme de Bourguiba attire la confiance de Washington. Fort du soutien américain, qui lorgne sur la position stratégique et le marché marocain, le parti indépendantiste l'Istiqlal lance un manifeste le 11 janvier 1944 en faveur de l'indépendance.

En Tunisie, le débarquement allié permet le retour du dirigeant du Néo-Destour Habib Bourguiba le 8 avril 1943. Tout en proclamant sa solidarité avec la lutte contre les forces de l'Axe et en invitant à la solidarité avec la France jusqu'à la fin de la guerre, il compte sur la protection américaine pour obtenir l'indépendance. Son retour marque aussi la victoire du camp pro-Alliés au sein du Néo-Destour aux dépens de Hassen Tricki, Rachid Driss ou Mohammed Salah Chadly, qui s'enfuient vers l'Allemagne. C'est toutefois le bey Moncef qui concentre la critique des nouvelles autorités gaullistes. Sa récusation explicite du protectorat inquiète le pouvoir colonial, qui l'accuse de collusion avec l'Allemagne et le destitue le 14 mai 1945, six jours après l'entrée des troupes alliées à Tunis. Loin de briser le mouvement indépendantiste, cette ingérence dans le pouvoir beylical vient cimenter l'alliance entre le souverain, le Vieux et le Néo-Destour, le parti réformiste et le Parti communiste tunisien.

Partout, le contexte de la Seconde Guerre mondiale a ainsi précipité les tensions entre les puissances coloniales et les populations soumises à leur domination. La priorité donnée aux métropoles et à l'approvisionnement des armées accentue les rancœurs, dans une Afrique du Nord plongée dans la misère. La Libye constitue un précédent que la France regarde avec anxiété : l'administration militaire britannique refuse tout retour de l'autorité coloniale italienne, favorisant les Libyens contre les colons. Mais

le pogrom qui éclate à Tripoli en 1945 annonce aussi des tensions nouvelles, en écho aux tensions en Palestine mandataire.

*1. Par François Dumasy. La rédaction de ce chapitre a bénéficié des contributions inédites, présentées dans le cadre du programme « La guerre des sables » de l'École française de Rome de 2012 à 2015 et citées au cours du texte, de Patrick Bernhard, Fayçal Chérif, Martin Cueppers, Daho Djerbal, Eric Jennings, David Motadel et Martin Thomas.

La guerre du désert dans la mémoire collective[*1]

La guerre en Afrique du Nord entre 1940 et 1943 a laissé des traces dans les mémoires collectives des nations impliquées, à des intensités et des niveaux différents. Jusqu'à ce jour, Tobrouk et El-Alamein restent de célèbres théâtres d'opérations, et les mythes de Montgomery et de l'Afrikakorps d'Erwin Rommel sont encore très présents au XXIe siècle. Mais à y regarder de plus près, on s'aperçoit très vite que les images du passé ont une résonance différente. La « remémoration » de la guerre en Afrique du Nord a toujours dépendu du contexte social, culturel et politique qui évoquait – ou non – les campagnes de Libye, d'Égypte et du Maroc. De plus, les images de la guerre des sables n'ont pas été gravées dans le marbre : alors que certaines idées n'ont pas évolué des décennies durant, d'autres ont été bouleversées sous l'influence de l'issue de la guerre, de l'instauration de la guerre froide, du changement de générations et enfin de la recherche historique. Il n'est donc pas possible de parler de « mémoire collective » en tant que telle. Prise métaphoriquement, cette notion créée par le philosophe et sociologue français Maurice Halbwachs souligne globalement que le souvenir partagé par un groupe social est lié à des processus mémorisés dans le présent de chaque époque. Notre image du passé est toujours le montage culturel d'un groupe social, la plupart du temps d'une société nationale qui rend présent le passé par la transmission orale, et/ou des formes culturelles. Les différentes formes de la gestion du passé sont aussi regroupées dans la « culture des mémoires[1] ».

C’est cette relation entre le passé et le présent qu’il convient d’examiner en évoquant la guerre menée en Afrique du Nord par la France, l’Italie et l’Allemagne[2]. À cet égard, trois axes majeurs se dégagent : la place tenue par ce théâtre d’opérations au regard du souvenir global de la Seconde Guerre mondiale – quelle est l’importance accordée à la guerre en Afrique du Nord dans cette économie générale du souvenir ? –, celle tenue par les acteurs de la politique mémorielle – quel rôle ont joué les vétérans, les hommes politiques, les historiens ? –, celle, enfin, de la pratique symbolique du souvenir – quand et où a-t-on pu se remémorer les conflits en Égypte, en Libye et en Tunisie ?

Contextes

Comment le souvenir de la guerre en Afrique du Nord s’est-il inséré dans la mémoire globale du conflit ? Les vétérans ont-ils participé à une concurrence des mémoires avec d’autres groupes sociaux ayant activement participé à la conduite de la guerre, qu’ils aient souffert de sa violence entre 1939 et 1945 ou aient été victimes de la terreur nazie ? La situation de départ était particulièrement difficile en France. On peut distinguer – comme Antoine Prost l’a fait à propos de Verdun – deux types de mémoire collective en relation avec la guerre : la mémoire nationale au double sens du souvenir propre à tous les Français et du souvenir patriotique d’un côté, et la mémoire plus intensive, très émotionnelle, plus forte et très intime de ceux qui ont fait la guerre – « la mémoire combattante[3] » – de l’autre. Les souvenirs des soldats sont liés de diverses manières à la mémoire nationale, par exemple dans les courriers militaires, dans les écrits mémorialistes et dans les rapports oraux.

Si on s’en tient à la seule mémoire des vétérans, on peut distinguer, en suivant Julie Le Gac, trois types de mémoire collective : la mémoire gaulliste de la France combattante, la mémoire communiste d’une partie de la Résistance et enfin la mémoire de l’armée d’Afrique. Ces souvenirs collectifs ne se sont pas juxtaposés mais se sont superposés, voire se sont contredits. Plus la mémoire gaulliste de la Seconde Guerre mondiale s’est imposée après la fin de la guerre comme la mémoire officielle et gouvernementale, plus les souvenirs des combattants d’Afrique ont été

relégués au second plan. Le succès de l'armée d'Afrique s'est toujours plus estompé. De plus, la Seconde Guerre mondiale a été saisie, après 1945, sous l'angle de la décolonisation en raison du nombre important de soldats des colonies. Une mémoire collective que la France aurait partagée avec ses anciennes colonies pouvait-elle dès lors se développer ?

Sous la IV^{e} République, le souvenir de la guerre est resté très controversé. En effet, la relation entre le souvenir de la Première Guerre mondiale et celui de la Seconde a alors joué un rôle capital. Certes, le souvenir de la Grande Guerre fournissait une assise juridique sur laquelle le souvenir après 1944-1945 pouvait s'appuyer ; il fournissait des modèles pour la pratique symbolique du souvenir et offrait des canevas de la mémoire monumentale. Mais les deux guerres ont occupé des places totalement différentes dans la mémoire collective des Français, en raison, principalement, de l'ambivalence du souvenir de la guerre après la Libération. Alors que la Première Guerre mondiale s'était soldée par une claire victoire de la France, la victoire sur l'Allemagne nazie ne bénéficiait pas de la même aura en raison du traumatisme de la défaite de 1940. Entre l'occupation du pays et la libération de Paris en 1944, l'histoire française s'est construite autour de différents théâtres et avec différents protagonistes. D'où un paysage de la mémoire multiforme après 1944-1945 contrastant avec l'immédiat après-guerre de 1918. Ce rapport de tension n'a pas disparu avec le changement de génération et persiste aujourd'hui encore.

Si on ne s'interroge pas seulement sur les différences structurelles des souvenirs de guerre mais aussi sur les liens relatifs au contenu de l'interprétation, c'est d'abord le souci de la continuité historique qui a dominé. Quand le général de Gaulle évoquait une seconde « guerre de Trente Ans » en considérant comme un bloc la première moitié du XX^{e} siècle, il établissait une relation de cause à effet entre le conflit militaire de 1939-1945 et la guerre de 1914-1918. À usage externe, ces paroles soulignaient la poursuite du combat contre l'ennemi juré, l'Allemagne. À usage interne, elles exprimaient la dimension nationale de ce combat. La formule incluait pratiquement tous les Français – civils et soldats, résistants de l'intérieur et de l'extérieur, héros et victimes, citoyens de la métropole et des anciennes colonies : tous avaient combattu de 1914 à 1944 pour le même idéal de liberté et accepté de rudes sacrifices ; tous furent honorés

dans le cadre de la mémoire gouvernementale des victimes de guerre. Rien ne symbolisait mieux cette mémoire inclusive que le choix du 11 novembre comme jour de commémoration. Derrière cette homogénéité que cette continuité de trente ans suggérait, les différences entre les deux guerres – la collaboration notamment – devaient être reléguées à l'arrière-plan. L'objectif de la politique mémorielle était aussi de refouler la défaite militaire de 1940 et de positionner la France du côté des puissances victorieuses. Mais les fissures qui ont parcouru la société française après 1945 n'ont pas pu être colmatées par cette mémoire gaulliste inclusive.

Les frictions entre gaullistes et communistes lors de la création du site mémoriel du mont Valérien offrent un bon exemple de ces tensions. Entre 1941 et 1944, la Wehrmacht avait utilisé cette forteresse comme lieu d'exécution où plus de 1 000 résistants et otages furent exécutés en représailles aux attentats commis contre des postes ou des soldats allemands : il s'agissait essentiellement de Juifs et de communistes, mais aussi de socialistes, de gaullistes, de syndicalistes et d'intellectuels. En 1945, le général de Gaulle, répondant à la suggestion de son ministre Henri Frenay, choisit ce site pour ériger un mémorial en l'honneur de tous les morts de la guerre de 1939-1945. Quinze morts au combat, symbolisant les différentes formes de la lutte pour la libération, reposèrent dans une crypte provisoire. En 1954, une urne contenant des cendres de déportés fut déposée dans cette crypte. Puis le général de Gaulle, devenu président de la République, décida d'ériger un espace mémoriel, le Mémorial de la France combattante, qui fut inauguré le 18 juin 1960[4].

De même, une concurrence opposa rapidement le monde combattant, divisé entre anciens soldats de l'armée française et membres de la Résistance. Après le mandat présidentiel du général de Gaulle en 1969, la position des vétérans se détériora dans la mémoire collective. Valéry Giscard d'Estaing supprima le 8 mai comme fête nationale en 1975 et il fallut attendre les mandats de François Mitterrand et de Jacques Chirac pour que la mémoire publique de la Seconde Guerre mondiale, et par là même de l'armée française en Afrique du Nord, soit réhabilitée, comme le montrent par exemple les commémorations de 1984 et 1985 pour le 40^{e} anniversaire de la Libération et de la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Dans le débat relatif à l'interprétation de la Seconde Guerre mondiale, les vétérans firent entendre leur voix. Lorsqu'en 2014 les vétérans et les hommes politiques français fêtèrent le 70e anniversaire du débarquement de Normandie aux côtés de leurs invités étrangers, personne ou presque n'imaginait que cette cérémonie spectaculaire n'avait jamais été organisée en Normandie jusqu'aux années 1980. Jusqu'alors, le souvenir portait surtout sur le débarquement en Provence. Aujourd'hui, on a presque oublié, surtout hors des frontières françaises, que le 15 août 1944 quelque 180 000 soldats alliés avaient débarqué sur ces côtes pour avancer du sud de la France vers l'intérieur. L'opération « Dragoon » était de moitié inférieure numériquement à l'opération « Overlord » ; elle fut moins dramatique et, surtout, elle n'était que le second débarquement de vive force après le D-Day. Néanmoins, pour les Français, le débarquement de Provence a joué, des décennies durant, le rôle le plus important car plus de la moitié des troupes étaient constituées d'unités françaises. D'un point de vue militaire, l'opération fut certainement moins capitale – les troupes ne parvinrent pas à encercler les forces allemandes dans le Midi –, mais d'un point de vue politique elle fut un véritable succès. Ces éléments expliquent que le général de Gaulle ait tenu à ériger, en 1964, le Mémorial du débarquement de Provence au mont Faron, pendant du musée d'Arromanches qui avait ouvert ses portes dix années auparavant. Cette « politique du souvenir triomphant », pour reprendre la formule de Julie Le Gac et Serge Barcellini, n'a pas été sans masquer les clivages existants dans le paysage de la mémoire.

La concurrence entre les différents groupes sociaux, qui se battent pour attirer l'attention de la société et obtenir une reconnaissance morale et matérielle, a été aussi marquée par l'image que les contemporains se sont forgés des années sombres. Les accents de la politique du souvenir ont varié en fonction de l'angle de vue et des valeurs du regard porté sur le temps de guerre. De fait, si le combat et la Résistance occupaient une place prédominante dans la mémoire collective dans les années 1950 et 1960, l'axe essentiel s'est déplacé dans les années 1990. Depuis lors, l'attention est tournée vers les victimes de la persécution. Ce ne sont pas les valeurs militaires, mais les droits de l'homme qui déterminent le regard vers le passé[5]. Des indemnisations ont été accordées aux orphelins dont les parents

avaient été assassinés pour des raisons idéologiques. Ce même droit a été également revendiqué par les enfants des « Malgré-Nous », ces soldats alsaciens et lorrains enrôlés dans la Wehrmacht et la Waffen-SS. « Le basculement de la focale des héros aux victimes de la Seconde Guerre mondiale fait disparaître la mémoire combattante en second plan[6]. » Du fait de ce nouveau glissement dans la mémoire collective, les vétérans de l'armée d'Afrique se sont sentis encore plus écartés.

Ce changement de perspective s'observe aussi, *mutatis mutandis*, en Allemagne. Contrairement à la période postérieure à la Première Guerre mondiale, il n'y a pas eu de souvenir de guerre héroïque. Certes, dans les années 1950, les vétérans de la Wehrmacht qui appartenaient à l'une des nombreuses associations d'anciens combattants ont cultivé une vision peu critique de la Seconde Guerre mondiale. Surtout, les généraux, en publiant leurs Mémoires, ont essayé de brosser une image de la « Wehrmacht propre » dont les échecs auraient incombé à Hitler et qui n'aurait en rien trempé dans les crimes des SS. Jusque dans les années 1960, pourtant, la mémoire collective a privilégié les Allemands en tant que victimes de la guerre. Qu'il s'agisse des civils ou des militaires, les années de guerre étaient interprétées avant tout comme une période caractérisée par leur propre souffrance. Les années d'occupation de l'Allemagne par les Alliés entre 1945 et 1949 ont également été interprétées à cette aune victimaire. Que des soldats allemands fussent encore internés dans les camps soviétiques, et ce jusqu'en 1955, a bien entendu renforcé cette perspective. Se manifestant plus précocement qu'en France, un changement de vision est cependant intervenu à partir des années 1960-1970. Les victimes des Allemands sont alors passées au premier plan, à commencer par les personnes persécutées par la terreur nazie, et notamment les victimes du génocide. Dans les années 1990 s'est également développée une mémoire inclusive qui, outre les victimes des Allemands, considère à nouveau ceux-ci comme victimes. Les bombardements ainsi que la fin apocalyptique de la guerre y tiennent une place éminente. Ce changement du *master narrative* ou « métarécit » a également marqué la mémoire collective de la guerre des sables.

Les limites d'une mémoire commune de la guerre ne se firent pas seulement sentir dans la société française, mais marquèrent également les relations de la France et de ses anciennes colonies. On peut ainsi parler de « souvenirs concurrentiels » dont il est difficile d'harmoniser les positions. Dans le cas de la France et des États du Maghreb, l'émergence d'une mémoire partagée reste problématique tant le passé colonial et l'histoire de la décolonisation brident l'émergence d'une mémoire de guerre commune. La situation est particulièrement épineuse dans les pays où les hommes – les Tunisiens et les Algériens, par exemple – ont été incorporés de force dans les armées françaises – alors que les Marocains y servaient volontairement. Le travail de mémoire commune a ainsi commencé au Maroc dès les années 1970 et s'est concrétisé, pourrait-on dire, le 14 juillet 1999, avec la participation de troupes marocaines au défilé sur les Champs-Élysées. La coopération dans le domaine de la mémoire de guerre a finalement été formalisée en 2004 entre Paris et Rabat. En revanche, la Tunisie et l'Algérie n'ont pas suivi : les efforts entrepris pour développer une mémoire collective commune de la Seconde Guerre mondiale avec les anciennes colonies du Maghreb ne sont pas seulement de longue haleine en raison de la décolonisation et des conditions politiques instables, mais également parce qu'ils ne pourront s'imposer qu'au prix de flous historiques permettant d'esquiver, autant que possible, les conflits entre les deux parties.

De même, les chances d'aboutir à une mémoire partagée entre la France et l'Italie semblent faibles. Jusqu'à ce jour, en effet, le souvenir italien des troupes françaises en Italie reste toujours problématique en raison du corps expéditionnaire français (CEF) lancé pour vaincre la Wehrmacht. Ce qui reste controversé, ce sont le nombre et les causes des crimes de guerre commis par les soldats français qui parcouraient la péninsule. Le comportement des troupes coloniales, à qui l'on reproche notamment des viols, plombe la mémoire commune alors que ces derniers ne jouent pratiquement aucun rôle dans la relation franco-allemande du fait des souvenirs autrement traumatisants des crimes commis par l'Armée rouge et ultérieurement par les SS et la Wehrmacht.

En Italie, en revanche, la mémoire collective de la guerre en Afrique du Nord appartient jusqu'à ce jour à une mémoire de la guerre divisée. Quand l'opinion publique italienne se remémore la Seconde Guerre mondiale, lui

vient en tête au premier chef la guerre menée par le Reich et son occupation de l'Italie entre septembre 1943 et avril 1945[7]. L'espace du souvenir relatif à l'Italie se limite aux confins de l'après-guerre. En revanche, les campagnes menées par les troupes fascistes en Afrique orientale, tout comme la collaboration nouée avec la Wehrmacht entre 1940 et 1943 – l'Italie était l'allié le plus important de l'Allemagne – en France, en Yougoslavie, en Union soviétique et en Grèce restent largement ignorées. Le rapprochement politique, militaire et social des « puissances de l'Axe », qui rendit possible la guerre commune en Afrique du Nord, semble avoir disparu de la mémoire collective, enseveli sous les souvenirs positifs, qu'il s'agisse de la participation des soldats de l'armée italienne dissoute au combat des partisans dans les Balkans après septembre 1943, de la résistance contre l'occupation nazie ou de la protection des Juifs contre la persécution hitlérienne.

Cette interprétation distordue a prédominé dès la fin de la guerre du fait des Mémoires, livres et autres articles largement publiés : les communistes mais aussi les démocrates-chrétiens et, *in fine*, la République italienne y sont légitimés après 1945 grâce à l'image d'une *Resistenza* globale. Est avancée l'idée, en outre, que les rares fascistes italiens n'avaient été que des traîtres pathologiques. Depuis 1945, cette vision a été confirmée et répandue grâce à une abondante filmographie, en particulier depuis *Roma città aperta* du cinéaste Roberto Rossellini. Revers de la médaille : la limitation de la mémoire à l'autolibération a abouti à oublier les responsabilités italiennes ainsi que les crimes de guerre commis par le régime fasciste. Leur histoire a sombré dans l'oubli jusque dans les années 1990 et n'a plus fait l'objet de recherche historique. La focalisation observée depuis la fin de la guerre froide sur les victimes des deux guerres, avant et après 1943, recèle sans aucun doute le risque de continuer à détourner le regard porté sur les criminels et par conséquent sur la guerre en Afrique orientale.

Les acteurs

Le rattachement de la « mémoire collective » à la société qui se remémore conduit impérativement à s'interroger sur les acteurs. Quels sont

en effet les groupes sociaux, les institutions, associations et structures, quels sont les groupes professionnels et les personnalités qui ont marqué la culture des mémoires en relation avec la guerre en Afrique du Nord ? Les juristes et les historiens ont bel et bien joué un rôle, tout comme les hommes politiques et les écrivains, sans oublier bien sûr les anciens combattants.

La réflexion juridique constitue une première modalité du souvenir. Dans le cas allemand, la procédure engagée devant la Cour internationale de justice à Nuremberg en 1945-1946 ainsi que les douze procès qui suivirent entre 1946 et 1949 (les « procès consécutifs de Nuremberg ») n'ont pas seulement conduit à condamner de hauts responsables nazis : ils ont aussi offert à l'opinion publique une source d'information sur la guerre en Europe de l'Est et du Sud-Est grâce à l'ample couverture médiatique de la presse accréditée. On a parfois reproché aux Alliés de n'avoir évoqué à Nuremberg que les crimes des Allemands, en omettant leurs propres crimes de guerre, Katyń notamment. Les inculpés ont ainsi montré du doigt les accusateurs pour s'exonérer.

En revanche, dans le cas de l'Italie, ancienne alliée de l'Allemagne, la réflexion juridique en est restée à ses balbutiements. Les soldats italiens avaient commis de nombreux crimes de guerre en Afrique du Nord – tant contre les Arabes, les Berbères vivant sur cette zone et les Juifs de Libye et de Tunisie que contre les prisonniers de guerre alliés détenus sur le territoire italien. La conquête et la pacification de la Libye s'étaient accomplies par la violence et l'Italie, durant la guerre d'Éthiopie, avait non seulement employé des gaz toxiques mais aussi réprimé dans le sang la guérilla qui s'était déclarée[8]. Des soldats de l'armée royale italienne et des membres de la Polizia dell'Africa Italiana, mais aussi des membres du Parti fasciste ainsi que des Italiens ordinaires avaient usé d'une violence excessive envers les Arabes et les Berbères principalement. Une violence qui était prégnante dès les années 1920 lors de la guerre coloniale brutale menée contre des ethnies arabes et berbères et qui faisait partie du quotidien : nul n'aurait pu empêcher les occupants italiens d'y recourir. Bombarder des cibles civiles, utiliser des gaz toxiques et construire des camps de concentration furent les moyens privilégiés pour briser la résistance au projet colonial de Rome[9]. Pendant la campagne italienne en Afrique du Nord, la Libye devint donc un

« espace de violence[10] » et le régime fasciste prit la suite lorsque la guerre mondiale supplanta la guerre civile. La violence se tourna alors autant contre les insurgés que – pour des motifs antisémites – contre les Juifs libyens (incluant pogroms, travail forcé et pillage) et les soldats de l'armée britannique originaires principalement d'Inde et d'Afrique du Sud.

Or, hormis lors des premiers examens de la Commission des crimes de guerre des Nations unies et de rares procès après 1945, les Alliés n'ont pas poursuivi en justice ces actes qui pourtant violaient ouvertement la convention de Genève de 1929 – cela en raison notamment du manque de coopération des autorités italiennes qui refusaient de voir l'Italie traitée comme l'Allemagne. Mais d'autres raisons pesèrent plus lourd encore[11]. Car dans le contexte de durcissement du conflit Est-Ouest dans la seconde moitié des années 1940 et dans les années 1950, les puissances occidentales n'avaient aucun intérêt à déstabiliser le jeune gouvernement démocratique de Rome en intentant des procès de criminels de guerre, même si la Yougoslavie, par exemple, l'exigeait. Au regard des crimes commis en Éthiopie et en Libye, les gouvernements britannique et américain affichèrent ouvertement leurs réserves. Des procédures judiciaires aux dépens de l'Italie attireraient l'attention internationale, ce qui n'entrait pas dans la stratégie de *containment* qui devait endiguer l'extension de la zone d'influence communiste. Les stéréotypes concernant l'Italien et le fascisme italien ont aussi favorisé la retenue des Alliés occidentaux. Le cliché de la *dolce vita* ne correspondait pas à ces comportements brutaux. Que l'Italie change de camp et se rallie aux Alliés à partir de 1943 ne prouvait-il pas que le fascisme et le racisme n'avaient pas pu réellement s'enraciner dans la péninsule ? Ce récit postfasciste que les Alliés avaient nourri bien avant 1945 afin de creuser un fossé entre l'Allemagne nazie et l'Italie créa sa propre dynamique et devint après 1945 – et pas seulement en Italie – la version dominante de la guerre. Par une alliance contre nature avec Hitler, Benito Mussolini avait trahi le peuple italien ; au modèle d'ennemi du « méchant Allemand » s'opposait l'idéal du « gentil Italien » (*brava gente*) : tel est le souvenir antifasciste de l'après-guerre[12]. Ce portrait du « gentil Italien » est encore conforté par le cliché que l'Italien aurait été un médiocre soldat qui, du fait du style de vie spécifiquement italien, n'aurait pas été intéressé par le combat, comme l'a expliqué l'ancien chef des

partisans Giorgio Bocca[13]. Ce cliché s'est répandu bien au-delà des frontières italiennes, jusqu'en Grande-Bretagne et aux États-Unis. L'image de l'Italie, qui a perduré jusqu'à une période récente, ne laissait aucune place au racisme, à la violence et aux crimes de guerre. Comme les Britanniques n'avaient pas totalement abandonné leurs rêves impériaux, ils affichaient également une certaine compréhension pour les actions des Italiens en Afrique du Nord, ce qui permit aussi de détourner plus facilement le regard. *In fine*, le contexte colonial joua un rôle important pour les quatre puissances occidentales. De fait, elles considéraient les populations nord-africaines comme des objets coloniaux avant tout et ne manifestaient par conséquent qu'une très faible empathie envers les expériences traumatisantes des autochtones.

En Allemagne comme en Italie, par ailleurs, la poursuite des anciens soldats ayant commis des crimes pendant la guerre fut de plus en plus prise dans l'étau de la guerre froide[14]. Les vétérans appartenaient en effet après 1945 aux forces armées de l'alliance occidentale. De même, le réarmement de la République fédérale allemande n'était pas possible – comme en RDA – sans les anciens soldats de la Wehrmacht. Le fait que leurs camarades de jadis aient été en prison pesait sur la relation entre les vétérans, le gouvernement fédéral et surtout les Britanniques, les Français et les Américains. Il s'ensuivit dans les années 1950 une amnistie générale et plusieurs « déclarations sur l'honneur » à l'égard des soldats de la Wehrmacht supposés diffamés par les Alliés.

Comme pour l'Allemagne de l'Ouest, la guerre froide a amené, en Italie, à occulter les crimes de guerre pour des raisons d'opportunité en matière de politique sécuritaire et extérieure, et non par manque de preuves. S'ajoute également le fait que plus d'un officier de haut rang qui avait d'abord servi aux côtés de la Wehrmacht sous Mussolini s'était ensuite battu dans les rangs alliés. Le changement de camp de l'Italie en 1943 et le début de la guerre froide en Europe et en Afrique quelques années plus tard ont ainsi empêché de poursuivre les criminels de guerre italiens dans les années 1950 et 1960. En Libye, en Éthiopie et en Yougoslavie, on attendit donc en vain que justice soit faite. Parallèlement, l'interprétation du passé colonial italien comme histoire de la modernisation a longtemps évincé le souvenir des actes de violence commis par l'Italie en Afrique.

Ajoutons que cette vision pacifique est aussi due aux vétérans qui, au retour de leur captivité, dans les camps alliés ou dans les geôles nazies[15], devinrent écrivains ou journalistes. Ils brossent une image contrastée de leurs expériences qui ne laisse aucune place à la dichotomie entre fascistes et antifascistes[16]. Dans l'interpénétration complexe des sentiments, Agostino Bistarelli relève par exemple une lassitude de la guerre et le sentiment d'appartenance à l'armée royale italienne, menacé par la chute du fascisme, un sentiment éprouvé par les prisonniers de guerre même dans la lointaine Amérique. Il signale également le souhait de ne pas remettre en question l'identité de prisonnier de guerre en coopérant avec l'(ancien) adversaire[17].

Qu'il s'agisse du journal intime, de la correspondance ou du roman, la veine littéraire, souvent autobiographique, a offert ou offre par ailleurs un moyen de remémoration de la guerre en Afrique du Nord. Au XXIe siècle, les vétérans, soutenus par leurs enfants et leurs petits-enfants, utilisent aussi les nouveaux médias pour informer l'opinion publique italienne et les nouvelles générations de leurs expériences de la guerre et de la captivité, comme le montrent le journal intime *Diario di guerra e prigionia 1942-1946* de Pietro Rizzuto (1916-1998)[18] ou la présence d'« El-Alamein » sur Facebook[19]. Ces phénomènes illustrent le rôle de la guerre en Afrique du Nord dans la « mémoire collective 2.0 », pour reprendre l'expression de Bistarelli.

Dans les années 1950 et 1960, les romans ne s'abandonnèrent guère à un travail critique sur le passé italien, comme le confirment les œuvres de l'écrivain Giuseppe Berto (1914-1978). Au retour de sa captivité américaine au Texas et après avoir suivi des études littéraires, il décrivit sans aucune illusion dans ses romans, et plus précisément dans *Il brigante* publié en 1951, la souffrance de la jeunesse pendant la guerre et l'après-guerre. L'écrivain et journaliste Gaetano Tumiati (1918-2012) qui, après le conflit, avait été interné dans le camp de prisonniers de Hereford en Angleterre, tint des propos similaires. Le poète et écrivain Alfonso Gatto (1909-1976), quant à lui, a publié au début des années 1960 des récits de soldats italiens évoquant leurs expériences pendant le conflit. Paolo Caccia Dominioni (1896-1992), enfin, a exercé une influence particulièrement importante. Également officier et écrivain, cet ingénieur s'est efforcé pendant des

décennies de rechercher et d'enterrer les soldats tués pendant les batailles d'El-Alamein. Pour avoir participé à la première bataille d'El-Alamein, il avait reçu d'Erwin Rommel la croix de fer de deuxième classe ; pour la seconde bataille, il avait été décoré de la médaille du courage italienne en argent. En 1943, il entra dans la clandestinité puis organisa l'un des premiers groupes de la Résistance. En 1948, l'ambassade italienne au Caire le chargea de s'occuper du cimetière militaire italien d'El-Alamein qui existe encore aujourd'hui. Outre d'autres cimetières militaires et des sites mémoriaux, il a conçu le Sacrario Militare dei Caduti d'Oltremare à Bari où sont enterrés de nombreux soldats italiens tués au combat « outre-mer », c'est-à-dire en Afrique. L'homme s'est également imposé comme écrivain : *Alamein 1933-1962*, son ouvrage le plus connu, est empreint d'une piété profonde et d'un grand patriotisme, marginalisant ainsi les volets politiques, idéologiques et militaires[20] – une approche qui a également marqué la construction du cimetière militaire d'El-Alamein.

Le cimetière militaire constitue en effet un autre vecteur de la mémoire qui renvoie à la fonction du temps et de l'espace ainsi qu'à la pratique symbolique. Pour la France, on peut parler à juste titre d'une politique mémorielle ciblée, menée activement dès la Libération. Chef du Gouvernement provisoire de 1944 à 1946 et président de la V^{e} République entre 1959 et 1969, le général de Gaulle a utilisé la politique de mémoire pour ériger un mémorial à sa gloire[21]. Car en France, la politique des mémoires a été avant tout l'affaire de l'État. À force de propositions de lois et de requêtes, le Parlement est toujours parvenu à lui donner un nouvel élan. Depuis les années 1990, on peut même parler d'une présidentialisation de la politique mémorielle[22]. Le président Chirac (1995-2007) et son successeur Nicolas Sarkozy (2007-2012) ont décidé que le travail du passé serait traité au plus haut niveau. À cet effet, divers bureaux et commissions consultatives ont été créés, à l'instar du Haut Conseil de la mémoire combattante (HCMC) en 1997 qui avait « pour vocation de faire des propositions dans le domaine de la sauvegarde de la mémoire des guerres ou des conflits contemporains et des valeurs combattantes[23] ». À cet égard, l'Office national des anciens combattants (ONAC), créé dès 1945, et la Direction de la Mémoire du patrimoine et des archives (DMPA), rattachée

au ministère de la Défense et grandement chargée de la politique mémorielle, continuent de jouer des rôles importants.

Les nombreuses associations de vétérans, œuvrant comme *groupes de pression* visant à influencer les décisions politiques, sont nées dès les années 1940 en France et seulement après la création de la République fédérale dans les années 1950 en Allemagne. Alors que les associations françaises reprenaient le flambeau de leurs prédécesseurs de la Première Guerre mondiale, voire de la guerre de 1870-1871, il s'agissait en Allemagne de l'Ouest d'associations fraîchement créées, en raison de la rupture des traditions sous le Troisième Reich, mais dans lesquelles les traditions militaires étaient indirectement entretenues. Alors que les organisations de vétérans de la RDA furent frappées d'interdiction, une véritable « culture des vétérans » naquit dans la République fédérale des années 1950. Parmi les nombreuses communautés de tradition fondées alors figure notamment le Verband Deutsches Afrikakorps e.V. (« Association du corps d'Afrique allemand ») créé en 1951 à Iserlohn[24]. Les vétérans s'appelaient sous une forme abrégée « les Africains ». En France, le Souvenir français, une association qui affiche cent cinquante ans d'histoire, a joué un rôle important depuis la perte de l'Alsace-Lorraine[25]. Dans les décennies de l'après-guerre, un nombre difficilement quantifiable d'amicales et d'associations locales et régionales ainsi que des fédérations au niveau national sont nées dans les deux pays. L'armée d'Afrique était représentée par trois associations de vétérans : la Koumia (pour les unités marocaines), Rhin et Danube ainsi que l'Association des anciens combattants du corps expéditionnaire français en Italie. En tant que fédération nationale, le Souvenir de l'armée d'Afrique défend les intérêts des vétérans depuis 1977.

Dans ces trois États, les historiens, experts du passé, ont largement marqué la mémoire collective de la guerre. En France, le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, fusion de deux commissions fondées dès 1944 et 1945, fut créé fin 1951, sous la direction d'Henri Michel ; il deviendra en 1979 l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP). Après la guerre, la mission de ces institutions scientifiques gérées par l'État était de recueillir les témoignages et de coordonner la recherche du passé récent. En République fédérale d'Allemagne, le ministère de la Défense a fondé en

1957 un organisme de recherche, devenu en 1958 le Militärgeschichtliche Forschungsamt (MGFA, « Centre d'études d'histoire militaire ») à Fribourg-en-Brisgau[26]. Bonn entendait ainsi réagir à la création de l'Institut für Deutsche Militärgeschichte lancé en RDA le 15 mars 1958 – la République fédérale n'entendait pas laisser au camp communiste l'interprétation de la Seconde Guerre mondiale.

Jusque dans les années 1980, la recherche sur la Seconde Guerre mondiale a été principalement traitée en RFA par le MGFA : depuis 1957, il édite une revue spécialisée (jusqu'à aujourd'hui la seule) dédiée à l'histoire militaire et a publié un ouvrage de référence en dix volumes sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale qui ne néglige pas sa dimension criminelle. En revanche, la Seconde Guerre mondiale a rarement été un sujet étudié dans les universités, et ce jusque dans les années 1980.

Les historiens – allemands mais pas seulement – ont pu pleinement profiter des documents rassemblés pour le procès de Nuremberg, documents qui constituent un important corpus de sources pour la recherche dédiée au régime nazi et à l'Holocauste[27]. Et leurs expertises ont été utiles lors des poursuites judiciaires. Dans ce contexte, une relation étroite a lié la recherche historique sur la Seconde Guerre mondiale et le traitement juridique des crimes de guerre – et par conséquent la signification des années de guerre dans la mémoire collective. Dans les pays comme la France ou l'Italie, cependant, où les procès des criminels de guerre se sont rarement tenus, cette logique n'a pas prévalu. À la différence de l'Allemagne, où les Alliés ont interdit pendant l'occupation (1945-1949) toute représentation exaltant la guerre, les historiens français et italiens ont ainsi pu glorifier la Résistance[28]. « Dans ces récits héroïques empreints de courage et de victimes, a constaté Patrick Bernhard, il y avait peu de place pour la représentation des Italiens comme colonisateurs et criminels de guerre[29]. » En Italie, une lame de fond de versions héroïques et tragiques de la guerre prévalut. Elles affirmaient que les soldats italiens avaient courageusement combattu dans le désert avant que leurs camarades allemands ne les laissent tomber.

La pratique symbolique des commémorations : anniversaires, mémoriaux, cimetières militaires

La mémoire collective nécessite des repères dans le temps et dans l'espace. Des jalons importants dans le cours des événements conflictuels jouent un rôle central lorsqu'ils revêtent des connotations positives. Le regard historique sur le choix des dates et des espaces du souvenir permet alors de comprendre tant l'importance qui leur est accordée que les changements intervenus dans la perception de la guerre.

La commémoration publique des soldats tombés au champ d'honneur constitue un acte politique de premier ordre. Aucune pratique politique n'est plus étroitement liée à la légitimation d'une communauté que le culte des morts. Depuis la Révolution française et les guerres napoléoniennes, ce culte politique est indissociable de l'État-nation moderne. À quel endroit et de quelle manière les dépouilles mortelles des soldats sont mises en relation avec la terre, un paysage, des matériaux tels que la pierre ou le métal…, autant d'éléments qui révèlent toujours une part de l'image d'une société sur elle-même. Plus encore : le culte des morts forme un élément du processus qui permet à une société de se comprendre et de se retrouver.

Pour les puissances victorieuses, il était évident de choisir comme date de la commémoration nationale le jour de la libération, soit de la capitale, soit du pays. Pour l'Allemagne, en revanche, les questions de savoir si et comment il fallait commémorer la fin d'une guerre considérée dans un premier temps comme une défaite et non comme une libération sont longtemps restées sans réponse. En République fédérale d'Allemagne, le 8 mai 1945 a été considéré pendant des décennies comme un jour de capitulation et d'effondrement ; il rappelait le national-socialisme, les millions de morts, la perte des territoires allemands de l'Est – peu des motifs, en bref, de commémoration. Lorsque le président Richard von Weizsäcker évoqua un « jour de libération » devant le Bundestag, lors du 40^{e} anniversaire en 1985, il exprimait une opinion largement minoritaire. Pourtant, les Allemands avaient de quoi célébrer le 8 mai : ils avaient été libérés du national-socialisme et avaient établi à l'Ouest une démocratie et un *Welfare State*, deux réalités patentes quarante années plus tard. Mais cette interprétation resta controversée jusque dans les années 1990. Cette

carence tenait aussi au fait que cette interprétation n'admettait aucune perspective militaire, inspirant pourtant le discours sur la « défaite » qui contenait toujours un zeste de regret pour la victoire manquée.

En Italie, le souvenir de la *Resistenza* a supplanté la mémoire de la guerre menée avant 1943, entraînant une commémoration des morts indifférenciée. Le culte des morts catholique qui s'exprime par exemple dans la messe de requiem le jour des Morts ne concernait pas seulement les partisans tués au combat, les victimes des massacres allemands et des raids aériens alliés, mais aussi les soldats italiens morts durant les guerres de conquête fascistes. Pour la commémoration publique des victimes juives, les « Fosses ardéatines » où les seuls Allemands avaient fusillé le 24 mars 1944 73 Juifs se sont révélées être un lieu adéquat. Si l'on avait voulu en revanche évoquer la déportation des Juifs, il aurait aussi fallu mentionner la participation des Italiens[30].

En France, le calendrier commémoratif a été également longtemps sujet à discussion. Pour les vétérans de la Seconde Guerre mondiale, il était évident que le 8 mai était le seul jour possible pour commémorer la victoire sur l'Allemagne hitlérienne et par conséquent le succès des soldats français. Entre 1946 et 1953, cette date n'était cependant pas fériée, ce qui suscita de vives protestations de la part des vétérans. À leurs yeux, le caractère de jour ouvré réduisait la valeur de la commémoration et de leur rôle historique. Néanmoins le 8 mai a continué dans un premier temps à perdre en importance comme jour commémoratif politique. De Gaulle le transforma de nouveau en jour ouvrable, avant que Giscard d'Estaing, nous l'avons vu, le supprime. Sous la pression des anciens combattants, son successeur, François Mitterrand, offrit au 8 mai à partir de 1982 une place fixe dans le calendrier commémoratif national en le transformant en jour férié et chômé. Mais cette date n'a pas suscité depuis une grande ferveur, hormis pour les anniversaires importants. D'une part, il reste toujours éclipsé par le 11 novembre dédié à la Première Guerre mondiale. De l'autre, il est entouré d'autres fêtes qui relativisent son importance : la fête du Travail le 1er mai, la fête de Jeanne d'Arc le 12 mai et enfin l'anniversaire du débarquement en Normandie le 6 juin et en Provence le 15 août. La faible force mobilisatrice du 8 mai reflète aussi, il est vrai, les déchirements de la mémoire collective. Ainsi, depuis fin avril 1954, on célèbre la journée

nationale du souvenir des victimes et héros de la déportation et, le 18 juin, on commémore l'appel à la résistance du général de Gaulle en 1940. La pluralité des mémoires expliquerait donc la force d'attraction limitée du 8 mai[31].

Parmi les points de repère des souvenirs de guerre, les cimetières militaires, les monuments aux morts, les lieux de mémoire et les musées jouent un rôle important. Les nécropoles nationales « inscrivent dans le paysage l'ampleur des sacrifices humains consentis pour la patrie[32] ». Leur installation, leur conception et leur utilisation comme lieux commémoratifs forment les noyaux d'une politique commémorative de la Seconde Guerre mondiale. Dans chaque pays, l'inhumation dans un cimetière militaire est soumise à des réglementations. En France comme en Allemagne, tout soldat mort en opération a droit au repos éternel. Les cimetières militaires ne se situent pas toujours sur le théâtre des opérations : la plus grande partie des soldats français morts en Allemagne, par exemple, a été transférée en France où ils ont été inhumés dans les cimetières militaires de Sigolsheim et de Strasbourg-Cronenbourg, l'un des cimetières de garnison aménagés avant 1914 où les morts de la Première Guerre mondiale avaient déjà trouvé leur dernier repos. Ce règlement a été moins clair qu'il ne semblait. Les soldats français qui avaient été contraints au service militaire dans la Wehrmacht auraient-ils droit d'être inhumés dans un cimetière militaire national ? Oui. Et les soldats légalement condamnés à mort ou qui s'étaient suicidés étaient-ils « morts pour la France » ? Non. L'État français a pris en charge le rapatriement des corps et une visite annuelle des proches sur la tombe. L'histoire des cimetières militaires français de la Seconde Guerre mondiale peut aussi être interprétée comme l'histoire de la réunification de l'armée française ; en Afrique du Nord, des cimetières auparavant séparés ont été régulièrement regroupés et les cercueils des soldats morts au combat ont été transférés sur des sites centraux.

Les cimetières militaires ne visent pas seulement à enterrer dignement les soldats morts au combat ni à offrir aux proches un lieu pour se recueillir. À l'étranger, ils rappellent aussi le sacrifice consenti par des étrangers pour le pays en question. Ainsi, les cimetières militaires français en Italie démontrent l'engagement du corps expéditionnaire français qui, de concert avec les Alliés, avait en 1944 refoulé la Wehrmacht vers le nord. Le

cimetière militaire français situé sur l'une des sept collines de Rome, le Monte Mario, a un rayonnement symbolique particulier : il ne signale pas seulement le sacrifice héroïque du corps expéditionnaire pour l'Italie, mais également l'appartenance de la France aux puissances victorieuses[33].

Des organisations semi-publiques ou agissant pour le compte de l'État entretiennent les tombes militaires. Certaines de ces installations sont des nécropoles au sein de cimetières civils. En France, le Souvenir français assume cette mission qu'assure, en Allemagne, le Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge (VdK, « Service pour l'entretien des sépultures militaires allemandes »). Dans les cimetières où reposent des soldats français et allemands – comme dans celui de Strasbourg-Cronenbourg –, les deux organisations travaillent ensemble. Les cimetières militaires qui accueillent parfois des monuments ou des lieux commémoratifs peuvent être considérés comme une forme particulière d'un site de mémoire.

Dans la mesure où les monuments aux morts reflètent la conscience historique des contemporains, ils sont particulièrement révélateurs d'une histoire des souvenirs de la Seconde Guerre mondiale. Le monument aux morts sert à conférer *a posteriori* un sens avéré à la mort du soldat. La plupart du temps, ils taisent les causes ou le déroulement de la guerre mais proposent une image revisitée de la guerre, une évaluation d'un conflit ou d'une campagne et contribuent à forger une identité collective[34]. Enfin, ils aident à dresser une comparaison internationale des mémoires collectives de la Seconde Guerre mondiale.

À l'instar des cimetières militaires, les monuments aux morts ont été installés sur les théâtres de guerre, en Afrique du Nord comme en France. Environ deux tiers d'entre eux ont été érigés avant 1950. Comme en Allemagne, les Français ont aussi souvent utilisé après la guerre les monuments existants en ajoutant les dates 1939-1944 ainsi que les noms des soldats tués au combat. Il ne s'agissait pas seulement de raisons pratiques : il fallait placer la Seconde Guerre mondiale et ses soldats sur un pied d'égalité avec la Première guerre mondiale. Ce qui, en France, correspondait à la vision de la guerre de Trente Ans esquissée par de Gaulle. En Allemagne, cette mise en parallèle nivelait la différence fondamentale existant entre les deux guerres.

En souvenir des combats intervenus en Tunisie de 1942 à 1943, des monuments furent érigés sur place, un monument spécifique étant de surcroît construit près du pont de l'Alma à Paris en 1997. Les monuments servent le travail de mémoire moral et non historique, raison pour laquelle ils effacent souvent les différences historiques qui contrarieraient le message du monument. Si celui de Paris célèbre l'ensemble des soldats français pour avoir sauvé l'honneur de la France et permis le renouveau de l'armée tricolore par sa victoire, la séparation existant jusqu'en août 1943 entre l'armée d'Afrique et les Forces françaises libres est occultée. Cela rappelle l'effacement de l'historicité en Allemagne où le monument dédié à l'armée allemande sur la forteresse d'Ehrenbreitstein, près de Coblence, ne fait ou n'a fait aucune différence entre les armées allemandes pourtant si différentes de l'Empire, de la république de Weimar, du Troisième Reich et – jusque dans les années 1990 – de la Bundeswehr. Un monument spécifiquement dédié à l'armée d'Afrique a été inauguré en 1994 à Fréjus, lors du 50e anniversaire du débarquement en Provence. Dans cette ville de garnison, jadis la plus importante des troupes africaines, il témoigne de la contribution des troupes coloniales à la libération de la France.

Les stèles qui, dans de nombreuses communes, commémorent la libération, forment un signe caractéristique dans le paysage des monuments français de la Seconde Guerre mondiale. Elles tiennent toutefois rarement compte du rôle décisif joué par les Alliés. Il a fallu par exemple attendre les années 1990 pour que des indices de plus en plus nombreux rappellent la participation des troupes coloniales françaises. Du fait de la vision différente de la fin de la guerre prédominant jusque dans les années 1980, on ne trouve guère d'équivalent en Allemagne où, dès l'orée de l'après-guerre, ont été essentiellement érigés des monuments dédiés aux réfugiés et aux personnes déplacées en souvenir des territoires de l'Est[35]. Quelques monuments sur le territoire allemand rappellent toutefois la présence de soldats français. Un monument aux victimes de la guerre placé sous le signe de l'amitié entre les peuples, de la réconciliation et de la paix a par exemple été édifié en 2007, sur l'emplacement de l'ancien siège du quartier général des troupes françaises d'occupation à Baden-Baden. Les monuments binationaux de ce type cimentent un consensus sur les deux rives du Rhin parce qu'ils adoptent un même mode de souvenir de la guerre. De plus, ils

se fondent sur une tradition de réconciliation internationale qui, dès les années 1950, a aussi été encouragée par les anciens combattants des deux pays – une démarche s'inscrivant dans la politique de l'intégration à l'Ouest – sous la forme de contacts réciproques[36].

Pour la RFA fondée en 1949 et disposant à nouveau d'une armée à partir de 1955, ce rapport au passé joue un rôle particulier. Comme l'une des raisons d'être de la République fédérale reposait sur la démarcation d'un système de valeurs démocratiques rompant avec l'idéologie raciste de la dictature nationale-socialiste, il n'y avait pas de tradition intacte, pas de souvenir sans tensions. Ne serait-ce qu'à cause des soldats tués au combat, la guerre d'Afrique faisait partie dans les années 1950 de la culture des mémoires en Allemagne de l'Ouest[37]. Le problème se posait (mais pas seulement ici) en ces termes : comment déplacer les soldats dont la plupart étaient morts hors du Reich et enterrés, dans le meilleur des cas provisoirement, pour les regrouper dans des sépultures centrales ? Le traité de Versailles de 1919 avait déjà stipulé dans son article 225 que « les gouvernements alliés et associés et le gouvernement allemand font respecter et entretenir les sépultures des soldats et marins inhumés dans leurs territoires respectifs[38] ». Fin 1919, les organismes non gouvernementaux qui s'étaient chargés des tombes militaires se regroupèrent au sein du VdK qui désormais se chargerait de veiller aux sépultures. Il aménagerait et entretiendrait les cimetières militaires allemands à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

En 1946, ce service put reprendre son activité. Le 27 mai 1952, un cadre juridique fut créé lorsque le Bundestag vota la loi sur la conservation et l'entretien des sépultures militaires et que le gouvernement fédéral assuma les coûts de l'aménagement et de l'entretien des tombes. Plus de dix ans après la fin de la guerre, le Volksbund avait érigé quelque 400 sites et monuments d'honneur dans des cimetières municipaux sur le sol allemand. À l'étranger, où la majorité des Allemands tués au combat étaient enterrés dans des cimetières épars ou dans des tombes isolées, il fallait veiller à ce que le déplacement et l'entretien de leurs sépultures dans des cimetières militaires plus vastes assurent aux morts leur repos éternel. En 1954, le gouvernement allemand chargea donc le Volksbund de chercher, de sécuriser et d'entretenir les tombes militaires à l'étranger. Bonn soutint

l'entretien des sépultures, par exemple en Égypte en 1952, en versant environ 100 000 deutschmarks.

Dès la moitié des années 1950, ce travail à l'étranger devint l'un des points forts de l'activité du Volksbund. Les accords conclus entre la République fédérale d'Allemagne et chacun des pays concernés constituaient la base juridique des déplacements, de l'installation et de l'entretien de plus grands cimetières militaires allemands. Après le premier cimetière installé à Sandweiler (Luxembourg), d'autres plus imposants furent créés en Europe de l'Ouest mais aussi en Afrique du Nord, en Libye (Tobrouk) comme en Égypte (El-Alamein). Comment ces sites d'honneur en Afrique ont-ils été aménagés ? Quels messages devaient-ils véhiculer ? Y avait-il des différences par rapport aux cimetières militaires européens[39] ?

Entre 1951 et 1953, le Volksbund avait déjà récupéré presque tous les soldats de la Wehrmacht tués au combat sur le territoire libyen. Les 6 010 morts de l'Afrikakorps avaient été inhumés dans le cimetière militaire allemand de Tobrouk. Les soldats reposaient dans un bâtiment fortifié construit en 1955 sur le modèle des mosquées militaires arabes en blocs de pierre avec un plan carré et des tours rondes aux coins. Ce site fut inauguré le 20 novembre 1955. Les formes et la couleur des murs s'intègrent harmonieusement dans le paysage libyen. Au centre d'une cour ouverte, quatre anges portent un grand bassin sur leurs épaules. Sur l'un des côtés bordé d'arcades, une plaque de pierre située à côté d'un relief représentant des figures endeuillées énumère les batailles de la Seconde Guerre mondiale qui se sont déroulées en Afrique du Nord. Derrière les murs latéraux se trouve un caveau où reposent les 6 026 soldats morts au combat sur le théâtre libyen, chacun dans un sarcophage ; leurs noms sont écrits avec des abacules de couleur sombre sur la face arrière des arcades.

Traversant l'étroite entrée au centre du devant du bâtiment, le visiteur entre dans une pièce commémorative voûtée où se dresse une croix en fonte de trois mètres de hauteur. Des deux côtés de la croix figure l'épigraphe en bronze suivante :

> Nous n'avons pas choisi le chemin,
> seule la force d'hommes redoutables
> nous a contraints de le suivre

et nous avons dû affronter la fournaise.
Nos noms vous diront
où nous avons combattu, où nous sommes tombés,
en ce lieu qu'on appelle le désert.
Là, le sable sans vie
et le souffle de la désolation nous ont fait étouffer.
Là, se sont consommées nos vies.
Là, la tempête du destin a ôté la lumière de nos cœurs
et mis fin à nos jours sur terre.
Ce que vous êtes, nous le fûmes
et ce que nous avons enduré vous menace toujours.
Sachez-le par nos traces que le vent efface
et veillez à ce que le désert ne soit plus triomphant[40].

Sur le sol, devant la haute croix, une plaque commémorative déclare : « Le peuple allemand à ses soldats tués en Libye et à son feld-maréchal Rommel. » Le visiteur peut monter l'escalier dans l'une des tours pour accéder à la plate-forme supérieure. De là, une large vue s'étend sur le paysage aride qui fut jadis le cadre des combats de Tobrouk.

À la fin de 1953, l'Égypte a accordé l'entrée sur son territoire à un groupe de travail du Volksbund qui avait œuvré auparavant en Libye pour évacuer les morts de cimetières ou de tombes de campagne abandonnés. Le gouvernement du Caire a gracieusement mis à disposition un terrain pour en faire un cimetière militaire. Grâce à sa bienveillance, tout l'équipement de construction a pu être transféré en novembre 1955 à Tell el-Eyssa, en Égypte, juste après la fin des travaux du cimetière militaire de Tobrouk. Le Volksbund a en outre pu faire extraire les pierres nécessaires à la construction d'une carrière située près de Marsa Matruh. Ainsi, en 1956 – au beau milieu de la crise de Suez –, 4 200 soldats du corps d'Afrique tués en Égypte furent déplacés et inhumés au cimetière d'honneur près d'El-Alamein. Son plan s'inspire de Castel del Monte, le château fort des Staufer situé dans les Pouilles.

Le mémorial forme un octogone. À chaque angle, une tour a été construite. L'intérieur du bâtiment est une cour d'honneur qui, à l'instar de Tobrouk, est entourée d'arcades. Entre les arcades et le mur extérieur, la

maçonnerie des tours proéminente vers l'intérieur fait naître huit niches dont l'une forme la pièce d'entrée. Sous les sept autres niches se logent les chambres du caveau où les soldats tués au combat ont trouvé leur dernier repos. En haut des niches se juchent des pierres commémoratives en forme de sarcophages. Sur leurs murs arrière, des plaques en bronze recensent le nom des soldats tués inhumés.

Dans l'entrée, une inscription célébrant les morts de nationalité inconnue inhumés sous cette pièce pourrait presque être considérée comme un message résumant la philosophie de ce mémorial : « Amis ou ennemis ou frères, que vous fussiez fils de l'Allemagne, de l'Italie ou de l'Angleterre, votre nature était chevaleresque, la loi ici était humaine. Dieu seul vous connaît tous. Il sait vos noms. Il les intègre dans son ordre rigoureux et véridique. Il tient dans ses mains les prières des vivants et des morts, la prière pour la paix[41]. »

Le mémorial de guerre d'El-Alamein inauguré le 28 octobre 1959 a été l'une des premières installations allemandes ouvertes au public. Ici reposent désormais 4 213 soldats allemands tués au combat pendant la Seconde Guerre mondiale ainsi que 30 morts de la Première Guerre mondiale. Tous les trois ans, une rencontre internationale commémore la fin de la bataille d'El-Alamein. Les autres années, la cérémonie se déroule dans le cimetière militaire italien ou britannique.

Les formes et les matériaux choisis pour les monuments d'El-Alamein et de Tobrouk étaient adaptés aux conditions climatiques du désert et érigeaient, selon la revue de l'Association des rapatriés *Der Heimkehrer* de 1957, « un mémorial digne de nos morts en Afrique ». Le renvoi au désert comme particularité géographique du théâtre de guerre nord-africain ne visait pas seulement à rappeler les contraintes climatiques particulières que les soldats avaient dû affronter. Sur l'inscription commémorative de Tobrouk, il fonctionnait comme une métaphore de la menace naturelle fatidique à laquelle les militaires de la Wehrmacht avaient été exposés.

Cette interprétation s'intégrait dans le vaste travail public des mémoires de guerre qui a marqué la mémoire collective *via* des récits mémoriels, des films et des recueils d'images et de textes. Durant la construction du mémorial de Tobrouk, le Verband Deutsches Afrikakorps (« Association de l'Afrikakorps ») publia en 1954 un magnifique recueil comportant de

nombreuses photos en couleur et en noir et blanc[42]. Le journal suprarégional *Die Zeit*, dans un compte rendu, désigna cet ouvrage comme « un livre de souvenirs bien particulier », détonnant par rapport aux livres habituels sur la guerre[43]. La guerre en Afrique du Nord y était présentée comme une aventure et un voyage d'étude, comme une confrontation entre nature et technique et comme une guerre chevaleresque s'opposant aux non-dits du front russe. Sans surprise, le livre cultivait également le mythe de Rommel diffusé dans le même temps dans des livres et des films, à commencer par *The Desert Fox : the Story of Rommel* (1951). Ce film américain d'Henry Hathaway dressant le portrait d'un général irréprochable connut un immense succès en Allemagne. À la fin du film, James Mason, *alias* Rommel, traverse le désert débout dans son char – le symbole même du héros ! Comme pour l'Italie, le contexte politique – ici le national-socialisme – est pratiquement passé sous silence.

Mais les médias à eux seuls n'ont pas suffi à intégrer les lieux de la lointaine Afrique du Nord à la culture mémorielle ouest-allemande. Ces lieux de repos éternel sont devenus des destinations de voyage. En 1954, environ un quart des Allemands âgés de plus de 14 ans avaient voyagé, dont 15 % à l'étranger (en 1960 : 31 %) ; les destinations de rêve étaient le Tyrol du Sud et le lac de Garde en Italie. Les associations militaires profitèrent de cette vogue pour organiser – avec force publicité dans la presse – des excursions en Afrique du Nord. Dans la seconde moitié des années 1950 se développa alors un véritable « tourisme des tombes » destiné aux anciens combattants et à leurs familles : on marche sur les traces de ses camarades, de son mari, de son fils ou de son père. Les vecteurs de la culture des vétérans comme *Der Heimkehrer* et comme d'autres magazines publièrent des récits évoquant les voyages sur les sépultures organisés par le VdK. « Cet automne, il est prévu entre autres de faire des voyages en Tunisie, à Tobrouk, en Grande-Bretagne et en Finlande pour visiter des cimetières militaires », pouvait-on lire fin 1956. Les récits de voyage avec photos de visites de cimetières militaires allemands à l'étranger constituaient désormais l'une des rubriques des journaux consacrés aux anciens combattants.

Trois objectifs se distinguent. D'abord, les proches des soldats tués en Afrique du Nord puisaient dans ces voyages un réconfort psychologique. À

cet égard, le débat relatif à l'installation d'un cimetière militaire ou d'un monument de guerre, les dons permettant de continuer les travaux et enfin le voyage en soi peuvent être considérés comme un moyen d'assumer le travail de deuil individuel et une manière de commémorer les soldats tombés au champ d'honneur. La plupart du temps, les proches de soldats morts restaient seuls avec leur désespoir, leur colère et leur angoisse. Le deuil est une affaire personnelle – dans le quotidien des sociétés occidentales, la mort n'est plus guère présente. L'aménagement d'un cimetière militaire ou d'un site commémoratif est l'une des formes traditionnelles de deuil qui aident à la surmonter. Il faut mentionner aussi – même pour les athées – le rite religieux qui, seul, est en mesure d'offrir un espoir au-delà de la mort. En tant que lieu de recueillement et de consolation, les sites commémoratifs répondaient aux interrogations sur le sens de la perte d'un être cher.

Les voyages sur les tombes de guerre en Afrique tout comme le tourisme des champs de bataille ont par ailleurs changé de finalité après 1945, si l'on se situe sur le plan des relations internationales et du rapport aux anciens adversaires. Pendant la Première Guerre mondiale, le voyage sur les théâtres de guerre servait de moyen de propagande ; ce que les gens voyaient prouvait la cruauté et la capacité de destruction de l'ennemi. En raison des coûts, ces voyages étaient réservés à la classe moyenne et supérieure aisée. L'année 1945 a marqué une rupture : le tourisme des champs de bataille et le voyage sur les tombes de guerre relèvent désormais de la politique de réconciliation de l'après-guerre, ce qui concerne les champs de bataille de la Première comme de la Seconde Guerre mondiale. Visiter les sites des hostilités et les tombes des victimes constitue une démarche sociale de réconciliation.

Du point de vue national enfin, la démarche sociale du voyage sur les tombes et sa présentation dans les médias ont joué un rôle intégrateur. La commémoration des soldats de la Wehrmacht morts au combat visait à apaiser les soldats survivants et à leur donner la place qui leur revenait dans la société ouest-allemande, une place entre l'héroïsme de l'avant- et de l'après-guerre et le mépris des premières années de l'après-guerre. Aux yeux de l'Association des rapatriés allemands, l'aménagement même des tombes militaires devait favoriser la normalisation du rapport des Allemands à l'institution militaire : les sépultures ne devaient être ni « un

monument dédié aux héros » ni « une fosse commune ». Car d'après elle, le soldat allemand n'était ni un criminel ni un héros, ce que les Allemands durent réapprendre après 1945. L'homme ayant « assumé – volontairement ou sous la contrainte – un devoir amer comportant souvent une issue létale » a le droit d'être inhumé dignement. Sans glorifier la mort des soldats, la dernière « demeure » devait rendre hommage au « destin particulier » du soldat. Le discours sur les sépultures de guerre reflétait les difficultés pour trouver l'image posthéroïque contemporaine du soldat. Les vétérans de la Wehrmacht ne voulaient ni être placés sur un piédestal, ni cloués au pilori. Pour eux, le deuil et la fierté allaient de pair. Le monument de guerre tout comme le recueil de photos des « Africains » instaurent un code culturel des expériences de la génération de ceux qui les ont vécues et les transmettent ainsi dans une « mémoire culturelle » intergénérationnelle. Le message central est le suivant : la guerre de la Wehrmacht en Afrique du Nord était, d'une part, un phénomène naturel au sens double, de l'autre une « guerre chevaleresque ». Cette expression est possible grâce à son opposé implicite, la guerre criminelle que la Wehrmacht conduisit en Europe de l'Est et du Sud. À l'époque du réarmement, au mitan des années 1950, le théâtre de guerre nord-africain servait d'antithèse. Il devait prouver l'honorabilité de la Wehrmacht à une époque où les anciens combattants luttaient pour leur « honneur » car ils se considéraient comme « diffamés », par les procès pour crimes de guerre par exemple. Comble de l'ironie, cette image du combat chevaleresque pour la patrie avait un revers qui rappelait la guerre criminelle du régime national-socialiste, mais sans l'aborder. Elle peut donc être interprétée comme une preuve attestant que dans les années 1950, les Allemands étaient effectivement au courant des crimes de guerre commis en Europe orientale et méridionale.

La commémoration des soldats morts au combat qu'exprimaient les monuments de Tobrouk et d'El-Alamein renvoyait au premier abord au passé et à un lieu lointain. Si l'on y regarde de plus près, le rapport au présent est évident. À l'époque du réarmement, le rappel de la Wehrmacht en Afrique devait contribuer à légitimer la Bundeswehr en RFA *via* le culte des traditions militaires. *Die Zeit* loua ainsi l'orateur qui inaugura le monument de Tobrouk en 1955. Ancien commandant de chars en Afrique, « le général Crüwell est un homme du monde d'une grande ouverture intellectuelle, un soldat et – ce qui est peut-être plus – un citoyen

sans peur et sans reproche qui, dans le civil depuis 1945, a fait ses preuves avec la même autonomie et le même sens des responsabilités que sur le front africain. On peut aujourd'hui se demander à raison quel esprit va animer la nouvelle Wehrmacht à l'avenir ; il est alors rassurant de savoir que des hommes de ce gabarit existent ».

La guerre des sables dans les futures mémoires

Comment le souvenir des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale peut-il être transmis à la prochaine génération ? Au seuil du XXIe siècle, avec la disparition des témoins, cette question se pose avec acuité. Bien des amicales et associations qui, depuis 1945, intervenaient comme acteurs de la mémoire publique n'existent plus ou sont vouées à disparaître, faute de relève. Même le Volksbund s'interroge sur les tâches futures qu'il doit et peut désormais assumer pour conquérir les jeunes générations. L'avenir du passé des guerres est par conséquent une question de formation. D'une part, il s'agit de faire de la Seconde Guerre mondiale et, plus généralement, de la question de l'histoire commémorative un élément incontournable de l'enseignement scolaire en tant que « vecteur privilégié de transmission de la mémoire combattante ». D'autre part, les régions des anciens théâtres de guerre doivent exploiter leurs sites pour un « tourisme d'héritage » alliant agrément et information scientifique. Mais dans les deux cas, la recherche historique constitue, toujours et encore, un indispensable préalable.

*1. Par Jörg Echternkamp. La rédaction de ce chapitre a bénéficié des contributions inédites, présentées dans le cadre du programme « La guerre des sables » de l'École française de Rome de 2012 à 2015 et citées au cours du texte, de Patrick Bernhard, Agostino Bistarelli et Julie Le Gac.

Notes

Nouveaux regards sur la guerre du désert

1. Simon Ball, « The Mediterranean and North Africa, 1940-1944 », *in* John Ferris et Evan Mawdsley, *The Cambridge History of the Second World War*, t. I, *Fighting the War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 379.

Une définition

1. Après le premier, peut-être, Léon Groc, *La Bataille des sables, El-Alamein,* Paris, Rouff, 1946, voir Alan Moorehead, *African Trilogy* (Londres, Hamish Hamilton & Harper, 1945), regroupant trois volumes : *Mediterranean Front*, *A Year of Battle*, *The End in Africa* ; une version abrégée a été publiée en 1965 chez le même éditeur sous le titre de *The Desert War*. Voir également Adrian Gilbert, *The Imperial War Museum of the Desert War*, Londres, Musée impérial de la guerre, 1992.

2. Voir Neal Dando, *The Impact of Terrain on British Operations and Doctrine in North Africa 1940-1943*, thèse doct., Plymouth University, 2014.

3. Voir Militärgeschichtliches Forschungsamt (dir.), *Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg*, Stuttgart-Munich, Deutsche Verlags-Anstalt, 1979-2008, 10 vol., traduit en anglais sous le titre *Germany and the Second World War*, Oxford-New York, Clarendon Press-Oxford University Press, 1990-2008.

4. Voir Martin Kitchen, *Rommel's Desert War. Waging World War II in North Africa, 1941-1943*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

5. Thomas Vogel, « "This Soldier, who Has Gone Mad." Tobruk 1941 and the Legend of Erwin Rommel as a Brilliant General », papier inédit pour le travail sur « La guerre du désert » (Rome, 5-6 octobre 2012).

6. Richard Carrier, « Assessing Fighting Power : The Case of the Italian Army in North Africa, June 1940-May 1943 », papier inédit pour le travail sur « La guerre du désert » (Rome, 5-6 octobre 2012).

7. Voir Gerhard L. Weinberg, *A World at Arms*, New York, Cambridge University Press, 1994 ; Evan Mawdsley (dir.), *The Cambridge History of the Second World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 3 vol., 2015 ; et sous la direction d'Alya Aglan et Robert Frank, *La Guerre-monde 1937-1947*, Paris, Gallimard, 2015, 2 vol.

8. Voir Niall Barr, *Pendulum of War. The Three Battles of El-Alamein*, Londres, Pimlico, 2005.

9. Voir Simon Ball, *The Bitter Sea. The Struggle for Mastery in the Mediterranean, 1935-1949*, Londres, Harper, 2010.

10. Voir Jonathan Fennell, *Combat and Morale in the North African Campaign. The Eighth Army and the Path to El-Alamein*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

11. Voir Simon Ball, *Alamein*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

12. Voir Nigel Hamilton, *Monty. The Making of a General, 1887-1942*, New York, McGraw-Hill, 1981 ; *id.*, *Monty. Master of the Battlefield, 1942-1944*, Londres, Hamish Hamilton Ltd, 1983 ; *id.*, *The Full Monty. Montgomery of Alamein, 1887-1942*, Londres, Allen Lane, 2001.

13. Voir Lucio Ceva, *Africa settentrionale, 1940-1943*, Rome, Bonacci, 1982. Voir également Lucio Ceva, « The North African Campaign, 1940-1943. A Reconsideration », in *Journal of Strategic Studies*, 12 (1990), p. 84-105.

14. Voir Mario Montanari, *Le operazioni in Africa settentrionale*, 4 vol., Rome, état-major de l'armée, Service historique, 1985-1989. Voir aussi, du même, *Politica e strategia in cento anni di guerre italiane*, vol. III, *Il periodo fascista*, t. 2, *La seconda guerra mondiale*, Rome, état-major de l'armée, Service historique, 2007 ; et *id.*, *The Three Battles of El-Alamein (june-nov. 1942),* Rome, état-major de l'armée, Service historique, 2007.

15. Voir Giorgio Rochat, *Le guerre italiane, 1935-1943. Dall'impero d'Etiopia alla disfatta*, Turin, Einaudi, 2005.

16. Voir Erwin Rommel, *Krieg ohne Hass,* Lucie-Maria Rommel et Fritz Bayerlein (éd.), Heidenheim-Brenz, Heidenheimer, 1950 (traduit en français par Jacques Mordal *et al.* sous le titre *La Guerre sans haine*, Paris, Amiot-Dumont, 2 vol., 1952-1953). Voir aussi Niall Barr, « Rommel in the desert, 1941 », et « Rommel in the desert, 1942 », *in* Ian F. W. Beckett (dir.), *Rommel Reconsidered,* Mechanicsburg, PA, Stackpole, 2014.

17. Voir Simon Ball, « Mediterranean and North Africa, 1940-1944 », *in* John Ferris, Evan Mawdsley (dir.), *The Cambridge History of the Second World War*, vol. I, *Fighting the War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 358-388.

18. Voir Richard Overy, *Why the Allies Won*, Londres, Jonathan Cape, 1995.

19. Voir Simon Ball, *Alamein*, *op. cit.* ; Niall Barr, *Pendulum of War, op. cit.*

20. Sur les troupes australiennes, voir Joan Beaumont (dir.), *Australia's War, 1939-45*, Leonards, NSW, Allen & Unwin, 1996 ; Mark Johnston, *Fighting the Enemy. Australian*

Soldiers and Their Adversaries in World War II, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 ; Michael McKernan, *The Strength of a Nation. Six Years of Australians Fighting for the Nation and Defending the Homefront in WWII*, Crow's Nest, Allen & Unwin, 2006 ; Allan Converse, *Armies of Empire. The 9th Australian and 50th British Divisions in Battle, 1939-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011 ; Mark Johnston, Peter Stanley, *Alamein. The Australian Story*, South Melbourne, Vic.-New York, Oxford University Press, 2002. Sur les troupes indiennes, voir P. C. Bharucha, *The North African Campaign, 1939-1943* (1956) (*Official History of the Indian Armed Forces in the Second World War, 1939-1945*), réimpression Bisheshwar Prasad, Ministry of Defence, History Division, 2012 ; Tim Moreman, « From the Desert Sands to the Burmese Jungle. The Indian Army and the Lessons of North Africa 1939-November 1942 », *in* Roy Kaushik (dir.), *The Indian Army in Two World Wars,* Brill, Leyde, 2012 ; P. K. Gautam, *The East African Campaign 1940-41 and the North African Campaign 1940-43*, in *Contribution of the Indian Armed Forces to the Second World War. Book Release and Panel Discussion*, New Dehli, 2013. Sur les troupes de la Nouvelle-Zélande, Ronald Walker, *Alam Halfa and El-Alamein,* Wellington, 1967 (*Official History of New Zealand in the Second World War 1939-45*) ; Ian McGibbon, *New Zealand and the Second World War. The People, the Battles and the Legacy*, Auckland, Hodder Moa Beckett, 2003. Sur les troupes sud-africaines, Neil Orpen, *South African Forces World War II. War in the Desert*, Cape Town, Purnell, 1971 ; J. A. Brown, *Eagles Strike. Campaigns of the South African Air Force in Egypt, Cyrenaica, Libya, Tunisia, Tripolitania and Madagascar 1941-1943*, Cape Town, Purnell, 1974. Sur les troupes coloniales italiennes, voir Romain H. Rainero, *I reparti arabi e indiani dell'esercito italiano nella seconda guerra mondiale (Le Frecce Rosse)*, Rome, état-major de l'armée, Service historique, 2007.

21. Voir Giorgio Rochat, *Le guerre italiane, 1935-1943*, *op. cit.* ; Militärgeschichtliches Forschungsamt (dir.), *Germany and the Second World War*, *op. cit.* ; Davide Rodogno, *Il nuovo ordine mediterraneo. Le politiche di occupazione dell'Italia fascista in Europa (1940-1943)*, Turin, Bollati Boringhieri, 2003.

22. Voir Angelo Del Boca, *Gli Italiani in Libia*, vol. II, *Dal fascismo a Gheddafi*, Rome, Laterza, 1986 ; et Nicola Labanca, « L'Italie fasciste et la violence coloniale. Les camps de concentration en Cyrénaïque (1930-1933) », *in* Amaury Lorin, Christelle Taraud (dir.), *Nouvelle histoire des colonisations européennes, XIXe-XXe siècles. Sociétés, cultures, politiques,* préface de Catherine Coquery-Vidrovitch, Paris, Puf, 2013, p. 167-180.

23. Voir Angelo Del Boca, *Gli Italiani in Africa Orientale. La conquista dell'impero*, Rome-Bari, Laterza, 1980 ; et Nicola Labanca, *La guerra d'Etiopia 1935-1941*, Bologne, Il Mulino, 2015.

24. Voir Michele Sarfatti, *Gli ebrei nell'Italia fascista. Vicende, identità, persecuzione*, Turin, Einaudi, 2000.

25. Voir Patrick Bernhard, « Behind the Battle Lines. Italian Atrocities and the Persecution of Arabs, Berbers, and Jews in North Africa During World War II », in *Holocaust and Genocide Studies*, 26 (2012), p. 426-446 ; et *id.*, « In the Shadow of El-Alamein. War Violence during the North African Campaign », papier inédit pour le travail sur « La guerre du désert » (Rabat, 25-26 octobre 2013).

26. Voir Jane Burbank, Frederick Cooper, *Empires. De la Chine ancienne à nos jours*, Paris, Payot, 2011 (éd. am. 2010).

27. Voir *Histoire de la France coloniale. 1914-1990*, Paris, Armand Colin, 1988-1990, 2 vol. ; Claude Liauzu (dir.), *Dictionnaire de la colonisation française*, Paris, Larousse, 2007 ; Jean-Pierre Rioux (dir.), *Dictionnaire de la France coloniale*, Paris, Flammarion, 2007 ; Gilles Manceron, *Marianne et les colonies. Une introduction à l'histoire coloniale de la France*, Paris, La Découverte, 2003.

28. Voir Mario Montanari, *The Three Battles of El-Alamein*, *op. cit.* ; Giorgio Rochat, *Le guerre italiane, 1935-1943. Dall'impero d'Etiopia alla disfatta, op. cit*.

29. Voir David Reynolds, *The Creation of the Anglo-American Alliance, 1937-41. A Study in Competitive Co-operation*, Londres, Europa, 1981 ; *id.*, *From Munich to Pearl Harbor. Roosevelt's America and the Origins of the Second World War*, Chicago, Ivan R. Dee, 2001.

30. Nigel Hamilton, « Torch », papier inédit pour le travail sur « La guerre du désert » (Rome, 5-6 octobre 2012).

31. Voir Paolo Caccia Dominioni, *Takfir. Cronaca dell'ultima battaglia di El-Alamein, tratta dal diario storico di un battaglione*, Milan, Alfieri, 1948 ; Correlli Barnett, *The Desert Generals*, Londres, W. Kimber, 1960 ; Michael Carver, *El-Alamein*, Londres, Batsford, 1962 ; Paolo Caccia Dominioni, *El-Alamein 1933-1962*, Milan, Longanesi, 1962 ; Paul Carell, *The Foxes of the Desert*, Londres, Macdonald, 1960 ; Correlli Barnett, *The Battle of El-Alamein. Decision in the Desert*, New York, Macmillan, 1964 ; Richard Collier, *War in the Desert*, Alexandria, VA, 1977 ; Shelford Bidwell, Dominic Graham, « The Sand Model », in *Fire-Power. British Army Weapons and Theories of War 1904-1945*, Londres, Allen & Unwin, 1982 ; Michael Carver, *Dilemmas of the Desert War. The Libyan Campaign, 1940-1942*, Londres, Batsford, 1986 ; Alfred Toppe, *Desert Warfare. German Experiences in World War II* (1952), Fort Leavenworth, Combat Studies Institute, 1991 ; Jill Edwards (dir.), *Al-Alamein Revisited. Proceedings of a Symposium held on 2 May 1998, at the American University in Cairo. The Battle of Al-Alamein and its Historical Implications*, Le Caire, The American University in Cairo, 2000 ; Rick Atkinson, *An Army at Dawn. The War in North Africa, 1942-1943*, New York, Henry Holt & Co., 2002 ; Tim Clayton, Phil Craig, *End of the Beginning. From the Siege of Malta to the Allied Victory at El-Alamein*, New York, Free Press, 2003 ; John Bierman, Colin Smith, *War Without Hate. The Desert Campaign of 1940-1943*, New York, Penguin, 2004 ; Douglas Porch, *Hitler's Mediterranean Gamble. The North African and the Mediterranean Campaigns in World War II*, Londres, Cassell, 2005 ; Aldino Bondesan, Toni Vendrame, *El-Alamein. Rivisitazione del campo di battaglia tra mito e attualità*, Caselle di Sommacampagna (Vr), Cierre, 2015. Voir aussi Colin F. Baxter, *The War in North Africa, 1940-1943. A Selected Bibliography*, Abc-Clio, 1996 ; *Field Marshal Bernard Law Montgomery, 1887-1976. A selected bibliography*, compiled by Colin F. Baxter, Westport, Greenwood, 1999. Il est impossible de rappeler même les conférences historiques les plus importantes organisées sur El-Alamein ou la guerre des sables : trop nombreuses. La plus récente est peut-être celle organisée par John Buckley à l'université de Wolverhampton les 6-8 septembre 2017 : *El-Alamein : 75 Years On. The War in the Mediterranean and the Campaign for North Africa 1942*.

32. Voir Giorgio Rochat, *Le guerre italiane, 1935-1943*, *op. cit.*

33. Voir David Reynolds, *From Munich to Pearl Harbor. Roosevelt's America and the Origins of the Second World War*, *op. cit.*

34. Voir, au contraire, Marco Maria Aterrano, *Mediterranean-First ? La pianificazione strategica anglo-americana e le origini dell'occupazione alleata in Italia (1939-1943)*, Naples, FedOA Press, 2017.

35. Voir Horst Boog, Werner Rahn, Reinhard Stumpf, Bernd Wegner, *The Global War*, vol. VI de Militärgeschichtliches Forschungsamt (dir.), *Germany and the Second World War*, *op. cit.*

36. Voir Giorgio Rochat, *Le guerre italiane, 1935-1943, op. cit.* Mais aussi Domenico Petracarro, « The Italian Army in Africa 1940-1943. An Attempt at Historical Perspective », in *War & Society*, 9, 1991, 2, p. 103-127 ; James J. Sadkovich, « Of Myths and Men. Rommel and the Italians in North Africa », in *The International History Review*, vol. 13, n° 2 (mai 1991), p. 284-313 ; Piero Crociani, Pier Paolo Battistelli, *Italian Soldier in North Africa 1941-43*, Oxford, Osprey, 2010 ; Craig Stockings, « "Something is Wrong with Our Army…". Command, Leadership & Italian Military Failure in the First Libyan Campaign, 1940-41 », in *Journal of Military and Strategic Studies*, vol. 14 (2011), n° 1 ; Richard Carrier, « Some Reflections on the Fighting Power of the Italian Army in North Africa, 1940-1943 », in *War in History*, 22, 2015, 4, p. 503-528.

37. Romain Rainero, « La phase finale de la campagne de Tunisie vers la reddition du cap Bon (13 mai 1943) », papier inédit pour le travail sur « La guerre du désert » (Rome, 5-6 octobre 2012).

38. Voir Micheal Clodfelter, *Warfare and Armed Conflicts. A Statistical Encyclopedia of Casualty and Other Figures, 1494-2007*, Jefferson, N.C., McFarland, 2008.

39. Voir B. H. Liddell Hart, Fritz Bayerlein, G. P. B. Roberts, *A Battle Report. Alam Halfa* (1956), repr. Fort Leavenworth, Combat Studies Institute.

40. Voir Horst Boog, Werner Rahn, Reinhard Stumpf, Bernd Wegner, *The Global War, op. cit.*

41. Voir Andrew Buchanan, *American Grand Strategy in the Mediterranean During World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014 ; *id.*, « A Friend Indeed ? From Tobruk to El-Alamein. The American Contribution to Victory in the Desert », in *Diplomacy & Statecraft*, 15, 2004, n. 2, p. 279-301 ; Jon Diamond, *First Blood in North Africa. Operation Torch and the U.S. Campaign in Africa in WWII*, Lanham, Maryland, Stackpole, 2017 ; John Grehan, Martin Mace et Sara Mitchell (dir.), *North Africa and the Middle East 1942-1944. El-Alamein, Tunisia, Algeria and Operation Torch,* Barnsley, Pen & Sword Military, 2015 ; Orr Kelly, *Meeting the Fox. the Allied Invasion of Africa, from Operation Torch to Kasserine Pass to Victory in Tunisia*, New York, J. Wiley, 2002.

42. Voir Paddy Griffith, *World War II Desert Tactics*, Oxford, Osprey, 2008 ; Stephen Bungay, *Alamein*, Londres, Aurum, 2002 ; James Sadkovich, « Of Myths and Men. Rommel and the Italians in North Africa, 1940-1942 », in *International History Review*, 13 (1991), p. 284-

313 ; MacGregor Knox, « The Italian Armed Forces 1940-43 », *in* Alan Millet, Williamson Murray (dir.), *Military Effectiveness*, vol. III, *The Second World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

43. Voir Robert Citino, *Blitzkrieg to Desert Storm. The Evolution of Operational Warfare*, Lawrence, University Press of Kansas, 2004 ; Ralf Münnich, *Panzer in Nord-Afrika, 1941-1943. Der Panzerkrieg zwischen Tobruk, El-Alamein und Tunis*, Friedberg, Podzun-Pallas-Verlag, 1977 ; Jack Greene, Alessandro Massignani, *Rommel's North Africa Campaign. September 1940-November 1942*, Mechanicsburg, PA, Combineds, 1994 ; Dennis Showalter, *Hitler's Panzers. The Lightning Attacks that Revolutionized Warfare*, New York, Berkley Caliber, 2009 ; Franz Kurowski, *Das Afrika Korps. Erwin Rommel and the Germans in Africa, 1941-43*, Mechanicsburg, PA, Stackpole, 2010 ; Paddy Griffith, « British Armoured Warfare in the Western Desert, 1940-43 », *in* J. P. Harris, E. B. Toase (dir.), *Armoured Warfare*, Londres, Batsford, 1990 ; Tim Moreman, *Desert Rats. British 8th Army in North Africa, 1941-43*, New York, Osprey, 2007 ; Ian W. Walker, *Iron Hulls, Iron Hearts. Mussolini's Elite Armoured Divisions in North Africa*, Marlborough, Crowood, 2003 ; Nicola Pignato, « Prime esperienze italiane di guerra corazzata in Africa Settentrionale », *in* Fortunato Minniti (dir.), *Quaderno 1999. Società italiana di storia militare*, Naples, Edizioni Scientifiche Italiane, 2003 ; Filippo Cappellano, Nicola Pignato, *Andare contro i carri armati. L'evoluzione della difesa controcarro nell'esercito italiano dal 1918 al 1945*, Udine, Gaspari, 2007.

44. Voir Williamson Murray, « Combined and Joint War during World War II. The Anglo-American Story », in *International Forum on War History. Proceedings*, Tokyo, Nids, 2014.

45. Voir Jonathan Fennell, *Combat and Morale in the North African Campaign*, *op. cit.* ; Samuel W. Mitchum, Jr., *Rommel's Desert Commanders*, Westport, CT, Praeger Security International, 2007 ; Steven Thomas Barry, *Battalion Commanders at War. U.S. Army Tactical Leadership in the Mediterranean Theater, 1942-1943*, Lawrence, University Press of Kansas, 2013 ; Danilo Ciampini, « La fanteria motorizzata tra modello ed esperienze. La Trieste in Africa Settentrionale 1941-1942 », *in* Fortunato Minniti (dir.), *Quaderno 1999. Società italiana di storia militare*, Naples, Edizioni Scientifiche Italiane, 2003.

46. Voir Michael Carver, *Tobruk*, Londres, Batsford, 1964 ; Robert Lyman, *The Longest Siege. Tobruk. The Battle that Saved North Africa*, Londres, Pan, 2011.

47. Voir Jonathan Fennell, *Combat and Morale in the North African Campaign*, *op. cit.*

48. Voir Alberto Santoni, Francesco Mattesini, *La partecipazione tedesca alla guerra aeronavale nel Mediterraneo (1940-45)*, Rome, Edizioni dell'Ateneo e Bizzarri, 1980 ; Christopher F. Shores, Giovanni Massimello, Russell Guest, Frank J. Olynyk, *A History of the Mediterranean Air War, 1940-1945*, Londres, Grub Street, 2012 ; Christopher Rein, *The North African Air Campaign. US Army Air Forces from El-Alamein to Salerno*, Lawrence, University Press of Kansas, 2012 ; R. J. Hammond, « Air Power and the British Anti-Shipping Campaign in the Mediterranean during the Second World War », in *Air Power Review*, 16 (1) (2013), p. 50-69 ; Michael Bechthold, « A Question of Success. Tactical Air Doctrine and Practice in North Africa, 1942-43 », in *Journal of Military History*, 68 (2004), p. 821-851.

49. L'Italien Giulio Douhet (1869-1930) prônait les bombardements à haute altitude, l'Américain Billy Mitchell (1879-1936), insistait sur la coordination avec les forces terrestres (*N.d.T.*).

50. Voir Diane Canwell, Jonathan Sutherland, *Air war Malta. June 1940 to November 1942*, Barnsley, Pen & Sword Aviation, 2008 ; Douglas Austin, *Malta and British Strategic Policy, 1925-1943*, thèse doct., Londres, Université de Londres, 2002 ; Giorgio Giorgerini, *La guerra italiana sul mare*, Milan, Mondadori, 2001 ; Mariano Gabriele, *Operazione C3. Malta*, Rome, Service historique de la marine militaire, 1990.

51. L'amiral américain Alfred Mahan (1840-1914) proposa des considérations sur « la maîtrise de la mer » (*N.d.T.*).

52. En général voir Martin Van Creveld, *Suppling War. Logistics from Wallenstein to Patton*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976 ; Michael Carver, *Dilemmas of the Desert War. A New Look at the Libyan Campaign, 1940-1942*, Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press, 1986 ; Alan Levine, *The War Against Rommel's Supply Lines, 1942-1943*, Westport, CT, Praeger, 1999 ; David D. Dworak, *Victory's Foundation, US Logistical Support of the Allied Mediterranean Campaign, 1942-1945*, University of Texas at Arlington, thèse B.A., 2014. Voir plus précisément Service historique de la marine militaire, *La battaglia dei convogli. Mediterraneo 1940-1943*, Rome, 1994 ; Giorgio Giorgerini, *La battaglia dei convogli in Mediterraneo*, Milan, Mursia, 1977.

53. Fabio De Ninno, « Italian Logistics at Odds, under Anglo-American bombs, between Sicilian and Libyan coasts. The "battaglia dei convogli" », papier inédit pour le travail sur « La guerre du désert » (Madrid, septembre 2014).

54. Voir Alberto Santoni, *Il vero traditore, Il ruolo documentato di Ultra nella guerra del Mediterraneo*, Milan, Mursia, 1981 ; Ralph Bennett, *Ultra and Mediterranean Strategy 1941-1945*, Londres, H. Hamilton, 1989 ; M. E. Howard, *Strategic Deception,* vol. 5 *in* F. H. Hinsley (dir.), *British Intelligence in the Second World War*, Londres, HMSO, 1990.

55. Voir Brad William Gladman, *Intelligence and Anglo-American Air Support in World War Two. The Western Desert and Tunisia, 1940-43*, Londres, Palgrave, 2009 ; Hans-Otto Behrendt, *Rommel's Intelligence in the Desert Campaign*, Londres, Kimber, 1985 ; Janusz Piekalkiewicz, *Rommel and the Secret War in North Africa, 1941-1943. Secret Intelligence in the North African Campaign*, West Chester, Pa., Schiffer Pub., 1992.

56. Ce programme, dont on peut traduire le nom par « Prêt-Bail », avait pour but de fournir aux pays amis du matériel de guerre sans intervenir directement dans le conflit (*N.d.T.*).

57. Voir Sönke Neitzel (dir.), *Tapping Hitler's Generals. Transcripts of Secret Conversations 1942-1945*, Barnsley, Yorkshire, Frontline, 2007 ; *id.*, Harald Welzer, *Soldats. Combattre, tuer, mourir : procès-verbaux de récits de soldats allemands*, Paris, Gallimard, 2013 (éd. allemande Fischer Verlag, 2011) ; Amedeo Osti Guerrazzi, *Noi non sappiamo odiare. L'esercito italiano tra fascismo e democrazia*, Turin, Utet, 2010 ; Daniele Sanna, *Il caos dei comandi. L'Afrika Korps e gli Italiani a El-Alamein*, Milan, Mursia, 2013.

58. Voir David Reynolds, *In Command of History. Churchill Fighting and Writing the Second World War*, Londres, Penguin, 2005.

59. Voir David Reynolds, *The Creation of the Anglo-American Alliance, 1937-41. A Study in Competitive Co-operation*, *op. cit.* ; *id.*, *From Munich to Pearl Harbor. Roosevelt's America and the Origins of the Second World War*, *op. cit.* ; James Holland, *Together We Stand. America, Britain and the Forging of an Alliance*, New York, Hyperion, 2005.

60. David Reynolds, « The Anglo-American Alliance and the Experience of the Desert War », papier inédit pour le travail sur « La guerre du désert » (Madrid, septembre 2014).

Afrique du Nord et stratégie planétaire

1. Pietro Badoglio, *L'Italia nella seconda guerra mondiale*, Milan, 1946, p. 37. Plus généralement, voir David Reynolds, « 1940 : Fulcrum of the Twentieth Century ? », *International Affairs*, 66 (1990), p. 325-350.

2. Simon Ball, « The Three Wars for the Mediterranean : British Strategy and the Desert War, 1940-1943 », contribution inédite à l'atelier de travail sur « La guerre du désert », Rome, 5-6 oct. 2012. Pour plus de développements, voir Simon Ball, « The Mediterranean and North Africa », *in* John Ferris et Ewan Mawdsley (dir.), *The Cambridge History of the Second World War*, vol. 1, *Fighting the War*, *op. cit.*, p. 358-388.

3. Cité *in* Lawrence R. Pratt, *East of Malta, West of Suez : Britain's Mediterranean Crisis, 1936-1939*, New York, Cambridge University Press, 1975, p. 119.

4. Churchill à Chamberlain, 25 mars 1939, papiers du Premier Ministre, PREM 1/345 (The National Archives, Kew, Surrey – en abrégé TNA).

5. Gerhard Schreiber *et al.*, *Germany and the Second World War*, vol. 3, *The Mediterranean, South-east Europe and North Africa, 1939-1941*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 220-221.

6. Lucio Ceva, « Italian Strategy in North Africa (1940-1943) », contribution inédite à l'atelier de travail sur « La guerre du désert », Rome, 5-6 oct. 2012. Pour plus de développements, voir Lucio Ceva, « The North African Campaign, 1940-1943 : A Reconsideration », *Journal of Strategic Studies*, 13 (1990), p. 84-104.

7. Jörg Echternkamp, « The African Theater of Operations in the Perspective of the Third Reich : An Outline of Campaigns, Strategy and Ideology », contribution inédite à l'atelier de travail sur « La guerre du désert », Rome, 5-6 oct. 2012.

8. Pour une plus ample discussion, voir David Reynolds, *In Command of History*, *op. cit.*, p. 231-236 (la citation se trouve à la p. 235).

9. Les citations viennent d'une lettre de Hankey à Halifax, 1er mai 1941, papiers de Hickleton A 4. 410. 4. 5. (Borthwick Institute, York), et du député Richard Stokes à Lloyd

George, 14 mai 1941, papiers de Lloyd George G/19/3/27 (HLRO). Stokes ne donne pas le nom du chef d'état-major qui lui a tenu ce propos.

10. Sir John Kennedy, *The Business of War*, éd. Bernard Fergusson, Londres, Hutchinson, 1957, p. 106, 109.

11. Tous ces documents se trouvent dans WO 216/5 (TNA).

12. Alex Danchev, « "Dilly-Dally", or Having the Last Word : Field Marshal Sir John Dill and Prime Minister Winston Churchill », *Journal of Contemporary History* 22 (1987), p. 27. Quand il rédigea ses Mémoires de guerre en 1949, Churchill donna une représentation complètement faussée des événements : « J'avais évidemment le soutien, écrit-il, des chefs de la Navy et de l'aviation. Mes idées, en conséquence, prévalurent. » Voir Winston S. Churchill, *The Second World War*, 6 vol., Londres, Cassell & Co Ltd, 1948-1954, vol. 3, p. 373-377.

13. Sönke Neitzel, « Rommel », contribution inédite à l'atelier de travail sur « La guerre du désert », Rabat, 25-26 oct., p. 3-4.

14. Col. R. Kriebel, « Der Feldzug 1941 », texte inédit cité dans Schreiber *et al*., *Germany and the Second World War*, *op. cit.*, vol. 3, p. 676.

15. Generaloberst Halder, *Kriegstagebuch*, 3 vol., Stuttgart, Kohlhammer, 1962-1964, vol. 2, p. 377-378, 23 avril 1941.

16. Martin Kitchen, *Rommel's Desert War. Waging World War II in North Africa, 1941-1943*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 102-106.

17. Cf. Schreiber *et al*., *Germany and the Second World War*, *op. cit.*, vol. 3, p. 751-754.

18. Kitchen, *Rommel's Desert War*, *op. cit.*, chap. 4, notamment p. 190, 215.

19. B. H. Liddell Hart (dir.), *The Rommel Papers*, Londres, Collins, 1953, p. 220.

20. Churchill, *Second World War*, *op. cit.*, vol. 4, p. 343.

21. Horst Boog *et al*., *Germany and the Second World War*, vol. 5, *The Global War, 1941-1943*, Oxford, Clarendon Press, 2001, p. 709.

22. Martin Bormann, *Hitler's Table-Talk, 1941-1944*, Oxford, Oxford University Press, 1988, p. 573-574 ; voir aussi Simon Ball, *Alamein*, *op. cit.*, p. 84.

23. Niall Barr, *Pendulum of War*, *op. cit.*, p. 301.

24. Boog *et al*., *Germany and the Second World War*, *op. cit.*, vol. 6, p. 784, 789.

25. J. M. A. Gwyer, *Grand Strategy*, vol. 3, 1re partie, Londres, HMSO, 1964, p. 325-329, 345-347, 360-365.

26. Notes, 22 janv. 1942, *in* Alfred D. Chandler (dir.), *The Papers of Dwight David Eisenhower* : *The War Years*, 5 vol., Baltimore, Johns Hopkins, 1970, vol. 1, p. 66 ; Maurice

Matloff et Edwin Snell, *Strategic Planning for Coalition Warfare, 1941-1942*, Washington DC, Office of the Chief of Military History, 1959, p. 181-187.

27. Michael Howard, *Grand Strategy*, vol. 4, Londres, The Stationery Office Books, 1972, p. XVIII-XIX ; lord Alan Brooke, *War Diaries 1939-1945*, Alex Danchev et Daniel Todman (dir.), Londres, Weidenfeld and Nicolson, 2001, p. 267-268.

28. Churchill, mémo, 20 juin 1942, *in* Warren F. Kimball (dir.), *Churchill and Roosevelt : Their Complete Correspondence*, 3 vol., Princeton, Princeton University Press, 1984, vol. 1, p. 515.

29. Mark A. Stoler, *Allies and Adversaries : the Joint Chiefs of Staff, the Grand Alliance, and U.S. Strategy in World War II*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000, p. 72 ; Oleg A. Rzheshevsky (dir.), *War and Diplomacy : The Making of the Grand Alliance – Documents from Stalin's Archive*, Amsterdam, Harwood Academic Publishers, 1996, p. 210-211, 220-221, 228, 266.

30. Oleg Rzheshevsky (dir.), *War and Diplomacy*, *op. cit.*, p. 177, 282, 298-299.

31. Richard W. Steele, « American Popular Opinion and the War against Germany : The Issue of Negotiated Peace, 1942 », *Journal of American History*, 65 (1978), notamment p. 704-705, 708 ; Forrest Pogue (dir.), *George C. Marshall Interviews and Reminiscences*, Lexington, Virginia, George C. Marshall Foundation, 1991, p. 622.

32. F. D. Roosevelt, mémo, 16 juillet 1942, copie dans les Papiers de Marshall, Verifax 647, George C. Marshall Library, Lexington, Virginia.

33. 32e réunion du Comité conjoint, 24 juillet 1942, CCS 94, 24 juillet 1942, et WM 95 (42) 3 CA, 24 juillet 1942 – copies dans CAB 120/82 (TNA) ; Alan Brooke, *War Diaries*, *op. cit.*, p. 285.

34. Robert E. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins : An Intimate History*, New York, Harper and Brothers, 1948, p. 603 ; Mark A. Stoler, *The Politics of the Second Front : American Military Planning and Diplomacy in Coalition Warfare, 1941-1943*, Westport, CT, Greenwood Press, 1977, p. 57-58 ; Directive du Premier Ministre aux chefs d'état-major, D 137/2, 23 juillet 1942, CHAR 20/67 (Centre d'archives Churchill, Churchill college, Cambridge, en abrégé CAC).

35. Cf. le récit de Churchill, *Second World War*, *op. cit.*, vol. 4, p. 433.

36. Howard, *Grand Strategy*, *op. cit.*, p. 119.

37. C-136 et C-139, 26 et 27 août 1942, *in* Kimball (dir.), *Churchill and Roosevelt*, *op. cit.*, vol. 1, p. 575-579.

38. R-180, 30 août 1942, et le texte de Marshall, *in* Kimball (dir.), *Churchill and Roosevelt*, *op. cit.*, vol. 1, p. 581-584.

39. Richard M. Leighton et Robert W. Coakley, *Global Logistics and Strategy, 1940-1943*, Washington DC, U.S. Government Printing Office, 1955, p. 452-453.

40. Andrew Roberts, *Masters and Commanders : How Roosevelt, Churchill, Marshall and Alan Brooke Won the War in the West*, Londres, Allen Lane, 2008, p. 257, 259, 286, 291-292 ; Eric Larrabee, *Commander in Chief ; Franklin Delano Roosevelt, His Lieutenants, and Their War*, New York, Harper & Row, 1987, p. 139-141.

41. Compte rendu de la réunion du 30 sept. 1942, p. 6, PREM 3/120/6 (TNA).

42. Churchill, note, 30 mai 1942, PREM 3/120/7 (TNA).

43. Howard, *Grand Strategy*, *op. cit.*, p. 145.

44. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, 2 vol., Paris, Gallimard, 2001, vol. 1, p. 558.

45. Eisenhower au Comité conjoint, 14 nov. 1942, Eisenhower, *Papiers*, vol. 2, p. 707-710.

46. Stephen Ambrose, *Eisenhower, 1890-1952*, New York, Simon and Schuster, 1983, p. 208-209 ; Sherwood, *Roosevelt and Hopkins*, *op. cit.*, p. 653-655.

47. John Harvey (dir.), *The War Diaries of Oliver Harvey*, Londres, Collins, 1978, p. 192-193.

48. Texte dans les Papiers de Churchill, CHAR 9/156, folios 256-258 (CAC).

49. François Kersaudy, *Churchill and de Gaulle*, Londres, Collins, 1981, p. 230 ; Reynolds, *In Command of History*, *op. cit.*, p. 328-331. Plus généralement, voir Philippe Oulmont (dir.), *De Gaulle, chef de guerre. De l'appel de Londres à la libération de Paris, 1940-1944,* Paris, Plon, 2008.

50. Raymond G. O'Connor, *Diplomacy for Victory : FDR and Unconditional Surrender*, New York, W. W. Norton, 1971, p. 50-51, 101.

51. Richard M. Leighton, « OVERLORD Revisited : An Interpretation of American Strategy in the European War, 1942-1944 », *American Historical Review*, 68 (1963), p. 927.

52. Reynolds, *In Command of History*, *op. cit.*, p. 317 ; F. H. Hinsley *et al*., *British Intelligence in the Second World War*, vol. 2, Londres, HMSO, 1981, p. 472-475, 493-496.

53. Boog *et al*., *Germany and the Second World War*, *op. cit.*, vol. 5, p. 793-794, 812-813.

54. Gerhard L. Weinberg, *A World at Arms*, *op. cit.*, p. 434-435 ; Ball, *Alamein*, *op. cit.*, p. 177-179.

55. Williamson Murray, *Luftwaffe*, Londres, Grafton, 1988, p. 165, 211-212, 229-230.

56. Howard, *Grand Strategy*, *op. cit.*, p. 206-216.

57. Stoler, *Politics of the Second Front*, *op. cit.*, p. 77 (Wedermeyer) ; US Department of State, *Foreign Relations of the United States : The Conference at Washington, 1941-1942, and Casablanca, 1943*, Washington DC, U.S. Government Printing Office, 1968, p. 631.

58. *Ibid*., p. 583, 597.

59. Roosevelt et Churchill à Staline, 27 janv. 1943, et la réponse de Staline, 30 janv. 1943, *in* Ministère des Affaires étrangères de l'URSS, *Correspondence between the Chairman of the Concil of Ministers of the USSR and the Presidents of the USA and the Prime Ministers of Great Britain during the Great Patriotic War of 1941-1945*, 2 vol., Moscou, Foreign Languages Publishing House, 1957, vol. 1, p. 86-89.

60. Churchill à Staline, 9 février 1943, et Staline à Churchill, 16 février 1943, *Correspondence*, *op. cit.*, vol. 1, p. 93-96, C-260, 3 février 1943, et R-256, 5 février 1943, *in* Kimball (dir.), *Churchill and Roosevelt*, *op. cit.*, vol. 2, p. 133-135.

61. Howard, *Grand Strategy*, *op. cit.*, p. 337.

62. Alan Brooke, *War Diaries*, *op. cit.*, 1er avril 1945, p. 680.

L'Afrique du Nord : un enjeu colonial

1. Raoul Aglion, *War in the Desert*, New York, Henry Holt, 1941, p. 227-233.

2. Simon Ball, *Alamein*, Oxford, Oxford University Press, 2016, p. 53.

3. NAACP Lauds « "Sahara", terms "Lifeboat" weak », *The Pittsburgh Courier*, 26 février 1944, p. 15.

4. NARA (College Park), RG 208, Box 3524, entry 567 (NC 148).

5. Ahmad Alawad Sikainga, « Sudanese Popular Response to World War II », *in* Judith Byfield, Carolyn Brown, Timothy Parsons et Ahmad Alawad Sikainga (dir.), *Africa and World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 462-479.

6. Australian War Memorial Collections, témoignages de Harley Francis Brooks, du docteur Peter Braithwaite et du capitaine Owen Alfred Curtis (consultés sur le site https://www.awm.gov.au), recherche effectuée par Alexandra McKinnon, université de Toronto.

7. Artemis Cooper, *Cairo in the War, 1939*-1945, Londres, Hamish Hamilton, 1989, p. 120.

8. Alan Moorehead, *The North African Campaign, 1940-1943*, Londres, Hamish Hamilton, 1965, p. 43.

9. Paul Moon, *Victoria Cross at Takrouna : The Haane Manahi Story*, Honolulu, University of Hawaii Press, 2010.

10. Ball, *Alamein*, *op. cit.*, p. 3-4.

11. Cooper, *Cairo in the War*, *op. cit.*, p. 104, 118.

12. Ball, *Alamein*, *op. cit.*, p. 9 et 169.

13. Klaus Hildebrand, *Vom Reich zum Weltreich : Hitler, NSDAP und Koloniale Frage, 1919-1945*, Munich, Fink, 1969.

14. *Akten zur Deutschen auswärtigen Politik* (ADAP), série D, t. IX, p. 142 et doc. 97, rapport signé *Gesandter* Schmidt du 24 septembre 1940.

15. Chantal Metzger, « L'Allemagne et l'Eurafrique », *in* Marie-Thérèse Bitsch, Gérard Bossuat (dir.), *L'Europe unie et l'Afrique*, Bruxelles, Bruylant, 2005, p. 59-75.

16. ADAP (1918-1945), Baden-Baden, série D (1937-1941), vol. X, n° 169, p. 177, note de Welck, Vertreter des Auswärtigen Amts bei der Deutschen Waffenstillstandskommission, an das Auswärtiges Amt, 15 juillet 1940 ; et *Recueil de documents publiés par le gouvernement français*, Paris, Costes, 1947-1959, t. 1, p. 463-464.

17. Bundesarchiv (Koblenz), Slg Schumacher, 211, cité par Klaus Hildebrand, *Vom Reich zum Weltreich : Hitler, NSDAP und Koloniale Frage, 1919-1945*, *op. cit.*, p. 941 ; Chantal Metzger, *L'Empire colonial français dans la stratégie du Troisième Reich, 1936-1945*, Berne, Peter Lang, 2002, p. 687-692.

18. *National Zeitung*, 25 décembre 1940 cité dans ANOM (Aix-en-Provence), 1Affpol 2659.

19. Metzger, *L'Empire colonial français*, *op. cit.*, p. 611-686.

20. Christine Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord dans la guerre, 1939-1945*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 359-360.

21. Metzger, *L'Empire colonial français*, *op. cit.*, p. 627-686 ; Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord*, *op. cit.*, p. 272-273, 359 ; Serge La Barbera, « L'Église d'Afrique face au nouveau régime », *in* Jacques Cantier et Eric Jennings, *L'Empire colonial sous Vichy*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 299.

22. Ball, *Alamein*, *op. cit.*, p. 163.

23. Voir notamment, Patrick Bernhard, « Hitler's Africa in the East : Italian Colonialism as a Model for German Planning in Eastern Europe », *Journal of Contemporary History* 51 (2016), p. 61-90 ; et Patrick Bernhard, « Borrowing from Mussolini : Nazi Germany's Colonial Aspirations in the Shadow of Italian Expansionism », *Journal of Imperial and Commonwealth History* 41 (2013), p. 617-643.

24. Bundesarchiv (Berlin) (BArch), R 1001, 8680, 84.

25. Patrick Bernhard, « Lebensraumwissenschaft : Die Kieler Geographen, die NS-Volkstumsforschung und der Traum von einem deutschen Kolonialreich », in *Wissenschaft an der Grenze. Die Universität Kiel im Nationalsozialismus*, Christoph Cornelissen et Carsten Mish (dir.), Essen, Klartext, 2010, p. 354-356.

26. Kenneth Macksey, *Guderian, Panzer General*. Londres, Greenhill Books, 2003, p. 72 et Mary R. Habeck, *Storm of Steel : The Development of Armor Doctrine in Germany and the Soviet Union, 1919-1939*, Londres, Greenhill Books, 2003.

27. BArch, NS 52, 42 – Notice du bureau colonial du NSDAP, 14 juillet 1942.

28. Voir à ce sujet Robert Gerwarth et Stephan Malinowski, « L'antichambre de l'Holocauste ? À propos du débat sur les violences coloniales et la guerre d'extermination nazie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 99 (2008-3), p. 143-159.

29. BArch, RSHA Film D, 750, fol. 70001-70003, rapport confidentiel du Reichssicherheitshauptamt, 23 mars 1941.

30. Matteo Dominioni, *Lo sfascio dell'impero. Gli Italiani in Etiopia 1936-1941*, Rome-Bari, Laterza, 2008.

31. Jacques Cantier, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, Paris, Odile Jacob, 2002, p. 184 ; Yasmin Khan, *India at War : The Subcontinent and the Second World War*, Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 68-69.

32. ANOM 1Affpol 2196, d. 7. Sur l'espoir vain de faire basculer Weygand dans le camp allié, voir Desmond Dinan, *The Politics of Persuasion : British Policy and French African Neutrality, 1940-1942*, Lanham, University Press of America, 1988.

33. William Sydney Large, *The Diary of a Canadian Fighter Pilot*, Toronto, Reginald Saunders, 1944, p. 42, 50-51.

34. William Hoisington, Jr., *The Casablanca Connection : French Colonial Policy, 1936-1943*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1984, p. 224, 228.

35. Eric Jennings, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014, p. 129.

36. CHETOM (Fréjus), 17H 33, rapport intitulé « préliminaires ».

37. Classe dite servile chez les Touaregs.

38. CHETOM, 17H 33, rapport du capitaine Sarazac (Wour, le 2 février 1941).

39. CHETOM, 17H 33, Journal de marche du GNT.

40. Général Pierre Dailler, *Nous étions alors capitaines à l'armée d'Afrique, 1940-1943. Recueil de témoignages*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1978, p. 181.

41. Saul Kelly, « Ce savoureux fruit du désert : Britain, France and the Fezzan, 1941-1956 », *The Maghreb Review* 16 (1), 2001, p. 2-21 ; Eric Jennings, *La France libre fut africaine*, *op. cit.*, p. 138-142.

Les chefs

1. Correlli Barnett, *Les Généraux du désert*, Paris, Le Livre contemporain, 1960 (éd. angl. 1960), p. 98.

2. *Ibid.*, p. 103.

3. *Ibid.*, p. 104.

4. *Ibid.*, p. 274-275.

5. Carlo D'Este, *Eisenhower. A Soldier's Life*, New York, Henry Holt, 2002, p. 410.

6. *Ibid.*, p. 362.

7. Dominique Lormier, *Kœnig. L'homme de Bir Hakeim*, Paris, Éditions du Toucan, 2012, p. 169.

8. Rick Atkinson, *An Army at Dawn. The War in North Africa, 1942-1943*, New York, Henry Holt, 2002, p. 414.

9. Benoît Lemay, *Erwin Rommel*, Paris, Perrin, 2009, p. 143.

10. Erwin Rommel, *La Guerre sans haine. Carnets*, présentés par B. H. Liddell Hart, t. II, *Les Années de défaite*, Paris, Amiot-Dumont, 1953, p. 13.

11. Benoît Lemay, *Erwin Rommel*, *op. cit.*, p. 144.

12. *Ibid.*, p. 131.

13. *Ibid.*, p. 145-146.

14. *Ibid.*, p. 143.

15. *Ibid.*, p. 143.

16. Rick Atkinson, *An Army at Dawn*, *op. cit.*, p. 414.

17. Correlli Barnett, *Les Généraux du désert*, *op. cit.*, p. 205.

18. Benoît Lemay, *Erwin Rommel*, *op. cit.*, p. 213.

19. *Ibid.*, p. 157.

20. *Ibid.*, p. 268.

21. Nigel Hamilton, *Monty. The Battles of Field Marshal Bernard Montgomery*, New York, Random House, 1994 (1re éd. 1981), p. 160.

22. Rick Atkinson, *An Army at Dawn*, *op. cit.*, p. 336.

23. Erwin Rommel, *La Guerre sans haine*, t. II, *op. cit.*, p. 30.

24. Rick Atkinson, *An Army at Dawn*, *op. cit.*, p. 359-360.

25. Dwight D. Eisenhower, *Croisade en Europe. Mémoires sur la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Robert Laffont, 1949, p. 178.

26. Benoît Lemay, *Erwin Rommel*, *op. cit.*, p. 179-180.

27. Nigel Hamilton, *Monty…*, *op. cit.*, p. 55.

28. Carlo D'Este, *Eisenhower…*, *op. cit.*, p. 380.

29. *Ibid.*, p. 50.

30. Rick Atkinson, *An Army at Dawn*, *op. cit.*, p. 273-274.

31. Carlo D'Este, *Patton. A Genius for War*, New York, Harper Perennial, 1995, p. 489.

32. Carlo D'Este, *Eisenhower…*, *op. cit.*, p. 371-372.

33. Rick Atkinson, *An Army at Dawn*, *op. cit.*, p. 301.

34. *Ibid.*, p. 419.

35. Correlli Barnett, *Les Généraux du désert*, *op. cit.*, p. 229-230.

36. Martin Blumenson, *Les Carnets secrets du général Patton (1885-1945)*, Paris, Plon, 1975 (éd. am. 1972-1974), p. 165.

37. *Ibid.*, p. 169.

38. Carlo D'Este, *Eisenhower…*, *op. cit.*, p. 401.

39. Benoît Lemay, *Erwin Rommel*, *op. cit.*, p. 178.

40. *Ibid.,* p. 178-179.

41. Giacomo Zanussi, *Guerrea et catastrofe d'Italia. Giugno 1940. Giugno 1943*, Rome, lib. Corso, p. 121-122, cité par Hubert Heyriès, contribution au travail.

42. Benoît Lemay, *Erwin Rommel*, *op. cit.*, p. 149.

43. *Ibid.,* p. 153.

44. *Ibid.,* p. 225.

45. *Ibid.,* p. 330.

46. Correlli Barnett, *Les Généraux du désert*, *op. cit.*, p. 18.

47. Rick Atkinson, *An Army at Dawn*, *op. cit.*, p. 29.

48. Correlli Barnett, *Les Généraux du désert*, *op. cit.*, p. 239.

49. *Ibid.*, p. 277.

50. Maréchal Alexander, *Mémoires (1940-1945)*, Paris, Plon, 1963 (éd. angl. 1962), p. 45.

51. Anthony Beevor, *La Seconde Guerre mondiale*, Paris, Calmann-Lévy 2012 (éd. angl. 2012), p. 459.

52. Erwin Rommel, *La Guerre sans haine*, t. II, *op. cit.*, p. 128.

53. *Ibid.*, p. 79.

54. Correlli Barnett, *Les Généraux du désert*, *op. cit.*, p. 160.

55. *Ibid.*, p. 162.

56. Erwin Rommel, *La Guerre sans haine*, t. II, *op. cit.*, p. 290.

57. *Ibid.*, p. 79.

58. Benoît Lemay, *Erwin Rommel*, *op. cit.*, p. 290 à 301.

59. Stephen E. Ambrose, *The Supreme Commander. The War Years of Dwight D. Eisenhower*, Jackson, University Press of Mississippi, 1999 (1re éd. 1970), p. 101.

60. Correlli Barnett, *Les Généraux du désert*, *op. cit.*, p. 71.

61. Nigel Hamilton, *Monty…*, *op. cit.*, p. 77.

62. Carlo D'Este, *Eisenhower…*, *op. cit.*, p. 416.

63. *Ibid.*, p. 139.

64. *Ibid.*, p. 118 *sq*.

65. Correlli Barnett, *Les Généraux du désert*, *op. cit.*, p. 18.

66. *Ibid.*, p. 226.

67. *Ibid.*, p. 54.

68. *Ibid.*, p. 57.

69. Dwight D. Eisenhower, *Croisade en Europe…*, *op. cit.*, p. 159.

70. Maréchal Alexander, *Mémoires…*, *op. cit.*, p. 58.

71. *Ibid.*, p. 48.

72. Carlo D'Este, *Patton…*, *op. cit.*, p. 441.

73. Carlo d'Este, *Eisenhower…*, *op. cit.*, p. 378.

74. Benoît Lemay, *Erwin Rommel*, *op. cit.*, p. 240-241.

75. *Ibid.*, p. 241-242.

76. Rick Atkinson, *An Army at Dawn*, *op. cit.*, p. 462.

77. Carlo D'Este, *Patton…*, *op. cit.*, p. 437.

78. Correlli Barnett, *Les Généraux du désert*, *op. cit.*, p. 215.

79. Benoît Lemay, *Erwin Rommel*, *op. cit.*, p. 165.

80. Anthony Beevor, *La Seconde Guerre mondiale*, *op. cit.*, p. 218.

81. Correlli Barnett, *Les Généraux du désert*, *op. cit.*, p. 271.

82. Carlo D'Este, *Patton…*, *op. cit.*, p. 463.

83. Martin Blumenson, *La Bataille des généraux*, Condé-sur-Noireau, Corlet, 1995, p. 24.

84. Correlli Barnett, *Les Généraux du désert*, *op. cit.*, p. 41.

85. *Ibid.*, p. 88.

86. Erwin Rommel, *La Guerre sans haine*, t. II, *op. cit.*, p. 17.

87. *Ibid.*, p. 162.

88. Geoffrey Perret, *Eisenhowe*r, Holbrook, Adams Media Corporation, 1999, p. 189.

89. Correlli Barnett, *Les Généraux du désert*, *op. cit.*, p. 185.

90. Martin Blumenson, *Les Carnets…*, *op. cit.*, p. 154.

91. Correlli Barnett, *Les Généraux du désert*, *op. cit.*, p. 69.

92. Hubert Heyriès, contribution au travail.

93. Rick Atkinson, *An Army at Dawn*, *op. cit.*, p. 400.

94. Niall Barr, contribution au travail.

Combattants du désert

1. War and Navy Department, *Pocket guide to North Africa*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1942, p. 1.

2. Jonathan Fennell, *Combat and Morale in the North African Campaign. The Eighth Army and the Path to El-Alamein*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, p. 16.

3. *Ibid*., p. 42.

4. Ces effectifs s'élèvent à environ 13 000 hommes à la fin des combats en Tunisie. Voir à ce propos Christine Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord dans la guerre 1939-1945*, Paris, Albin Michel, 1995, p. 176-177.

5. David French, *Raising Churchill's Army. The British Army and the War against Germany 1919-1945*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

6. Timothy Harrison Place, *Military Training in the British Army 1940-1944 : From Dunkirk to D-Day*, Londres, Routledge, 2000, p. 3, cité par Jonathan Fennell, *Combat and Morale…*, *op. cit.*, p. 220.

7. Niall Barr, *Pendulum of War. The Three Battles of El-Alamein*, Londres, Jonathan Cape, 2004, p. 158-159.

8. *Ibid*., p. 50.

9. Giorgio Rochat, *Le guerre italiane, 1935-1943. Dall'impero d'Etiopia alla disfatta*, Turin, Einaudi, 2005, p. 322.

10. I. S. O. Playfair et C. J. C. Molony (dir.), *The Mediterranean and Middle East*, vol. II, Londres, Her Majesty's Stationery Office, p. 53.

11. Lucio Ceva, *La condotta italiana della guerra : Cavallero e il Comando supremo 1941/1942*, Milan, Feltrinelli, 1975, p. 64 ; Giorgio Rochat, *Le guerre italiane, 1935-1943*, *op. cit.*, p. 351.

12. Montanari, *Le operazioni in Africa Settentrionale*, *op. cit.*, vol. 1, p. 20, cité par Richard Carrier, « Assessing Fighting Power : the Case of the Italian Army in North Africa, June 1940-May 1943 », communication à l'atelier « la guerre du désert ».

13. Lucio Ceva, Andrea Curami, *La meccanizzazione dell'esercito fino al 1943*, Rome, SME-US, 1989, vol. 1, p. 426-428, cité par Hubert Heyriès, « The Italian high command », communication à l'atelier « la guerre du désert ».

14. Richard Carrier, « Assessing Fighting Power : the Case of the Italian Army in North Africa, June 1940-May 1943 », communication à l'atelier « la guerre du désert ».

15. Martin Kitchen, *Rommel's Desert War. Waging World War II in North Africa, 1941-1943*, New York, Cambridge University Press, 2009, p. 57.

16. George F. Howe, *Northwest Africa : Seizing the Initiative in the West*, Washington, Office of the Chief of Military History, 1957, p. 670.

17. Erwin Rommel, *La Guerre sans haine. Carnets*, traduit de l'allemand par Berna Günen, Paris, Nouveau Monde [1950], 2012, p. 432.

18. Robinett, *Armor Command*, p. 165-166, cité par Rick Atkinson, *An Army at Dawn. The War in North Africa, 1942-1943*, Londres, Abacus [2003], 2012, p. 360.

19. Monthly reports, Service historique de la Défense (SHD), Département de l'Armée de terre (DAT) 10P241.

20. Mémorandum d'Anfa, le 24 janvier 1943, SHD DAT 7P235.

21. Lettre du général Koeltz au général Prioux, 17 janvier 1943, *in* Louis Koeltz, *Une campagne que nous avons gagnée. Tunisie 1942-1943*, Paris, Hachette, 1959, p. 119.

22. Journal des marches et opérations (JMO) du front sud-est algérien, entrée du 7 mars 1943, SHD DAT 10P251.

23. Lettre du médecin-colonel du service de santé du groupement français au médecin au médecin-colonel directeur du service de santé, le 19 mars 1943, SHD DAT 11P5.

24. JMO du front sud-est algérien, entrée du 18 mars 1943, SHD DAT 10P251.

25. Alphonse Juin, *Mémoires. Alger, Tunis, Rome*, Paris, Arthème Fayard, 1959, p. 136.

26. JMO du Corps franc d'Afrique, entrée du 12 janvier 1943, SHD DAT 11P257.

27. Mémento du général Koeltz, 9 janvier 1943, SHD 10P244.

28. Rapport sur le moral de la division de Constantine par le général Welvert, le 26 février 1943, SHD DAT 11P46.

29. Montgomery, *The Memoirs of Field Marshal The Viscount Montgomery of Alamein*, Londres, Collins, 1958, p. 141.

30. Diego Brosset, *Carnets de guerre*, entrée du 24 janvier 1943, *in* Guillaume Piketty (dir.), *Français en résistance. Carnets de guerre, correspondances, journaux personnels*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2009, p. 249.

31. Mark Clark, *Les Alliés jouent et gagnent*, Paris, Berger-Levrault, 1950, p. 128.

32. Rapport du colonel Daunay commandant le front nord du sud-est algérien au sujet de l'opération du 17 mars 1943 (occupation de Gafsa), SHD 10P252.

33. BZG Afrikabriefe Lt A.F. 28 mai 1941, cité par Martin Kitchen, *Rommel's Desert War. Waging World War II in North Africa, 1941-1943*, *op. cit.*, p. 93.

34. Erwin Rommel, *La Guerre sans haine. Carnets*, *op. cit.,* p. 274.

35. Richard Carrier, « Assessing Fighting Power : the Case of the Italian Army in North Africa, June 1940-May 1943 », communication à l'atelier « la guerre du désert ».

36. Duard Macario, *Ainsi meurent les héros : récits de guerre 1939-1945*, Paris, Les Éditions La Bruyère, 1987, p. 81.

37. Jean Roquelle, *Souvenirs de guerre, 1936-1946*, inédit, cité par Jean-François Muracciole, *Les Français libres, l'autre résistance*, Paris, Tallandier, 2009, p. 248.

38. Duard Macario, *Ainsi meurent les héros : récits de guerre 1939-1945*, *op. cit.*, p. 80.

39. PRO WO 177/324 Monthly Report of Assistant Director of Hygiene, Eighth Army, November 1942, cité par Jonathan Fennell, *Combat and Morale…*, *op. cit.*, p. 125.

40. Édouard Méric, *Carnets de Tunisie*, p. 45 (archives Charles Méric), cité par Daniel Rivet, *Le Général Édouard Méric (1901-1973). Un acteur incompris de la décolonisation*, Saint-Denis, Bouchène, 2015, p. 46.

41. Journal de marches et opérations, entrée du 24 décembre 1942, SHD 11P46. Le pied de tranchée (*trench foot*) est une affection du pied provoquée par le froid, les gelures. Il se traduit par des abcès, des plaies qui empêchent bien sûr de combattre et peut dégénérer en gangrène.

42. Imperial War Museum 87/12/1 – J. H. Witte, *The One That Didn't Get Away*, p. 84, cité par Jonathan Fennell, *Combat and Morale…*, *op. cit.*, p. 129.

43. Jean-Mathieu Boris, *Combattant de la France libre*, Paris, Perrin, 2012, p. 92.

44. Archives of New Zealand, WAII/1/DA/508/1, vol. 1, MEMCWS, n° XXXIX (5 to 11 August 1942), p. 5, cité par Jonathan Fennell, *Combat and Morale…*, *op. cit.*, p. 143.

45. Ministry of Information, *The Eighth Army. September 1941 to January 1943*, Londres, His Majesty's Stationary Office, 1943.

46. Captain D. Macrae, « Desert Sore », in *Journal of Royal Army Medical Corps*, 1944/83, p. 274-278.

47. Caleb Milne, *I Dream of the Day, Letters from Africa*, New York, Toronto, Longmans, Green & co, 1945, p. 87.

48. J. D. P. Graham, *A Time in the Sand. A True Account of Some Personal Experience with the R.A.M.C. in the Western Desert 1941-1943*, Wellcome Unit Library, RAMC/1762, box 355.

49. Lucio Ceva, *Le forze armate*, Turin, Utet, 1981, p. 269 ; Ferruccio Botti, « La logistica dei poveri : organizzazione dei rifornimenti e amministrazione dell'Esercito nel 1940 », in *Studi Storico Militari*, 1992, Roma, USSME, 1994, p. 407-443, p. 432-433.

50. Erwin Rommel, *La Guerre sans haine. Carnets, op. cit.*, p. 274.

51. BZG Afrikabriefe Gefr H.E. 6 juin 1941, cité par Martin Kitchen, *Rommel's Desert War*, *op. cit.*, p. 108.

52. R. L. Crimp, *Diary of a Desert Rat*, Londres, Macmillan, 1974, p. 14, cité par John Ellis, *The Sharp End. The Fighting Man in World War II*, Londres, Aurum, 2011, p. 254.

53. Martin Kitchen, *Rommel's Desert War*, *op. cit.*, p. 128.

54. Michel Chauvet, *Le Sable et la neige : mes carnets dans la tourmente, 1939-1945*, Nantes, Éditions du Petit Véhicule, 1996, p. 209.

55. Niall Barr, *Pendulum of War*, *op. cit.*, p. 37-38.

56. Michel Chauvet, *Le Sable et la neige*, *op. cit.*, p. 212.

57. J. D. P. Graham, *A Time in the Sand. A true Account of Some personal Experience with the R.A.M.C. in the western Desert 1941-1943*, *op. cit.*

58. Francis A. E. Crew, *The Army Medical Services : Campaign*, vol. 2, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1962, p. 238.

59. Hubert Fischer, *Der Deutsche Sanitätsdienst 1921-1945*, Osnabrück, Biblio, 1984, p. 1535.

60. Mark Harrison, *Medicine & Victory. British Military Medicine in the Second World War*, Oxford, Oxford University Press, 2004, p. 84.

61. *Ibid.*, p. 91.

62. Francis A. E. Crew, *The Army Medical Services*, *op. cit.*, vol. 2, p. 400.

63. CMAC RAMC 762/8, « Health Memorandum for British Soldiers in the Tropics », cité par Mark Harrison, *Medicine & Victory. British military Medicine in the Second World War*, *op. cit.*, p. 86.

64. Jack Swaab, *Field of Fire : Diary of a Gunner Officier*, London, Stroud, 2005, p. 20, cité par Jonathan Fennell, *Combat and Morale…*, *op. cit*., p. 127.

65. Caleb Milne, *I Dream of the Day*, *op. cit.*, p. 84.

66. *Ibid*., p. 86.

67. R. L. Crimp, *Diary of a Desert Rat*, Londres, Macmillan, 1974, 9 novembre 1941, p. 54, cité par Jonathan Fennell, *Combat and Morale…*, *op. cit.*, p. 147.

68. Lettre de l'officier de liaison de la marine britannique, le 15 mars 1944, à l'officier général commandant Gibraltar et les accès à la Méditerranée (Flag officer commanding Gibraltar & Mediterranean approaches), PRO FO 660/110.

69. Coordinating Council for Welfare Work in Egypt, *Services to Cairo*, 1943, p. 29-31.

70. Artemis Cooper, *Cairo in the War 1939-1945*, Londres, Penguin Books, 1989, p. 114.

71. *Ibid*., p. 115.

72. Mémorandum de la section de contrôle des maladies vénériennes adressé au chef de la division de médecine préventive sur les activités de contrôle des maladies vénériennes du

3 janvier 1943 au 8 mars 1943, Report of Venereal Disease control in the North African and Mediterranean Theater of Operations, NARA Record Group 112 Entry 31, Box 306.

73. Mark Harrison, « Sex and the Citizen Soldier : Health, Morals and Discipline in the British Army During the Second World War », *in* R. Cooter, M. Harrison, et S. Sturdy (dir.), *Medicine and Modern Warfare*, Amsterdam, Atlanta, Rodopi Press, 1999, p. 229-254.

74. W. Franklin Mellor (dir.), *Medical History of the Second World War : Casualties and Medical Statistics*, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1972, p. 192.

75. Julie Le Gac, « Le "mal napolitain" : les armées alliées et la prostitution en Italie (1943-1944) », in *Genre et Histoire,* n° 15, automne 2014-printemps 2015 (https://genrehistoire.revues.org/2154).

76. https://www.dhm.de/lemo/zeitzeugen/werner-mork-kriegsalltag-in-nordafrika-1942, consulté le 12 juillet 2017. Sur la prostitution militaire allemande en France occupée, voir Insa Meinen, *Wehrmacht et prostitution sous l'Occupation (1940-1945)*, traduit de l'allemand par Beate Husser, Paris, Payot, 2006.

77. Ernie Pyle, *Here Is Your War : Story of G.I. Joe*, Lincoln, University of Nebraska Press, [1943] 2004, p. 126.

78. Témoignage de Hermann Frömbgen, chef de char à la 21e *Panzerdivision* cité par Benoît Rondeau, *Afrikakorps. L'armée de Rommel*, Paris, Tallandier, 2013, p. 361.

79. Ernie Pyle, *Here Is Your War*, *op. cit.*, p. 124.

80. Caleb Milne, *I Dream of the Day*, *op. cit.*, p. 45.

81. Macario Duard, *Ainsi meurent les héros*, *op. cit.*, p. 55.

82. PRO WO 163/89 ECAC, The Death Penalty for Offences Committed on Active Service, 21 juillet 1942, cité par Jonathan Fennell, *Combat and Morale…, op. cit.*, p. 282.

83. David French, « Discipline and the Death Penalty in the British Army in the War against Germany during the Second World War », in *Journal of Contemporary History*, 33 (4), octobre 1988, p. 531-545.

84. Sur l'importance de l'éducation des soldats dans l'armée britannique, voir David French, *Raising Churchill's Army*, *op. cit.*, et S. P. MacKenzie, *Politics and Military Morale : Current Affairs and Citizenship Education in the British Army, 1914-1950*, Oxford, Oxford University Press, 1992.

85. Middle East Training Pamphlet n° 10. Lessons of Cyrenaica Campaign : Training Pamphlet, December 1940 to February 1941, p. 60. PRO WO 201/2586, cité par Jonathan Fennell, *Combat and Morale…*, *op. cit.*, p. 175.

86. Lettre de Montgomery à Brooke, novembre 1942, citée par Stephen Bungay, *Alamein*, Londres, Aurum, 2003, p. 85.

87. « Attitudes des troupes combattantes », rapport de la division d'information et d'éducation du théâtre d'opérations nord-africain, le 25 février 1944, NARA RG 112, E. 31 B. 1342.

88. Caleb Milne, *I Dream of the Day*, *op. cit.*, p. 88.

89. War and Navy Department, *Pocket Guide to North Africa*, *op. cit.*, p. 1.

90. Rapport au major Allerton Cushman, observateur du Tank Destroyer Center and Headquarters Army Ground Forces to Northwest Africa, 19 décembre 1942-1er mars 1943 (http://www.ibiblio.org/hyperwar/USA/rep/TORCH/TORCH_ObsRpt/).

91. Note circulaire du général de Larminat le 15 juin 1943, SHD DAT 11P7.

92. Note de service du général Welvert, 30 novembre 1942, SHD DAT 11P46.

93. Lettre de Koeltz à Prioux du 17 janvier 1943, *in* Louis Koeltz, *Une campagne que nous avons gagnée*, *op. cit.*, p. 119.

94. Rapport sur le moral de la division de marche de Constantine par le général Welvert, le 26 février 1943, SHD DAT 11P46.

95. Note de service du général Welvert, non datée, SHD 11P46.

96. Note de service du général Welvert, 25 décembre 1942, SHD 11P46.

97. Voir notamment James J. Sadkovitch, « Of Myths and Men : Rommel and the Italians in North Africa, 1940-1942 », *The International History Review*, vol. 13, no 2, mai 1991, p. 284-313.

98. Niall Barr, *Pendulum of War*, *op. cit.*, p. 67.

99. Erwin Rommel, *La Guerre sans haine*, *op. cit.*, p. 343.

100. Omer Bartov, *L'Armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Paris, Hachette, 1999.

101. Directive de Stumme, le 20 octobre 1942, Forces italo-allemandes en Afrique, septembre-octobre 1942, traduction d'appendices de journaux de marche et d'opérations de la *Panzerarmee Afrika*, Australian War Memorial 54 492/4/77, cité par Niall Barr, *Pendulum of War*, *op. cit.*, p. 305.

102. Frederick R. Hanson, « The Factor of Fatigue in the Neuroses of Combat », *in* Frederick R. Hanson, *Combat Psychiatry. The Bulletin of US Army Medical Department* 9, 1949, p. 148.

103. Roy Grinker, John Paul Spiegel, *War Neuroses in North Africa. The Tunisian Campaign January-May 1943*, New York, Josiah Macy Jr Foundation, 1943, p. 14.

104. Armeearzt Panzergruppe 31.1-7.2.1942, Bundesarchiv, Militärarchiv, RH 19/VIII Nr. 288, cité par Wolfgang Eckart, « Sanitary and Psychiatric Experiences during Germany's Desert War in Libya, 1941-1943 », communication à l'atelier « la guerre du désert ».

105. Entretien de Werner Mork, réalisé en janvier 2005 (https://www.dhm.de/lemo/zeitzeugen/werner-mork-als-lkw-fahrer-in-nordafrika-1942.html).

106. Rapport du médecin chef du *Panzergruppe* italo-allemand, le 2 juin 1942, Bundesarchiv, Militärarchiv, RH 19/VIII Nr. 288, cité par Wolfgang Eckart, « Sanitary and Psychiatric Experiences… », art. cité.

107. Journal du *Panzergruppe*, 23 mai-31 décembre 1942, Bundesarchiv Militärrarchiv, RH 19/VIII Nr. 288, cité par Wolfgang Eckart, « Sanitary and Psychiatric Experiences… », art. cité.

108. Report on Tour of Eighth Army, 18 to 24 July 1942 by Consultant in Psychological Medicine, PRO WO 177/324, cité par Jonathan Fennell, *Combat and Morale…*, *op. cit.*, p. 28.

109. Mémorandum « An experimental forward psychiatry Unit », 31 December 1943, PRO WO 222/1492.

110. Rapport de Stephen L. MacKeith sur les principes à observer dans le traitement des pertes psychiatriques dans une force expéditionnaire, non daté, NARA RG 112, E. 31, B. 1336.

111. Mémorandum « An experimental forward psychiatry Unit », 31 December 1943, PRO WO 222/1492.

112. *Ibid*.

113. Charles M. Wiltse, *The Medical Department : Medical Service in the Mediterranean and Minor Theaters*, Washington DC, Office of the Chief of Military History, Department of the Army, 1965, p. 145.

114. *Ibid.*, p. 144.

115. Julie Le Gac, *Vaincre sans gloire. Le corps expéditionnaire français en Italie (novembre 1942-juillet 1944)*, Paris, Les Belles Lettres, 2013, p. 302 *sq.*

116. Stephen Bungay, *Alamein*, *op. cit.*, p. 214.

117. Ernie Pyle, *Here Is Your War*, *op. cit.*, p. 145.

118. Lucian Truscott, *Command Missions, A Personal Story*, New York, Dutton, 1954, p. 114.

119. État des pertes sur le front de Tunisie du 20 novembre 1942 au 15 mai 1943, SHD DAT 10P241.

120. *L'Armée française dans la campagne de Tunisie*, Paris, Office français d'édition, 1945, p. 45.

121. Lucio Ceva, *Africa settentrionale 1940-1943*, Rome, Bonacci, 1982, p. 9.

122. *Berichte des Oberkommandos der Wehrmacht IV, 1.1.1943-31.12.1944*, p. 121, cité par Martin Kitchen, *Rommel's Desert War*, *op. cit.*, p. 455.

Une guerre non européenne : Les troupes des colonies et des Dominions

1. Joan Beaumont (dir.), *Australia's War, 1939-1945*, St Leonard's, NSW, Allen & Unwin, 1996 ; Gavin Long, *Australia in the War, 1939-1945*, Series 1, *Army : To Benghazi*, Canberra, Australian War Memorial, 1952.

2. Les chiffres donnés ici proviennent des documents et minutes concernant les onze premières réunions du Conseil des armées tenues en 1941 (réunions 1-11, TNA, WO 163/5) ainsi que des documents et minutes des réunions 12 à 19 du Conseil des armées tenues en 1942 (réunions 12-19, TNA, WO 163/51). Ces chiffres incluent les combattants, les personnels cantonnés dans les bases et les auxiliaires.

3. Cité dans John Ellis, *Cassino, The Hollow Victory : The Battle of Rome, January-June 1944*, Londres, Deutsch, 1984, p. 87.

4. Ashley Jackson, *The British Empire and the Second World* War, Londres, Continuum, 2006, p. 363.

5. Nir Arielli, « Colonial Soldiers in Italian Counter-Insurgency Operations in Libya, 1922-1932 », *British Journal for Military History*, vol. 1, n^{o} 2, 2015, p. 47-66.

6. Pour mesurer l'importance qui était attachée en Italie aux troupes coloniales servant en Afrique de l'Est pendant la guerre, voir « La fedeltà all'Italia delle genti dell'Impero », *Il Corriere della Sera*, 6 février 1941, p. 1.

7. Stefano Ales, Piero Crociani et Andrea Viotti, *Struttura, uniformi distintivi ed insegne delle truppe libiche, 1912-1943*, Rome, Ufficio Storico Stato Maggiore dell'Esercito, 2012, p. 34.

8. Anna Baldinetti, *The Origins of the Libyan Nation*, Londres, Routledge, 2010, p. 108. La Force arabe libyenne se composait de cinq bataillons, sous le commandement d'un colonel anglais mais avec un drapeau sanusi.

9. Driss Maghraoui, « The Moroccan "Effort de Guerre" in World War II », *in* Judith Byfield, Carolyn Brown, Timothy Parsons et Ahmad Alawad Sikainga (dir.), *Africa and World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 89-108 ; Christine Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord et la Défense nationale française*, doctorat de 3^{e} cycle, sous la direction de Guy Pedroncini, 1980, p. 48 ; général Augustin Léon Guillaume, *Homme de guerre*, Paris, France-Empire, 1977, p. 12.

10. Eric T. Jennings, *Free French Africa in World War II : The African Resistance*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 140-142.

11. David Motadel, *Islam and Nazi Germany's War*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2014, p. 226-227.

12. Bernd Lemke, *Der Irak und Arabien aus der Sicht deutscher Kriegsteilnehmer und Orientreisender 1918 bis 1945*, Francfort, Peter Lang, 2012, p. 274 ; Chantal Metzger, *L'Empire colonial français dans la stratégie du Troisième Reich (1936-1945)*, vol. 1, Bruxelles et New York, Peter Lang, 2002, p. 560.

13. Télégramme Rahn, 5/12/1942, Politisches Archiv des Auswärtigen Amte (PAAA), R 27766, Bl. 343097 f.

14. Télégramme Meyer-Ricks an OB Süd, 18 janvier 1943, Bundesarchiv Militärarchiv, RH 21/5-13.

15. Schreiben KoDAT an PzAOK 5, Betr. : Aufstellung deutsch-arabischer Truppen, 5 février 1943, Bundesarchiv Militärarchiv, RH 21/5-13.

16. Douglas Wimberley, *Scottish Soldier*, vol. 2, p. 30. Un exemplaire des Mémoires inédits de Wimberley se trouve à Londres, au Musée impérial de la Guerre (IWM) ; voir IWM, PP/MCR/182.

17. Blamey à Spender (ministre des Armées), 27 juin 1941, NAA, « The Shedden Collection », A5954, 265/4.

18. John Robertson, *Australia at War, 1939-1945*, Melbourne, William Heinemann, 1981, p. 47.

19. Basil H. Liddell Hart, *The Rommel Papers*, New York, Da Capo, 1953, p. 132.

20. Churchill à Morshead, cité dans Mark Johnston, *That Magnificent 9th : An Illustrated History of the 9th Australian Division 1940-46*, Sydney, Allen and Unwin, 2002, p. 37.

21. John Hetherington, *Blamey : The Biography of Field Marshal Sir Thomas Blamey*, Melbourne, F. W. Cheshire, 1954, p. 123.

22. Morshead cité dans David Coombes, *Morshead : Hero of Tobruk and El-Alamein*, Melbourne, Oxford University Press, 2001, p. 134.

23. Howard Kippenberger, *Infantry Brigadier*, Wellington, Oxford University Press, 1949, p. 81-82. Les colonnes mobiles (ou *jock columns*) étaient des groupes interarmes à l'échelle d'une compagnie, une idée tactique où se reflétait la tendance des Britanniques à disséminer leurs forces de combat.

24. Analyse de la situation dans la 8^{e} armée, du 12 août au 23 octobre 1942, BLM 27, Papiers de Montgomery, IWM.

25. Archives sonores de l'IWM, Eric Watts 21555, cité dans Bryn Hammond, *El-Alamein*, Oxford, Osprey, 2012, p. 110.

26. « Le résultat, ce fut […] que l'on trouverait difficilement une opération d'une quelconque importance dans laquelle les Africains du Sud ne furent pas engagés, depuis le milieu de 1941 jusqu'à la dernière bataille d'Alamein et au-delà. » J. A. I. Agar-Hamilton & L. C. F. Turner, *The Sidi Rezegh Battles, 1941*, Cape Town, Oxford University Press, 1957, p. 74.

27. Orpen, *South African Forces in World War II. War in the Desert*, *op. cit.*, p. 305.

28. En acceptant que les deux divisions opèrent sur le même théâtre de guerre, Smuts dit qu'il avait « pris son destin à deux mains ». J. A. I. Agar-Hamilton & L. C. F. Turner, *The Sidi Rezegh Battles*, *op. cit.*, p. 74 ; W. K. Hancock, *Smuts*, vol. 2, *The Fields of Force, 1919-1950*, Cambridge, Cambridge University Press, 1968, p. 360.

29. Agar-Hamilton & Turner, *Sidi Rezegh Battles*, *op. cit.*, p. 81-82 ; J. Hyslop, « "Segregation has fallen on evil days" : Field Marshal Smuts and the Impact of World War on South Africa's Racial Policy, 1939-1946 », *South African Historical Society Conference Paper*, 2011, p. 6. On citera également le haut-commissaire anglais à Pretoria : « les relations avec Smuts sont si cordiales que je crois que la plus extrême franchise à son égard […] ne serait pas […] déplacée » (le haut-commissaire anglais à Pretoria au bureau régional, 30 novembre 1942, Afrique du Sud : Forces sud-africaines, TNA, CAB 120/475). Inversement, certains Sud-Africains en poste sur le front étaient ébahis de l'influence que Smuts exerçait sur le Royaume-Uni. L'un d'entre eux rapporta que « le mystère semblait être de savoir ce qu'il pouvait bien y avoir dans cet homme pour qu'il ait ensorcelé les Anglais au point de faire de lui un maréchal, un confident et d'une manière plus générale un "vieux sage" », J. A. Brown, *Retreat to Victory, A Springbok's Diary in North Africa : Gazala to El-Alamein 1942*, Johannesburg, Ashanti Publishing, 1991, p. 115.

30. La mission militaire britannique en Afrique du Sud écrivit au ministère de la Guerre pour souligner que les difficultés en effectifs que n'avaient cessé de rencontrer les Sud-Africains au sein du désert avaient créé tant de complications que, lorsque Smuts avait annoncé prématurément le départ de sa division restante pour un congé en Afrique du Sud, « le Moyen-Orient s'était très certainement réjoui de ne plus jamais revoir de Sud-Africains ». Mission militaire à Pretoria au ministère de la Guerre, 25 novembre 1942, Afrique du Sud : Forces sud-africaines, TNA, CAB 120/475.

31. Rapport d'étape du ministère de la Guerre, février 1941, réunions 1-11, TNA, WO 163/50 ; rapport d'étape du ministère de la Guerre, décembre 1941, réunions 12-19, TNA, WO 163/51 ; les chiffres de mai-juillet 1942 incluent Tobrouk et sont tirés du tableau 2 : « Comparisons of casualties, Crusader and summer campaigns », *in* Jonathan Fennell, *Combat and Morale in the North Africain Campaign : The Eighth Army and the Path to El-Alamein*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, p. 41.

32. Giorgio Rochat, « Le guerre coloniali dell'Italia fascista », *in* Angelo Del Boca (dir.), *Le guerre coloniali del fascismo*, Rome-Bari, Laterza, 2008, p. 182.

33. TNA, WO 106/2072, « Rome in English for North [Africa] and Middle East », 19 septembre 1940.

34. Mario Montanari, *Le operazioni in Africa Settentrionale*, vol. 1, *Sidi el-Barrani (giugno 1940-febbraio 1941)*, Rome, USSME, 1990, p. 113.

35. Cité *in* Angelo Del Boca, *Gli Italiani in Libia*, vol. II, *Dal fascismo a Gheddafi*, Rome-Bari, Laterza, 1988, p. 300.

36. Cité *in* Montanari, *Le operazioni…, op. cit.*, vol. 1, p. 158.

37. Ministère de l'Information, *Destruction of an Army* : *The First Campaign in Libya, sept. 1940-feb. 1941*, Londres, HMSO, 1941, p. 36 ; général R. N. O'Connor, « The First Libyan Campaign », 20 avril 1941, TNA, CAB 106/380.

38. La radio italienne sur le rapport de Graziani à Mussolini, 23 décembre 1940 ; le journal de guerre de Federico Gorio, entrée du 10 décembre 1940, TNA, WO 106/2072.

39. Virgilio Ilari, *Storia del servizio militare in Italia*, vol. 4, *Soldati e partigiani (1943-1945)*, Rome, Centre militaire des études stratégiques, 1991, p. 34 ; Mario Montanari, *Le operazioni…*, *op. cit.*, vol. 1, p. 90, 100, 163, n. 93.

40. Rochat, « Le guerre coloniali… », *in* Del Boca (éd.), *Le guerre coloniali…*, *op. cit.*, p. 182.

41. Del Boca, *Gli Italiani…*, *op. cit.*, p. 301.

42. Rapport spécial CSDIC Moyen-Orient n° 623 (I), 12 novembre 1942, TNA, WO 208/5574.

43. Ilari, *Storia del servizio militare in Italia*, *op. cit.*, p. 206, n. 28.

44. Mario Montanari, *Le operazioni…*, *op. cit.*, vol. 2, *Tobruk*, *op. cit.*, p. 63-64.

45. Lord Rennell of Rodd, *British Military Administration of Occupied Territories in Africa During the Years 1941-1947*, Londres, HMSO, 1948, p. 256 ; Gavin Long, *To Benghazi*, Canberra, Australian War Memorial, 1952, p. 303.

46. Del Boca, *Gli Italiani…*, *op. cit.*, p. 306.

47. Cité dans Rodd, *British Military Administration…*, *op. cit.*, p. 248.

48. Del Boca, *Gli Italiani…*, p. 314-315 ; Patrick Bernhard, « Behind the Battle Lines : Italian Atrocities and the Persecution of Arabs, Berbers, and Jews in North Africa during World War II », *Holocaust and Genocide Studies*, vol. 26, n° 3 (2012), p. 425-446 ; Rodd, *British Military Administration…*, *op. cit.*, p. 252 ; « Miscellaneous correspondence in Italian and Arabic from the Italian Colonial Archives », TNA, FO 1015/1031. La population était moins hostile aux Italiens en Tripolitaine qu'en Cyrénaïque.

49. Jennings, *Free French Africa…*, *op. cit.*, p. 120-121, 167 ; Martin Thomas, *The French Empire at War*, Manchester, Manchester University Press, 1998, p. 85, 176.

50. Maghraoui, « The Moroccan… », art. cité, p. 89-108 ; colonel Yves Jouin, « Le camouflage des goums marocains pendant la période d'armistice », *Revue historique de l'armée*, vol. 2 (1972), p. 101-120.

51. Thomas, *The French Empire at War*, *op. cit.*, p. 172.

52. Maghroui, « The Moroccan… », art. cité, p. 89-108 ; Roger Price, *A Concise History of France*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 266.

53. Télégramme de l'Auswärtige Amt/Abteilung Politik I M à Rudolf Rahn, sans date (probablement décembre 1942), Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes (PAAA), R27325, BI. 304537.

54. Schreiben KoDAT à Pz. AOK 5, OB Süd und OKW/Abt. Ausland/Abwehr, 16.2.1943, NARA, T 313, R 417, Fr. 8710821.

55. Gustav von Vaerst, rapport sur les activités de la 5e armée blindée en Tunisie, 13.5.1947, NARA, RG 549, D-001, p. 10.

56. Historical Division, MS #, p. 207, Hellmuth Felmy/Warlimont/ Franz Halder, Die Ausnutzung der arabishen Freiheitsbewegung im Zweiten Weltkrieg, Bundesarchiv Militärarchiv, ZA 2/2257, Bl. 114 f.

57. David Killingray, « Labour Mobilisation in British Colonial Africa for the War Effort », *in* David Killingray et Richard Rathbone (dir.), *Africa and the Second World War*, Londres, MacMillan, 1986, p. 68.

58. L'Afrique-Occidentale française resta loyale au maréchal Pétain jusqu'en novembre 1942, puis elle se tourna vers l'amiral Darlan et le général Giraud jusqu'à ce que le gouverneur en place, Pierre Boisson, soit finalement contraint de partir en juin 1943, son successeur, Pierre Cournarie, ne prenant la tête de la colonie que le 17 juillet 1943.

59. ANOM GGAEF 2 H 25, Masson, Libreville, 3 décembre 1939.

60. William G. Clarence-Smith, compte rendu de John Andrew Tully, « The Devil's Milk : A Social History of Rubber », in *The International Review of Social History*, 56, décembre 2011, p. 542.

61. AOL 482, Accord concernant les achats de caoutchouc auprès de la France combattante d'Afrique.

62. Les chiffres concernant l'A-ÉF et le Cameroun sont tirés d'Eric Jennings, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014. Les autres données proviennent de B. R. Mitchell (dir.), *International Historical Statistics : Africa, Asia and Oceania, 1750-2000*, Londres, Palgrave, 2003, p. 258-259.

63. ANC, GGAEF 84, télégramme du 19 août 1942, signé Fortune.

64. Sur Carnot, voir ANOM GGAEF 3Y3. Sur le Cameroun, voir Guillaume Lachenal, « Le médecin qui voulut être roi : médecine coloniale et utopie au Cameroun », *Annales, Histoire, Sciences sociales*, janv.-févr. 2010.

65. Tamara Giles-Vernick, *Cutting the Vines of the Past : Environmental Histories of the Central African Rain Forest*, Charlottesville, University Press of Virginia, 2002, p. 163.

66. Cité dans Jérôme Ollandet, *Brazzaville, capitale de la France libre : histoire de la résistance française en Afrique, 1940-1944*, Brazzaville, Éditions de la Savane, 1980, p. 125.

67. FLK Krull, manuscrit, p. 96-97.

68. 59, GGAEF 2 H 25, 17 avril 1941.

69. ANC, GGAEF 126, Éboué à Pointe-Noire, 19 octobre 1942.

70. ANOM, GGAEF 4 (1) D 50, rapport sur Woleu N'Tem, p. 31.

71. ANC, GGAEF 379, Tchioula à Éboué, 1941.

72. *Ibid.*

73. Killingray, « Labour Mobilisation… », art. cité, p. 70.

74. André Laguerre, *L'Afrique française libre*, Londres, 1942, et « Native Policy in French Africa », *Forum*, 29, janvier 1944.

75. ANOM GGAEF 2 H 18, Suremain à Vigoureux, 5 mai 1942.

Guerre et violences en Afrique du Nord

1. Alexander Clifford, *The Conquest of North Africa 1940 to 1943*, Boston, Little, Brown & Co, 1943, p. 390.

2. Elizabeth Mallett Conger, *Americans Tanks and Tanks Destroyers*, New York, Junior Literary Guild, 1944.

3. Titre complet : *Alamein War Without Hate*, Londres, Viking, 2002.

4. Exemplaire à cet égard : Steven Pressfield, « War Without Hate », *Armchair General Online : The Interactive History Magazine*, posté le 21 avril 2008, www.armchairgeneral.com/pov-war-without-hate.htm (dernière consultation le 11 mai 2015).

5. Timothy Snyder, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Paris, Gallimard, 2012 (éd. originale, 2010), et Yuki Tanaka, *Hidden Horrors : Japanese War Crimes in World War II*, Boulder, Westview Press, 1996.

6. Sandra Mass, *Weisse Helden, schwarze Krieger : Zur Geschichte kolonialer Männlichkeit in Deutschland 1918-1964*, Cologne, Böhlau, 2006, p. 305.

7. John J. Mearsheimer, *Liddell Hart and the Weight of History*, Ithaca, Cornell University Press, 1988, p. 196.

8. Edgar Wolfrum, « Die beiden Deutschland », in *Verbrechen erinnern : die Auseinandersetzung mit Holocaust und Völkermord*, Volkhard Knigge et Norbert Frei (dir.), Munich, Beck, 2002, p. 133-149, en particulier p. 136 ; Cornelia Hecht et Johannes Häussler, *Mythos Rommel*, Stuttgart, Haus der Geschichte Baden-Württemberg, 2008, p. 135.

9. Bert-Oliver Manig, *Die Politik der Ehre : Die Rehabilitierung der Berufssoldaten in der frühen Bundesrepublik*, Göttingen, Wallstein, 2004, p. 8-9. On trouvera une étude plus générale sur cette question dans Jörg Echternkamp, *Soldaten im Nachkrieg : Historische Deutungskonflikte und westdeutsche Demokratisierung 1945-1955*, Munich, Oldenbourg, 2014.

10. Sur les tentatives des révisionnistes pour minimiser les crimes allemands en faisant valoir que les Alliés en commirent de tout aussi graves, voir Deborah Lipstadt, *Denying the Holocaust : The Growing Assault on Truth and Memory*, New York, Penguin, 1993, p. 41-49.

11. Se reporter dans cet ouvrage au chapitre rédigé par Nir Arielli.

12. Moshe Gershovich, « Stories on the Road from Fez to Marakkesh : Oral History on the Margin of National Identity », *in* James McDougall, *Nation, Society and Culture in North Africa*, Londres, Cass, 2003, p. 49.

13. Julie Le Gac, *Vaincre sans gloire. Le corps expéditionnaire français en Italie, novembre 1942-juillet 1944*, Paris, Les Belles Lettres, 2013. Voir plus généralement, sur la victimisation des Italiens par eux-mêmes après 1945, Thomas Schlemmer, *Invasori, non vittime. La campagna italiana di Russia 1941-1943*, Rome, Laterza, 2009.

14. Miriam Gebhardt, *Als die Soldaten kamen : Die Vergewaltigung deutscher Frauen am Ende des Zweiten Weltkriegs*, Munich, DVA, 2015 ; Mary Louise Roberts, *What Soldiers Do : Sex and the American G.I. in World War II France*, Chicago, University of Chicago Press, 2013.

15. Paul Moon, *Victoria Cross at Takrouna ; The Haane Manahi Story*, University of Hawaii Press, 2010.

16. Voir James E. Kitchen, « Colonial Empires after the War/Decolonization », encyclopedia.1914-1918-online.net/article/colonial_empires_after_the_wardecolonization (dernière consultation le 12 juillet 2015) ; Anna Baldinetti, *The Origins of the Libyan Nation : Colonial Legacy, Exile and the Emergence of a New Nation-State*, Londres, Routledge, 2010.

17. Adam Tooze, *The Deluge : The Great War, America and the Remaking of the Global Order, 1916-1931*, New York, Viking Press, 2014.

18. Sebastian Balfour, *Deadly Embrace : Morocco and the Road to the Spanish War*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 92-99 ; Martin Thomas, *The French Empire Between the Wars : Imperialism, Politics and Society*, Manchester, Manchester University Press, 2005, p. 211-213. En ce qui concerne l'Italie, voir Angelo Del Boca, *I gas di Mussolini. Il fascismo e la guerra d'Etiopia*, Rome, Editori Riuniti, 2007.

19. Ali Abdullatif Ahmida, *Forgotten Voices : Power and Agency in Colonial and Postcolonial Libya*, Londres et New York, Routledge, 2005. D'autres auteurs vont jusqu'à parler de 300 000 morts pour la période comprise entre 1912 et 1943. Voir Dirk J. Vandewalle, *A History of Modern Libya*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 31.

20. Richard J. B. Bosworth, *Mussolini's Italy : Life Under the Dictatorship, 1915-1945*, New York, Penguin Books, 2006, p. 380.

21. Patrick Bernhard, « Behind the Battle Lines : Italian Atrocities and the Persecution of Arabs, Berbers, and Jews in North Africa during World War II », *Holocaust and Genocide Studies*, 26, 3 (2012), p. 425-446 ; Mauro Piras, « Italo Balbo e la colonizzazione della Libia nelle corrispondenze diplomatiche francesi », *Contemporanea* 4 (2013), p. 523-552.

22. Même remarque *in* Nicola Labanca, *Oltremare : storia dell'espansione coloniale italiana*, Bologne, Il Mulino, 2002, p. 356.

23. Mauro Piras, « Ideologia e prassi della politica indigena fascista nella Libia pacificata (1932-1940) » in *Mare Nostrum : Il colonialismo fascista tra realtà e rappresentazione*, Alessando Pes (dir.), Cagliari, AIPSA, 2012, p. 130.

24. Roberta Pergher, « Between Colony and Nation on Italy's Fourth Shore », in *National Belongings : Hybridity in Italian Colonial and Postcolonial Cultures*, Jacqueline Andall et Derek Duncan (dir.), Berne, Peter Lang, 2010, p. 96-98.

25. Voir Mia Fuller, « Oases of Ambiguity : On How Italians Did Not Practice Urban Segregation in Tripoli », in *La Libia tra Mediterraneo e mondo islamico*, Federico Cresti (dir.), Milan, Giuffrè, 2006, p. 163-181.

26. Mémorandum sur « La situation en Libye » préparé pour le Premier ministre, 3 janvier 1939, TNA, FO 371/23390.

27. Voir le brillant essai de Robert S. Gordon, « Race », dans *The Oxford Handbook of Fascism*, Richard J. B. Bosworth (dir.), Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 296-316. Voir aussi Thomas Schlemmer et Hans Woller, « Essenz oder Konsequenz ? Zur Bedeutung von Rassismus und Antisemitismus für den Faschismus », *Der Faschismus in Europa : Wege der Forschung*, Thomas Schlemmer et Hans Woller (dir.), Munich, Oldenbourg, 2014, p. 123-144.

28. *The French Right between the Wars : Political and Intellectual Movements from Conservatism to Fascism*, Samuel Kalman et Sean Kennedy (dir.), New York, Berghahn Books, 2014.

29. Julian Casanova, *A Short History of the Spanish Civil War*, Londres, Tauris, 2013.

30. Sur les plans italiens et allemands pour la déportation des « racialement indésirables » en Afrique de l'Est, voir Patrick Bernhard, « Die Kolonialachse : Der NS-Staat und Italienisch-Africa 1935 bis 1943 », in *Die « Achs » im Krieg. Politik, Ideologie und kriegführung 1939 bis 1945*, Thomas Schlemmer, Lutz Klinkhammer et Amedeo Osti Guerrazzi (dir.), Paderborn, Schoeningh, 2010, p. 147-175.

31. Christine Levisse-Touzé, « Les camps d'internement d'Afrique du Nord. Politiques répressives et populations », in *L'Empire colonial sous Vichy*, Jacques Cantier et Eric Jennings (dir.), Paris, Odile Jacob, 2004, p. 177-194.

32. Pergher, « Between Colony and Nation », *op. cit.*, p. 90.

33. Margaret Cook Andersen, *Regeneration Through Empire : French Pronatalists and Colonial Settlement in the Third Republic*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2015.

34. Samuel Kalman, *French Colonial Fascism : The Extreme Right in Algeria, 1919-1939*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013 ; Maud S. Mandel, *Muslims and Jews in France : History of a Conflict*, Princeton, Princeton University Press, 2014.

35. Maurice M. Roumani, *The Jews of Libya : Coexistence, Persecution, Resettlement*, Brighton, Sussex Academic Press, 2008, p. 16-18 ; Joshua Cole, « Constantine before the Riots of August 1934 : Civil Status, Anti-Semitism, and the Politics of Assimilation in Interwar French Algeria », *The Journal of North African Studies*, 17.5 (2012), p. 839-861.

36. *Race and Nation : Ethnic Systems in the Modern World*, Paul R. Spickard (dir.), New York, Routledge, 2005.

37. Lettre de Riccardo Maraffa au ministère italien de l'Afrique italienne, 7 février 1941, ASMAE, ministère de l'Afrique italienne, vol. II, emplacement 180/44, f. 155.

38. *Ibid*. Voir également les lettres de Riccardo Maraffa au ministère italien de l'Afrique italienne, 4 décembre 1940 et 9 décembre 1940, ASMAE, ministère de l'Afrique italienne, vol. II, 180/44, f. 155, et la lettre de Maraffa à ce même ministère du 5 septembre 1942, ACS, ministère de l'Afrique italienne, Direction générale des affaires politiques (1906-1944), archives secrètes 1906-1944, enveloppe 16, f. 9, sous-fascicule 1. 2-4 (Indigènes poursuivis et condamnés).

39. Steven Morewood, *The British Defence of Egypt, 1935-1940 : Conflict and Crisis in the Eastern Mediterranean*, Londres, Routledge, 2014, p. 34.

40. Baldinetti, *The Origins of the Libyan Nation…*, *op. cit.*, p. 108.

41. Un argument analogue est développé dans *Helpless Imperialists : Imperial Failure, Fear and Radicalization*, Maurus Reinkowski et Gregor Thum (dir.), Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2013.

42. Pour plus de détails, se reporter à Patrick Bernhard, « Behind the Battle Lines… », art. cité.

43. Rapport concernant les renseignements sur l'ennemi, commandement suprême de l'armée de panzers d'Afrique, période du 1er au 31 mars, BA-MA, RH 19/VIII, 68, fol. 3.

44. Philip Warner, *Secret Forces of World War Two*, Barnsley, Pen & Sword Military, 2004, p. 103.

45. Rapport de la police coloniale italienne pour la période allant de janvier à mars 1942, signé par le général de division Ugo Presti, ASMAE, ASMI, cabinet, archives secrètes, 235.

46. Lettre du lieutenant en second Robert Witzke, 21e division de panzers, à sa femme, le 6 octobre 1941, collection de lettres de soldats du musée des Postes et Télécommunications de Berlin, 3.2002.7605.

47. Basil Henry Liddell Hart, *The Rommel Papers*, New York, Da Capo Press, 1982.

48. Câble confidentiel du consul allemand à Tripoli, von Walther, au ministère allemand des Affaires étrangères, sur la situation en Cyrénaïque, 13 février 1942, PA-AA, DBR (classé secret), 127.

49. Voir le journal de guerre de l'armée de panzers d'Afrique, entrée rédigée par Siegfried Westphal, 21 février 1942, BA-MA, RH 19 VIII/13. Peter Lieb, qui cite ce document (« Erwin Rommel : Widerstandskämpfer oder Nationalsozialist ? », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 61, 3/2013, p. 327), omet de le situer dans le contexte qui lui est propre ; il donne en lieu et place un récit passablement contradictoire et incomplet de l'implication de Rommel dans les discussions italo-allemandes sur la façon d'écraser les insurrections arabes.

50. Câble confidentiel du consul allemand à Tripoli, von Walther, au ministère allemand des Affaires étrangères, 7 mars 1942, PA-AA, DBR (classé secret), 127.

51. Entrée du 27 juin 1942 du journal des carabiniers de Derna, signé du commandant supérieur Arnaldo Frailich, AUSSME, N-5, 945.

52. Câble no 785 du ministère des Affaires étrangères à l'ambassade d'Allemagne à Rome, 25 février 1943, PA-AA, DBR (classé secret), 142.

53. Câble de Rudolf Rahn au ministère des Affaires étrangères à Berlin, 5 décembre 1942, PA-AA, R 27766.

54. Francis R. Nicosia, *Nazi Germany and the Arab World*, Cambridge et New York, Cambridge University Press, 2015, p. 230-231.

55. Câble de Rahn au ministère des Affaires étrangères à Berlin, 22 février 1943, PA-AA, R 27766.

56. Voir Ernie Pyle, *Here Is Your War : Story of G.I. Joe*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2004, p. 187.

57. Charles Messenger, *The Tunisian Campaign*, Londres, Allan, 1982, p. 51.

58. D. A. Lande, *I Was with Patton : First-Person Accounts of WWII in George S. Patton's Command*, Osceola, MBI, 2002, p. 36.

59. Christoph H. Roland, *Das Gerücht im Dritten Reich zwischen 1939 und 1945 : Soziologisch-linguistiche Betrachtungen zur Kommunicationsform des Gerüchtes*, Tübingen, UI Medienverlag, 2001.

60. Jack Shaheen, *Reel Bad Arabs : How Hollywood Vilifies a People*, New York, Olive Branch Press, 2001.

61. Sur ce point et les suivants, voir Rick Atkinson, *An Army at Dawn : The War in North Africa 1942-1943*, New York, Henry Holt, 2002, p. 462-463.

62. Strome Galloway, *The General Who Never Was*, Belleville, Mika Publishing Co, 1981, p. 103.

63. Cf. par exemple le témoignage d'un soldat américain. Entretien avec Edward R. Kuehn [12/30/2009], http://memory.loc.gov/diglib/vhp/story/loc.natlib.afc2001001.73885/transcript?ID=mv0001

64. Sophie Roberts, *Jews, Citizenship, and Antisemitism in French Colonial Algeria, 1870-1943*, thèse, université de Toronto, 2010, p. 302.

65. Martin Gilbert, *In Ishmael's House : A History of Jews in Muslim Lands*, New Haven, Yale University Press, 2010, p. 179.

66. Roumani, *The Jews of Libya…*, *op. cit.*, p. 28.

67. Robert Satloff, *Among the Righteous : Lost Stories from the Holocaust's Long Reach Into Arab Lands*, New York, PublicAffairs, 2006, p. 84.

68. Isabelle Rohr, *The Spanish Right and the Jews, 1898-1945 : Antisemitism and Opportunism*, Brighton, Sussex Academic Press, 2007.

69. Sur ce point et le suivant, voir Patrick Bernhard, « Behind the Battle Lines… », art. cité. Sur les pillages, voir la lettre de Salomon Segdun à Nicola Epifani, 30 septembre 1942, YVA, YD, registre 075, dossier n^{o} 2880.

70. Voir aussi Haim Saadoun, « North Africa », *The Holocaust Encyclopedia*, Walter Laqueur et Judith Tydor Baumel (éd.), New Haven, Yale University Press, 2001, p. 444-446.

71. A. J. Liebling, *Mollie and Other War Pieces*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2004, p. 122. Voir aussi Ralph G. Martin, *The GI War, 1941-1945*, Boston, Little, Brown and Co, 1967, p. 52.

72. David Motadel, *Islam and Nazi Germany's War*, Cambridge, Harvard University Press, 2014.

73. David Trench, « You Cannot Hate the Bastard Who Is Trying to Kill You… Combat and Ideology in the British Army in the War Against Germany, 1939-45 », in *The World War Two Reader*, Gordon Martel (dir.), New York, Routledge, 2004, p. 189.

74. Dwight D. Eisenhower, *Crusade in Europe*, Garden City, New York, Doubleday & Co, 1949, p. 386.

75. Bob Moore, « Unruly Allies : British Problems with French Treatment of Axis Prisoners of War, 1943-1945 », *War in History* 7 (2000), p. 180-198.

76. Rüdiger Overmans, « Die Kriegsgefangenenpolitik des Deutschen Reiches 1939 bis 1945 », in *Die Deutsche Kriegsgesellschaft 1939 bis 1945*, vol. 2, Jörn Echternkamp (dir.), Munich, Deutsch V Anstalt, 2005, p. 768-769 ; Isabella Insolvibile, *Wops : I prigionieri italiani in Gran Bretagna, 1941-1946*, Naples, Edizioni Scientifiche Italiane, 2012.

77. Commission des Nations unies sur les crimes de guerre, Royaume-Uni, accusations contre des criminels de guerre italiens, cas n^{o} UK-1/B7, 16 mai 1944, *ibid*., 0022.00001721/1703.

78. Déclaration sous serment du capitaine Hugh Haldane Thomson concernant les mauvais traitements infligés à des prisonniers de guerre à Derna, Afrique du Nord, en juin 1942, ainsi que des infractions à l'encontre de la convention de Genève de 1929, TNA, WO 311/1166.

79. Extrait du second rapport intermédiaire sur les accusations devant conduire à l'inculpation de criminels de guerre italiens, s. d., TNA, WO 311, 301 ; déclaration sous serment du lieutenant-colonel H. de Burgh, camp de prisonniers de guerre de Bari n^{o} 75, TNA, WO 311, 316.

80. Pour des exemples analogues survenus dans les camps installés sur le territoire italien, voir le rapport « Royaume-Uni contre criminels de guerre italiens – Note sur les cas de Bari », *ibid.*

81. Homer R. Ankrum, *Dogfaces Who Smiled Through Tears in World War II ; A Chronicle of Heartbreaks, Hardships, Heroics and Humor of the North African and Italian Campaigns*, Lake Mills, Graphic Publishing Co, 1988, p. 642.

82. Témoignage de Richard Frank Hamilton, enregistré par le juge avocat général, 16 août 1945, NARA, RG 153, département des crimes de guerre, documents généraux et administratifs 1944-1949, entrée 145, boîte 3.

83. Voir, par exemple, la déclaration sous serment du soldat de deuxième classe E. N. Broomhead, 9 septembre 1943, USHMMA, RG-67.041M, bobine 22, 0022.00001689/1671. On trouvera un aperçu plus général sur le système de camps italien dans le rapport secret sur « L'organisation des interrogatoires alliés », réf. A10/11/5, TNA, WO 311, 26.

84. Pour des exemples analogues qui se produisirent en Libye et sur le sol italien, voir l'entretien avec Frederick « Fred » Welsch, ancien soldat de deuxième classe devenu sous-officier, qui servit dans le 9^{e} bataillon d'infanterie légère de Durham, enregistré en 1996, IWM, 16711, bobine 12.

85. Bill Yenne, *B-17 at War*, Saint Paul, Zenith Press, 2006, p. 55-57 ; Atkinson, *An Army at Dawn*, *op. cit.*, p. 478.

86. Témoignage de Carlos Quintana, enregistré par le juge avocat général, 31 juillet 1945, NARA RG 153, département des crimes de guerre, documents généraux et administratifs 1944-1949, entrée 145, boîte 2. Voir le fichier P-3-11, NARA, RG 153, entrée 141A, boîte 10.

87. Témoignage de R. V. Rhame, enregistré par le juge avocat général, 26 août 1945, NARA, RG 153, département des crimes de guerre, documents généraux et administratifs 1944-1949, entrée 145, boîte 3.

88. Rapport sur les crimes de guerre italo-allemands, réf. n° MD/JAG/FS/30/1 (1 F), TNA, WO 311, 301.

89. Dans leur interprétation étroite du droit, les Italiens allèrent plus loin que les Allemands qui, non sans quelques hésitations et probablement plus pour des raisons stratégiques, reconnurent aux Français libres le statut de combattant, au lieu de les exécuter sur-le-champ en tant que « francs-tireurs » ou que civils transportant des armes dissimulées. Voir Pieter Lagrou, « The Age of Total War », in *Histories of the Aftermath : The Legacies of the Second World War in Europe*, Frank Biess et Robert G. Moeller (dir.), New York, Berghahn, 2010, p. 289.

90. Rapport sur les crimes de guerre italo-allemands, *op. cit.*

91. Second rapport intermédiaire, *op. cit.*

92. Voir la déclaration sous serment de Leslie Frank Richmond, du Royal Academic Medical Corps, 27 septembre 1945, NA/PRO, WO 311, 302, et la lettre de Lambert, du ministère anglais de la Guerre, à Eden, 2 décembre 1942, USHMMA, RG-67.041M, bobine 22, 0022.00001728-9/1710-1.

93. Sur la ségrégation raciale à l'intérieur de l'armée britannique, on peut se reporter à Anthony King, *The Combat Soldier : Infantry Tactics and Cohesion in the Twentieth and Twenty-First Centuries*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 94.

94. Rapport sur les mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre tombés aux mains de l'ennemi, s. d., TNA, WO 311, 41.

95. Déclaration sous serment du capitaine Leopold Mirkin, s. d., TNA, WO 311, 301.

96. Déclaration sous serment du caporal J. W. Briggs, s. d., TNA, WO 311, 301, et la lettre de Lambert à Eden, *op. cit.*

97. Bernhard, « Behind the Battle Lines… », art. cité, p. 436.

98. Angelo Del Boca, *Gli Italiani in Libia. Dal fascismo a Gheddafi*, Rome, Laterza, 1988, p. 320.

99. Entretien avec Joseph Harry Woodhouse Day, ancien infirmier britannique qui servit dans la batterie n° 425 du 107e régiment d'artillerie royale, enregistré en 1992, IWM, 12412, bobine 9.

100. Témoignage personnel de Ted Faulkes, 2/32e bataillon d'infanterie des ANZAC, Nouvelle-Zélande, www.aifpow.com, Part 1 : Missing in action, believed pow, Chapter 1 : Becoming a pow (dernière consultation le 7 septembre 2015).

101. Journal de bord du sergent John Verdun Kelley, prisonnier de guerre à Derna, www.wartimememoriesproject.com/ww2/pow/powcamp.php?pid=3538#sthash.Ehqf1pqv.dpuf (dernière consultation le 7 septembre 2015).

102. Entretien avec « Fred » Welsch, *op. cit.*

103. Newman Robinson et Peter Ogilvie, *In the Bag*, Johannesburg, Macmillan South Africa, 1975, p. 62.

104. Entretien avec Herbert Harold Kitchen, ancien soldat britannique de deuxième classe, qui servit dans le 3e bataillon des Coldstream Guards en Grande-Bretagne et en Afrique du Nord, 30 avril 1980, IWM, 4628, bobine 1.

105. Extrait du second rapport intermédiaire, *op. cit.*

106. Déclaration sous serment du sergent John Aitchison, TNA, WO 311/1168 ; Wynne Mason, *Prisoners of War*, Wellington, département des affaires internationales, 1954, p. 202.

107. Rapport du commandant J. L. Martin sur l'état des prisonniers de guerre malades admis dans l'hôpital de Caserte (Italie) suite à sous-alimentation, etc., dans les camps nord-africains entre septembre et décembre 1942, USHMMA, RG-67. O41M, bobine 22, 0022.00001750-3/1732-5.

108. Julien Fargettas, *Les Tirailleurs sénégalais. Les soldats noirs entre légendes et réalités 1939-1945*, Paris, Tallandier, 2012.

109. On trouvera une vue d'ensemble sur la question dans Carlo Spartaco Capogreco, *I campi del duce : l'internamento civile nell'Italia fascista, 1940-1943*, Turin, Einaudi, 2004.

110. Déclaration sous serment du lieutenant-colonel de Burgh, *op. cit.*

111. Martin Thomas, « Captives of their Countrymen : Free French and Vichy French POWs in Africa and the Middle East, 1940-1943 », in *Prisoners of War and their Captors in World War II*, Bob Moore et Kent Fedorowich (dir.), Oxford, Berg, 1996, p. 87-118 ; Colette Dubois, « Internés et prisonniers de guerre italiens dans les camps de l'Empire français de 1940 à 1945 », *Guerres mondiales et conflits contemporains, Revue d'histoire* 39 (1989), p. 53-72.

112. Un ancien prisonnier de guerre allemand nous a laissé des souvenirs personnels saisissants sur les conditions de vie dans les camps : « Hans Klein Recalls His Time in Erwin Rommel's Afrikakorps », *Historynet*, 12 juin 2006.

113. Pour une liste complète des camps, voir Pier Silvio Spadoni dans *Italia 1939-1945 ; storia e memoria*, Anna Lisa Carlotti (dir.), Milan, Vita e Pensiero, 1996, p. 243.

114. Voir dans cet ouvrage la contribution de Jörg Echternkamp.

115. Gajendra Singh, *The Testimonies of Indian Soldiers and the Two World Wars : Between Self and Sepoy*, New York, Bloomsbury Academic, 2014.

116. Voir Dan Michman, « Waren die Juden Nordafrikas im Visier der Planer der "Endlösung" ? Die "Schoah" und die Zahl 700 000 in Eichmanns Tabelle am 20. Januar 1942 », in *Die Wannsee-Konferenz am 20. Januar 1942 : Dokumente, Forschungsstand, Kontroversen*, Norbert Kampe et Peter Klein (dir.), Cologne, Böhlau, 2013, p. 379-397.

117. Jackie Metzger, « The Jews of North Africa », bulletin d'information électronique sur l'Holocauste à destination des enseignants, également accessible en ligne à l'adresse suivante : www.yadvashem.org//yv/en/education/newsletter/25/main.article.asp (dernière consultation le 18 septembre 2015).

118. Roberta Pergher et Mark Roseman, « The Holocaust – An Imperial Genocide ? », *Dapim : Studies on the Holocaust* 27.1 (2013), p. 42-49.

119. Ronald Lewin, *The Life and Death of the Afrikakorps*, Newhaven, Pen & Sword, 2008, p. 21, note.

120. *Ibid.*

121. Sur la critique des historiens militaires traditionnels, voir le compte rendu par Matthew Hughes de l'ouvrage de Martin Kitchen, *Rommel's Desert War*, New York, Cambridge University Press, 2009, in *The International History Review* 33.3 (2011), p. 556-557.

122. Christian Hartmann, « Verbrecherisher Krieg – verbrecherische Wehrmacht ? Überlegungen zur Struktur des deutschen Ostheeres », in *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 52 (2004), p. 1675, en particulier p. 8-9.

123. Voir les critiques formulées par Brian Bond, à l'époque maître de conférences au King's College de Londres, dans une interview donnée à *History Today*, un magazine d'histoire pour le grand public, sur le thème : qu'est-ce que « l'histoire militaire » ? (*History Today* 34.12 /1984).

124. Jo Woolley et David Smurthwaite, « Desert Warfare », *History Today* 52.10 (2002).

125. Peter Lieb, « Erwin Rommel… », art. cité, p. 302-343, plus particulièrement p. 320.

Les populations civiles dans la guerre du désert

1. Voir Fayçal Chérif, *La Tunisie dans la tourmente de la Seconde guerre mondiale*, Tunis, Centre de presses universitaires, La Manouba, 2014, et *id.*, « Le mouvement national tunisien pendant la Seconde Guerre mondiale », contribution inédite.

2. Lettre d'Italo Balbo à Mussolini, 3 juin 1935. Cf. F. Dumasy, « Le fascisme est-il un "article d'exportation" ? Idéologie et enjeux sociaux du Parti national fasciste en Libye pendant la colonisation italienne », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 55-3, juillet-septembre 2008, p. 85-115.

3. Gino Cerbella, *Fascismo e islamismo*, Tripoli, Maggi, 1938, p. 22-53. Voir aussi Stefano Fabei, *Le Faisceau, la croix gammée et le croissant*, Saint-Genis-Laval, Akribeia, 2005,

1re éd. italienne : 2002.

4. ACS, PNF, Direttorio nazionale, b. 1764, Lettre au secrétariat du PNF, 21 mars 1941.

5. *Ibid.*, lettre du secrétaire du PNF Adelchi Serena à Enrico Endrich, Rome, 6 décembre 1941.

6. Voir aussi Klaus Gensicke, *Der Mufti von Jerusalem*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2007, p. 134 *sq*. ; Gerhard Höpp, « Muslime unterm Hakenkreuz : Zur Entstehungsgeschichte des Islamischen Zentralinstituts zu Berlin », *Moslemische Revue*, 14.1., 1994, p. 16-27 ; Gerhard Höpp (éd.), *Mufti-Papiere. Briefe, Memoranden, Reden und Aufrufe Amin al-Husainis aus dem Exil, 1940-1945*, Berlin, Klaus Schwarz Verlag, 2001, p. 123-126.

7. Contribution inédite de Martin Cueppers, « Nazi Strategy and its Anti-Jewish Policies Toward the Arab World ».

8. Peter Wien, « The Arab-German Nexus in World War II : A Critical Assessment of the Historiography », contribution inédite.

9. Outre les références mentionnées par la suite, ce passage se fonde sur la contribution inédite de Martin Thomas, « Feeding the Fury : The Political Economy of Algerian Dissent, 1940-45 ».

10. René Gallissot, *La République française et les indigènes. Algérie colonisée, Algérie algérienne (1870-1962)*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2006, p. 139.

11. M. Thomas, *The French Empire…*, *op. cit.* Voir aussi Jacques Cantier, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, Paris, Odile Jacob, 2002, p. 110 *sq*.

12. J. Cantier, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, Paris, *op. cit.*, p. 179.

13. Christine Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord dans la guerre, 1939-1945*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 136.

14. *Ibid*., p. 139-141.

15. Sur les conditions de vie, cf. Annie Rey-Goldzeiguer, *Aux origines de la guerre d'Algérie, 1940-1945*, Paris, La Découverte, 2002, p. 25-30.

16. J. Cantier, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, *op. cit.*, p. 177.

17. Catherine Coquery-Vidrovitch, « Vichy et l'industrialisation aux colonies », *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, 114, avril 1979, p. 81 ; J. Cantier, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, *op. cit.*, p. 169-176.

18. Sur la Libye, cf. Angelo Del Boca, *Gli Italiani in Libia*, vol. II, *Dal fascismo a Gheddafi*, Rome-Bari, Laterza, 1988, rééd. Oscar Mondadori, 1994.

19. Ministero della cultura popolare, *Che cosa hanno fatto gli inglesi in Cirenaica*, Rome, juillet 1941.

20. Je remercie P. Bernhard pour sa relecture sur ce point. On ne peut par ailleurs exclure l'hypothèse que certains pillages aient été opérés par des Italiens contre d'autres Italiens.

21. Cité par Del Boca, *Gli Italiani in Libia*, vol. II, *Dal fascismo a Gheddafi*, *op. cit.*, p. 327.

22. Federico Cresti, *Non desiderare la terra d'altri. La colonizzazione italiana in Libia*, Rome, Carocci, 2011.

23. Sur cet aspect et les suivants, voir Jacques Cantier et Eric Jennings (dir.), *L'Empire colonial sous Vichy*, Paris, Odile Jacob, 2004 ; et Eric Jennings*, La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014, et *id.*, « Colonial Mobilization and its Consequences in French Equatorial Africa and Cameroon », contribution inédite.

24. Voir Patrick Bernhard, « Behind the Battle Lines : Italian Atrocities and the Persecution of Arabs, Berbers, and Jews in North Africa during World War II », *Holocaust and Genocide Studies*, 26, 3 (2012), p. 425-446.

25. Archivio storico del Ministero degli Affari Esteri, Ministero dell'Africa italiana (désormais ASMAE-MAI), DGAAPP, 22, f. 12.

26. *Ibid*., lettre de Livio Domeneghetti, Barce, 10 avril 1941.

27. ASMAE-MAI, Africa III, 167, « Inchiesta compiuta in Cirenaica sulla invasione inglese », Tripoli, mai 1941 ; voir aussi A. Del Boca, *Gli Italiani in Libia*, vol. II, *Dal fascismo a Gheddafi*, *op. cit.*, p. 314.

28. ASMAE-MAI, Africa III, 167, rapport du 6 août 1941, non signé.

29. A. Del Boca, *Gli Italiani in Libia*, vol. II, *Dal fascismo a Gheddafi*, *op. cit.*, p. 317-318.

30. Voir la contribution inédite de Daho Djerbal, « Alliances et mésalliances entre nationalistes algériens et parties en conflit durant la Seconde Guerre mondiale ». Le mot *çof* désigne un parti au sein d'un clan kabyle.

31. J. Cantier, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, *op. cit.*, p. 60.

32. *Ibid*., p. 257-258.

33. D. Djerbal, « Alliances et mésalliances… », art. cité.

34. A. Rey-Goldzeiguer, *Aux origines de la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 49.

35. *Ibid.*, p. 90.

36. J. Cantier, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, *op. cit.*, p. 112.

37. *Ibid*., p. 183.

38. D. Djerbal écrit ainsi que Amar Messaoudi, Mohammed Ouamara et son beau-frère Mohammed Zahouane, Omar Hamza, Mohammed Taleb, Ahmed Flitta, Chérif Kessi, Lakhdar Mékidèche, Abderrahman Yacine, Moussa Boulkeroua, Ali Zaoui et Mahmoud Abdoun décidèrent de poursuivre dans la voie qu'ils s'étaient tracée. Leurs réunions se déroulaient *Aux deux chameaux*, dans le quartier de Saint-Eugène (Bologhine), ou dans la forêt de Baïnem, et se faisaient sans président ni secrétaire de séance.

39. J. Cantier, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, *op. cit*., p. 165.

40. Esteva à Darlan, 6 septembre 1941, cité par C. Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord dans la guerre*, *op. cit.*, p. 145-146.

41. Cf. Michel Ansky, *Les Juifs d'Algérie du décret Crémieux à la Libération*, Paris, CDJC, 1950 ; et J. Cantier, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, *op. cit.*, p. 72-73.

42. Maurice M. Roumani, *The Jews of Libya : Coexistence, Persecution, Resettlement*, Brighton, Sussex Academic Press, 2008, p. 28.

43. Renzo De Felice, *Ebrei in un paese arabo. Gli ebrei nella Libia contemporanea tra colonialismo, nazionalismo arabo e sionismo (1835-1970)*, Bologne, Il Mulino, 1987, p. 263-264.

44. *Ibid*., p. 267.

45. *Ibid*.

46. *Ibid*., p. 268.

47. Rachel Simon, « The Jews of Libya on the verge of the Holocaust », *Peamim* 28, 1986, p. 55, cité par M. M. Roumani, *The Jews of Libya…*, *op. cit.,* p. 25.

48. Selon A. Teruzzi, sous-secrétaire d'État pour l'Afrique italienne, il reste à la fin 1941 en Libye 1 900 Maltais et 870 sujets britanniques – juifs ou non.

49. M. Roumani, *The Jews of Libya…*, *op. cit.*, p. 28-29.

50. Voir Eric Salerno, *Uccideteli tutti. Libia 1943 : gli ebrei nel campo di concentramento fascista di Giado, una storia italiana*, Milan, Il Saggiatore, 2008. Voir aussi P. Bernhard, contribution inédite.

51. Voir Michel Abitbol, *Les Juifs d'Afrique du Nord sous Vichy*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1983 ; Yves-Claude Aouate, *Les Juifs d'Algérie pendant la Seconde Guerre mondiale*, thèse de doctorat, dactyl., université de Nice, 1984 ; André Chouraqui, *Les Juifs d'Afrique du Nord*, Paris, Hachette, 1985 ; J. Cantier, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, *op. cit.*, p. 72 *sq.*

52. Lettre au général Laffont du 3 juillet 1941, citée par J. Cantier, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, *op. cit.*, p. 131.

53. L'application des mesures d'exclusion scolaire est ainsi plus sévère en Algérie qu'en métropole, à l'instigation de la section universitaire algéroise de la Légion française des

combattants et de la branche algérienne de l'UNEF. À la rentrée 1942, Seuls 2,6 % des élèves du primaire et du secondaire sont juifs, alors que le *numerus clausus* est officiellement de 7 %. Voir J. Cantier, *ibid*., p. 123-134.

54. M. Abitbol, *Les Juifs d'Afrique du Nord sous Vichy*, *op. cit.* Sur la Résistance en Algérie, cf. aussi J. Cantier, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, *op. cit.*, p. 359-366 et C. Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord dans la guerre*, *op. cit.*, p. 208-232.

55. *Ibid*., p. 331-336.

56. M. Cueppers, « Nazi Strategy… », art. cité.

57. *Ibid*.

58. Lettre de al-Husseini et de al-Gillani au ministre des Affaires étrangères allemand, 28 avril 1942, Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes Berlin (archives politiques du ministère des Affaires étrangères, Berlin), R 27326, et réponse du ministre, 28 avril 1942, *ibid*., cité par M. Cueppers, *op. cit.*

59. P. Bernhard, « Behind the Battle Line… », art. cité.

60. J. Cantier, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, *op. cit.*, p. 347-348.

61. A. Rey-Goldzeiguer, *Aux origines de la guerre d'Algérie*, *op. cit.*

62. Cesare Marongiu Buonaiuti, *Politica e religioni nel colonialismo italiano (1882-1941)*, Milan, Giuffrè, 1982, p. 265-266.

63. Notiziario informazioni, 2 décembre 1935, ASMAE-MAI, 150/32.

64. *Ibid*., notiziario informazioni de septembre 1935.

65. M. Cueppers, « Nazi Strategy… », art. cité.

66. F. Chérif, *La Tunisie dans la tourmente*…, *op. cit.*

67. D. Djerbal, « Alliances et mésalliances… », art. cité.

68. Voir Jean-Louis Planche*, Sétif, 1945, histoire d'un massacre annoncé*, Paris, Perrin, 2006 ; Marcel Reggui, *Les Massacres de Guelma, Algérie, mai 1945. Une enquête inédite sur la furie des milices coloniales*, Paris, La Découverte, 2006.

69. Au Maroc, Allal el-Fassi et Mohammed el-Ouazzani ont été déportés respectivement au Gabon et dans le Sahara dès 1937. En Tunisie, Habib Bourguiba est transféré en France, puis conduit en Italie en 1942 où le régime tente de l'utiliser à son service.

La guerre du désert dans la mémoire collective

1. Vue d'ensemble de différents modèles par Astrid Erll, *Kollektives Gedächtnis und Erinnerungskulturen. Eine Einführung*, Stuttgart, J. B. Metzler, 2005.

2. Cet article repose en grande partie sur des articles écrits par Patrick Bernhard, Agostino Bistarelli, Julie Le Gac et l'auteur pour la série de conférences « La guerre des sables. La Seconde Guerre mondiale en Afrique du Nord (1940-1943) ». Tous mes remerciements à ces collègues ainsi qu'à Olivier Wieviorka pour leurs commentaires et précisions critiques. Le choix des études de cas nationaux découle des choix opérés lors de la conférence.

3. Antoine Prost, « Verdun », *in* Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, t. II, *La Nation*, Paris, Gallimard, 1986, p. 118, p. 137-139.

4. Voir *Le Mont-Valérien. Résistance, répression et mémoire*, sous la direction de Claire Cameron, Paris 2010 ; http://www.mont-valerien.fr/ressources-historiques/le-memorial-de-la-france-combattante/la-volonte-du-general-de-gaulle-1946-1960/ (1.2.2017).

5. Serge Barcellini, *Les Guerres de mémoires. La France et son histoire*, Paris, La Découverte, 2008 ; Serge Barcellini et Annette Wieviorka, *Passant, souviens-toi ! Les lieux du souvenir de la Seconde Guerre mondiale en France*, Paris, Plon, 1995 ; Olivier Wieviorka, *La Mémoire désunie : le souvenir politique des années sombres. De la Libération à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2010 (Stanford, 2012) ; Jan Eckel, *Die Ambivalenz des Guten : Menschenrechte in der internationalen Politik seit den 1940ern*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2014.

6. Julie Le Gac, « La mémoire combattante de la Seconde Guerre mondiale. De la Tunisie à l'Allemagne » (manuscrit non publié), Paris, 2015, p. 4.

7. Voir, pour ce qui suit, Lutz Klinkhammer, « Kriegserinnerung in Italien im Wechsel der Generationen. Ein Wandel der Perspektive ? », *in* Christoph Cornelissen, Lutz Klinkhammer et Wolfgang Schwentker (dir.), *Erinnerungskulturen. Deutschland, Italien und Japan seit 1945*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 2003, p. 333-343.

8. Voir Nicola Labanca (dir.), *Militari italiani in Africa. Per una storia sociale e culturale dell'espansione coloniale*, Naples, Edizioni Scientifiche Italiane, 2004 ; *idem*, *Una guerra per l'impero. Memorie della campagna d'Etiopia 1935-1936*, Bologne, Il Mulino, 2005 ; Angelo Del Boca, *Italiani, brava gente ?*, Milan, Neri Pozza, 2005 ; Daniela Baratieri, *Memories and Silences Haunted by Fascism : Italian Colonialism, 1930-1960*, Berne, Peter Lang, 2010.

9. Nicola Labanca, *Oltremare : Storia dell'espansione coloniale italiana*, Bologne, Il Mulino, 2002.

10. Jörg Baberowski, *Räume der Gewalt*, Francfort-sur-le-Main, S. Fischer, 2015.

11. Patrick Bernhard, « The Story That Never Was : The Prosecution of Italian War Crimes in North Africa after 1945 » (manuscrit non publié), Dublin, 2014, p. 1-2.

12. Voir aussi Filippo Focardi, « Gedenktage und politische Öffentlichkeit in Italien, 1945-1995 », *in* Cornelissen, Klinkhammer et Schwentker (dir.), *Erinnerungskulturen*…,

op. cit., p. 210-221, p. 211 *sq*.

13. Lutz Klinkhammer, « Kriegserinnerung… », *in* Cornelissen, Klinkhammer et Schwentker (dir.), *Erinnerungskulturen…*, *op. cit.*, p. 334.

14. Voir Jörg Echternkamp, *Soldaten im Nachkrieg. Historische Deutungskonflikte und westdeutsche Demokratisierung 1945-1955*, Munich, De Gruyter Oldenbourg, 2014.

15. Gerhard Schreiber, *Die italienischen Militärinternierten im deutschen Machtbereich 1943-1945*, Munich, Oldenbourg, 1990.

16. Agostino Bistarelli, *Memories of the Italian Prisoners of War* (manuscrit non publié), Pise, 2014.

17. Giorgio Rochat, *Le guerre italiane, 1935-1943*, Turin, Einaudi, 2005.

18. http://www.diegorizzuto.it/miononno_files/diariodiguerra.html (1/3/2017).

19. https://www.facebook.com/TheElAlameinProject/ (1/3/2017).

20. Paolo Caccia Dominioni, *El-Alamein 1933-1962*, Milan, Longanesi, 1963.

21. Voir Sudhir Hazareesingh, *In the Shadow of the General. Modern France and the Myth of De Gaulle*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

22. J. Le Gac, « La mémoire combattante… », art. cité, p. 5.

23. http://www.jacqueschirac-asso.fr/archives-elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/actualites/a_l_elysee/2004/janvier/haut_conseil_de_la_memoire_combattante.4968.html (1/3/2017).

24. http://www.afrika-korps.de/verband-da-k/verband-deutsches-afrika-korps-ev/. Mitteilungsblatt DIE OASE.

25. Cf. http://le-souvenir-francais.fr (5/2/2017).

26. Cf. Jörg Echternkamp, « Auftrag : Forschung. Die Bundeswehr, das Verteidigungsministerium und die Aufarbeitung der NS-Vergangenheit im Systemkonflikt », in *Zeitgeschichte online*, juin 2015, (http://www.zeitgeschichte-online.de/thema/auftrag-forschung).

27. Jürgen Finger, Sven Keller et Andreas Wirsching (dir.), *Vom Recht zur Geschichte : Akten aus NS-Prozessen als Quellen der Zeitgeschichte,* Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2009.

28. Cf. Olivier Wieviorka, *Une histoire de la Résistance en Europe occidentale*, Paris, Perrin, 2017.

29. Bernhard, « The Story That Never Was : The Prosecution of Italian War Crimes… », art. cité, p. 10.

30. Klinkhammer, « Kriegserinnerung… », *in* Cornelissen, Klinkhammer et Schwentker (dir.), *Erinnerungskulturen…*, *op. cit*., p. 340.

31. J. Le Gac, « La mémoire combattante… », art. cité, p. 8 ; IHTP, *La Mémoire des Français. Quarante ans de commémorations de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, CNRS, 1986.

32. J. Le Gac, « La mémoire combattante… », art. cité, p. 10.

33. Cf. ministère des Anciens Combattants et Victimes de guerre, *Atlas des nécropoles nationales*, Paris, La Documentation française, 1994.

34. Cf. Reinhart Koselleck, *Der politische Totenkult. Kriegerdenkmäler in der Moderne*, Munich, Wilhelm Fink, 1993 ; Manfred Hettling et Jörg Echternkamp (dir.), *Gefallenengedenken im globalen Vergleich. Nationale Tradition, politische Legitimation und Individualisierung der Erinnerung*, Munich, Oldenbourg, 2013.

35. Voir Stephan Scholz, *Vertriebenendenkmäler. Topographie einer deutschen Erinnerungslandschaft*, Paderborn, Schoeningh, 2015.

36. Jörg Echternkamp, « Veteranen als zivilgesellschaftliche Akteure der Versöhnung in Europa ? : Dispositionen, Handlungsfelder und Aktionsformen transnationaler Verständigung ehemaliger Kriegsteilnehmer in der frühen Bundesrepublik », *in* Corine Defrance et Ulrich Pfeil (dir.), *Verständigung und Versöhnung nach dem « Zivilisationsbruch » ? Deutschland in Europa nach 1945*, Bruxelles, Peter Lang, 2016, p. 443-464.

37. Pour ce qui suit, je me réfère à mon exposé « Symbolic Representations of fallen soldiers in North Africa War Monuments and West-German memory culture after 1945 » tenu dans le cadre de l'atelier de la série de conférences « La guerre des sables », Casa de Velázquez, Madrid, 17-18 octobre 2014.

38. Traité de Versailles 1919. Reproduction intégrale du texte officiel du traité, Nancy, librairie militaire Berger-Levraut, 1919, p. 107 (Section II. – Sépultures, art. 225), https://www.herodote.net/Textes/tVersailles1919.pdf.

39. L'exemple de Hürtgenwald (Rhénanie-du-Nord-Westphalie) montre les problèmes que l'aménagement et le réaménagement de cimetières militaires en Allemagne peuvent créer ; Karola Fings, Frank Möller (dir.), *Hürtgenwald – Perspektiven der Erinnerung*, Berlin, Metropol, 2014.

40. *« Über gezeichnetem Haupt / Die nackte Gewalt des Gestirnes, / Ward der Kampf uns verhängt, / Und wir ertrugen die Glut. / Namen nennen euch hier den Ort, / Wo wir kämpften und fielen. / Wüste heißt dieser Ort, / Erde, spurloser Sand. / Wüstenwind hüllte uns ein, / Die Leiber versengend, die Herzen. / Schicksalssturm löschte das Licht / Unseres irdischen Tags. / Was wir gewesen, ihr seid's ! / Und was uns verhängt war, bedroht euch. / Lernt aus verwehter Spur ! / Sorgt, dass die Wüste nicht wächst ! »*, traduction d'après Hervé Beaumont, Libye, Paris, Marcus, 2005, p. 88.

41. *Ob Feind, ob Freund, oder Bruder, / Ob bei den Söhnen Deutschlands, Italiens, Englands, / Ritterlich war eure Art, menschlich hier das Gesetz. / Gott allein kennt euch alle. Er weiß eure Namen, / Er fügt sie ein in seiner strengen wahrhaftigen Ordnung. / Er hält in Händen die Bitte der Lebenden und Toten, / Die Bitte um Frieden*.

42. *Schicksal Nordafrika*, éd. par Verband ehemaliger Angehöriger Deutsches Afrika-Korps E. V. en coopération avec le Rommel Sozialwerk, Doeffingen/Württemberg, Europa-Contact Verlags GmbH, 1954.

43. *Die Zeit*, 3/3/1955 n° 09 (http://www.zeit.de/1955/09/ein-besonderes-erinnerungsbuch).

Notices biographiques des auteurs

Maître de conférences à l'université de Leeds, Nir ARIELLI a notamment publié *Fascist Italy and the Middle East, 1933-40* (2010) et *From Byron to bin Laden : A History of Foreign War Volunteers* (2018).

Maître de conférences à l'université d'Oslo, Patrick BERNHARD a publié, entre autres, *Den Kalten Krieg denken. Beiträge zur sozialen Ideengeschichte seit 1945* (2014, avec Holger Nehring), ainsi que plusieurs articles dont « Behind the Battle Lines : Italian Atrocities and the Persecution of Arabs, Berbers, and Jews in North Africa during World War II », *Holocaust and Genocide Studies* (2012).

François DUMASY est maître de conférences à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence. Il a notamment travaillé sur la colonisation italienne en Libye et sur les aspects fonciers et économiques des débuts de la colonisation en Algérie. Il est coauteur de plusieurs ouvrages dont *Les Sociétés coloniales à l'âge des Empires* (2012), *Pratiques militaires et globalisation, XIX^e^-XXI^e^ siècles* (2014) et *Le Moyen-Orient de 1876 à 1980* (2016).

Directeur de recherche au Centre d'histoire militaire et des sciences sociales (ZMSBw) de Potsdam et professeur associé en histoire moderne à l'université de Halle-Wittenberg, Jörg ECHTERNKAMP a publié *Soldaten im Nachkrieg, 1945-1955* (2014) et *Das Dritte Reich. Diktatur, Volksgemeinschaft, Krieg* (2018).

Professeur d'histoire à l'université de Toronto, Eric JENNINGS est l'auteur de nombreux ouvrages dont *Vichy sous les tropiques* (2004) et *La France libre fut africaine* (2014). Son prochain livre, *Les Bateaux de l'espoir*, sortira prochainement aux éditions CNRS.

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Sienne, Nicola LABANCA travaille sur la colonisation et l'histoire militaire italiennes. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont, parmi les plus récents, *Outre-mer. Histoire de l'expansion coloniale italienne* (2014), *La guerra d'Etiopia, 1935-1941* (2015) et *Caporetto. Storia e memoria di una disfatta* (2017).

Julie LE GAC est maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'université de Paris-Nanterre et chercheuse associée à l'Institut des Sciences sociales du Politique (ISP). Elle a notamment publié *Vaincre sans gloire. Le corps expéditionnaire français en Italie (novembre 1942-juillet 1944)* (2013).

Professeur d'histoire internationale à l'université de Cambridge, David REYNOLDS est également membre de l'Académie britannique. Il a publié, entre autres, *In Command of History : Churchill Fighting and Writing the Second World War* (2004), *The Long Shadow : The Great War and the Twentieth Century* (2013) et, avec Vladimir Pechatnov, *The Kremlin Letters : Stalin's Wartime Correspondence with Churchill and Roosevelt* (2018).

Professeur d'histoire contemporaine à l'École normale supérieure de Paris-Saclay, Olivier WIEVIORKA a notamment publié *Une histoire de la Résistance en Europe occidentale* (2017), *Histoire du débarquement en Normandie* (2017) et *Histoire de la Résistance* (2018).

Index

- Abbas, Ferhat 230, 239-241, 249
- Abd al-Majid Salim (cheikh) 256
- Aglion, Raoul 92-93
- Alexander, Harold (général) 117, 120, 124
- Allenby, Edmund 110
- Amrani, Saïd 258
- Anderson, Kenneth (général) 116, 135-136
- Arnim, Hans-Jürgen von (général) 114-115
- Arslan, Chekib 226
- Asselah, Hocine 258
- Auchinleck, Claude (général) 13, 15, 26, 31-32, 40, 45, 48, 51, 65-67, 110, 117, 120-122, 124, 126, 128, 145, 163-164
- Badoglio, Pietro (maréchal) 49
- Bahri, Yunus el- 226
- Balbo, Italo (maréchal) 24, 109, 129, 227-228, 234, 243-245, 253
- Ballat, Lucien 243
- Ball, Simon J. 8, 15, 17, 57, 88, 99
- Banna, Hassan el- 256
- Barberowski, Jörg 188

- Barbiellini Amidei, Bernardo 227
- Barcellini, Serge 265
- Barnett, Correlli 111, 120, 124
- Barr, Niall 15, 20-21, 46
- Bastico, Ettore (général) 31, 45, 48-49, 109, 118, 127, 129, 193, 234, 246
- Bel Haj Ahmed, Abderrahman, dit Yacine 226
- Belouizdad, Mohammed 258
- Bendjelloul, Mohammed Saleh (docteur) 102, 240-241, 249
- Ben Youssef, Sidi Mohammed 230, 249, 259
- Bernhard, Patrick 97, 126, 275
- Berque, Augustin 239-240
- Berto, Giuseppe 272
- Bierman, John 181
- Bistarelli, Agostino 272
- Biyoud, Ahmed 255
- Blamey, Thomas (général) 162-164
- Bocca, Giorgio 270
- Bogart, Humphrey 93
- Bohle, Ernst Wilhelm 98
- Bonnier de La Chapelle, Fernand 82
- Boris, Jean-Mathieu 138
- Bouda, Ahmed 258
- Bourguiba, Habib 99, 230, 259
- Brink, George (général) 166
- Brooke, Alan (général) 74, 87, 116, 124
- Brosset, Diego (général) 136
- Bungay, Stephen 151
- Caccia Dominioni, Paolo 272
- Campbell, Jock 129
- Canaris, Wilhelm (amiral) 160
- Cantier, Jacques 101
- Carrier, Richard 14
- Cassin, René 179
- Cavallero, Ugo (maréchal) 49, 109, 121, 129, 246
- Cerbella, Gino 227

- Ceva, Lucio 15, 59
- Chadly, Mohammed Salah 259
- Cherchali, Hadj 258
- Chérif, Fayçal 230
- Chirac, Jacques 264, 273
- Churchill, Winston 8, 13, 26-27, 48, 53, 57-62, 65-66, 69, 71-72, 74-79, 82-85, 87, 89-90, 95, 101, 120-124, 129, 164, 166, 256, 259
- Citino, Robert 36
- Clark, Mark Wayne (général) 117, 136
- Clausewitz, Carl von 119
- Crimp 142
- Crossman, Richard 116
- Crüwell, Ludwig (général) 108, 287
- Cumming, Alfred (général) 171
- Cunningham, Alan (général) 117, 128-129
- Danton, Georges Jacques 62
- Darlan, François (amiral) 81-82, 84, 102, 125, 159, 232
- Darwin, John 95
- Daunay (colonel) 137
- De Felice, Renzo 245
- Delange, Raymond (commandant) 105
- De Ninno, Fabio 44
- Didouche, Mourad 258
- Dill, John 61
- Doehle, Walter 229
- Doriot, Jacques 243
- Driss, Rachid 259
- Éboué, Félix 177-179, 235
- Echternkamp, Jörg 59
- Eisenhower, Dwight D. (général) 31-32, 40, 48, 70, 77, 81, 84, 90, 108, 116-117, 122, 124-125, 127-130, 135, 200, 204
- Endrich, Enrico 228
- Esteva, Jean-Pierre (amiral) 99, 242, 249
- Evans-Pritchard, Edward 237
- Farouk (roi) 96, 256
- Fassi, Allal el- 224

- Felmy, Hellmuth (général) 159-160, 174
- Fennell, Jonathan 15
- Franco, Francisco 58, 97, 189
- Fredendall, Lloyd (général) 116, 127, 129
- Frenay, Henri 264
- Freyberg, Bernard Cyril (général) 162
- Fuller, John Frederick Charles 110
- Gambara, Gastone (général) 118
- Gandhi, Mohandas 102, 241
- Gariboldi, Italo 59, 63, 129
- Gatto, Alfonso 272
- Gaulle, Charles de 29, 79-80, 82, 88, 102, 104-105, 113, 125, 132, 175, 178, 208, 214, 235, 257, 263-265, 273, 277, 279
- Gause, Alfred 108
- Giles-Vernick, Tamara 176
- Gillani, Rachid Ali al- 160, 251
- Giraud, Henri (général) 81, 102, 116, 125, 134, 136, 159
- Giscard d'Estaing, Valéry 264, 277
- Goldziher, Ignaz 254
- Göring, Hermann 64
- Gorio, Federico 170
- Gott, William 129
- Graham, J. D. P. 139-140
- Graziani, Rodolfo (maréchal) 7, 26, 31-32, 48, 98, 118, 120, 129, 168-170, 237
- Grinker (psychiatre) 148
- Grobba, Fritz 160
- Guderian, Heinz (général) 100
- Guilbaud, Georges 99
- Guingand, Freddie de (général) 121
- Guzzoni, Alfredo 118
- Halbwachs, Maurice 261
- Halder, Franz (général) 63, 113
- Hamilton, Nigel 26
- Hankey, Maurice 60
- Hanson, Frederick R. (psychiatre) 148, 151

- Hartmann, Martin 254
- Hathaway, Henry 285
- Henni, Mohammed 258
- Hildebrand, Klaus 97
- Himmler, Heinrich 101, 250
- Hitler, Adolf 7-8, 26-27, 31, 49, 56, 58-60, 62, 64, 66-67, 73, 77, 79, 81, 84, 88-90, 97-98, 118, 120-124, 126, 148, 152, 159-160, 181, 207, 229, 250, 266, 270
- Hurgronje, Snouck 254
- Husseini, Mohammed Amin al- 160, 229, 231, 255
- Iguerbouchen, Mohammed 226
- James G. W. B. (psychiatre) 149, 285
- Jonchay, Christian du 99
- Juin, Alphonse (général) 116, 125, 135
- Kalman, Samuel 191
- Keitel, Wilhelm (maréchal) 118
- Kersaudy, François 82
- Kesselring, Albert (maréchal) 48-49, 114, 121
- Killingray, David 175, 179
- King, Ernest (amiral) 73-74
- Kippenberger, Howard 165
- Kirchheim, Heinrich 127
- Koeltz, Louis (général) 135, 147
- Kœnig, Marie Pierre (général) 65, 112, 129
- Korda, Zoltan 93
- Krull, Germaine 177, 236
- Kuhn, Harald 127
- Kummetz, Fritz 101
- Lachenal, Guillaume 176
- Laurentie, Henri 235
- Laval, Pierre 241
- Leclerc, Philippe (général) 103-104, 171-172, 178, 236
- Le Gac, Julie 11, 199, 262, 265
- Lemay, Benoît 113
- Leroux, Jean 93
- Lewin, Ronald 218-219

- Liddell Hart, Basil Henry 29, 110
- Lieb, Peter 220
- Lyautey, Hubert (maréchal) 103, 253
- Macario, Duard 137-138, 145
- MacKeith, Samuel A. (psychiatre) 150
- Macmillan, Harold 116
- Mahdi al-Sénoussi, Saïd Rida al- 256
- Major, John 96, 195
- Maletti, Pietro (général) 168-169
- Manahi, Haane 94, 185
- Maraghi, Mohammed Mustafa al- 256
- Marion, Paul 99
- Marshall, George (général) 70, 73-74, 77, 79, 81, 86-87, 120
- Mason, James 285
- Mast, Charles (général) 78
- Mata-Hari 114
- Messali Hadj, Ahmed 224, 238, 240-241, 249, 258
- Messe, Giovanni (général) 108-109, 129
- Metzger, Chantal 97
- Meyer-Ricks, Hermann (commandant) 160-161, 173
- Milne, Caleb 139, 145-146
- Mitterrand, François 264, 277
- Mokhtar, Omar el- 24, 223
- Molotov, Viatcheslav 72
- Moncef Bey, Mohammed el-Moncef, dit 242, 249, 255, 259
- Montanari, Mario 15
- Montgomery, Bernard (général) 8-10, 13, 15-16, 26, 31-32, 36, 40, 48, 51, 67, 76, 108, 111, 113-117, 122, 127-128, 130, 136, 146, 156, 165, 185, 219, 261
- Moorehead, Alain 13
- Mork, Werner 149
- Morshead, Leslie (général) 117, 164
- Motadel, David 254
- Murphy, Robert 233
- Mussolini, Benito 7-8, 23, 26-28, 32, 48-49, 56, 59, 100, 120, 123, 129, 152, 189, 211, 225, 227, 244, 246, 270-271

- Nallino, Carlo Alfonso 227
- Napoléon 62
- Nasser, Gamal Abdel 21, 95
- Neitzel, Sönke 63
- Neurath, Konstantin von 250, 255
- Noguès, Charles (général) 103, 224, 230, 232, 250
- Nunes Vais, Roberto 234
- Okbi, cheikh Tayeb el- 249
- Ollandet, Jérôme 176
- Patton, George (général) 108, 116-117, 125-127, 129
- Paulus, Friedrich (maréchal) 63, 113
- Pétain, Philippe (maréchal) 80-81, 97, 102, 208, 240, 242
- Piatti, Umberto 196
- Pienaar, Dan 166
- Platon, Charles (amiral) 99
- Pleven, René 235
- Pound, Dudley (amiral) 57, 74
- Prioux, René (major) 147
- Prost, Antoine 262
- Pyle, Ernie 144-145, 151
- Radjef, Belkacem 226
- Raeder, Erich (amiral) 58, 64
- Rahn, Rudolf 99, 160-161, 197, 250, 255
- Rainero, Romain 28
- Rauff, Walther (lieutenant-colonel) 251
- Ravenstein, Johann von 108
- Rey-Goldzeiguer, Annie 258
- Reynolds, David 53
- Ritchie, Neil (général) 121
- Ritter von Epp, Franz Xaver 98
- Rizzuto, Pietro 272
- Rochat, Giorgio 15
- Rodenwaldt, Ernst 254
- Rognoni, A. 245
- Rommel, Erwin (maréchal) 7, 9-10, 14, 16, 26, 29-32, 36, 40, 45-49, 51, 59-60, 62-67, 73, 76, 83-84, 89, 95-96, 98, 108-115, 118-119, 121-

124, 126-129, 133-134, 137, 139, 148, 156, 163-164, 170-172, 181-182, 193, 195-196, 219-220, 250, 261, 272, 283-284
- Roosevelt, Franklin Delano 8, 26-27, 48, 66, 69, 71-72, 74, 76-82, 85-87, 89-90, 120, 122, 257, 259
- Roquelle, Jean 138
- Rossellini, Roberto 268
- Sadate, Anouar el- 21, 95
- Salazar, António de Oliveira 97
- Sarkozy, Nicolas 273
- Schmieder, Oskar 100
- Schober 173
- Sénoussi, Mohammed Idris el- 238, 256
- Serrano Súñer, Ramón 97
- Siri Pacha, Hussein 256
- Smaï, Abderahmane 258
- Smith, Colin 129, 181
- Smith, Walter Bedell (général) 129, 181
- Smurthwaite, David 219
- Smuts, Jan 166
- Spiegel, John Paul (psychiatre) 148
- Squire, Charles 126
- Staline, Joseph 72, 75, 85, 87-88
- Stimson, Henry Lewis 48, 78
- Streich, Johannes (général) 113
- Stumme, Georg 148
- Suremain, Henri de 179
- Taleb, Mohammed 257
- Tambul 93
- Tchioula 178
- Tedder, Arthur (général) 117
- Teruzzi, Attilio 238, 246
- Thameur, Habib (docteur) 242
- Trevisani, R. 245
- Tricki, Hassen 259
- Truman, Harry S. 199
- Truscott, Lucian (général) 152

- Tumiati, Gaetano 272
- Vaerst, Gustav von 174
- Vallat, Xavier 248
- Vigoureux, Armand 177
- Vismara, Felice 208
- Vogel, Thomas 14
- Walter, Heinrich 100, 129, 229
- Ward, Orlando (général) 116
- Wavell, Archibald (général) 13, 31-32, 45, 59-60, 62, 65, 98, 110, 122, 129, 132
- Wedemeyer, Albert (général) 86
- Weichold, Eberhard (vice-amiral) 114
- Weinberg, Gerhard L. 15
- Weizsäcker, Richard von 276
- Welsch, Frederick 212
- Welvert, Marie Joseph Édouard (général) 136, 147
- Westphal, Siegfried (général) 196
- Weygand, Maxime 102, 232-233, 239-240, 248, 256
- Whitehall 105
- Wien, Peter 229
- Wieviorka, Olivier 14
- Willkie, Wendell 122
- Wimberley, Douglas (général) 162
- Witte, J. H. 138
- Witzke, Robert 195
- Woolley, Jo 219

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur
www.editions-perrin.fr

PERRIN

Nous suivre sur